REPUBLIQUE FRANCAISE

RIOM LIMAGNE ET VOLCANS
(PUY-DE-DOME)

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBÉRATIONS du CONSEIL de COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION

Délibération n°07

L'AN deux mille vingt-six, le jeudi 1er octobre, le conseil communautaire, convoqué le 25 septembre 2026 s'est réuni à Mozac, Salle l'Arlequin, à 18 heures 30 minutes, sous la présidence de M Pierre CHASSAING, Président.

Effectif légal du conseil communautaire :
60

Nombre de conseillers en exercice :
60

Nombre de conseillers présents ou représentés :
60

Nombre de votants :
60

Date de convocation :
25 septembre 2026

Date d'affichage de la liste des délibérations :
09 octobre 2026

Objet : Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) - révision allégée n°1 : approbation

PRESENTS

Mme ABELARD Nathalie, Mme ANDRIEU Camille, Mme ARGENSON Anne-Claire, M AUGERE Alain, M BARRAUD Tony, M BEAURE Nicolas, M BESNARD Sébastien, Mme BESSON Martine, M BONNET Pierre, M BONNICHON Frédéric, M BOUCHET Boris, M CARETTE Johan, M CARTAILLER Philippe, M CHASSAING Pierre, Mme CHINCHOLLE Camille, Mme CONTAL Sophie, M DAUZAT Marc, M DE ABREU Jérôme, M DUCHÉ Dominique, Mme DUVAL Christine, M GAUTHIER Patrice, Mme LAFARGE Anne-Catherine, Mme LAGOUTTE Mélissa, M LASSALAS Marc, M MAGNET Fabrice, M MAGNOUX André, M MARQUET Thierry, M MEGEMONT Brice, Mme MELUT Valérie, M MEYER Jean-François, M MICHEL Franck, Mme PALAMARA Pascale, M PERONA Matthieu, M PERRET Jean-Philippe, Mme PIERRONT Lysiane, Mme PLUCHART Florence, M PONCÉ Stéphane, Mme RAYMOND Isabelle, M RAYMOND Vincent, M RAYNAUD Jean-Louis, Mme RIOTON Samya, Mme ROUGANNE Béatrice, M ROUSSY Raphaël, Mme ROUX Maryline, Mme SARRON Sandra, M THEVENOT Laurent, M VERDIER Pierre, M VERMOREL Pierrick, M VILLAFRANCA Grégory, **titulaires.**
Mme LOUSTE-SOL Véronique**, Suppléante.**

ABSENTS EXCUSÉS :

Absents représentés ou suppléés :

- Mme BERTAUD Cécile *a donné pouvoir à* M MAGNET Fabrice,
- Mme BERTHELEMY Hélène *a donné pouvoir à* M RAYNAUD Jean-Louis,
- M CHANSARD Gérard *a donné pouvoir à* Mme CHINCHOLLE Camille,
- M CHAUVIN Lionel *a donné pouvoir à* M CHASSAING Pierre,
- Mme DEVEDEUX Juliette *a donné pouvoir à* M PONCÉ Stéphane,
- Mme DUPONT Laurence *a donné pouvoir à* M DE ABREU Jérôme,
- M IMBERT Didier *a donné pouvoir à* M MEGEMONT Brice,
- Mme PIRES-BEAUNE Christine *a donné pouvoir à* M VILLAFRANCA Grégory,
- Mme ROUSSEL Sandrine *a donné pouvoir à* M VERMOREL Pierrick,
- Mme TURQUOIS Maryne *a donné pouvoir à* Mme ROUGANNE Béatrice,

- M BIGAY Bertrand, conseiller communautaire unique de Le Cheix-sur-Morge, remplacé par Mme LOUSTE-SOL Véronique, conseillère communautaire suppléante.

<> <> <> <> <>

Secrétaire de Séance : M AUGERE Alain

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 1/75

Rapport n°07 – Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) - révision allégée n°1 : approbation

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT),
Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 103-02 à L. 103-4, L.153-21, L.153-23 à L.153-26, L. 153-31 à L. 153-44, L. 300-6 et R. 153-21 et R. 153-22,
Vu l'arrêté préfectoral n°20240538 du 02 avril 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV),
Vu la délibération n°20220201.01 du conseil communautaire du 1er février 2022 portant approbation du Projet de territoire « RLV Ambitions 2030 »,
Vu la délibération n°20230307.01 du conseil communautaire du 7 mars 2023 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de RLV,
Vu la délibération n°20240409.06 du conseil communautaire du 9 avril 2024 approuvant la modification de droit commun n°1 du PLUi de RLV,
Vu la délibération n°820 du 26 juin 2024 du conseil syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Le Grand Clermont approuvant la modification n°8 du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont,
Vu la délibération n°16 du conseil communautaire du 10 décembre 2024 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLUi de RLV,
Vu la délibération n°26 du conseil communautaire du 8 avril 2025 prescrivant une révision allégée n°1 du PLUI de RLV,
Vu la délibération n°15 du conseil communautaire du 13 novembre 2025 arrêtant le bilan de la concertation publique effectuée dans le cadre de la procédure de révision allégée,
Vu l'arrêté du Président n°011 du 19 mai 2025 prescrivant la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi de RLV,
Vu l'arrêté du Président n°012 du 20 mai 2025 prescrivant la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi de RLV,
Vu l'arrêté n°024 du Président du 24 juin 2025 prescrivant la modification de droit commun n°2 du PLUi de RLV,
Vu l'arrêté n°054 du Président en date du 02 juin 2026 portant mise à jour du PLUi afin d'y annexer le volet relatif au bâti agricole de la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des Puys - faille de Limagne,

Considérant que la révision allégée n°1 porte modifications du règlement graphique (zonage) en réordonnançant certaines zones agricoles :
- Passage de tènements d'une zone Agricole protégée (Ap) vers une zone Agricole constructible (Ac),
- Passage de tènements d'une zone Ac vers une zone Ap,

Considérant que la concertation publique a été mise en œuvre conformément aux modalités définies et que son bilan a été arrêté par délibération du conseil communautaire en date du 13 novembre 2025,
Considérant que la procédure a fait l'objet d'une évaluation environnementale volontaire et que l'Autorité environnementale a rendu son avis le 10 mars 2026,
Considérant que les personnes publiques associées ont été consultées et qu'une réunion d'examen conjoint s'est tenue le 10 mars 2026, donnant lieu à l'établissement d'un procès-verbal,
Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du 22 mai au 26 juin 2026 et que le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions le 21 juillet 2026, assortis d'un avis favorable sans réserve,
Considérant que, à l'issue de l'enquête publique, le dossier a été modifié afin de tenir compte des observations recueillies, notamment par le retrait de deux secteurs d'évolution ainsi que des mesures de compensation associées et par l'ajustement du périmètre d'un secteur,
Considérant que ces modifications visent à mieux prendre en compte les enjeux liés au risque d'inondation au regard, des dispositions du Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'inondation (PPRNPi) de l'agglomération riomoise ainsi que du porter à connaissance de l'État relatif au futur PPRNPi Limagne des Marais,
Considérant que ces modifications ne remettent pas en cause l'économie générale du projet de révision allégée n°1,
Considérant que le projet de PLUi tel qu'il est présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé, conformément à l'article L. 153-21 du code de l'urbanisme,
Considérant l'avis de la commission urbanisme et stratégie foncière du 08 septembre 2026 et du bureau communautaire du 22 septembre 2026,

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 2/75

Le conseil communautaire, sur proposition de Monsieur le vice-président délégué à l'urbanisme et à la stratégie foncière, et à l'unanimité, décide :

- **D'approuver le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, tel qu'il est annexé à la présente note, issu de la procédure de révision allégée n°1 ;**
- **De dire que cette délibération fera l'objet :**
  - **D'une transmission en sous-préfecture ;**
  - **D'une publication sur le Géoportail national de l'urbanisme, en vertu des dispositions des articles L. 153-23, R. 153-21 et R. 153-22 du code de l'urbanisme ;**
  - **D'une notification aux personnes publiques associées et aux communes membres ;**
  - **D'un affichage pendant un mois au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagnes et Volcans et dans toutes les communes membres ;**
  - **D'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département ;**
  - **D'une publication sur le site internet de la communauté d'agglomération Riom Limagnes et Volcans ;**
- **De dire que le PLUi issu de la révision allégée n°1 sera publié sur le Géoportail national de l'urbanisme ;**
- **De dire que le PLUi issu de la révision allégée n°1 sera tenu à la disposition du public sur le portail national de l'urbanisme, sur le site de la communauté d'agglomération www.riv.eu, et au siège de l'agglomération aux jours et horaires habituels d'ouverture au public.**

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois, an que dessus.

Pour extrait conforme.
A Riom, le 02 octobre 2026

Le Secrétaire de Séance

Alain AUGERE

Le Président

Pierre CHASSAING

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Riom Limagne et Volcans

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale, soit par voie dématérialisée, via l'application Télérecours citoyens, accessible à l'adresse suivante : https://www.telerecours.fr.
Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 3/75

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Évolution du plan local d'urbanisme intercommunal

Modification de droit commun n°2

Révision allégée n°1

Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi

Déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

du 22 mai au 26 juin 2026

I- RAPPORT D'ENQUÊTE

Bernard NUGIER

Commissaire enquêteur

21 juillet 2026

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 5/75

SOMMAIRE

I-PRÉAMBULE ..... p 3
11- Objet de l'enquête
12- Origine de la procédure
13- Cadre juridique de l'enquête

II- LES ÉVOLUTIONS DU PLUi SOUMISES À ENQUÊTE.....p 4
21- Modification de droit commun n°2
22- Révision allégée n°1
23- Déclaration de projet n°1
24- Déclaration de projet n°2

III- CONCERTATION ET CONSULTATIONS PRÉALABLES.....p 6
31- Concertation réglementaire
32- Évaluation environnementale
33- Avis des personnes publiques associées
34- Avis des communes et EPCI
35- Dérogations à la loi montagne et à la loi Barnier

IV- DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE..... p 11
41- Désignation du commissaire enquêteur, prescription de l'enquête
42- Rencontres préalables
43- Visite des lieux
44- Mesures de publicité
45- Composition du dossier mis à la disposition du public
46- Modalités de consultation du dossier par le public
47- Recueil des observations du public
48- Permanences du commissaire enquêteur
49- Climat de l'enquête

V- ANALYSE DES OBSERVATIONS .....p 15
51- Observations recueillies lors des permanences
52- Observations inscrites sur les registres d'enquête, hors permanences
53- Observations recueillies par courrier postal ou électronique

VI- PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE ET RÉPONSES DE RLV .....p 21
61- Procès-verbal de synthèse
62- Réponse apportées par RLV

ANNEXES .....p 26

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 6/75

I- PRÉAMBULE

11- Objet de l'enquête

Organisée autour de la ville de Riom, la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV) regroupe 31 communes sur un territoire de 401 km² pour une population d'environ 70 000 habitants. Elle est incluse dans le périmètre du SCoT du Grand Clermont. Compétente en matière de documents d'urbanisme, elle souhaite faire évoluer le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) qu'elle a approuvé en 2023, à travers quatre procédures distinctes qui donnent lieu à la présente enquête publique :

- une modification de droit commun n°2, comportant 52 points ;
- une révision allégée n°1 concernant des ajustements dans la délimitation de zones Ac et Ap ;
- une déclaration de projet n°1 (création d'une caserne de sapeurs-pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches) emportant mise en compatibilité du PLUi ;
- une déclaration de projet n°2 (création d'un stockage d'énergie par batteries sur la commune de Malintrat), emportant mise en compatibilité du PLUi.

Cette enquête, commune aux quatre procédures, fait l'objet d'un rapport unique et de conclusions séparées.

12- Origine de la procédure

Le PLUi de Riom Limagne et Volcans a été approuvé le 7 mars 2023 par le conseil communautaire de RLV. Depuis, le document a fait l'objet :

- d'une modification de droit commun n°1 approuvée le 9 avril 2024 ;
- d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 10 décembre 2024.

La communauté d'agglomération souhaite à nouveau faire évoluer le PLUi en engageant :

- une modification de droit commun n°2, prescrite le 24 juin 2025 par arrêté du président de RLV. Comportant 52 points, cette modification vise à ajuster le PLUi aux besoins nouveaux des territoires, à rendre le document plus facilement applicable et à corriger certaines erreurs ;
- une révision allégée n°1, prescrite le 8 avril 2025 par délibération du conseil communautaire de RLV. Cette révision a pour objet de modifier le règlement graphique du PLUi dans les zones agricoles pour permettre la constructibilité agricole de certains espaces tout en renforçant la protection d'autres surfaces ;
- deux déclarations de projets emportant mise en compatibilité du PLUi prescrites respectivement les 19 et 20 mai 2025 par arrêté du président de RLV. L'objectif est de permettre la construction d'une caserne de sapeurs-pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches et l'implantation d'un stockage d'énergie électrique par batteries sur la commune de Malintrat.

13- Cadre juridique de l'enquête

▪ Modification de droit commun n°2

Les adaptations envisagées n'entrent pas dans le champ d'application de la procédure de révision du PLUi mais relèvent d'une procédure de modification en application des articles L.153-36 et L.153-37 du code de l'urbanisme. Elles peuvent toutefois avoir pour effet de majorer ponctuellement de plus de 20 % les possibilités de construction ou de diminuer ponctuellement les possibilités de construire et doivent par conséquent être soumises à enquête publique en application de l'article L.153-41 du code de l'urbanisme.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 7/75

▪ Révision allégée n°1

Cette révision a pour objet le reclassement ponctuel de zones Ap (zones agricoles protégées) en zones Ac (zones agricoles constructibles) et inversement, de zones Ac en zones Ap, sans porter atteinte aux orientations du plan d'aménagement et de développement durable (PADD). Elle relève donc de la procédure prévue par l'article L.153-34 du code de l'urbanisme et doit faire l'objet d'une enquête publique en application de l'article R.153-12 du même code.

▪ Déclarations de projets n°1 et n°2

En application de l'article L.153-54 du code de l'urbanisme, les déclarations de projets qui ne sont pas compatibles avec un plan local d'urbanisme doivent faire l'objet d'une enquête publique portant à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU(i).

C'est dans ce cadre juridique que par arrêté du 24 février 2026, abrogé le 25 mars 2026 puis remplacé par un nouvel arrêté du 24 avril 2026, le président de RLV a prescrit la présente enquête publique. Les modalités de l'enquête sont régies par les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'environnement.

II- LES ÉVOLUTIONS DU PLUi SOUMISES À ENQUÊTE

21- Modification de droit commun n°2

Sur les 52 points que comporte le projet de modification :

- 9 consistent à modifier le règlement graphique par des **redistributions à l'intérieur des zones urbaines** (zones U) afin de mieux correspondre au tissu urbain existant et intégrer les projets en cours. Il s'agit des points n°1 (Chanat-la-Mouteyre), n°5 (Chatel-Guyon), n°6 (Le Cheix-sur-Morge), n°8 (Ennezat), n°10 (Marsat), n°12 (Les Martres-sur-Morge), n°15 (Pessat-Villeneuve), n°20 (Riom) et 24 (Saint-Ours-les-Roches).
- 24 visent à **adapter le règlement écrit** pour tenir compte du contexte local et des projets (points n°30, 31, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 45, 46, 48, 49, 50, et 52) voire à simplement corriger des erreurs ou incohérences (points n°29, 34, 39, 43, 44, 47 et 51). Il s'agit par exemple d'harmoniser certaines règles (clôtures, volets roulants, recul des extensions…), de clarifier certaines définitions (distances de retrait, calcul de la hauteur des constructions…), d'assouplir certaines contraintes (constructions et installations nécessaires aux équipements publics, plantation d'arbres…)
- 2 ont pour objet de **renforcer la préservation d'éléments patrimoniaux** : points n°2 et 3 (Chanat-la-Mouteyre).
- 11 concernent des **modifications sur les emplacements réservés** à Chanat-la-Mouteyre (point n°4), Saint-Ours-les-Roches (n°25) et Volvic (n°26 et 27) ou l'**ajout de linéaires d'activité** à Malauzat (n°9), Les Martres-d'Artière (n°11), Riom (n°16, 17 et 18), Saint-Beauzire (n°21) et Saint-Ignat (n°23).
- 5 ont pour but de **créer ou modifier des orientations d'aménagement et de programmation** (OAP), au Cheix-sur-Morge (point n°7), à Mozac (n°13 et 14), à Saint-Bonnet-près-Riom (n°22) et à Volvic (n°28).
- 1 vise à **supprimer des zones *non aedificandi*** à Riom (point n°19).

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 8/75

22. Révision allégée n°1

RLV justifie cette révision par la nécessité, avec le recul de plus de deux années d'application du PLUi, de procéder à certains ajustements pour mieux prendre en compte les situations locales, tout en respectant l'équilibre global affiché dans le PADD entre le développement agricole et la préservation des paysages et de l'environnement.
Ces ajustements sont de deux ordres :

- le classement en zone Ac d'espaces initialement classés Ap, pour répondre à l'évolution des besoins agricoles : constructions nouvelles, extension de constructions agricoles, serres, locaux techniques… 14 parcelles (13 tènements) sont concernées sur 8 communes (Chappes, Entraigues, Les Martres-d'Artière, Les Martres-sur-Morge, Riom, Saint-Beauzire, Saint-Bonnet-près-Riom, Saint-Ours-les-Roches), pour une surface totale de 5,31 ha.
- inversement, le classement en zone Ap d'espaces initialement classés Ac, compte tenu de leurs qualités paysagères, agronomiques et environnementales : espaces boisés, ripisylves, abords de cours d'eau… Également 14 parcelles sont concernées (11 tènements) sur les 8 mêmes communes, pour une superficie totale de 9,30 ha.

Au total, ces ajustements se traduisent par :
- une augmentation nette de 3,99 ha des surfaces agricoles protégées (zones Ap), soit + 0,02 % par rapport à l'ensemble des zones Ap du territoire ;
- une réduction nette de 3,99 ha des surfaces agricoles constructibles (zones Ac), soit – 0,17 % par rapport à l'ensemble des zones Ac du territoire.

23. Déclaration de projet n°1

Il s'agit de modifier le PLUi pour permettre la construction d'une caserne de sapeurs-pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, à proximité du giratoire situé à l'intersection des routes départementales n°941 et 943.
Porté par le SDIS du Puy-de-Dôme, ce projet s'inscrit dans le cadre de la réorganisation territoriale des services d'incendie et de secours du secteur, afin d'assurer une couverture opérationnelle optimale, conforme aux objectifs du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR).
La mise en compatibilité du PLUi porte sur la définition d'un zonage et d'un règlement écrit associé autorisant ce projet.

24. Déclaration de projet n°2

Cette procédure vise à mettre en compatibilité le PLUi avec un projet de création d'un stockage d'énergie par batteries lithium fer phosphate sur la commune de Malintrat, le long de la route départementale n°2.
Porté par la société britannique Harmony Energy, cet équipement situé à proximité du poste électrique RTE (Réseau de transport d'électricité) de Malintrat, permettra de stocker de l'électricité pour tirer pleinement parti des énergies renouvelables intermittentes et sécuriser l'approvisionnement des usagers.
La capacité prévue du parc de stockage est de 100 MW de puissance et de 200 MWh d'énergie stockée soit l'équivalent de la consommation de 240 000 foyers pendant deux heures.

La modification du PLUi consiste à définir un zonage et un règlement écrit associé à ce projet. Une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) est également créée pour encadrer la constructibilité de l'équipement et son intégration paysagère.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 9/75

III- CONCERTATION ET CONSULTATIONS PRÉALABLES

31- Concertation réglementaire

Les quatre procédures ont donné lieu à une concertation réglementaire, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme.
Le bilan de cette concertation a été arrêté par le conseil communautaire de RLV le 14 novembre 2025. Il s'établit comme suit :

- Modification de droit commun n°2 : deux contributions recueillies, une seule a donné lieu à une suite favorable ;
- Révision allégée n°1 : deux observations recueillies, hors champ de la proécédure ;
- Déclaration de projet n°1 : auucune observation ;
- Déclaration de projet n°2 : un avis du Grand Clermont suggérant la couverture photovoltaïque des batteries et attirant l'attention sur l'impact paysager du projet. RLV n'a pas donné suite à la première proposition et a rappelé qu'une OAP encadrera l'insertion paysagère du projet.

Remarque du commissaire enquêteur : le public n'a manifesté qu'un intérêt limité pour cette consultation.

32- Évaluation environnementale

▪ Modification de droit commun n°2

Dans le cadre d'un examen au cas par cas, la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) a requis une évaluation environnementale pour justifier deux points de la modification n°2 du PLUi :

- le point n° 28, concernant la modification de l'OAP de l'unité touristique nouvelle (UTN) du site du Goulet, à Volvic ;
- le point n°37 prévoyant d'assouplir le règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Le rapport de présentation de cette évaluation environnementale conclut à des incidences *« négligeables à faibles »* par rapport au PLUi en vigueur.

Dans son avis, la MRAe recommande de compléter l'évaluation environnementale par une description détaillée des évolutions envisagées et leur justification, ainsi que par une étude de leurs impacts potentiels avec, le cas échéant, les mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation envisagées en réglementant notamment de manière plus formelle l'intégration urbaine et la qualité environnementale et architecturale des bâtiments.

▪ Révision allégée n°1

Le rapport de présentation de l'évaluation environnementale conclut à des incidences environnementales *« négligeables à faibles »* par rapport au PLUi en vigueur. Des *« effets positifs »* peuvent même être attendus sur la qualité paysagère et la valeur écologique des secteurs reclassés en zone Ap.
Dans son avis, la MRAe recommande :

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 10/75

- d'apporter des précisions, pour chacun des secteurs concernés, sur les surfaces en cause et la justification des projets ;
- d'annexer au PLUi la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des Puys-faille de Limagne, afin de favoriser l'insertion paysagère des projets agricoles.

▪ Déclaration de projet n°1

Le rapport de présentation de l'évaluation environnementale conclut à des incidences environnementales *« négligeables à faibles »* par rapport au PLUi en vigueur. Des *« effets positifs »* peuvent même être attendus, notamment en matière de gestion du risque incendie par une meilleure couverture du territoire après réalisation du projet.
Dans son avis, la MRAe recommande de compléter cette évaluation par :
- la présentation de solutions de substitution raisonnables, la justification de la solution retenue, une analyse multicritères comportant des éléments socio-économiques et environnementaux, notamment d'insertion paysagère et architecturale, d'effet sur la consommation d'espaces, d'émissions de GES et de discontinuité urbaine ;
- une étude des impacts potentiels de l'évolution envisagée et du devenir des casernes existantes désaffectées ainsi que, le cas échéant, les mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation envisagées, en particulier en matière d'insertion paysagère de l'équipement projeté.

▪ Déclaration de projet n°2

Le rapport de présentation de l'évaluation environnementale conclut à des incidences environnementales *« négligeables à faibles »* par rapport au PLUi en vigueur. Des *« effets positifs »* peuvent même être attendus, notamment en termes de transition énergétique en permettant de stocker de l'énergie électrique produite par des sources intermittentes.
Dans son avis, la MRAe recommande de compléter l'évaluation par des éléments d'insertion paysagère de l'équipement projeté, et notamment des photomontages permettant d'évaluer les incidences du projet et la mise en place de mesures d'évitement et de réduction, par exemple pour garder le cône de vue sur la chaîne des Puys depuis la route.

33. Avis des personnes publiques associées

▪ Modification de droit commun n°2

- Aucune observation : Institut national de l'origine et de la qualité (INAO), NaTran (transport de gaz HP), Réseau de transport d'électricité (RTE).

- Avis favorable avec observations, réserves et/ou recommandations
- Chambre de commerce et d'industrie (CCI) : propose d'ajouter un linéaire commercial « discontinu » dans la rue Chapsal à Riom (point n°17) et émet des réserves sur les points n°9 et n°11 (linéaires d'activité à Malauzat et aux Martres-d'Artière), ainsi que sur l'OAP du site du Goulet à Volvic (point n°28).
- Autoroutes Paris Rhin Rhône (APRR) : propose de prévoir dans le règlement une distance de recul minimal par rapport à l'axe autoroutier pour les équipements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif non liés à l'activité autoroutière (point n°37).

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 11/75

▫ Le Grand Clermont suggère la création d'une AOP sectorielle pour le projet touristique de Chanat-la-Mouteyre (point n°1), afin de préserver la trame paysagère existante.

▫ La Direction départementale des territoires (DDT) du Puy-de-Dôme émet deux réserves :
- la mise en place de linéaires d'activités de services avec accueil de clientèle ne peut être réglementairement fondée que sur l'article R.151-37 du code de l'urbanisme et non sur la base de l'article L.151-16 de ce même code qui vise à protéger et favoriser les commerces de détail et de proximité ;
- l'assouplissement du règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (point n°37) paraît *« excessif »* au regard de l'objectif de préservation des paysages identitaires du territoire affiché fortement dans le PADD. Une adaptation des règles existantes serait préférable à leur suppression.

La DDT formule par ailleurs des recommandations visant à améliorer la qualité du dossier sur 6 points :
- *transformation d'une zone UE en zone UT* à Chanat-la-Mouteyre (point n°1) :* il est préconisé de mettre en place une OAP pour maîtriser l'aménagement de cet espace et de préciser les règles d'emprise au sol des constructions prévues sur le site ;
- *reclassement de la zone UE en zone URv à Ennezat (point n°8) :* une OAP permettrait d'encadrer les nouvelles constructions pour garantir la continuité avec le secteur urbain existant ;
- *reclassement de la zone URg en zone UE à Marsat (point n°10) :* compte tenu de la proximité de l'emplacement réservé n°4 pour la création d'un équipement public, il serait cohérent de reclasser les parcelles AL 363, 364 et 365 de la zone URg en zone UE ;
- *création d'une OAP « Allée du parc » à Mozac (point n°14) :* le schéma de composition pourrait intégrer de manière plus explicite la question du stationnement ;
- *modification d'une zone URb en zone UCv à Riom (point n°20) :* pour assurer la cohérence du secteur, il serait souhaitable d'intégrer de nouvelles parcelles en zone UCv ;
- *création de la zone UT# à Saint-Ours-les-Roches (point n°24) :* compte tenu de la pluriactivité de l'entreprise concernée (industrie et tourisme), un règlement spécifique paraît nécessaire.

▪ Révision allégée n°1

Les avis transmis à RLV ou formulés lors de la réunion d'examen conjoint tenue le 10 mars 2026 sont les suivants :

- Aucune observation : Institut national de l'origine et de la qualité (INAO), Chambre de commerce et d'industrie (CCI), NaTran (transport de gaz HP), Réseau de transport d'électricité (RTE).

- Avis favorable sans observation : Conseil départemental du Puy-de-Dôme, Grand Clermont.

- Avis favorable avec observations :

▫ Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) : tout projet de construction sur la parcelle HY 5 à Saint-Beauzire, située en espace protégé, devra être soumis préalablement à l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP).

▫ Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS) : les parcelles YM 268 et 310 aux Martres-d'Artière, YB 066 aux Martres-sur-Morge et YC 266 à Saint-Bonnet-près-Riom sont situées à proximité d'habitations.

- Avis favorable avec recommandations et/ou questionnements :

▫ Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA) : annexer la charte architecturale et paysagère du Parc au PLUi.

▫ Chambre d'agriculture : apporter des précisions sur les points n° 7, 11 et 12.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 12/75

▫ DDT et CDPENAF : apporter plus de justifications sur le choix des sites, secteur par secteur, pour donner plus de visibilité et de clarté à la procédure (superficie du projet, justification de la localisation par rapport au siège de l'exploitation, intégration paysagère…).

- Réserves :

▫ DDT et CDPENAF : supprimer ou à défaut réduire les trois secteurs soumis à un risque inondation (points n° 9, 10 et 11, respectivement à Riom, Saint-Beauzire et Saint-Bonnet-près-Riom).

▫ DDT et CDPENAF : le tènement correspondant au point n°11 se situe dans un périmètre concerné par la loi Barnier.

▪ Déclaration de projet n°1

Les avis transmis à RLV ou formulés lors de la réunion d'examen conjoint tenue le 10 mars 2026 sont les suivants :

- Aucune observation : INAO, NaTran, RTE, DRAC.

- Avis favorable sans observation : CCI, Grand Clermont.

- Avis favorable avec observations :

Conseil départemental : d'une part une implantation en continuité avec le tissu urbain existant serait plus en adéquation avec les attentes de sobriété foncière et d'autre part il serait opportun d'apporter des précisions dans le règlement pour limiter l'impact paysager en lien avec l'inscription du territoire au patrimoine mondial de l'UNESCO.

- Avis favorable avec recommandations

▫ Parc naturel régional des Volcans : encadrer davantage la qualité paysagère, architecturale et environnementale du projet par la modification du règlement écrit et la mise en place d'une OAP sectorielle.

▫ Chambre d'agriculture : justifier davantage le choix du site au regard des objectifs de sobriété foncière (analyse comparative de sites alternatifs) et sa pertinence (éloignement de Saint-Ours-les-Roches).

▫ DDT et CDPENAF : justifier davantage le choix du site au regard des objectifs de sobriété foncière ; préciser le devenir de la caserne de Pontgibaud et expliquer pourquoi le choix d'une extension de la caserne de Saint-Ours-les-Roches n'a pas été retenu ; mieux encadrer l'intégration paysagère et architecturale du projet avec une OAP sectorielle et une adaptation du règlement écrit ; recueillir l'avis de la commission départementale de la nature des paysages et des sites (CDNPS) en application de la loi montagne.

- Avis favorable avec réserves

▫ Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) : mettre en œuvre une OAP sectorielle et prévoir des règles garantissant l'intégration paysagère et architecturale du projet.

▪ Déclaration de projet n°2

Les avis transmis à RLV ou formulés lors de la réunion d'examen conjoint tenue le 10 mars 2026 sont les suivants :

- Aucune observation : INAO, NaTran, DRAC.

- Avis favorable sans observation : CCI, RTE.

- Avis favorable avec observations :

▫ ARS : réaliser une campagne de mesures acoustiques dès la mise en route du service.

▫ Conseil départemental : prendre l'attache des services routiers départementaux pour un accès sur la RD en toute sécurité.

▫ Mairie de Malintrat : cette parcelle n'est pas cultivée et il n'existe pas d'alternative foncière pour le projet à proximité du poste RTE.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 13/75

- Avis favorable avec recommandations et/ou questionnements

▫ Grand Clermont : veiller à l'intégration paysagère du projet.

▫ Parc naturel régional des Volcans : interroge le choix de l'emplacement retenu et souligne la co-visibilité avec la chaîne des Puys, ainsi que le fort impact paysager qui en résulterait.

- Avis favorable avec réserves

▫ Conseil départemental : matérialiser sur le schéma de l'OAP les cônes de vue sensibles depuis la chaîne des Puys ; éviter l'alignement des arbres et des haies et prévoir des formats « bosquets ».

▫ Commune d'Aulnat : évaluer les risques évenutels sur la santé des riverains en cas d'incendie ; mettre en œuvre des mesures ERC appropriées.

- Avis défavorable

▫ Chambre d'agriculture : la parcelle est de bonne qualité agronomique et d'autres possibilités d'implantation n'ont pas été explorées soit en continuité du poste RTE soit à une distance plus importante afin d'éviter la consommation d'espaces agricoles.

▫ DDT : bien que la parcelle soit en jachère, le projet consomme des espaces agricoles et une étude d'opportunité sur d'autres sites voisins aurait dû être menée. L'intégration visuelle et paysagère est insuffisamment prise en compte. L'emprise du STECAL pourrait être réduite et son règlement écrit précisé, notamment en ce qui concerne les hauteurs, les volumes et les capacités d'accueil. La servitude de protection du centre radio contre les perturbations électromagnétiques (proximité de l'aéroport d'Aulnat) n'est pas prise en compte.

▫ CDPENAF : absence d'étude de sites alternatifs, localisation du projet ne répondant pas à l'objectif de préservation des terres agricoles de Limagne du SCoT et du SRADDET ni à la volonté de limiter l'artificialisation des sols, emprise du STECAL trop importante, prise en compte insuffisante de l'insertion architecturale, environnementale et paysagère du projet.

34. Avis des communes et EPCI

Pour chacune des quatre procédures, RLV a consulté l'ensemble des 31 communes de la communauté d'agglomération ainsi que les communes et intercommunalités limitrophes :

- les 31 communes de la communauté d'agglomération ont émis un avis favorable pour chacune des procédures ;
- parmi les communes limitrophes, la commune d'Aulnat a émis sur la déclaration de projet n°2 un avis favorable avec réserves *(cf chapitre 33 ci-dessus)* ;
- la communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans a pour sa part émis un avis favorable sur la déclaration de projet n°1.

35. Dérogations à la loi montagne et à la loi Barnier

- Au titre de la loi Barnier, qui impose un recul minimum des constructions de 75 m de part et d'autre de l'axe des routes à grande circulation, le projet de caserne de sapeurs-pompiers à Saint-Ours-les-Roches et le futur centre de stockage d'énergie par batteries à Malintrat ont fait l'objet d'une demande de dérogation.

La CDPENAF considère que le projet de caserne de pompiers de Saint-Ours-les Roches échappe à la loi Barnier qui ne s'applique pas aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières.

S'agissant du projet de stockage d'énergie par batteries à Malintrat, la CDPENAF estime que *« compte tenu de la surface de la parcelle agricole mobilisée, aucun élément du dossier ne justifie le besoin impératif de mobiliser cet espace paysager en entrée de la commune de Malintrat ».*

- Au titre de la loi montagne, qui interdit toute urbanisation en discontinuité des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, le projet de caserne à

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 14/75

Saint-Ours-les-Roches a donné lieu à une demande de dérogation soumise à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS).
Lors de sa réunion du 30 avril 2026, la CDNPS a émis un avis favorable avec réserves sur ce projet *(cf chapitre 33 ci-dessus)*.

IV- DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

41- Désignation du commissaire enquêteur, prescription de l'enquête

Par décision du 12 février 2026, la Présidente du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné M. Bernard NUGIER en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Raymond AMBLARD en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour la conduite de l'enquête publique relative à la modification n°2 et à la révision allégée n°1 du PLUi de RLV, ainsi qu'aux déclarations de projets n°1 et n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi. ***(Annexe n° 1)***
Par arrêté du 24 février 2026, le Président de RLV a prescrit une première fois l'enquête publique et en a précisé les modalités : dates, siège, permanences du commissaire enquêteur, contenu du dossier mis à la disposition du public, modalités de consultation et de dépôt des observations… Compte tenu du caractère incomplet du dossier relatif à la déclaration de projet n°1 (absence d'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites), cet arrêté a été abrogé le 25 mars 2026 et remplacé par un nouvel arrêté en date du 24 avril 2026. ***(Annexe n° 2)***

42- Rencontres préalables

▪ Avec le porteur de projet

Le 24 avril 2026, le commissaire enquêteur a rencontré les référents du PLUi au sein des services de RLV :

- Mme Florie CHAPUIS, cheffe du service environnement et urbanisme ;
- M. Abdoulaye BA, chargé de mission foncier et planification ;
- M. Corentin VAILLI, chargé de planification et urbanisme opérationnel ;
- Mme Patricia MENU, secrétariat du service environnement et urbanisme.

Cet échange a permis de faire un point précis sur l'ensemble des dossiers soumis à enquête et les avis formulés par les personnes publiques associées.

▪ Avec les services de l'État

Le 07 mai 2026, le commissaire enquêteur a eu un échange avec M. Jérémi DUMAS et Mme Sophie LONGOUR, référents du dossier à la Direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme.

43- Visite des lieux

Le commissaire enquêteur s'est rendu sur les lieux d'implantation des deux projets faisant l'objet d'une déclaration emportant mise en conformité du PLUi, à Saint-Ours-les-Roches et Malintrat.
Il s'est également rendu sur les sites du projet d'habitat participatif de la SCIA Fleur de bitume à Riom et du projet de construction de logements sociaux d'Assemblia à Mozac (OAP MOZ_8).

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 15/75

44- Mesures de publicité

▪ Publication dans la presse locale

Un avis d'enquête a été publié une première fois dans les colonnes :
- du quotidien *La Montagne* du 05 mai 2026, soit 16 jours avant le début de l'enquête ;
- de l'hebdomadaire *Le Semeur Hebdo* du 1er mai 2026, soit 20 jours avant le début de l'enquête.

Une deuxième publication est intervenue au cours de la première semaine d'enquête dans :
- *La Montagne* du 26 mai 2026 ;
- *Le Semeur Hebdo* du 29 mai 2026.

Les justificatifs de ces publications sont annexés au présent rapport *(Annexe n° 3)*.

▪ Affichage

L'avis d'enquête a été affiché au format réglementaire et dans les délais requis au siège de RLV et dans les mairies des 31 communes de la communauté d'agglomération. Les certificats d'affichage ont été collectés par les services de RLV, où ils peuvent être obtenus.

▪ Site internet

L'avis d'enquête a été publié sur le site Internet de la communauté d'aggloméraion www.rlv.eu

45- Composition du dossier mis à disposition du public

▪ Modification de droit commun n°2

Le dossier tenu à la disposition du public comportait les pièces suivantes :
- l'arrêté de prescription ;
- le rapport de présentation ;
- le règlement écrit de l'ensemble des zones ;
- le règlement graphique (31 cartes communales et une carte globale) ;
- le règlement graphique des prescriptions (31 cartes communales) ;
- les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du Cheix-sur-Morge, Mozac, Saint-Bonnet-près-Riom et Volvic ;
- la liste des prescriptions réglementaires ;
- les fiches patrimoine bâti (à l'exclusion de Riom) ;
- la liste des emplacements réservés ;
- le plan des hauteurs ;
- la délibération arrêtant le bilan de la concertation ;
- l'avis de la MRAe requérant une évaluation environnementale ;
- l'évaluation environnementale ;
- l'avis de la MRAe sur l'évaluation environnementale et la réponse de RLV ;
- les avis émis par les personnes publiques associées ;
- les délibérations des communes.

▪ Révision allégée n°1

Le dossier tenu à la disposition du public comportait les pièces suivantes :
- la délibération de prescription ;
- le rapport de présentation ;
- le règlement graphique (31 cartes communales) ;
- le règlement graphique des prescriptions (31 cartes communales) ;

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 16/75

- la délibération arrêtant le bilan de la concertation ;
- l'évaluation environnementale ;
- l'avis de la MRAe et la réponse de RLV ;
- l'avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) ;
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées ;
- les délibérations des communes.

▪ Déclaration de projet n°1

Le dossier tenu à la disposition du public comportait les pièces suivantes :
- l'arrêté de prescription ;
- le rapport de présentation ;
- le règlement graphique de la commune de Saint-Ours-les-Roches ;
- le règlement graphique des prescriptions de la commune de Saint-Ours-les-Roches ;
- le règlement écrit de l'ensemble des zones ;
- le dossier de dérogation « loi Barnier » ;
- l'étude de discontinuité « loi montagne » ;
- la délibération arrêtant le bilan de la concertation ;
- l'évaluation environnementale ;
- l'avis de la MRAe et la réponse de RLV ;
- l'avis de la CDPENAF ;
- l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées ;
- les délibérations des communes.

▪ Déclaration de projet n°2

Le dossier tenu à la disposition du public comportait les pièces suivantes :
- l'arrêté de prescription ;
- le rapport de présentation ;
- le règlement graphique de la commune de Malintrat ;
- le règlement graphique des prescriptions de la commune de Malintrat ;
- le règlement écrit de l'ensemble des zones ;
- les OAP de la commune de Malintrat ;
- le dossier de dérogation « loi Barnier » ;
- la délibération arrêtant le bilan de la concertation ;
- l'évaluation environnementale ;
- l'avis de la MRAe ;
- l'avis de la CDPENAF ;
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées ;
- les délibérations des communes.

▪ Pour les quatre procédures

Les éléments suivants étaient également mis à disposition du public :
- le courrier de saisine du Tribunal administratif ;
- la décision de désignation du commissaire enquêteur ;
- l'arrêté d'organisation de l'enquête ;
- l'avis d'enquête ;
- la publicité légale parue dans la presse locale ;
- les registres d'enquête.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 17/75

Remarque du commissaire enquêteur : Les dossiers mis à la disposition du public durant l'enquête étaient complets.

46- Modalités de consultation du dossier par le public

Durant les 36 jours de l'enquête, le public a pu consulter le dossier :

- **sous format papier :**
  - au siège de la communauté d'agglomération, 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
  - dans les mairies de Chappes, Malintrat et Saint-Ours-les-Roches aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.
- **sous format dématérialisé :**
  - sur le site internet de RLV, www.rlv.eu
  - sur un poste informatique mis à disposition du public au siège de RLV, rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

47- Recueil des observations du public

Le public avait la possibilité de formuler ses observations :

- soit par inscription sur les 4 registres d'enquête mis à sa disposition au siège de RLV à Riom et dans les mairies de Chappes, Malintrat et Saint-Ours-les-Roches ;
- soit par courriel à l'adresse dédiée : enquete-publique-plui@rlv.eu
- soit par courrier postal adressé à RLV, à l'attention du commissaire enquêteur, ;
- soit par courriel sur le site internet des services de l'État : pref-dcl-affaires-juridiques@puy-de-dome.gouv.fr ;
- soit directement auprès du commissaire enquêteur lors des permanences.

48- Permanences du commissaire enquêteur

Conformément à l'arrêté prescrivant l'enquête, le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public :

- au siège de RLV, 8 rue Grégoire de Tours à Riom, le vendredi 22 mai 2026 de 10h à 12h et le vendredi 26 juin 2026 de 14h à 16h ;
- à la mairie de Chappes, le jeudi 28 mai 2026 de 14h à 16h ;
- à la mairie de Saint-Ours-les-Roches, le mercredi 10 juin 2026 de 14h à 16h ;
- à la mairie de Malintrat le lundi 15 juin 2026 de 10h à 12h.

49- Climat de l'enquête

L'enquête s'est déroulée dans un climat serein et constructif. Aucun incident n'a été relevé.
Le service « Environnement et urbanisme » de RLV s'est montré particulièrement disponible pendant toute la durée de l'enquête pour apporter au commissaire enquêteur les compléments d'information demandés.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 18/75

V- ANALYSE DES OBSERVATIONS

51- Observations recueillies lors des permanences

▪ Permanence du 22 mai 2026, au siège de RLV (2 visites)

- M. et Mme CALVET Patrick et Joëlle s'étonnent que leur projet de création de gîtes en complément de leur activité événementielle au château de Saulnat, commune de Chambaron-sur-Morge, n'ait pas été pris en compte dans les présentes procédures d'évolution du PLUi alors qu'il est connu de RLV. Pour mener à bien ce projet, ils rappellent leur demande de modification du zonage de la parcelle AD68 consistant à inverser la partie classée AP (agricole) avec la partie classée UT* (tourisme).
Une observation en ce sens a été inscrite par M. et Mme CALVET sur le registre d'enquête.

Remarque du commissaire enquêteur : Cette observation n'entre pas dans le champ de la présente enquête publique. Compte tenu de l'intérêt du projet et de l'historique du dossier, la demande de M. et Mme CALVET mérite toutefois d'être prise en considération dans une prochaine procédure d'évolution du PLUi.

- Mme Elsa OLLIER considère que le point n°29 de la modification de droit commun, relatif au plan des hauteurs (exprimées par rapport à l'égout et non au faîtage), présenté comme une simple correction d'erreur, constitue en fait un changement de règles susceptible d'avoir un impact important sur la hauteur des constructions autorisées. Elle cite en exemple la construction d'un immeuble collectif à proximité de son domicile, à Riom, où la hauteur varie de 1,20 m suivant qu'elle est mesurée par rapport à l'égout ou par rapport au faîtage.
Il a été suggéré à Mme OLLIER de formaliser son observation par écrit.

▪ Permanence du 28 mai 2026, à la mairie de Chappes (4 visites)

- Mme Lucie POULLET, représentant la SCIA « Fleur de bitume » qui porte un projet d'habitat participatif à Riom, remet une contribution écrite favorable à l'aboutissement du point n°29 de la modification de droit commun, relatif au plan des hauteurs, considérant que cette correction est indispensable à la réalisation du projet. L'intéressée justifie sa demande par :

- l'impossibilité de réaliser des bâtiments en R+2 dans un périmètre de 500 m des monuments historiques si la hauteur est limitée à 9 m au faîtage ;
- la cohérence du projet de Fleur de bitume avec le quartier existant : la hauteur à l'égout de la construction sera inférieure à celle du bâtiment déjà existant sur la parcelle ;
- la compatibilité avec les orientations du PADD, notamment en termes de limitation de l'étalement urbain.

- M. Joël ARNAUD, agriculteur à Chappes, se dit satisfait du reclassement de la zone Ap vers la zone Ac de la partie de parcelle YE 0086, et du reclassement en parallèle de la zone Ac vers la zone Ap de la partie de parcelle YE 0087 tels que prévus dans le projet de révision allégée du PLUi sur la commune de Chappes. Cet ajustement permettra la construction future d'un hangar, en prolongerment des actuels bâtiments d'exploitation.

- M. Christophe FAURE, agriculteur à Chappes, demande à ce que, dans la cadre de la révision allégée du PLUi, la parcelle YK 037 soit classée intégralement (et non en partie) en zone Ac pour

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 19/75

permettre la construction d'un hangar. Il s'interroge sur la pertinence de la règle consistant à limiter à 5 000 m² les superficies autorisées dans les transferts de zones Ap vers Ac. M. FAURE précise à l'appui de sa demande que son exploitation est enclavée dans le bourg de Chappes et que l'implantation de bâtiments sur la parcelle YK 037 permettrait de gagner en fonctionnalité pour l'exploitation mais aussi en sécurité pour les riverains.
Il propose, en contrepartie, de reclasser la parcelle YA 0025 (17 780 m²) de la zone Ac vers la zone Ap.

- **M. Lionel CROSNIER**, agriculteur à Chappes, demande, dans le cadre de la révision allégée du PLUi, un léger agrandissement de la surface constructible autour de son exploitation (alignement par rapport à la maison d'habitation sur la parcelle YB 0073) pour permettre la construction future de bâtiments d'exploitation. Il propose, en contrepartie, de reclasser en zone Ap la parcelle YC 0077 (11 100 m²) sur la commune d'Entraigues, actuellement classée Ac.

▪ Permanence du 10 juin 2026, à la mairie de St-Ours-les-Roches (5 visites)

- **M. Patrice MORDIER**, chef du centre d'incendie et de secours de Pontgibaud, apporte son *« entier soutien »* au projet de regroupement des casernes de sapeurs-pompiers de Pontgibaud et Saint-Ours-les-Roche (déclaration de projet n°1), rappelant que cette initiative en revient aux sapeurs-pompiers eux-mêmes. M . MORDIER développe ses arguments dans un courriel joint au registre d'enquête *(cf page 20)*.

- **Mmes Elisabeth et Marie-Laure CHAPUT**, résidant à Pulvérières, sont très critiques sur le projet de caserne, estimant qu'il constitue *« une aberration »* et *« un gaspillage d'argent public »*.
Les intéressées considèrent que les actuels locaux du centre de secours de Saint-Ours-les-Roches sont récents et peuvent faire l'objet d'une extension. Elles invoquent également le fort impact paysager du projet à l'entrée du site UNESCO.
Mmes CHAPUT demandent par ailleurs à ce qu'une croix en pierre de Volvic située dans leur jardin soit retirée du petit patrimoine inventorié dans le PLUi.

- **M. Aurélien CHAPUT**, agriculteur à Chazelles, commune de Pulvérières, formule trois demandes, par ordre de priorité décroissant :
  - le reclassement en zone Ac des parcelles YD 0188 et YD 0190, actuellement classées Ap, en vue de la construction de bâtiments d'exploitation ;
  - le reclassement en zone Uc de la parcelle YD 0192, actuellement classée Ac, sur laquelle sa maison d'habitation est en cours de construction ;
  - le reclassement en zone Ac des parcelles YD 0110, 0111, 0112 et 0113, actuellement classées Ap.

Remarque du commissaire enquêteur : Il a été fait observé à M. CHAPUT que ces demandes n'entrent pas dans le champ de la présente enquête publique et qu'il lui incombe de les faire connaître auprès de RLV pour une éventuelle prise en compte lors d'une prochaine procédure d'évolution du PLUi.

- **M. Jean-Pierre PEYRIN**, demeurant à Moulet-Marcenat, commune de Volvic, souhaite expliciter l'observation qu'il a formulée par écrit sur la différenciation nécessaire, selon lui, du règlement des hauteurs en zone Ucb selon que les constructions soient situées en bord de route ou en second rideau. *(cf contribution page 18)*

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 20/75

- **Mme Pascale DUBŒUF**, première adjointe au maire de Saint-Ours-les-Roches, apporte l'entier soutien de la municipalité au projet de nouvelle caserne des sapeurs-pompiers, mutualisée avec le centre de secours de Pontgibaud. Elle indique qu'une contribution écrite sera adressée avec, notamment, des précisions sur le devenir des locaux de l'actuelle caserne de Saint-Ours-les-Roches.

▪ Permanence du 15 juin 2026 à la mairie de Malintrat (2 visites)

- **Mme Brigitte MERLE-FLOTTAT**, demeurant à Malintrat, inquiète du montant élevé de sa taxe foncière, est venue vérifier la constructibilité des parcelles ZL 167, ZL 169 et ZM 34, dont elle est propriétaire.

Remarque du commissaire enquêteur : Cette demande n'entre pas dans le champ de la présente enquête publique. Les renseignements demandés ont toutefois été communiqués à Mme MERLE-FLOTTAT

- **M. André MAGNOUX**, maire de Malintrat, apporte son soutien au projet porté par la société Harmony. Il considère qu'avec la contrainte d'une implantation à proximité du poste RTE il n'existe pas d'alternative à la localisation choisie. Il précise que le propriétaire de la parcelle retenue ne souhaite pas destiner cette dernière à l'agriculture.
M. MAGNOUX estime par ailleurs qu'une fois les aménagements paysagers réalisés, l'impact visuel des installations sera très limité.

▪ Permanence du 26 juin 2026 au siège de RLV (2 visites)

- **M. Jean-Luc MERCERON**, adjoint à l'urbanisme à Mozac, apporte un soutien sans réserve aux modifications proposées par Assemblia sur l'OAP MOZ_8 précisant que la commune est très investie sur ce projet de construction de logements sociaux qu'elle souhaite voir aboutir le plus rapidement possible. *(cf le courrier d'Assemblia p.18)*.

- **M. Richard MARTZ,** co-gérant de la SCIA Fleur de bitume, rappelle la position du collectif sur le point n°29 relatif au plan des hauteurs. Il demande, conformément à la modification proposée du PLUi, que les hauteurs autorisées soient explicitement définies comme les hauteurs à l'égoût, l'ambiguïté actuelle rendant impossible la réalisation du projet d'habitat participatif de Fleur de bitume à Riom.

52- Observations inscrites sur les registres d'enquête, hors permanences

- Précision apportée sur le registre d'enquête déposé au siège de la communauté d'agglomération par **Mme Virginie PEYROT-MARCEL**, directrice technique, ingénierie et environnement à RLV (18 juin 2026). Il s'agit en fait de corriger une incohérence sur la superficie de l'emplacement réservé n°24 lié au captage d'eau potable de Font-Baron à Chanat-la-Mouteyre (point n°4 de la modification allégée) qui est de 15 336 m² dans le rapport de présentation et de 15 623 m² dans le tableau récapitulatif et la liste des emplacements réservés. Il convient de corriger cette surface à 15 336 m² dans l'ensemble des pièces du dossier.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 21/75

Le commissaire enquêteur prend acte de cette modification mineure apportée au dossier au cours de l'enquête.

- **Mme Elsa OLLIER** est venue le 22 juin 2026 déposer en main propre, en vue de son annexion au registre, l'observation adressée par courriel par Me Elsa POUDEROUX sur la modification du plan des hauteurs *(voir ci-après)*.

- **Mme Rachel ROYON**, responsable du service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme de RLV, relève une incohérence entre certaines dispositions réglementaires de zones du PLUi et la définition de la hauteur figurant dans le lexique annexé à ce document. Dans le lexique, il est précisé que la hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol jusqu'à l'égout du toit alors qu'en zones UC, UR, UP et UH, il est fait référence à l'acrotère dans le cas d'une toiture-terrasse.
Pour éviter toute difficulté dans l'instruction des demandes, Mme ROYON demande à ce que ces dispositions soient harmonisées en ne mentionnant que la seule référence à l'égout du toit.

Le commissaire enquêteur prend acte de cette demande de correction, qui paraît justifiée.

53- Observations recueillies par courrier postal ou électronique

▪ Modification de droit commun n°2

- Dans un courrier du 2 juin 2026, **M. Jean-Pierre PEYRIN**, demeurant à Moulet-Marcenat commune de Volvic, regrette que le règlement actuel des hauteurs en zone Ucb ne fasse pas la différence entre les constructions situées en bord de route et celles situées en second rideau. Celles-ci doivent être comprises entre 6 mètres minimum (R+1) et 9 mètres maximum (R+2) à l'égout du toit. Il propose de différencier ces hauteurs en permettant la construction de maisons de plain-pied en second rideau avec une hauteur minimum de 3 mètres à l'égout du toit.
M. PEYRIN estime que cette mesure permettrait de *« relever le défi de la densification en comblant les dents creuses du village tout en préservant la qualité de vie des habitants »*.

Remarque du commissaire enquêteur : cette observation n'entre pas dans le champ de la présente enquête publique. Elle paraît néanmoins pertinente et mérite d'être prise en considération dans une prochaine procédure d'évolution du PLUi.

- Courriel de **Me Elsa POUDEROUX** (12 juin 2026). Agissant en qualité de conseil de M. et Mme OLLIER, demeurant à RIOM (cf visite à la permanence du 22 mai 2026), Me POUDEROUX considère que le point n°29 sur le calcul des hauteurs par rapport à l'égout et non par rapport au faîtage, ne relève pas d'une simple correction d'erreur mais d'un véritable changement des règles opposables. Ce changement impacte non seulement sa cliente mais il est, selon elle, *« susceptible d'avoir des incidences directes sur le volume des*

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 22/75

constructions, leur insertion dans le tissu urbain, les perspectives paysagères, les vues, l'ensoleillement des propriétés voisines et, plus généralement, la qualité du cadre de vie ».
Me POUDEROUX demande à la collectivité *« d'exposer clairement les conséquences concrètes de cette modification »* et de justifier *« les raisons pour lesquelles elle entend désormais substituer une mesure à l'égout du toit à une mesure au faîtage ».*
Directement concernés par cette mesure dans le cadre d'un contentieux sur le permis de construire délivré à la SCI Fleur de bitume sur une propriété voisine de leur domicile, M. et Mme OLLIER s'opposent à la modification envisagée.

- Courrier de la **société d'économie mixte ASSEMBLIA** (19 juin 2026) qui propose deux modifications sur l'OAP MOZ_8 prévue pour la construction de 24 logements sociaux à Mozac, sur les parcelles AL 829 et AL 848 :
  - sur la hauteur des constructions afin de répondre aux attentes de l'Architecte des bâtiments de France pour la bonne insertion du projet dans son environnement architectural et urbain ;
  - sur l'implantation des constructions afin de faciliter leur accès et le désenclavement des parcelles voisines.

Le commissaire enquêteur est favorable à ces modifications qui prennent en compte les prescriptions de l'ABF tout en améliorant l'insertion du projet:

▪ Déclaration de projet n°1

- Courriers de **MM. Cédric ROUGHEOL**, président de la communauté de communes Chavanon, Combrailles et Volcans (1er juin 2026), **Rémi BERNARD**, maire de Saint-Pierre-le-Chastel (1er juin 2026) et **Lionel MULLER**, maire de Pontgibaud (3 juin 2026).
Dans leurs courriers respectifs, les trois élus considèrent :
  - que le site retenu pour la future caserne de sapeurs-pompiers de Pontgibaud/Saint-Ours-les-Roches constitue *« le barycentre idéal des interventions de secours »* ;
  - que ce projet est une *« priorité absolue pour la sécurité des habitants et touristes sur le territoire »* et qu'il est soutenu financièrement par la communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans (CCV) qui a inscrit 100 000 € à son budget ;
  - qu'il est important de préserver l'entrée du site UNESCO de la Chaîne des Puys-Faille de Limagne mais que les réserves émises par la CDNPS du 30 avril 2026 *« font craindre des complexités administratives difficilement compatibles avec les délais impartis à la mise en œuvre raisonnable du projet »* ;
  - que *« pour concilier sécurité et patrimoine »*, ils soutiennent la proposition émise lors de la CDNPS de créer une commission de projet pilotée par RLV et CCV et associant les services de l'État, le Parc des Volcans, le SDIS et le Département afin de *« valider les solutions d'intégration paysagère sans retarder le calendrier des travaux ».*

M. BERNARD souligne en outre l'importance que revêt cette future caserne pour la commune de Saint-Pïerre-le-Chastel au regard des aménagements touristiques déjà réalisés avec la réhabilitation des anciennes caves d'affinage du fromage bleu d'Auvergne et le futur projet d'aménagement du camp des Chazaloux.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 23/75

M. MULLER observe pour sa part que l'actuel centre de secours de Pontgibaud est situé en zone urbaine, dans des bâtiments vétustes que la commune peut envisager de réaffecter en logements.

- Courrier du **capitaine Patrice MORDIER**, chef du centre d'incendie et de secours de Pontgibaud (11 juin 2026).
M. MORDIER apporte son *« plein soutien »* à ce projet *« attendu avec impatience par l'ensemble des sapeurs-pompiers des deux casernes concernées, qui sont à l'initiative de cette démarche de regroupement »*. La construction de cet outil commun est devenue, selon lui, *« une nécessité absolue »*, pour trois raisons principales :

- l'urgence immobilière (vétusté de la caserne de Pontgibaud) et l'attractivité du centre pour l'accueil et la formation de nouvelles recrues (le centre de Pontgibaud dispose d'une section de jeunes sapeurs-pompiers) ;
- la préservation de la ressource humaine (optimisation de la disponibilité des personnels volontaires au quotidien) et la modernisation du matériel (amélioration et meilleure gestion du parc roulant grâce à la mutualisation des moyens) ;
- une implantation stratégique pour la distribution des secours : implantation au barycentre opérationnel des interventions, accessibilité routière optimale, réponse à la pression touristique.

- Courrier de **MM. Olivier SENETAIRE et Didier EGOUX**, adjoints au centre de secours de Saint-Ours-les-Roches (11 juin 2026).
Au nom du centre de secours de Saint-Ours-les-Roches, MM. SENETAIRE et EGOUX émettent un *« avis favorable et motivé »* au projet de construction d'une nouvelle caserne de sapeurs-pompiers, qu'ils qualifient d'*« opération structurante pour le territoire »*. Ils considèrent que le regroupement des deux centres de secours permettra :

- une optimisation des délais d'intervention ;
- une meilleure couverture des zones à risques ;
- des bénéfices humains en termes de disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires, partage des compétence et organisation des équipes ;
- une réduction des coûts de fonctionnement tout en offrant des équipements modernes et adaptés aux exigences actuelles.

- Courrier de **M. Stéphane PONCÉ**, maire de Saint-Ours-les-Roches (11 juin 2026). M. le Maire apporte un *« soutien plein et entier au projet de modification du PLUi visant à autoriser la construction d'un nouveau centre d'incendie et de secours »*. Il considère que ce projet constitue *« l'aboutissement logique et cohérent »* de la mutualisation déjà engagée entre les deux centres de secours, avec des effets bénéfiques à la fois sur la mobilisation des volontaires et le renouvellement des effectifs.
M. PONCÉ rappelle l'importance des enjeux de sécurité sur le secteur couvert par le futur centre de secours avec la présence de sites touristiques ou industriels majeurs (Vulcania, Volcan de Lemptégy, PAPREC) et des risques naturels élevés, d'incendie notamment, sur des sites volcaniques très fréquentés (Jumes, Coquille, puy des Gouttes).
Sur le plan immobilier, M. PONCÉ précise que l'actuelle caserne de Saint-Ours pourra être *« reprise et valorisée par la commune dans le cadre de nouveaux projets sportifs, culturels et associatifs »*.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 24/75

- Courriel du lieutenant **Yoan AIT-BRAHAM**, chef du centre d'incendie et secours de Saint-Ours-les-Roches (14 juin 2026). M. AIT-BRAHAM fait part de son *« adhésion totale »* au projet qui, estime-t-il, constitue une *« réponse aux difficultés quotidiennes »* de fonctionnement du centre, notamment dans trois domaines :
  - la simplification de la gestion administrative et opérationnelle, dans le prolongement d'une dynamique de mutualisation déjà engagée entre les deux centres ;
  - une utilisation plus rationnelle du matériel roulant, en évitant les doublons ;
  - un meilleur accueil pour les jeunes sapeurs-pompiers

▪ Déclaration de projet n°2

- Courrier de la **société Harmony RNZ** (filiale de Harmony Energy), porteuse du projet, qui apporte des compléments d'information sur les activités du groupe Harmony Energy ainsi que sur le choix du site d'implantation à Malintrat et l'intégration paysagère de l'équipement prévu.

- Courrier du 8 juin 2026 de **Réseau de transport d'électricité (RTE).** Le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité rappelle la nécessité de prendre en compte les prescriptions formulées dans son avis du 21 janvier 2026 sur les servitudes liées aux ouvrages électriques sur la commune de Malintrat, à savoir :
  - la mise à jour de la liste des servitudes I4 annexée au dossier PLUi ;
  - l'intégration dans le règlement de dispositions concernant les ouvrages du réseau public de transport d'électricité.

VI- PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE ET RÉPONSES DE RLV

61- Procès-verbal de synthèse

Le procès-verbal de synthèse a été remis à M. Philippe CARTAILLER, vice président de RLV en charge de l'urbanisme, lors d'une rencontre au siège de la communauté d'agglomération le 2 juillet 2026 à 9h, en présence de Mme Florie CHAPUIS et M. Corentin VAILLI, référents du dossier. ***(Annexe n°4)***

62- Réponses apportées par RLV

Que ce soit dans sa réponse au procès-verbal de synthèse ***(Annexe n°5)***, son mémoire en réponse à l'avis de la MRAe ou à travers les compléments apportés lors de la réunion d'examen conjoint avec les personnes publiques associées, RLV a produit les réponses suivantes aux observations, recommandations et réserves émises lors des consultations préalables et durant l'enquête publique :

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 25/75

▪ Réponses communes aux quatre procédures

- *Sur l'intégration paysagère des projets*
  - ▫ le PLUi comporte une OAP thématique « paysage » qui s'applique à tous les projets ;
  - ▫ les volets habitat et bâti agricole de la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des puys-Faille de Limagne seront désormais annexés au PLUi. Cette annexion a été formalisée durant l'enquête publique par une mise à jour du document d'urbanisme (arrêté du 2 juin 2026 du Président de RLV).
  - ▫ le règlement écrit (dispositions générales et dispositions spécifiques à la zone UE) sera complété par une règle rappelant l'exigence, pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, d'une insertion adaptée dans leur environnement paysager et urbain.

▪ Réponses spécifiques à la modification de droit commun n°2

- *Sur le point n°28 (OAP du site du Goulet à Volvic) :*
  - ▫ un état des lieux des activités en place et projetées sur le site du Goulet est produit, ainsi que la justification de leur évolution ;
  - ▫ des éléments sur la mise en cohérence du règlement écrit avec l'OAP modifiée sont apportés ;
  - ▫ la modification de l'OAP supprime la possibilité d'implanter de l'habitat touristique (donc limite la présence humaine nocturne) à proximité immédiate de la zone sensible que constitue la réserve naturelle régionale.

- *Sur le point n°29 (plan des hauteurs) :*
  - ▫ l'ensemble des hauteurs est exprimé à l'égout et non au faîtage dans le règlement du PLUi. Les anciens PLU (Riom et Limagne d'Ennezat notamment) faisaient référence à des hauteurs calculées à l'égout et non au faîtage. Il convient de conserver cette référence pour assurer la cohérence avec la hauteur des constructions existantes ;
  - ▫ dans un contexte national marqué par des objectifs de densification et de sobriété foncière (ZAN), les collectivités sont incitées à optimiser l'occupation des espaces urbanisés. Un abaissement des hauteurs autorisées dans les centres anciens (principalement concernés par le plan des hauteurs), au regard de l'existant, apparaîtrait contre-productif.
  - ▫ l'UDAP n'a émis aucune observation sur ce point dans son avis.

- *Sur le point n°37 (assouplissement du règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif) :*
  - ▫ les règles structurantes du PLUi demeurent applicables, notamment celles relatives à l'adaptation au site, au traitement paysager des abords et au respect des protections patrimoniales existantes ;
  - ▫ les projets restent soumis aux prescriptions spécifiques des sites sensibles, aux OAP paysage et changement climatique et, le cas échéant, aux dispositions du code du patrimoine et du code de l'environnement ;
  - ▫ les projets à venir pourront, le cas échéant, faire l'objet d'études d'impact au stade des autorisations d'urbanisme, en fonction de la sensibilité des sites concernés.
  - ▫ le règlement écrit (dispositions générales et dispositions spécifiques à la zone UE) sera complété par une règle rappelant l'exigence, pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, d'une insertion adaptée dans leur environnement paysager et urbain.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 26/75

- *Sur l'ajout de linéaires d'activités de services avec accueil de clientèle :*

▫ il apparaît que l'article R.151-37 du code de l'urbanisme ne constitue pas un outil adapté à l'objectif poursuivi, celui-ci étant relatif à la mixité des destinations au sein d'une construction ou d'une unité foncière. Or, le dispositif mis en œuvre dans le PLUi n'a pas pour objet d'imposer une mixité fonctionnelle.

▫ en l'absence de fondement juridique alternatif clairement identifié et compte tenu de l'existence de nombreux linéaires similaires déjà intégrés au PLUi approuvé, RLV fait le choix de maintenir le dispositif en l'état. Une modification du fondement réglementaire dans le cadre de la présente procédure apparaîtrait complexe et pourrait, par ailleurs, pénaliser plusieurs projets économiques en cours sur le territoire, dont certains sont en attente de l'aboutissement de cette procédure.

▫ la collectivité maintient donc la référence actuelle et se réserve la possibilité de réexaminer ce dispositif dans le cadre d'une révision générale (le cas échéant) du PLUi, permettant une réflexion plus globale sur ce sujet et son encadrement juridique.

▪ Réponses spécifiques à la révision allégée n°1

- *Sur la justification du choix des sites retenus* :

▫ aucune justification détaillée n'a été fournie lors de l'élaboration du PLUi. La révision allégée s'appuie sur la logique retenue lors de l'élaboration du document en vigueur, fondée sur un équilibre entre les enjeux paysagers et les besoins de développement agricole, conformément aux objectifs du PADD ;

▫ ces reclassements sont justifiés par une appréhension plus fine de certains enjeux qui n'avaient pas été intégrés lors de l'élaboration du PLUi. Il s'agit notamment de permettre les extensions d'exploitations agricoles aujourd'hui contraintes par la localisation de leur siège au sein de l'enveloppe urbaine, d'accompagner le développement d'activités agricoles spécifiques telles que le maraîchage, de favoriser un recul suffisant par rapport aux zones urbaines afin de limiter les nuisances et d'encourager une meilleure continuité du bâti ;

▫ la superficie de chacun des ténements reclassés entre les zones Ap et Ac a été précisée.

▫ l'identification des besoins d'évolution du PLUi en matière de zones agricoles constructibles a été réalisée de manière progressive, encadrée et concertée avec les communes du territoire : prise en compte des projets présents dans les procédures antérieures, définition d'un seuil maximal de 5 000 m², recensement des besoins par les communes, encadrement strict des demandes (projets suffisamment matures, justifiés par un besoin réel), compensation systématique par la restitution de surfaces agricoles protégées.

- *Sur les réserves émises par la DDT et la CDPENAF concernant les points n°9, 10 et 11(risque d'inondation):*

▫ RLV propose de retirer les points n°9 et n°10 de la révision allégée et d'ajuster le périmètre du point n°11 afin d'exclure la partie exposée à un aléa très fort du futur PPRNPi Limagne des Marais.

▪ Réponses spécifiques à la déclaration de projet n°1

- *Sur la localisation du projet :*

▫ bien que des terrains à Saint-Ours-les-Roches permettraient théoriquement d'agrandir la caserne existante, sa localisation rend impossible une couverture opérationnelle conforme aux exigences de sécurité ;

▫ un tableau synthétique est produit, qui compare les aspects positifs et négatifs de l'implantation de la caserne sur 3 sites possibles : l'actuelle caserne de Pontgibaud, l'actuelle caserne de Saint-

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 27/75

Ours-les-Roches et le nouveau site de Saint-Ours-les-Roches. L'analyse repose sur 9 critères : l'efficacité opérationnelle, la mobilisation des sapeurs-pompiers volontaires, l'état du bâti existant, les possibilités d'extension, la sobriété foncière, la compatibilité avec le PLUi et le SCoT, l'impact paysager et la faisabilité foncière. Au terme de cette analyse comparative, l'implantation telle que proposée dans le dossier apparaît être la seule option opérationnellement viable, sous conditions ;

- *Sur la consommation d'espaces agricoles :*
  - le site concerné est un espace délaissé, boisé à 40 % qui n'est plus exploité depuis le départ en retraite de l'exploitant locataire.

- *Sur l'intégration paysagère et architecturale du projet :*
  - outre l'application de l'OAP thématique « paysage », le site présente un dénivelé et une végétation arborée favorables à une bonne insertion paysagère ;
  - le site est actuellement classé en zone agricole constructible. Il est, à ce titre, susceptible d'accueillir des constructions au moins aussi impactantes pour le paysage que le projet de caserne de sapeurs-pompiers.
  - un groupe de travail associant le conseil départemental, le SDIS, la DDT, l'inspecteur des sites de la DREAL, le CAUE et le PNRVA a été mis en place pour veiller à la bonne prise en compte des enjeux paysagers et accompagner la conception du projet en amont du dépôt du permis de construire. RLV s'engage à poursuivre cette concertation et à réunir ce groupe de travail aussi souvent que nécessaire.

▪ Réponses spécifiques à la déclaration de projet n°2

- *Sur l'intérêt général du projet :*
  - le projet répond à une raison impérative d'intérêt général au sens de la loi APER et contribue directement aux objectifs nationaux fixés par la Programmation pluriannuelle de l'énergie, ainsi qu'aux orientations régionales du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes et aux ambitions intercommunales du PCAET en matière de développement des énergies renouvelables.

- *Sur le choix du site d'implantation :*
  - l'implantation à proximité du poste source de RTE permet de réduire les impacts sur l'environnement et la biodiversité qu'engendrerait un raccordement au réseau plus éloigné ;
  - le poste RTE de Malintrat est l'un des rares postes en France pouvant accueillir ce type d'installation (1% des 2800 postes RTE de France) ;
  - il n'est pas possible d'implanter le projet en continuité du poste RTE, situé en zone UAa et à proximité du bourg, en raison des nuisances sonores que l'équipement générerait pour les habitations voisines. L'avis de l'ARS sur le dossier conforte cet argument. De plus, la parcelle appartenant à RTE doit être réservée afin de répondre à d'éventuels besoins d'extension ou d'évolution du poste existant ;
  - la localisation retenue constitue un compromis visant, d'une part, à maintenir une distance suffisante des habitations afin de limiter les nuisances sonores, et, d'autre part, à assurer une proximité adéquate avec le poste électrique RTE existant pour réduire la longueur du raccordement.

- *Sur l'emprise au sol du projet :*
  - en lien avec le porteur de projet, RLV a réexaminé les caractéristiques de l'opération afin d'identifier des possibilités de réduction de son emprise. À l'issue de cette réflexion, le périmètre

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 28/75

global du projet pourrait être ramené à 14 326 m², soit une diminution de 1 559 m² par rapport au projet initial *(cf schéma page 7 du mémoire en réponse au PV de synthèse)*. Cette évolution permettrait également de renforcer les distances d'éloignement préconisées dans l'avis rendu par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

- *Sur l'impact du projet sur la production agricole :*
  - la parcelle n'est plus déclarée à la PAC (en jachère) depuis 2024. Elle n'est pas louée ni exploitée par le propriétaire à des fins agricoles et ne le sera pas, quelle que soit l'issue de la présente procédure.

- *Sur l'intégration paysagère du projet :*
  - au-delà de l'évaluation environnementale liée à l'évolution du PLUi, le projet fera l'objet d'une procédure d'autorisation d'urbanisme avec une étude d'impact spécifique qui permettra d'approfondir ses incidences environnementales et paysagères ;
  - le règlement littéral de la zone Ast2 sera complété par une disposition renforçant les exigences d'insertion architecturale et paysagère des constructions dans leur environnement.
  - l'OAP sectorielle sera complétée afin de préciser que l'insertion du projet devra être respectueuse des perceptions paysagères du site, notamment depuis la chaîne des Puys, la route départementale et la commune de Malintrat. Elle indiquera également que les aménagements paysagers devront s'appuyer sur une palette végétale diversifiée, associant des essences caduques, persistantes et marcescentes, afin d'assurer l'efficacité des écrans végétaux et de garantir une intégration paysagère qualitative tout au long de l'année.

- *Sur les servitudes liées à la proximité de l'aéroport d'Aulnat :*
  - RLV précise que dans un avis en date du 24 juin 2026, le Service national d'ingénierie aéroportuaire de la Direction générale de l'aviation civile indique que le projet, tel que présenté, est compatible avec les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome.

*

En conclusion, le commissaire enquêteur :

- salue le soin mis par RLV à répondre aux observations et questions formulées tout au long de la procédure : MRAe, PPA, public, commissaire enquêteur ;
- constate que ces échanges ont permis de faire évoluer le dossier sur un certain nombre de points et de répondre, au moins partiellement, aux réserves et recommandations émises par les services de l'État, notamment sur l'intégration architecturale et paysagère des deux projets faisant l'objet d'une déclaration emportant mise en compatibilité du PLUi à Saint-Ours-les-Roches et Malintrat ;
- prend acte des précisions apportées sur la méthodologie de recensement et de traitement des projets justifiant une évolution des zones agricoles constructibles, objet de la révision allégée n°1 ;
- prend acte également des clarifications apportées sur des points du règlement pouvant donner lieu à interprétation, tels que le calcul de la hauteur des constructions autorisées.

À Clermont-Ferrand, le 21 juillet 2026

Le commissaire enquêteur

Bernard NUGIER

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 29/75

ANNEXES

Annexe n°1 : Désignation du commissaire enquêteur

Annexe n°2 : Prescription de l'enquête publique

Annexe n°3 : Justificatifs de publication de l'avis d'enquête

Annexe n°4 : Procès-verbal de synthèse

Annexe n°5 : Mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 30/75

Annexe n°1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Clermont-Ferrand, le 12/02/2026

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE CLERMONT-FERRAND
6 cours Sablon - CS90129
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1
Téléphone : 04.73.14.61.00
Télécopie : 04.73.14.61.22

Greffe ouvert du lundi au vendredi
8h30-12h/13h-16h sauf vendredi 15h30
https://clermont-ferrand.tribunal-administratif.fr

Dossier n° : E26000009 / 63
(à rappeler dans toutes correspondances)

E26000009 / 63

Monsieur Bernard NUGIER
50 rue Jules Favre
63100 CLERMONT-FERRAND

E-COMMUNICATION DECIS. DESIGNATION COMMISSAIRE OU COMMISSION

Objet : le projet de révision allégée n°1, de modification n° 2, d'une procédure de déclaration de projet n° 1 et d'une procédure de déclaration de projet n° 2 emportant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle vous êtes désigné en qualité de commissaire enquêteur.

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables modifie l'article L.123-4 du code de l'environnement et impose la désignation d'un commissaire enquêteur suppléant. Je vous informe qu'il n'intervient pas dans le déroulement de la procédure et que toute intervention de sa part ne pourra être indemnisée sauf suppléance effective du titulaire.

En application de l'article L. 123-5 du code de l'environnement, je vous remercie de me faire parvenir, par retour de courrier, la déclaration sur l'honneur ci-jointe dûment complétée et signée, dans l'hypothèse où l'original n'a pas encore été transmis au tribunal.

Je vous rappelle qu'en application des dispositions de l'article R. 123-19 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur transmet à l'autorité organisatrice l'exemplaire du dossier de l'enquête accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au tribunal, dans les délais légalement définis par l'article L. 123-15.

Afin de permettre le règlement futur de vos indemnités et le versement des cotisations et contributions sociales, vous voudrez bien adresser au tribunal, à l'issue de l'enquête publique, votre état de frais dûment complété accompagné des justificatifs ainsi que l'original d'un RIB ou RIP et votre numéro de sécurité sociale.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

P/Le greffier en chef,

Laurence FAYAT
Tél. : 04 73 14 61 17

Certaines informations faisant l'objet d'un enregistrement informatique pour les besoins de l'instruction et du suivi de dossier, un droit d'accès et de rectification des données personnelles peut être exercé auprès du président du tribunal administratif

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

12/02/2026

N° E26000009 /63

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CLERMONT-FERRAND

La présidente du tribunal administratif

E- Décision désignation commissaire du 12/02/2026

Vu enregistrée le 12/02/2026, la lettre par laquelle le président de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique portant sur les projets de révision allégée n°1 et de modification n° 2 du plan local d'urbanisme intercommunal, de déclaration de projet n° 1 et de déclaration de projet n° 2 emportant pour les deux la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Bernard Nugier est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire.

ARTICLE 2 : Monsieur Raymond Amblard est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans et aux commissaires enquêteurs.

Fait à Clermont-Ferrand, le 12/02/2026

la présidente,

Sylvie Bader-Koza

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395

Annexe n° 2

RIOM LIMAGNE & VOLCANS

ARRETE DU PRESIDENT

N°ARRE_017_20260424

PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE RELATIVE AUX PROJETS DE MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2, DE REVISION ALLEGÉE N°1, DE DÉCLARATIONS DE PROJET N°1 ET N°2 EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Le Président de la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L153-44 et R153-8 à R.153-10,
Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.123-1 et suivants, R123-1 à R.123-46,
Vu l'arrêté préfectoral n°20240538 du 2 avril 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV),
Vu le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont,
Vu la délibération n°20230307.01 du conseil communautaire du 7 mars 2023 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de RLV,
Vu la délibération n°20240409.06 du conseil communautaire du 9 avril 2024 approuvant la modification de droit commun n°1 du PLUi,
Vu la délibération n°20241210.16 du conseil communautaire du 10 décembre 2024 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLUi,
Vu la délibération n°20250408.26 du conseil communautaire du 8 avril 2025 prescrivant la révision allégée n°1 du PLUi et soumettant cette procédure à évaluation environnementale,
Vu l'arrêté du Président de RLV en date du 19 mai 2025 prescrivant la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi,
Vu l'arrêté du Président de RLV en date du 20 mai 2025 prescrivant la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi,
Vu l'arrêté du Président de RLV en date du 24 juin 2025 prescrivant la modification de droit commun n°2 du PLUi,
Vu la délibération n°20250527.11 du conseil communautaire du 27 mai 2025 soumettant la procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi à évaluation environnementale,
Vu la délibération n°20250923.16 du conseil communautaire du 23 septembre 2025 soumettant la procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi à évaluation environnementale,
Vu l'avis n°2025-ARA-AC-3942 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône- Alpes requérant la réalisation d'une évaluation environnementale de manière à justifier les évolutions prévues par la modification de droit commun n°2 du PLUi,
Vu la délibération n°20250923.15 du conseil communautaire du 23 septembre 2025 soumettant la procédure de modification de droit commun n°2 du PLUi à évaluation environnementale,

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A 8B F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 1/10

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 33/75

Vu les saisines de la Mission Régionale d'Autorité environnementale relatives à la modification de droit commun n°2 du PLUi en date du 12 décembre 2025, à la déclaration de projet n°1 du PLUi en date du 12 décembre 2025, à la révision allégée n°1 du PLUi en date du 22 décembre 2025 et à la déclaration de projet n°2 du PLUi en date du 23 décembre 2025,

Vu les notifications aux personnes publiques associées de la modification de droit commun n°2 du PLUi en date du 12 décembre 2025, de la déclaration de projet n°1 du PLUi en date du 15 décembre 2025, de la révision allégée n°1 du PLUi en date du 22 décembre 2025 et de la déclaration de projet n°2 du PLUi en date du 23 décembre 2025,

Vu la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établie par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand,

Vu la décision n° E26000009/63 en date du 23 mars 2026 du Président par intérim du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand désignant Monsieur NUGIER Bernard en qualité de commissaire enquêteur titulaire et désignant M. Alexis JELADE commissaire enquêteur suppléant, de la révision allégée n°1, la déclaration de projet n°1, la déclaration de projet n°2 et la modification de droit commun n°2 du PLUi,

Vu les pièces des dossiers de révision allégée n°1, déclaration de projet n°1, déclaration de projet n°2 et modification de droit commun n°2 du PLUi,

Vu l'arrêté du Président n°ARRE_004_20260224 du 24 février 2026 prescrivant l'enquête publique unique relative aux projets de révision allégée n°1, déclaration de projet n°1, déclaration de projet n°2 et modification de droit commun n°2 du PLUi, du 13 avril 2026 jusqu'au 18 mai 2026,

Vu l'avis favorable avec réserves de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) du 26 février 2026 relatif à la révision allégée n°1 du PLUi,

Vu l'avis favorable assorti de recommandations de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) du 26 février 2026 relatif à la déclaration de projet n°1 du PLUi,

Vu l'avis défavorable de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) du 26 février 2026 relatif à la déclaration de projet n°2 du PLUi,

Vu les procès-verbaux de réunions d'examens conjoints avec les Personnes Publiques Associées du 10 mars 2026 relatives aux procédures de révision allégée n°1, de déclaration de projet n°1 et de déclaration de projet n°2 du PLUi,

Vu les avis écrits des Personnes Publiques Associées relatifs à la modification de droit commun n°2 du PLUi,

Vu l'avis n° 2025-AU-1802-N10430 / 2025 AU-1803-N10445 / 225-AU-1810- N11030 / 2025-AU1811-N11136 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes exprimant des recommandations du 10 mars 2026 concernant la révision allégée n°1, la déclaration de projet n°1, la déclaration de projet n°2 et la modification de droit commun n°2 du PLUi,

Vu le mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) établi en date du 23 avril 2026,

Vu l'arrêté n°ARRE_013_20260325 du 25 mars 2026 portant abrogation de l'arrêté du Président n°ARRE_004_20260224 du 24 février 2026,

Vu le dossier inscrit à l'ordre du jour de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), dont la réunion est prévue le 30 avril 2026,

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A BD F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 2/10

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 34/75

ARRETE

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique unique sur les dispositions des projets de :

- **révision allégée n°1** du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Riom Limagne et Volcans (RLV),
- **déclaration de projet n°1** emportant mise en compatibilité du PLUi de RLV,
- **déclaration de projet n°2** emportant mise en compatibilité du PLUi de RLV,
- **modification de droit commun n°2** du PLUi de RLV.

Cette enquête publique se déroulera pendant une durée de 36 jours consécutifs, à compter **du 22 mai 2026 à 10h00 jusqu'au 26 juin 2026 à 16h00.**

La procédure de révision allégée n°1, a été prescrite par délibération n°20250408.26 du conseil communautaire de Riom Limagne et Volcans en date du 8 avril 2025 et comporte 24 points d'évolution. Cette révision allégée n°1 portera modification du règlement graphique (zonage) en réordonnançant certaines zones agricoles :

- passage de tènements d'une zone Agricole protégée (Ap) vers une zone Agricole constructible (Ac),
- passage de tènements d'une zone Ac vers une zone Ap.

La procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi, a été prescrite par arrêté du Président n°ARRE_011_20250519, le 19 mai 2025, afin de permettre la création d'une caserne sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, située à l'intersection des routes départementales n°941 et 943, correspondant aux parcelles cadastrales YC 88, 89, 107 et 108. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant le projet de caserne de pompiers.

La procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi, a été prescrite par arrêté du Président n°ARRE_012_20250520, le 20 mai 2025, afin de permettre la création d'un site de stockage d'électricité par batteries, situé 16 route de Pont du Château (route départementale n°2) sur la commune de Malintrat. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant cette activité.

La procédure de modification de droit commun n°2, a été prescrite par arrêté du Président n°ARRE_024_20250624, le 24 juin 2025. Elle comporte 52 points d'évolution ayant pour objets de :

- Modifier les zones urbaines dites « U » de façon à ce qu'elles reflètent mieux les caractéristiques des tissus urbains existants et qu'elles intègrent les projets en cours,
- Adapter le règlement écrit pour tenir compte du contexte local et des projets, et rectifier des erreurs afin d'assurer la cohérence du document,
- Ajuster les prescriptions relatives aux éléments patrimoniaux afin de renforcer leur préservation,
- Modifier des emplacements réservés pour mieux répondre aux spécificités locales et aux projets,
- Ajouter des linéaires d'activités pour améliorer la mixité fonctionnelle de certains secteurs,
- Adapter et créer des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en lien avec le contexte local et les projets,
- Mettre en cohérence le plan des hauteurs avec le règlement écrit et avec les modifications envisagées dans la présente procédure.

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A 8B F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 3/10

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 35/75

ARTICLE 2 :

L'autorité responsable du projet est la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal, dont le siège se situe 5 Mail Jost Pasquier 63200 RIOM.

Toute information peut être obtenue auprès du service Environnement et Urbanisme de Riom Limagne et Volcans – 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 RIOM - 04.73.67.11.00 - contact@rlv.eu.

ARTICLE 3 :

Par décision n° E26000009/63, en date du 23 mars 2026, Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand par intérim a désigné :

- Monsieur NUGIER Bernard (retraité du Conseil Départemental en tant que directeur de cabinet) en qualité de commissaire enquêteur titulaire,
- Monsieur JELADE Alexis en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

ARTICLE 4 :

Le siège d'enquête publique a été désigné à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans à l'adresse : 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 RIOM.

Quatre lieux de permanence d'enquête publique ont été désignés :

- Mairie de Chappes : 4 Rue de la Mairie – 63720 CHAPPES,
- Mairie de Saint-Ours-les-Roches : 11 Rue de la Mairie – 63230 SAINT-OURS-LES-ROCHES,
- Mairie de Malintrat : 14 Rue de l'Hôtel-de-Ville – 63510 MALINTRAT,
- Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans à l'adresse : 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 RIOM.

Les dossiers d'enquête publique seront consultables :

- sous format papier, pendant toute la durée de l'enquête publique, aux différents lieux de permanences d'enquête publique :
  - dans les mairies de Chappes, de Saint-Ours-les-Roches et de Malintrat aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public*,
  - à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à RIOM (63200) aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public* ;
- sous format dématérialisé, pendant toute la durée de l'enquête :
  - sur le site internet de Riom Limagne et Volcans www.rlv.eu,
  - sur un poste informatique mise à disposition du public à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans au 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public* (sur demande).

** à l'exception du lundi 25 mai 2026 qui sera fermé au public.*

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A 58 F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 4/10

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 36/75

ARTICLE 5 :

Le commissaire enquêteur recevra le public sans rendez-vous aux dates suivantes :

Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans 8 Rue Grégoire de Tours 63200 RIOM	Le vendredi 22 mai 2026 de 10h00 à 12h00 Le vendredi 26 juin 2026 de 14h00 à 16h00
Mairie de Chappes 4 Rue de la Mairie 63720 CHAPPES	Le jeudi 28 mai 2026 de 14h00 à 16h00
Mairie de Saint-Ours-les-Roches 11 Rue de la Mairie 63230 SAINT-OURS-LES-ROCHES	Le mercredi 10 juin 2026 de 14h00 à 16h00
Mairie de Malintrat **14 Rue de l'Hôtel-de-Ville** 63510 MALINTRAT	Le lundi 15 juin 2026 de 10h00 à 12h00

ARTICLE 6 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera inséré en caractères apparents dans deux journaux départementaux quinze jours au moins avant le 22 mai 2026, date d'ouverture de l'enquête.
Une deuxième insertion sera faite durant les huit premiers jours de l'enquête dans les mêmes conditions que la première insertion.
Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches, dans les communes du territoire et au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans – 5, mail Jost Pasquier à RIOM.
Cet avis sera inséré sur le site Internet de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans : www.rlv.eu.

ARTICLE 7 :

Le dossier du projet de révision allégée n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans soumis à l'enquête publique comprend :

- La délibération de prescription,
- le rapport de présentation,
- le règlement graphique : 31 cartes communales,
- le règlement graphique des prescriptions : 31 cartes communales,
- la délibération arrêtant le bilan de la concertation,
- l'évaluation environnementale,
- l'avis rendu par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale,
- Le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe,
- l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers,
- le Procès-Verbal de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) du 10 mars 2026,
- les délibérations émises par les communes membres de Riom Limagne et Volcans.

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D6 9A 83 F4 26
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 5/10

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 37/75

Le dossier du projet de déclaration de projet n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans soumis à l'enquête publique comprend :

- l'arrêté de prescription,
- le rapport de présentation,
- le règlement graphique de la commune de Saint-Ours-les-Roches,
- le règlement graphique des prescriptions de la commune de Saint-Ours-les-Roches,
- le règlement écrit : toutes zones,
- le dossier de dérogation Loi Barnier,
- l'étude de discontinuité Loi Montagne,
- les délibérations soumettant la procédure à évaluation environnementale, définissant les modalités de concertation et arrêtant le bilan de la concertation,
- l'évaluation environnementale,
- l'avis rendu par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale,
- Le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe,
- l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers,
- le cas échéant, l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS),
- Le Procès-Verbal de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) du 10 mars 2026,
- les délibérations émises par les communes membres de Riom Limagne et Volcans.

Le dossier du projet de déclaration de projet n°2 du PLUi de Riom Limagne et Volcans soumis à l'enquête publique comprend :

- l'arrêté de prescription,
- le rapport de présentation,
- le règlement graphique de la commune de Malintrat,
- le règlement graphique des prescriptions de la commune de Malintrat,
- le règlement écrit : toutes zones,
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation de la commune de Malintrat,
- le dossier de dérogation Loi Barnier,
- les délibérations soumettant la procédure à évaluation environnementale, définissant les modalités de concertation et arrêtant le bilan de la concertation,
- [2]l'évaluation environnementale,
- l'avis rendu par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale,
- Le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe,
- l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers,
- Le Procès-Verbal de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) du 10 mars 2026,
- les délibérations émises par les communes membres de Riom Limagne et Volcans.

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A 8B F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 6/10

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 38/75

Le dossier du projet de modification de droit commun n°2 du PLUi de Riom Limagne et Volcans soumis à l'enquête publique comprend :

- L'arrêté de prescription,
- le rapport de présentation,
- le règlement écrit : toutes zones,
- le règlement graphique : 31 cartes communales et une carte globale,
- le règlement graphique des prescriptions : 31 cartes communales,
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation du Cheix-sur-Morge, Mozac, Saint-Bonnet-Près-Riom et Volvic,
- la liste des prescriptions règlementaires,
- les fiches patrimoine bâti sans Riom,
- la liste des emplacements réservés,
- le plan des hauteurs,
- la délibération arrêtant le bilan de la concertation,
- l'avis n°2025-ARA-AC-3942 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône- Alpes requérant la réalisation d'une évaluation environnementale,
- la délibération soumettant la procédure de modification de droit commun n°2 à évaluation environnementale,
- l'évaluation environnementale,
- l'avis rendu par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale,
- Le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe,
- les avis émis par les Personnes Publiques Associées (PPA),
- les délibérations émises par les communes membres de Riom Limagne et Volcans.

Pour l'ensemble des dossiers, l'enquête publique comprend :

- le courrier de saisine du tribunal administratif pour l'organisation de l'enquête publique unique, la décision de désignation du commissaire enquêteur, l'arrêté d'organisation de l'enquête publique, l'avis d'enquête publique, la publicité légale (première, puis deuxième insertion) parue dans deux journaux diffusés dans le département,
- les registres d'enquête publique.

ARTICLE 8 :

Toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir communication et copie du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans avant l'ouverture de l'enquête publique unique ou pendant celle-ci : Service Environnement et Urbanisme – Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans – 5, mail Jost Pasquier 63200 Riom – 04.73.67.11.00 – contact@rlv.eu.

ARTICLE 9 :

Des registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront déposés au siège de l'enquête publique situé au siège de Riom Limagne et Volcans à Riom, ainsi que sur les lieux de permanence de l'enquête publique qui sont les mairies de Chappes, Saint-Ours-les-Roches et Malintrat.

Chaîne d'intégrité du document : 7G 91 4C EE F6 DD A8 52 B9 B4 60 D8 9A 83 F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 7/10

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 39/75

Chacun pourra consigner, éventuellement, ses observations sur les registres d'enquête papier ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 Riom, ou les transmettre à l'adresse mail suivante : enquete-publique-plui@rlv.eu du 22 mai 2026 à 10H00 au 26 juin 2026 jusqu'à 16H00.
Les observations et propositions du public écrites émises sur les registres sont consultables sur le lieu de permanence de l'enquête publique où les observations ont été émises, pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public du siège d'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale au commissaire enquêteur sont consultables dans les meilleurs délais sur le registre déposé au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.
Les observations et propositions du public émises par mail sont consultables dans les meilleurs délais sur le site internet de Riom Limagne et Volcans : www.rlv.eu.

ARTICLE 10 :

A l'expiration du délai d'enquête, le ou les registres d'enquête seront clos par le commissaire-enquêteur qui dispose de 8 jours pour rencontrer le Président de la communauté d'agglomération ou son représentant et lui transmettre un procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales.
Le Président ou son représentant pourra produire ses observations éventuelles pendant 15 jours.

Le commissaire-enquêteur établira ensuite un rapport relatant le déroulement de l'enquête et consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non.

Puis le commissaire-enquêteur transmettra au Président le dossier de l'enquête avec le rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Madame La Présidente du Tribunal Administratif.

ARTICLE 11 :

Le public pourra consulter, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur :

- à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à RIOM aux jours et heures habituels d'ouverture au public,
- sur le site Internet de la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans à l'adresse suivante : www.rlv.eu.

ARTICLE 12 :

A l'issue de l'enquête publique, la modification de droit commun n°2, la révision allégée n°1, les déclarations de projet n°1 et 2 emportant mise en compatibilité du PLUi de Riom Limagne et Volcans, éventuellement modifiées pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront approuvées par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A6 82 B9 B4 60 D6 9A 8B F4 38
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 8/10

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 40/75

ARTICLE 13 :

Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publication sur le site internet de Riom Limagne et Volcans www.riv.eu et d'un affichage au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans et de ses communes membres.

ARTICLE 14 :

Des copies du présent arrêté seront adressées à :

- Madame la Préfète du Puy-de-Dôme,
- Madame la Sous-Préfète de Riom,
- Monsieur le Commissaire enquêteur,
- Madame la Présidente du Tribunal Administratif,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Riom Limagne et Volcans.

Fait à Riom, le 24 avril 2026

Le Président,



Pierre CHASSAING



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Chaîne d'intégrité du document : 7G 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A 8B F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 9/+0

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 41/75

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A 8B F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 10/40

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 42/75

Annexe n° 3

ANNONCES LÉGALES

A2611875

FREEDOM PARAPENTE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEEAU CAPITAL DE 5 400 €SIEGE SOCIAL : 3 CHEMIN DE LA CHAVELASCHAMPS63122 SAINT-GENES-CHAMPANELLE 800 292 088 RCS CLERMONT-FERRAND L'assemblée générale extraordinaire en date et à effet du 20/04/2026 a decidé de transformer la société en société par actions simplifiée sans la création d'une nouvelle personne morale. La denomination de la société, l'objet, le capital, le siège et la durée de la société restent inchangés. Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Cessions d'actions aux tiers soumises à l'agrément des associés. Madame Manelle ROULENC, demeurant à SAINT GENES CHAMPANELLE (63122) 3 chemin de la Chave, est nommée Présidente à compter de cette date en remplacement de son précédent mandat social de gérant. Dépôt des statuts réfondus au RCS de CLERMONT-FERRAND

A2612214

CLAC SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEEAU CAPITAL DE 500 €SIEGE SOCIAL : 440 IMPASSE DE ROFFIN63290 LACHAUX 915 403 638 RCS CLERMONT-FERRAND L'assemblée générale extraordinaire en date et à effet du 14/04/2025 a decidé d'étendre l'objet social aux activités suivantes : - l'exploitation de services d'hebergement, de restauration, de snack et de débit de boissons, sur place ou à emporter, - la gestion et l'exploitation d'équipements de sites et de pôles d'activités sportifs, de loisirs ou de pleine nature, pour le compte de personnes publiques ou privées, notamment dans le cadre de conventions de délégation ou de régie intéressee. L'article 2 des statuts a été modifié en consequence. Modification au RCS de CLERMONT-FERRAND.

A2612219

FREEDOM PARAPENTE Société par actions simplifiéeAu capital de 5 400 €Siège social : 3 Chemin de la Chave LASCHAMPS63122 SAINT-GENES-CHAMPANELLE 800 292 088 RCS CLERMONT-FERRAND L'assemblee générale réunie le 24/04/2026 a decidé, à effet du même jour : - de prendre acte de la démission de Mme Marielle ROULENC de son mandat de Présidente, et de nommer en remplacement à compter du 24/04/2026, M. GOURCY Bertrand, demeurant 9 rue Tinebas 63230 MAZAYE. - de nommer Directeur général M. Camille PONSONNIER, demeurant 10 rue du Verger 63230 MAZAYE. Modification au RCS de CLERMONT-FERRAND.

A2612372

SAMCY 63

Société à responsabilité limitée
au capital de 8 000 euros
Siège social : Route de Super Besse
63610 BESSE EN CHANDESSE
539 084 554 RCS CLERMONT-FERRAND

AVIS DE PUBLICITE

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 31 MARS 2026 l'assemblée générale des associés a pris acte de la démission de Monsieur Cyrille SANCANDI de ses fonctions de gérant à effet du 31 MARS 2026. Mention sera faite au RCS de CLERMONT-FERRAND

Pour avis.

DISSOLUTIONS

A2611995

SUBL'MIXTE COIFFURESAS au capital de 1000 € Siège social : 9004 RUE ALBERT EVAUX ZAC DES GRAVIERS 63119 CHATEAUGAY RCS CLERMONT-FERRAND 904350337 Par décision Assemblée Générale Extraordinaire du 28/03/2026, il a été décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 31/03/2026 , il a été nommé liquidateur(s) Mme OLIVIER JOANNA demeurant au 13 RUE DES MURIERS 63200 MOZAC et fixé le siège de liquidation où les documents de la liquidation seront notifiés chez le liquidateur Mention en sera faite au RCS de CLERMONT-FERRAND.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

A2612335

RIOM LIMAGNE & VOLCANS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2, RÉVISION ALLÉGÉE N°1, DÉCLARATIONS DE PROJET N°1 ET N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Par arrêté du 24 avril 2026, le Président de Riom Limagne et Volcans soumet à enquête publique unique les projets de modification de droit commun n°2, révision allégée n°1, déclarations de projet n°1 et 2 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Riom Limagne et Volcans (RLV) selon les modalités suivantes :

L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 36 jours consecutifs du **22 mai 2026 à 10h jusqu'au 26 juin 2025 à 16h.**

La procédure de révision allégée n°1 comporte 24 points d'évolution et porte modification du règlement graphique (zonage) en reordonnançant certaines zones agricoles, c'est-a-dire le passage de ténements en zone Agricole protégée (Ap) vers une zone Agricole constructible (Ac) et le passage de ténements en zone Ac vers une zone Ap.

La procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'une caserne de pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, située à l'intersection des routes départementales n°941 et 943, correspondant aux parcelles cadastrales YC 88, 89, 107 et 108. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant le projet de caserne de pompiers.

La procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'un site de stockage d'électricité par batteries, situé 16 route de Pont du Château (Route départementale n°2) sur la commune de Malintrat. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant cette activité.

La procédure de modification de droit commun n°2 comporte 52 points d'évolution et a pour objet de modifier les zones urbaines dites «U» de façon à ce qu'elles reflètent mieux les caractéristiques des tissus urbains existants et qu'elles intègrent les projets en cours, adapter le règlement écrit pour tenir compte du contexte local et des projets et rectifier des erreurs afin d'assurer la cohérence du document, ajuster les prescriptions relatives aux éléments patrimoniaux afin de renforcer leur préservation, modifier des emplacements réservés pour mieux répondre aux spécificités locales et aux projets, ajouter des linéaires d'activités pour améliorer la mixité fonctionnelle de certains secteurs, adapter et créer des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en lien avec le contexte local et les projets et mettre en cohérence le plan des hauteurs avec le règlement écrit et avec les modifications envisagées dans la présente procédure.

Par décision n° E26000005/63, en date du 23 mars 2026, Monsieur le Président par interim du tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné Monsieur NUGIER Bernard (retraité du Conseil Départemental en tant que directeur de cabinet) en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur JELADE Alexis en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV et l'exposé de leurs motifs, les évaluations environnementales, ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées, pourront être consultés par le public :

- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération RLV (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public",
- sur le site internet de la communauté d'agglomération RLV à l'adresse suivante : www.rlv.eu,
- sur un poste informatique mis à disposition du public à la communauté d'agglomération RLV au 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public" (sur demande).

Le public pourra consigner ses observations sur ces projets d'évolution du PLUi sur les registres suivants :

- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public",
- ou par courriel à l'adresse mail dédiée : enquete-publique-plui@rlv.eu,
- ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours - 63200 Riom.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour recevoir les observations et propositions écrites ou orales aux dates, heures et lieux suivants :

- Le vendredi 22 mai 2026 de 10h à 12h à la communauté d'Agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom (siège de l'enquête publique unique).
- le jeudi 18 mai 2026 de 14h à 16h à la mairie de Chappes,
- le mercredi 10 juin 2026 de 14h à 16h à la mairie de Saint-Ours-les-Roches,
- le lundi 15 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie de Malintrat,
- le vendredi 26 juin 2026 de 14h à 16h à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom.

Le public pourra consulter, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à Riom et sur le site internet de la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans à l'adresse informatique suivante : http://www.rlv.eu.

A l'issue de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV, éventuellement modifiées pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront approuvées par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.

"à l'exception du lundi 25 mai 2026.

le semeur Hebdo
4 allée Groupe N. Bourbaki
CS50034 - 63178 AUBIÈRE CEDEX

Société Nouvelle Semeur Hebdo : EURL 99 ans - Cap. 60.000 € - 4 allée Groupe N. Bourbaki, CS 50034 - 63178 AUBIÈRE CEDEX - **Président :** Vincent David - **As. :** PMSO - RCS CLERMONT-FERRAND B03 694 280.

RÉDACTION - redaction@semeur.com - 04 73 93 46 00

Directeur de la publication : Vincent David - **Rédacteur en chef :** Cyril Grégori - **Rédacteur en chef adjoint :** Patrick Ragon - **Journalistes :** Ludivine Bourdugé, Guillaume Chameyrat & Kévin Le Gouguec.

PUBLICITÉ - emmanuelle.suss@semeur.com - 06 80 69 28 56 - 04 73 93 71 93

Chargé des ventes : Emmanuelle Suss.

ANNONCES LÉGALES - annonces.legales@aicregie.com - 05 56 4 6 72 24

ABONNEMENT - DIFFUSION - abonnements@journalpaysdecourtrai.fr - 02 40 97 38 03

Intégral 1 an (papier + internet) : 77€ / **Numérique 1 an :** 48€. (prix T.T.C. au taux de 2,10%)

IMPRIMERIE - QCF : 63 avenue Jean-Mermoz, Allée des Bouddières, 89000 AUXERRE

CPPAP : 0127 C 81112 - **ISSN :** 0988-7791 - Dépôt légal à perution.

Par arrêté préfectoral, notre journal est habilité à publier les annonces judiciaires et légales.

Ce journal a été imprimé sur du papier recyclé, issu de fibres recyclées certifiées FSC et/ou PEFC, ou sur du papier certifié PEFC issu de forêts gérées durablement, fabriqué en France, en Espagne ou au Canada. L'authentification des sources utilisées par le papier est de 60 % (ajout).

votre journal

A2609871

Le préfet de l'Allier
Chevalier de l'ordre national du Mérite

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Ouverture d'une enquête publique
concernant la demande d'octroi
de concession minière déposée
par la société IMERYS BEAUVOIR
dans le cadre du projet EMILI

Par arrêté n° 713 / 2026 du 25 mars 2026, une enquête publique sur la demande susvisée, d'une durée de 39 jours, est prescrite du lundi 27 avril 2026 à 8 heures 30 jusqu'au mardi 26 mai 2026 inclus à 17 heures 30.

La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est soit un accord d'octroi de la concession minière, pris par décret du premier ministre et contresigné par le ministre en charge des mines, soit un refus d'octroi pris par arrêté motivé du ministre en charge des mines.

Les communes concernées par cette enquête sont : Échassières, Nades, Lalizolle (département de l'Allier) et Servant (département du Puy-de-Dôme).

L'enquête sera conduite par une commission d'enquête composée des commissaires enquêteurs suivants :

- M. Raymond AMBLARD, directeur régional de l'équipement, en retraite, en qualité de président de la commission,
- M. Jean-Louis DUGNE, ingénieur des mines, en retraite, et M. Gilles MARQUET, retraité SNCF Réseau, en qualité de membres titulaires,
- M. Alain PAULET, ingénieur GRDF, en retraite, en qualité de membre suppléant.

La mairie d'Échassières est désignée commune siège de l'enquête.

Le dossier d'enquête mis à disposition du public comprend notamment une étude de falsabilité environnementale, économique et sociale relative à la demande présentée, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale et celui du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies.

Le dossier d'enquête publique est consultable, pendant la durée de l'enquête :

- sur support papier en mairies d'Échassières, Nades, Lalizolle (département de l'Allier) et Servant (département du Puy-de-Dôme), aux jours et horaires habituels d'ouverture au public ;
- sur le site internet de la Préfecture de l'Allier : www.allier.gouv.fr
Accueil > Publications > Enquêtes et consultations publiques > Consultations publiques en cours
- sur la plateforme électronique mise en place pour l'enquête :
https://www.registre-numerique.fr/concession-beauvoir

Le public pourra formuler ses observations et propositions à partir du lundi 27 avril 2026, à 8 heures 30, jusqu'au mardi 26 mai 2026 à 17 heures 30, selon les modalités suivantes :

- sur les registres ouverts à cet effet en mairies d'Échassières, Nades, Lalizolle (département de l'Allier) et Servant (département du Puy-de-Dôme) tenus à la disposition du public aux jours et horaires habituels d'ouverture ;
- sur un registre dématérialisé accessible sur internet via le lien suivant :
https://www.registre-numerique.fr/concession-beauvoir
(ce lien est également disponible sur le site : www.allier.gouv.fr > Accueil > Publications > Enquêtes et consultations publiques > Consultations publiques en cours) ;
- par voie électronique à l'adresse suivante :
concession-beauvoir@mail.registre-numerique.fr
- par courrier envoyé à l'attention de M. AMBLARD, président de la commission d'enquête, à l'adresse de la mairie siège de l'enquête : Mairie d'Échassières, 16 rue Jouhet-Durantnon
- Le Bourg - 03330 ECHASSIÈRES.

Les membres de la commission d'enquête se tiendront à disposition pour recevoir les observations orales ou écrites du public, aux lieux, dates et horaires suivants :

à la mairie d'Échassières :
- Lundi 27 avril 2026, de 08h30 à 12h00
- Mardi 5 mai 2026, de 13h30 à 17h30
- Jeudi 21 mai 2026, de 08h30 à 12h00
- Mardi 26 mai 2026, de 13h30 à 17h30

à la mairie de Nades :
- Jeudi 30 avril 2026, de 14h00 à 17h00

à la mairie de Lalizolle :
- Lundi 18 mai 2026, de 09h00 à 12h15

à la mairie de Servant :
- Mardi 12 mai 2026, de 13h30 à 17h00.

Les observations adressées par voie électronique seront publiées et consultables sur le site susvisé.

Les observations formulées par voie postale seront annexées au registre d'enquête tenu à disposition au siège de l'enquête en mairie d'Échassières.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites et celles transmises par voie électronique, sont consultables sur le registre dématérialisé.

Le public est informé que toute observation (et ses éventuelles pièces jointes), qu'elle soit écrite, orale ou dématérialisée sera consultable sur le registre numérique.

Il est précisé qu'il est de la responsabilité de chaque participant à l'enquête publique, s'il souhaite rester anonyme, de ne faire état d'aucune information personnelle dans ses écrits (nom, coordonnées, adresse, etc.).

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public, en mairies d'Échassières, Nades, Lalizolle, Servant et sur internet à l'adresse suivante : www.allier.gouv.fr, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Le présent avis est affiché en mairies d'Échassières, Nades, Lalizolle (département de l'Allier) et Servant (département du Puy-de-Dôme) et sur les lieux de l'aménagement projeté, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de l'enquête.

A2612464

COMMUNE DE DURMIGNAT

Enquête publique portant sur le projet de Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté du 2026-12, Monsieur le Maire a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur l'élaboration du PLU.

Le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné M. DUBOT en qualité de commissaire enquêteur et M. FABRE en qualité de commissaire enquêteur suppléant. L'enquête se déroulera à la mairie du 18 mai 2026 au 18 juin 2026, aux jours et aux heures habituels d'ouverture de la mairie.

Le dossier d'enquête pourra être consulté sur le site internet de la commune : https://www.durmignat.fr/ainsi qu'en version papier consultable en mairie

Pendant la durée de l'enquête, le commissaire enquêteur recevra les observations du public en mairie. Le lundi 18 mai 2026 de 10h00 à 12h00, le mardi 2 juin 2026 de 15h00 à 17h00 et le jeudi 18 juin 2026 de 10h00 à 12h00.

Le public pourra également adresser ses observations sur le registre d'enquête, par courrier postal à Monsieur le commissaire enquêteur. Enquête publique relative à l'élaboration du PLU de Durmignat, à l'adresse suivante : Mairie de Durmignat 18 rue Principale, 63700 Durmignat, et par courrier électronique à l'adresse suivante : durmignat-63@orange.fr en précisant en objet du courriel : «Enquête publique - Elaboration du PLU».

Les observations du public reçues par le commissaire enquêteur, et celles transmises par voie postale seront consultables à la mairie, siège de l'enquête publique.

Les contributions transmises par courriel seront publiées sur le site internet de la mairie. Elles seront également consultables à la mairie, siège de l'enquête publique.

Cet avis est affiché à la mairie et peut être consulté à l'adresse suivante : http://www.durmignat.fr/

A l'issue de l'enquête publique, le conseil municipal approuvera le PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des observations émises lors de l'enquête, et suivant l'avis du commissaire enquêteur

Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la mairie, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Ces documents seront également consultables pendant la même période sur le site internet de la mairie

Le Maire, G. CHARTOIRE

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395

A2613827

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2, RÉVISION ALLÉGÉE N°1, DÉCLARATIONS DE PROJET N°1 ET N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Par arrêté du 24 avril 2026, le Président de Riom Limagne et Volcans soumet à enquête publique unique les projets de modification de droit commun n°2, révision allégée n°1, déclarations de projet n°1 et 2 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Riom Limagne et Volcans (RLV) selon les modalités suivantes :
L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 36 jours consécutifs du **22 mai 2026 à 10h jusqu'au 26 juin 2026 à 16h.**
La procédure de révision allégée n°1 comporte 24 points d'évolution et porte modification du règlement graphique (zonage) en réordonnançant certaines zones agricoles, c'est-à-dire le passage de tènements en zone Agricole protégée (Ap) vers une zone Agricole constructible (Ac) et le passage de tènements en zone Ac vers une zone Ap.
La procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'une caserne de pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, située à l'intersection des routes départementales n°941 et 943, correspondant aux parcelles cadastrales YC 88, 89, 107 et 108. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant le projet de caserne de pompiers.
La procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'un site de stockage d'électricité par batteries, situé 16 route de Pont du Château (Route départementale n°2) sur la commune de Malintrat. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant cette activité.
La procédure de modification de droit commun n°2 comporte 52 points d'évolution et a pour objet de modifier les zones urbaines dites «U» de façon à ce qu'elles reflètent mieux les caractéristiques des tissus urbains existants et qu'elles intègrent les projets en cours, adapter le règlement écrit pour tenir compte du contexte local et des projets et rectifier des erreurs afin d'assurer la cohérence du document, ajuster les prescriptions relatives aux éléments patrimoniaux afin de renforcer leur préservation, modifier des emplacements réservés pour mieux répondre aux spécificités locales et aux projets, ajouter des linéaires d'activités pour améliorer la mixité fonctionnelle de certains secteurs, adapter et créer des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en lien avec le contexte local et les projets et mettre en cohérence le plan des hauteurs avec le règlement écrit et avec les modifications envisagées dans la présente procédure.
Par décision n° E26000009/63, en date du 23 mars 2026, Monsieur le Président par intérim du tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné Monsieur NUGIER Bernard (retraité du Conseil Départemental en tant que directeur de cabinet) en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur JELADE Alexis en qualité de commissaire enquêteur suppléant.
Pendant toute la durée de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV et l'exposé de leurs motifs, les évaluations environnementales, ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées, pourront être consultés par le public :
- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération RLV (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- sur le site internet de la communauté d'agglomération RLV à l'adresse suivante : www.rlv.eu,
- sur un poste informatique mis à disposition du public à la communauté d'agglomération RLV au 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public* (sur demande).
Le public pourra consigner ses observations sur ces projets d'évolution du PLUi sur les registres suivants :
- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- ou par courriel à l'adresse mail dédiée : enquete-publique-plui@rlv.eu,
- ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours - 63200 Riom. Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour recevoir les observations et propositions écrites ou orales aux dates, heures et lieux suivants :
- Le vendredi 22 mai 2026 de 10h à 12h à la communauté d'Agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom
(siège de l'enquête publique unique),
- le jeudi 18 mai 2026 de 14h à 16h à la mairie de Chappes,
- le mercredi 10 juin 2026 de 14h à 16h à la mairie de Saint-Ours-les-Roches,
- le lundi 15 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie de Malintrat,
- le vendredi 26 juin 2026 de 14h à 16h à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom.
Le public pourra consulter, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à Riom et sur le site Internet de la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans à l'adresse informatique suivante : http://www.rlv.eu.
A l'issue de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV, éventuellement modifiées pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront approuvées par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.

*à l'exception du lundi 25 mai 2026.

A2614708

Commune d'Orcines

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Identification de la collectivité qui passe le marché
Commune de ORCINES
Mairie - place St Julien 63870 ORCINES
Tél. : 04.73.62.10.09 Courriel : accueil@mairie-orcines.fr - Adresse internet : https://www.orcines.fr/
Site du profil d'acheteur : https://www.chaumeil-marchespublics.fr
Procédure de passation
Marché public à procédure adaptée
Mode : procédure ouverte
Objet du marché : Fourniture de denrées alimentaires et assistance technique pour la confection des repas du restaurant scolaire et l'ALSH de la commune d'Orcines
Type de marché : Accord cadre à bons de commandes
Durée : A compter du 01/09/2026 jusqu'au 31/08/2027
Lieu d'exécution
50 route du Puy de Dôme La Font de l'Arbre 63870 ORCINES
Conditions de délai
Date limite de réception des offres : vendredi 19 juin 2026 à 16h00
Délai de validité des offres : 120 jours
Conditions d'attribution
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation
Justificatifs à fournir quant aux qualités et capacités des candidats
Pièces prévues au code de la commande publique.
Renseignements complémentaires
Les visites du site sont obligatoires dans les conditions fixées au règlement de la consultation
Date de publication : 28 mai 2026

A2614414

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE : Ouverture d'une enquête publique préalable à deux permis de construire délivrés au nom de l'Etat pour le projet de centrale photovoltaïque au sol et flottante sur le territoire de la commune de Pont-du-Château, lieu-dit «Le Bois»

Une enquête publique d'une durée de **trente-trois jours** est ouverte du **lundi 15 juin 2026 à partir de 9h00 au vendredi 17 juillet 2026 inclus jusqu'à 16h30,** à l'effet de recueillir les observations de toute personne intéressée sur le projet présenté par la société TotalEnergies Renouvelables France relatif à la construction d'une centrale photovoltaïque au sol et flottante sur le territoire de la commune de Pont-du-Château, au lieu-dit «Le Bois».
L'enquête publique est conduite dans le cadre de l'instruction des demandes des permis de construire n° 063 284 24 G0002, déposée le 10 janvier 2024 pour la centrale photovoltaïque flottante et n° 063 284 24 G0060, déposée le 20 décembre 2024 pour la centrale au sol, par la société TotalEnergies Renouvelables France.
Le projet s'implante sur une superficie de 14,12 Ha, pour une puissance totale de 8,5 MWc (3,6 MWc pour la partie flottante, 4,9 Mwc pour le partie au sol).
Le dossier qui comporte notamment une étude d'impact, son résumé non technique, l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale et les avis des services est consultable :
- en mairie de **Pont-du-Château** (siège de l'enquête) et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête aux horaires habituels d'ouverture de la mairie (sauf le lundi 13 juillet) :
  - du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ;
  - vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.
- à la Préfecture du Puy de Dôme, sur un poste informatique, au bureau de l'Environnement, 5ème étage du bâtiment situé rue d'Assas, à Clermont-Ferrand, du lundi au vendredi de 8h15 à 16h (15h30 le vendredi) ;
- sur le site internet dédié du registre dématérialisé disponible à l'adresse suivante (https://www.democratie-active.fr/projetsolairepontduchateau/) accessible également depuis le site internet de la Préfecture du Puy-de-Dôme (www . puy - de - dome . gouv . fr rubriques : actions de l'Etat/environnement, eau, prévention des risques, énergie/photovoltaïque).
Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.
M. Gilbert BADOIL, Ingénieur en retraite, désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire (M. Patrick MIROWSKI est désigné commissaire enquêteur suppléant) recevra le public en mairie de Pont-du-Château les :
  - lundi 15 juin de 9h00 à 12h00 ;
  - mercredi 24 juin de 14h00 à 17h00 ;
  - jeudi 2 juillet de 9h00 à 12h00 ;
  - vendredi 10 juillet de 13h30 à 16h30 ;
  - vendredi 17 juillet de 13h30 à 16h30.
Toute personne ayant des observations et/ou des propositions à présenter pourra :
- les consigner sur le registre ouvert à cet effet,
- les exprimer ou les remettre directement auprès du commissaire enquêteur lors des permanences qu'il tiendra,
- les adresser par voie postale, au commissaire-enquêteur, à la mairie de Pont-du-Château (place de l'Hôtel de Ville, 63 430 Pont-du-Château), siège de l'enquête, où elles seront annexées au registre d'enquête,
- les formuler sur un registre dématérialisé à l'adresse suivante :
https://www.democratie-active.fr/projetsolairepontduchateau/
- les adresser par voie électronique à l'adresse suivante : projetsolairepontduchateau@democratie-active.fr
Les observations transmises par courriel seront publiées sur le registre.
Des informations peuvent également être demandées auprès de Mme Sophie Lécorché, TotalEnergies Renouvelables France, 12-14 allée du Levant, 69 890 LA TOUR-DE-SALVAGNY, Tel : 06.13.25.74.81, mail : sophie.lecorche@totalenergies.com
Toute personne peut, après l'enquête publique, prendre connaissance à la préfecture, notamment sur son site internet (www.puy-de-dome.gouv.fr) et en mairie de Pont-du-Château du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur, pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête.
La décision préfectorale susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est un arrêté préfectoral accordant les permis de construire avec ou sans prescription ou refusant les permis de construire.

A2613494

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête publique unique portant sur la révision allégée n°1 et la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Vallée de l'Ance
Par arrêté n°2026-06b le Président d'Ambert Livradois Forez a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique sur les projets de : Révision allégée n°1 du PLUi de la Vallée de l'Ance portant sur le repositionnement de zones urbaines et de Modification n°1 du PLUi de la Vallée de l'Ance portant sur la reprise de différentes pièces du PLUi. Les deux procédures sont soumises à évaluation environnementale.
La personne responsable de ces procédures d'évolution du PLUi est Ambert Livradois Forez, représentée par son Président, Monsieur Daniel FORESTIER, 15 avenue du 11 Novembre, 63600 AMBERT. A l'issue de l'enquête publique unique, le conseil communautaire approuvera les procédures, éventuellement modifiées pour tenir compte des observations émises lors de l'enquête, des avis des personnes publiques associées et suivant l'avis du commissaire enquêteur.
L'enquête publique unique se déroulera pendant 31 jours du 26 mai 2026 à 10h au 25 juin 2026 à 16h00. Le siège de l'enquête se situe à la communauté de communes Ambert Livradois Forez - Espace France Services de Viverols, 3 place de l'église, 63840 VIVEROLS.
Par décision n°E25000132/63 en date du 7 janvier 2026 de la Présidente du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, Monsieur Annick DE OLIVEIRA, attaché principal d'administration en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Madame Elisabeth BARRAUD, est désignée commissaire enquêtrice suppléante.
Toute personne pourra, à sa demande, adressée au Président de la communauté de communes - 15 avenue du 11 novembre 63600 AMBERT - et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique unique.
Le dossier d'enquête unique pourra être consulté :
- Sur le site internet www.ambertlivradoisforez.fr
- En version papier au siège de l'enquête et dans les mairies de Baffie, Églisolles, La Chaulme, Médeyrolles, Saillant, Saint Anthème, Saint Clément de Valorgue, Saint Romain, Sauvessanges et Viverols aux jours et heures d'ouvertures habituels. - Sur un poste informatique à l'Espace France Services de Viverols aux jours d'ouverture habituels.
- Sur le registre dématérialisé:
https://www.democratie-active.fr/plui-vallee-ance/
Chacun pourra prendre connaissance du dossier ainsi que des remarques formulées et consigner éventuellement ses appréciations, suggestions ou contre-propositions :
- Sur les registres d'enquête présents au siège de l'enquête et en mairies de Baffie, Églisolles, La Chaulme, Médeyrolles, Saillant, Saint Anthème, Saint Clément de Valorgue, Saint Romain, Sauvessanges et Viverols
- Par courrier postal à : Communauté de communes Ambert Livradois Forez – antenne de Cunlhat, à l'attention de M. le commissaire enquêteur, Annick DE OLIVEIRA
- Par courrier électronique à : pluivalleeance@democratie-active.fr
- Lors des permanences du commissaire enquêteur : Mardi 26 mai 2026 de 10h à 12h à la mairie de Saint Anthème / Vendredi 12 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie de Saint Anthème / Vendredi 12 juin 2026 de 14h à 16h à l'Espace France Services de Viverols / Mercredi 17 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie d'Églisolles / Jeudi 25 juin 2026 de 14h à 16h à l'Espace France Services de Viverols
- Sur le registre dématérialisé d'enquête publique au fur et à mesure de l'enquête : https://www.democratie-active.fr/plui-vallee-ance/
Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public au siège d'ALF, en mairies et sur le site internet d'ALF pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Hebdo | Journal VIENNE des décideurs | ALC

2 POSSIBILITÉS
pour publier vos annonces légales dans nos journaux ou sur le web :

PLATEFORME ALC RÉGIE
24h/24 - 7j/7 | FR
annoncelegale.alcregie.com

ENVOI PAR MAIL
Une équipe à votre disposition
annonces.legales@alcregie.com

Besoin d'un renseignement ?
05 56 44 72 24

ALC | in
Annonces administratives, judiciaires et légales...
à chacun sa solution !

le Semeur Hebdo
Journal d'informations locales et départementales

4 allée Groupe N. Bourbaki,
CS 50034 - 63178 AUBIÈRE CEDEX

Société Nouvelle Semeur Hebdo : EURL 99 ans - Cap. 50 000 € - 4 allée Groupe N. Bourbaki CS50034-63178 AUBIERE CEDEX - Président : Vincent David - As. : PMSO - RCS CLERMONT-FERRAND 803 694 280.

RÉDACTION :
redaction@semeur.com
04 73 98 46 00
Directeur de la publication : Vincent David - Rédacteur en chef : Cyril Grèghi - Rédacteur en chef adjoint : Patrick Ragon - Journalistes : Ludivine Bourdugé, Guillaume Chamoyral & Kévin Le Gouguec.

PUBLICITÉ :
emmanuelle.suss@semeur.com
06 60 09 35 55 - 04 73 98 21 93
Chargé des ventes : Emmanuelle Suss.

ANNONCES LÉGALES.
annonces.legales@alcregie.com
05 56 44 72 24

ABONNEMENT - DIFFUSION.
abonnementdiffusion@courrier-francais.fr
05 24 67 39 63
Intégral 1 an (papier + internet) : 77€
Numérique 1 an : 48€. (prix T.T.C. au taux de 2,10%)

IMPRIMERIE :
QCF : 83 avenue Jean-Mermoz, Allée des Bourdillats, 89000 AUXERRE.

CPPAP : 0127 C 81112 - ISSN : 0985-7791
Dépôt légal à parution.

Par arrêté préfectoral, notre journal est habilité à publier les annonces judiciaires et légales.

Ce journal a été imprimé sur du papier recyclé issu de fibres exploitées durant entre 60 et 100% sur du papier certifié PEFC issu de forêts durablement gérées. Il a été fabriqué en France, en Espagne ou au Canada. L'élaboration des eaux (fabrication pâte et papier) est de 0,01 kg/t.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395

Annonces légales

Retrouvez toutes les publications sur
www.centreofficielles.com

04.73.17.31.27
legales@centrefrance.com

Par arrêté préfectoral, notre journal est habilité à la publication des annonces judiciaires et légales sur l'ensemble du département du Puy-de-Dôme au tarif en vigueur fixé par l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication de ces annonces.

Annonces légales & administratives

RLV
RIOM LIMAGNE & VOLCANS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2, RÉVISION ALLÉGÉE N°1, DÉCLARATIONS DE PROJET N°1 ET N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Par arrêté du 24 avril 2026, le Président de Riom Limagne et Volcans soumet à enquête publique unique les projets de modification de droit commun n°2, révision allégée n°1, déclarations de projet n°1 et 2 emportant mise en compatibilité du Plan local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Riom Limagne et Volcans (RLV) selon les modalités suivantes :

L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 36 jours consécutifs du **22 mai 2026 à 10h jusqu'au 26 juin 2026 à 16h.**

La procédure de révision allégée n°1 comporte 24 points d'évolution et porte modification du règlement graphique (zonage) en réordonnançant certaines zones agricoles, c'est-à-dire le passage de ténements en zone Agricole protégée (Ap) vers une zone Agricole constructible (Ac) et le passage de ténements en zone Ac vers une zone Ap

La procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'une caserne de pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, située à l'intersection des routes départementales n°941 et 943, correspondent aux parcelles cadastrales YC 88, 89, 107 et 108. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant le projet de caserne de pompiers.

La procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'un site de stockage d'électricité par batteries, situé 16 route de Pont du Château (Route départementale n°2) sur la commune de Malintrat. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant cette activité.

La procédure de modification de droit commun n°2 comporte 52 points d'évolution et a pour objet de modifier les zones urbaines dites « U » de façon à ce qu'elles reflètent mieux les caractéristiques des tissus urbains existants et qu'elles intègrent les projets en cours, adapter le règlement écrit pour tenir compte du contexte local et des projets et rectifier des erreurs afin d'assurer la cohérence du document, ajuster les prescriptions relatives aux éléments patrimoniaux afin de renforcer leur préservation, modifier des emplacements réservés pour mieux répondre aux spécificités locales et aux projets, ajouter des linéaires d'activités pour améliorer la mixité fonctionnelle de certains secteurs, adapter et créer des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en lien avec le contexte local et les projets et mettre en cohérence le plan des hauteurs avec le règlement écrit et avec les modifications envisagées dans la présente procédure.

Par décision n° E26000009/63, en date du 23 mars 2026, Monsieur le Président par intérim du tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné Monsieur NUGIER Bernard (retraité du Conseil Départemental en tant que directeur de cabinet) en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur JELADE Alexis en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV et l'exposé de leurs motifs, les évaluations environnementales, ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées, pourront être consultés par le public :

- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération RLV (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- sur le site internet de la communauté d'agglomération RLV à l'adresse suivante : www.rlv.eu,
- sur un poste informatique mis à disposition du public à la communauté d'agglomération RLV au 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public* (sur demande).

Le public pourra consigner ses observations sur ces projets d'évolution du PLUi sur les registres suivants :

- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- ou par courriel à l'adresse mail dédiée : enquete-publique-plui@rlv.eu,
- ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours - 63200 Riom.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour recevoir les observations et propositions écrites ou orales aux dates, heures et lieux suivants :

- Le vendredi 22 mai 2026 de 10h à 12h à la communauté d'Agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom (siège de l'enquête publique unique),
- le jeudi 18 mai 2026 de 14h à 16h à la mairie de Chappes,
- le mercredi 10 juin 2026 de 14h à 16h à la mairie de Saint-Ours-les-Roches,
- le lundi 15 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie de Malintrat,
- le vendredi 26 juin 2026 de 14h à 16h à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom.

Le public pourra consulter, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à Riom et sur le site internet de la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans à l'adresse informatique suivante : http://www.rlv.eu.

A l'issue de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV, éventuellement modifiées pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront approuvées par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.

*à l'exception du lundi 25 mai 2026.

Petites annonces

Votre petite annonce
par téléphone ou par mail
04.73.17.30.30
annonces.cfp@centrefrance.com

Info service

l'actu direct
lamontagne.fr

Artisans

RECUPERATION ET ACHAT, de fer et métaux, récupération de voitures, débarrasse maison, cave, grenier, grange et garage, RC 830467056. _ HENRIQUE, tél. 06.29.36.44.99. 37158-0002

Votre annonce Auto ICI
annonces.cfp@centrefrance.com
04 73 17 30 30

Services



NETTOYAGE DE TOMBE, Puy-de-Dôme et alentours. _ . MEMORIA SERVICES, tél. 06.85.63.86.29. 35652-0005

Voyance



VOYANT MARABOUT AFRICAIN, travaille sur les sujets qui vous préoccupent, de 8 h à 22 h, la 1ère question est gratuite, RC 910652973. _ VOYANT OUSS, tél. 07.61.44.29.44. 15634-0003

Véhicules

Achats berlines

RECHERCHE CAMPING-CAR, à partir de 2002 à 2015, bon ou mauvais état. _ Tél. 06.43.23.43.51. 28017-0019

Emplois

Demandes emploi

AIDE-SOIGNANTE diplômée retraitée cherche garde personnes âgées en 24/24. Expériences et références. Disponible. CESU accepté. _ Tél.06.58.67.68.34. 37875-0001

Immobilier

Autre immobilier

ACHETE PLANTATIONS RESINEUX, env. 40 ans ou plus, en coupe rase ou en éclaircie avec terrain si poss., toutes régions. _ tél. 06.08.03.82.41, sir 428155873. 13158-0002

Mariages rencontres

Agences



POUR DES RENCONTRES SERIEUSES, appelez votre conseillère matrimoniale, Anne-Marie. WWW.ANNE-MARIE-CONSEILS.COM, tél. 06.78.41.95.41. 140, rue, Jean Jaurès, Vichy, Rendez-vous possible à Thiers, Clermont ou Riom. 9358-0235

Téléphone



RITA 63 ANS, la solitude devient pesante, j'aimerai connaître 1 tournant dans ma vie de femme, téléphone moi. _ SD, tél. 0895.10.29.00 - 0,80 €/min + prix appel. 13198-0066



VALERIE 62 ANS, malheureuse après divorce tardif, recherche compagnie masculine par tél, RC 487771388. _ HD, tél. 0895.10.81.10 - 0,80 €/min + prix appel. 14361-0050



CHARMANTE DIVORCÉE ss enfant, ch. H. célib. pr belle rencontre par tel, RC 442035499. _ ABY, tél. 08.95.10.06.38, 0,80€/mn+prix appel. 11464-0063



CÉLIBATAIRE 55 ANS, épicurienne et gaie ch. H. mêmes valeurs pr relation par tel, RC 442035499. _ ABY, tél. 08.95.10.06.61, 0,80€/mn+prix appel. 11464-0064

Le sport en direct
lamontagne.fr

Divers agriculture

Matériels agricoles

RECHERCHE TRACTEURS ET TELESCOPIQUES, toutes marques, tous états, même HS, à partir de 1970 à 2010, recherche roundballer à rouleaux ou barrettes à chambre fixe, déplacement rapide, RC 529866881. _ CORNELOUP J., tél. 06.43.23.43.51. 28017-0020

A nos lecteurs...

Comment répondre à une petite annonce

Lorsqu'il y a la mention écrire CENTRE FRANCE PUBLICITÉ, nous ne pouvons vous donner l'adresse. Vous écrivez une lettre destinée à l'annonceur. Précisez bien le numéro exact de l'annonce qui vous intéresse ou de préférence joignez la coupure de l'annonce. A réception, nous la transmettrons à l'intéressé. C'est lui qui doit vous répondre directement.

Très important

De nombreux lecteurs nous donnent des numéros d'annonces qui ne correspondent pas à l'annonce qui les intéresse. De ce fait, leur lettre prend une mauvaise destination. Donnez-nous le numéro exact et vous serez satisfait dans le minimum de temps.

A nos annonceurs

Nous prions nos annonceurs de répondre aux lettres qu'ils reçoivent, surtout lorsqu'elles sont accompagnées d'un timbre. Nous les en remercions.

Bonnes affaires

Antiquités brocantes



ACHETE CHER AU MEILLEUR PRIX, vos fourrure, robe de soirée, escarpin, tableau, bibelot, cuivre, étain, montre, pièce de monnaie, estimation, déplacement gratuit, RC 851299057. _ MAISON CAUBET, tél. 07.62.70.51.38 ou 02.53.35.08.64. 31556-0017

LA MONTAGNE

SA à Conseil d'administration au capital de 609.796,07 €
RCS de Clermont-Ferrand n°856 200 159
SIRET 856 200 159 005 10

43, rue du Clos-Four - 63056 CLERMONT-FERRAND Cedex 2.
Téléphone 04.73.17.17.17.

N°TVA : FR40 856 200 159

Président du Conseil d'administration : M. Alain VEDRINE
Directeur général Directeur de la publication : M. Francis GAUNAND
Directeur éditorial : M. Thibaud VUITTON
Directeur éditorial et Rédacteur en chef : M. Stéphane VERGEADE
Fondateur : Alexandre VARENNE

N° CPPAP : 0430 C 86413 - N°CNIL : 2193353.

Imprimerie : GCF - 124, rue Georges Charpak Zone des Montels - 63118 Cébazat.

Relation abonnés : 09.75.12.40.40 (service gratuit + prix appel)

I. – PUBLICITÉ LOCALE : CENTRE FRANCE PUBLICITÉ, 43, rue du Clos-Four, 63020 Clermont-Ferrand Cedex 2 :
1) Publicité commerciale. – Tél. 04.73.17.30.42.
2) Petites annonces. – Tél. 04.73.17.30.30.
3) Annonces officielles. – Tél. 04.73.17.31.27.
4) Emploi : carrières et professions. – Tél. 04.73.17.31.26.
5) Avis d'obsèques. – Tél. 04.73.17.31.41.

II. – PUBLICITÉ NATIONALE : 365 SAS - 101, boulevard Murat - CS 51724 - 75771 Paris Cedex 16 :
Publicité commerciale. – Tél. 01.80.48.93.66.

ACPM CentreFrance

LE TRI + FACILE

Journal imprimé sur du papier majoritairement produit en Europe à partir de fibres recyclées. L'empreinte des eaux est de 0,915 kg de papier.



PDD

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395

AVIS DE SAISINE DE LÉGATAIRE UNIVERSEL

Article 1007 du Code civil
Article 1378-1 Code de procédure civile
Loi n°2016-1547du 18 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 26 février 2007. Mme Renée Simone JURY, en son vivant Retraitée, veuve de Mr Jean Thomas MARQUIE, demeurant à CHAMALLIERES (63400) 33 rue du Sable d'Etampes. Née à ROYAT (63130), le 28 août 1933. Décédée à CLERMONTFERRAND (63000) le 21 décembre 2025. A consenti un legs universel. Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Isabelle GRAVIERE, Notaire exerçant au sein de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée « OFFICE NOTARIAL AUBIERE » avec pour sigle : ONA, titulaire d'un Office Notarial à AUBIERE (Puy-de-Dôme), 62, Avenue de la Margeride, le 21 mai 2026, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine. Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Isabelle GRAVIERE, notaire à AUBIERE 63170, référence CRPCEN : 63012, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de CLERMONT-FERRAND de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament. En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

390535

RIOM LIMAGNE & VOLCANS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2, RÉVISION ALLÉGÉE N°1, DÉCLARATIONS DE PROJET N°1 ET N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Par arrêté du 24 avril 2026, le Président de Riom Limagne et Volcans soumet à enquête publique unique les projets de modification de droit commun n°2, révision allégée n°1, déclarations de projet n°1 et 2 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Riom Limagne et Volcans (RLV) selon les modalités suivantes : L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 36 jours consécutifs du **22 mai 2026 à 10h jusqu'au 26 juin 2026 à 16h.**

La procédure de révision allégée n°1 comporte 24 points d'évolution et porte modification du règlement graphique (zonage) en réordonnançant certaines zones agricoles, c'est-à-dire le passage de tènements en zone Agricole protégée (Ap) vers une zone Agricole constructible (Ac) et le passage de tènements en zone Ac vers une zone Ap.

La procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'une caserne de pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, située à l'intersection des routes départementales n°941 et 943, correspondant aux parcelles cadastrales YC 88, 89, 107 et 108. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant le projet de caserne de pompiers.

La procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'un site de stockage d'électricité par batteries, situé 16 route de Pont du Château (Route départementale n°2) sur la commune de Malintrat. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant cette activité.

La procédure de modification de droit commun n°2 comporte 52 points d'évolution et a pour objet de modifier les zones urbaines dites « U » de façon à ce qu'elles reflètent mieux les caractéristiques des tissus urbains existants et qu'elles intègrent les projets en cours, adapter le règlement écrit pour tenir compte du contexte local et des projets et rectifier des erreurs afin d'assurer la cohérence du document, ajuster les prescriptions relatives aux éléments patrimoniaux afin de renforcer leur préservation, modifier des emplacements réservés pour mieux répondre aux spécificités locales et aux projets, ajouter des linéaires d'activités pour améliorer la mixité fonctionnelle de certains secteurs, adapter et créer des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en lien avec le contexte local et les projets et mettre en cohérence le plan des hauteurs avec le règlement écrit et avec les modifications envisagées dans la présente procédure.

Par décision n° E26000009/63, en date du 23 mars 2026, Monsieur le Président par intérim du tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné Monsieur NUGIER Bernard (retraité du Conseil Départemental en tant que directeur de cabinet) en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur JEIADE Alexis en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV et l'exposé de leurs motifs, les évaluations environnementales, ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées, pourront être consultés par le public :

- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération RLV (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- sur le site internet de la communauté d'agglomération RLV à l'adresse suivante : www.rlv.eu,
- sur un poste informatique mis à disposition du public à la communauté d'agglomération RLV au 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public* (sur demande).

Le public pourra consigner ses observations sur ces projets d'évolution du PLUi sur les registres suivants :

- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- ou par courriel à l'adresse mail dédiée : enquete-publique-plui@rlv.eu,
- ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours - 63200 Riom.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour recevoir les observations et propositions écrites ou orales aux dates, heures et lieux suivants :

- Le vendredi 22 mai 2026 de 10h à 12h à la communauté d'Agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom (siège de l'enquête publique unique),
- le jeudi 18 mai 2026 de 14h à 16h à la mairie de Chappes,
- le mercredi 10 juin 2026 de 14h à 16h à la mairie de Saint-Ours-les-Roches,
- le lundi 15 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie de Malintrat,
- le vendredi 26 juin 2026 de 14h à 16h à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom.

Le public pourra consulter, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à Riom et sur le site internet de la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans à l'adresse informatique suivante : http://www.rlv.eu.

A l'issue de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV, éventuellement modifiées pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront approuvées par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.

*à l'exception du lundi 25 mai 2026.

390535

Offres d'emploi

Retrouvez toutes les annonces sur
www.centreemploi.com
04.73.17.31.26
emploi@centrefrance.com

La SAS BROUSSE Didier, plâtrerie, peinture, isolation
basée à Teilhet (proche Saint-Eloy-les Mines) recherche activement
UN PLAQUISTE (h/f)
volontaire, dynamique et sérieux pour rejoindre notre équipe.
Travaux marchés publics, travaux neufs aux alentours de Clermont-Ferrand et Riom et de rénovations auprès de particuliers aux alentours de Saint-Eloy-les-Mines ; Saint- Gervais-d'Auvergne.
Contact au 04.73.85.11.31 - sarl.brousse@orange.fr



VOUS RECRUTEZ ?
CONTACTEZ NOS EXPERTS
emploi@centrefrance.com
04 73 17 31 26
COMMUNICATION DE RECRUTEMENT
Conseil - Solutions média - Création
CENTRE FRANCE PUB

Petites annonces

Votre petite annonce par téléphone ou par mail
04.73.17.30.30
annonces.cfp@centrefrance.com

Info service

Services



NETTOYAGE DE TOMBE, Puy-de-Dôme et alentours. _ . MEMORIA SERVICES, tél. 06.85.63.86.29. 35652-0006

Voyance



PROFESSEUR SELOU, grand voyant medium, discrétion assurée, contactez-moi pour prendre rendez-vous, entre 8 h et 21 h, RC 891510695, appelez au. _ Tél. 07.58.84.44.03. 15120-0005

Emplois

Offres d'emploi

RECHERCHE couple (h/f) pour entretien propriété, en complément de salaire. Connaissances agricoles souhaitées. Logement assuré. Proximité Commentry (03). Paiement CESU. _ Tél.06.76.12.38.16. 48182-0002

Immobilier

cier dôme
RIOM

Maison de bourg T4 - 78 m²
Avenue Charles d'Ogerolles RIOM
Prix : 95.000 €
Maison en R+2
Taxe foncière estimée : 1.377€
Chauffage ind. Gaz - DPE : en cours
Date limite de remise des offres en mains propres le 26 juin 2026.
Visites sur rendez-vous
04 73 41 34 88

Autre immobilier

cier dôme
COURNON-D'AUVERGNE

Appartement T3 61 m²
32, place Jean-Jaurès
Prix : 111.000 €
2e étage sans ascenseur.
Balcon, cave.
Charges prévisionnelles : 950 €/an.
Taxe foncière : 769 €.
Chauffage ind. gaz neuve - DPE : C
Possibilité stationnement en supplément.
Date limite de remise des offres en mains propres le 26 juin 2026.
Visites sur rendez-vous
04 73 41 34 09

ACHETE PLANTATIONS RESINEUX, env. 40 ans ou plus, en coupe rase ou en éclaircie avec terrain si poss., toutes régions. _ tél. 06.08.03.82.41, sir 42815587 3. 13158-0002

cier dôme
RIOM
Résidence LA VARENNE 2

Appartement T3 duplex 70 m²
1, rue Jacques Prévert
Prix : 131.000 €
Garage, jardin.
Taxe foncière : 1.300€
Charges prévisionnelles : 1.200€/an
Chauffage ind. gaz - DPE : en cours.
Date limite de remise des offres en mains propres le 26 juin 2026.
Visites sur rendez-vous
04 73 41 34 09

Mer

PALAVAS, loue F2 neuf, 45 m2, balcon, rive droite, vue mer, wifi, clim, park. privé, chambre séparée, libre sem. 25, 28, 32, 33, 35, 36. _ Tél. 06.44.12.82.57. 32304-0008

Mariages rencontres

Téléphone



MARIE jeune femme, 41a., aimant faire la fête ch. contact et dialogue par tel, RC 442035499. _ ABY, tél. 08.95.10.06.61, 0,80€/mn+prix appel. 11464-0067



FEMME DIVORCÉE élégante et soignée, ch. H bon. éduc. pr relation par tel, RC 442035499. _ ABY, tél. 08.95.10.06.38, 0,80€/mn+prix appel. 11464-0068



JACKIE 64 ANS, toujours séduisante, cherche homme pour partager moment complice, par tél. _ SD, tél. 0895.10.12.72 - 0,80€/min + prix appel. 13198-0069

Divers agriculture

Matériels agricoles

RECHERCHE TRACTEURS ET TELESCOPIQUES, toutes marques, tous états, même HS, à partir de 1970 à 2010, recherche roundballer à rouleaux ou barrettes à chambre fixe, déplacement rapide, RC 529866881. _ CORNELOUP J., tél. 06.43.23.43.51. 28017-0020

Récoltes

VEND MIEL, 11 €/kg, livraison possible. _ Tél. 06.73.45.31.80. 37787-0002

Bonnes affaires

Antiquités brocantes



POUR CLIENTS USA, mobilier, bijoux, miroir, tableaux, verres, machine à coudre, argenterie, tapisseries, etc. _ MAISON GAUDILLAT, tél. 06.51.84.95.78. 10361-0005



ACHETE CHER, fourrures, montres, bagagerie, monnaies, mobilier, vins anciens, cuivres, etc. _ MAISON CHARLES GAUDILLAT, tél. 06.51.84.95.78. 10361-0006



ACHETE CHER AU MEILLEUR PRIX, vos fourrure, robe de soirée, escarpin, tableau, bibelot, cuivre, étain, montre, pièce de monnaie, estimation, déplacement gratuit, RC 851299057. _ MAISON CAUBET, tél. 07.62.70.51.38 au 02.53.35.08.64. 31556-0019

LA MONTAGNE

SA à Conseil d'administration au capital de 609.796,07 €
RCS de Clermont-Ferrand n°856 200 159
SIRET 856 200 159 005 10
45, rue du Clos-Four - 63056 CLERMONT-FERRAND Cedex 2.
Téléphone 04.73.17.17.17.
N°TVA : FR40 856 200 159

Président du Conseil d'administration : M. Alain VEDRINE
Directeur général
Directeur de la publication : M. Francis GAUNAND
Directeur éditorial : M. Thibaud VUITTON
Directeur éditorial et Rédacteur en chef : M. Stéphane VERGEADE
Fondateur : Alexandre VARENNE

N° CPPAP : 0430 C 86413 - N°CNIL : 2193353.
Imprimerie : GCF - 124, rue Georges Charpak Zone des Montels - 63118 Cébazat.
Relation abonnés : 09.75.12.40.40 (service gratuit + prix appel)

I. — PUBLICITÉ LOCALE : CENTRE-FRANCE PUBLICITÉ, 45, rue du Clos-Four, 63020 Clermont-Ferrand Cedex 2 :
1) Publicité commerciale. — Tél. 04.73.17.30.42.
2) Petites annonces. — Tél. 04.73.17.30.30.
3) Annonces officielles. — Tél. 04.73.17.31.27.
4) Emploi : carrières et professions. — Tél. 04.73.17.31.26.
5) Avis d'obsèques. — Tél. 04.73.17.31.41.

II. — PUBLICITÉ NATIONALE : 366 SAS - 101, boulevard Murat - CS 51724 - 75771 Paris Cedex 16 :
Publicité commerciale. — Tél. 01.80.48.93.65.

Journal imprimé sur du papier majoritairement produit en Europe à partir de fibres recyclées. L'empreinte des eaux est de 0,015 kg/t de papier.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395

Annexe n°4

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Évolution du plan local d'urbanisme intercommunal

Modification de droit commun n°2

Révision allégée n°1

Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi

Déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi

---

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

du 22 mai 2026 au 26 juin 2026

PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Bernard NUGIER

Commissaire enquêteur

2 juillet 2026

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 47/75

Conformément à l'arrêté du 24 avril 2026 du président de la communauté d'agglomération, l'enquête publique unique prescrite sur les quatre procédures d'évolution du PLUi de Riom Limagne et Volcans a pris fin le vendredi 26 juin 2026 à 16 h. Le même jour et à la même heure le commissaire enquêteur a clos le registre d'enquête ouvert au siège de RLV. Collectés par les services de la communauté d'agglomération, les registres ouverts dans les trois mairies de Chappes, Malintrat et Saint-Ours-les-Roches lui ont été remis et ont été clos dans l'heure qui a suivi.

Le présent procès-verbal, établi conformément à l'article R123-18 du code de l'environnement, fait la synthèse des observations inscrites sur ces registres ou recueillies au cours de l'enquête et précise les questions sur lesquelles le commissaire enquêteur souhaite obtenir des réponses pour motiver ses conclusions et formuler son avis.

1- Bilan de la consultation

Au total, pendant la durée de l'enquête :

- le commissaire enquêteur a reçu 15 visites (17 personnes) lors de ses quatre permanences : 4 visites au siège de RLV, 4 à Chappes, 5 à Saint-Ours-les-Roches et 2 à Malintrat.

- 7 observations ont été consignées sur les registres d'enquête :
  - 4 sur le registre ouvert au siège de RLV, dont deux émises par les services de RLV ;
  - 3 sur le registre ouvert à la mairie de Chappes ;
  - aucune sur le registre ouvert à la mairie de Malintrat ;
  - 1 sur le registre ouvert à la mairie de Saint-Ours-les-Roches.

- 12 observations ont été adressées par courrier postal ou électronique au siège de l'enquête.

- 8 observations ont été recueillies oralement par le commissaire enquêteur lors de ses permanences.

Au total, 27 observations ont donc été recueillies :

- 1 concerne une simple demande de renseignements : Mme Brigitte MERLE-FLOTTAT (Malintrat)

- 3 n'entrent pas dans le champ de la présente enquête publique. Il s'agit des observations formulées par M. et Mme CALVET Patrick et Joëlle (Chambaron-sur-Morge), M. Jean-Pierre PEYRIN (Volvic) et M. Aurélien CHAPUT (Pulvérières). Compte tenu de leur pertinence, elles méritent toutefois d'être prises en considération lors d'une prochaine procédure d'évolution du PLUi.

- 2 concernent des corrections d'incohérences relevées par les services de RLV dans le dossier mis à l'enquête.

Ainsi, 21 observations écrites ou orales émanant du public doivent-elles être prises en compte.

2- Synthèse des observations du public

21- Modification de droit commun n°2

- La mise en cohérence du plan des hauteurs avec le règlement écrit **(point n°29)** est contestée par un particulier (Mme Elsa OLLIER) et son conseil (Me Elsa POUDEROUX) qui considèrent que

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 48/75

cette mesure consistant à apprécier la hauteur par rapport à l'égout et non par rapport au faîtage, présentée comme la correction d'une erreur, constitue en fait un changement de règles qui a une incidence importante sur la hauteur des constructions autorisées.
Pour sa part, le collectif Fleur de Bitume demande à ce que toute ambiguïté soit levée sur le calcul des hauteurs par rapport à l'égout et non par rapport au faîtage, de manière à pouvoir réaliser son projet d'habitat participatif. À noter que ce projet fait l'objet d'un contentieux avec Mme OLLIER.

- L'OAP MOZ_8 permettant la construction de logements sociaux Allée du Parc à Mozac **(point n°14)** fait l'objet de deux demandes de modification du porteur du projet (Assemblia) :
  - sur la hauteur des constructions pour répondre aux prescriptions de l'ABF ;
  - sur la localisation des bâtiments pour garantir le désenclavement des propriétés riveraines.

22- Révision allégée n°1

Les trois agriculteurs de Chappes concernés par le reclassement de parcelles de la zone Ap vers la zone Ac se sont manifestés :
- soit pour se déclarer satisfait de la modification proposée : M. Joël ARNAUD **(point n°2)** ;
- soit pour s'interroger sur la pertinence de la règle consistant à limiter les transferts à 5 000 m² et demander une extension des parcelles constructibles en contrepartie d'un transfert au moins équivalent de parcelles Ac vers la zone Ap : MM. Lionel CROSNIER **(point n°1)** et Christophe FAURE **(point n°3)** ;

23- Déclaration de projet n°1

- Une seule opposition au projet de construction de la nouvelle caserne de sapeurs-pompiers s'est manifestée (Mmes CHAPUT, Pulvérières), Les arguments avancés : localisation à l'entrée du site Unesco, gaspillage d'argent public, allongement des temps d'intervention pour Pulvérières et Charbonnières-les-Varennes, non-respect de la loi montagne…

- Les sapeurs-pompiers des centres de secours de Pontgibaud et Saint-Ours-les-Roches se sont fortement mobilisés pour défendre le projet. Les arguments avancés : implantation stratégique pour la distribution des secours, mobilisation plus facile des personnels, économies de fonctionnement, meilleures conditions d'accueil et de formation pour les jeunes sapeurs-pompiers…

- Les maires de Saint-Ours-les-Roches, Pontgibaud et Saint-Pierre-le-Chastel ainsi que le président de Chavanon Combrailles et Volcans communauté apportent un soutien sans réserve au projet. Les élus apportent en outre des précisions sur la reconversion des locaux des actuelles casernes de Saint-Ours-les-Roches et Pontgibaud.

24- Déclaration de projet n°2

- Aucune opposition du public ne s'est manifestée, ni de la part des habitants de Malintrat et des environs, ni de la part des agriculteurs riverains de la parcelle pressentie pour l'implantation de l'équipement.

- Le maire de Malintrat apporte un soutien sans réserve au projet, considérant qu'il n'existe pas d'alternative au lieu d'implantation choisi et que la parcelle en question ne sera jamais destinée à l'agriculture.

- RTE relève l'absence de deux de ses prescriptions dans le dossier mis à l'enquête :
  - la mise à jour de la liste des servitudes I4 annexée au dossier ;

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 49/75

▫ l'intégration dans le règlement de dispositions concernant les ouvrages du réseau public de transport d'électricité.

- La société Harmony RNZ, qui porte le projet, justifie le choix de la localisation à proximité du poste RTE et l'absence de solution alternative. Elle apporte par ailleurs des précisions sur l'intégration paysagère des installations.

3- Questions complémentaires du commissaire enquêteur

À l'examen du dossier, de l'avis des PPA et des échanges intervenus tout au long de l'enquête, le commissaire enquêteur souhaite obtenir de RLV des réponses sur les points suivants :

31- Modification de droit commun n°2

▪ Au-delà des incohérences relevées (y compris par les services de RLV durant l'enquête) dans la rédaction des documents d'origine, quelle est la volonté politique de la communauté d'agglomération sur le mode de calcul de la hauteur des constructions autorisées ?

▪ Outre les éléments de réponse apportés au cours de l'enquête ou lors de la réunion d'examen conjoint, RLV peut-elle préciser sa position sur les deux points suivants qui ont fait l'objet de réserves de la part des services de l'État (DDT) :
▫ le fondement juridique de l'ajout de linéaires d'activités de service avec accueil de clientèle ;
▫ la modification du règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif **(point n°37)** ;

32- Révision allégée n°1

▪ Quelle méthodologie a utilisé RLV pour recenser les projets qui justifient la révision ?

33- Déclaration de projet n°1

▪ Pour garantir la bonne insertion architecturale et paysagère du projet, est-ce que RLV s'engage – outre le respect des prescriptions existantes – à activer un groupe de travail en amont de l'instruction du permis de construire, associant le Département, le SDIS, la DDT, la DREAL, le CAUE et le PNRVA ainsi que le préconise la CDNPS ?

34- Déclaration de projet n°2

▪ Est-il possible, sans remettre en cause la faisabilité du projet, de réduire l'emprise au sol des installations ?
▪ Des précisions peuvent-elles être apportées sur les mesures envisagées pour limiter l'impact visuel du projet et garantir son insertion paysagère ?

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 50/75

Le présent procès-verbal a été remis en main propre à M. Philippe CARTAILLEER, vice-président de Riom Limagne et Volcans en charge de l'urbanisme, le jeudi 02 juillet 2026 à 9 h, dans les locaux de la communauté d'agglomération.
Conformément à l'article R 123-18 du Code de l'environnement, Riom Limagne et Volcans dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations.

À Riom, le 02 juillet 2026,

Le Commissaire enquêteur

Bernard NUGIER

Le Vice-président de
Riom Limagne et Volcans

Philippe CARTAILLER

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 51/75

Annexe n°5

RIOM LIMAGNE & VOLCANS
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Evolution du Plan Local d'Urbanisme de RLV :

Modification de droit commun n°2, Révision allégée n°1, Déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 et n°2 du commissaire enquêteur 02/07/26

ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

du 22 mai 2026 au 26 juin 2026

MEMOIRE EN REPONSE AU PROCES-VERBAL DE SYNTHESE DU COMMISSAIRE ENQUETEUR REMIS LE 2 JUILLET 2026

Le 16 juillet 2026

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 52/75

Modification de droit commun n°2 :

Rappel de la question : Au-delà des incohérences relevées (y compris par les services de RLV durant l'enquête) dans la rédaction des documents d'origine, quelle est la volonté politique de la communauté d'agglomération sur le mode de calcul de la hauteur des constructions autorisées ?

La communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV) souhaite encourager la densification du tissu urbain dans une logique de sobriété foncière. Cette orientation s'inscrit dans le contexte national de lutte contre l'artificialisation des sols et de mise en œuvre de l'objectif de Zéro Artificialisation Nette (ZAN), qui conduit les collectivités à optimiser l'utilisation des espaces déjà urbanisés.

Dans cette perspective, le choix de retenir les hauteurs à l'égout de toiture, plutôt que les hauteurs au faîtage, vise à préserver les capacités de densification du tissu urbain existant. Cette approche s'inscrit par ailleurs dans la continuité des règles d'urbanisme précédemment définies par une majorité de communes du territoire, notamment dans le cadre du PLU de Riom et de l'ancien PLUi de Limagne d'Ennezat. Ces dispositions avaient été établies afin de garantir une bonne insertion des constructions dans leur environnement bâti, en cohérence avec les gabarits existants.

Enfin, il est précisé que les services de l'Unité Départementales de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP), dont les périmètres d'intervention recouvrent une grande partie des secteurs concernés par le plan des hauteurs, n'ont formulé aucune observation sur ce point d'évolution, ce qui vaut avis favorable de leur part.

Rappel de la question : Outre les éléments de réponse apportés au cours de l'enquête ou lors de la réunion d'examen conjoint, RLV peut-elle préciser sa position sur les deux points suivants qui ont fait l'objet de réserves de la part des services de l'Etat (DDT) :

- ***Le fondement juridique de l'ajout linéaire d'activités de services avec accueil de clientèle,***
- ***La modification du règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif***

RLV a pris connaissance de la réserve formulée par les services de l'État concernant le fondement juridique retenu pour l'identification des linéaires d'activités de services avec accueil de clientèle.

Après analyse juridique menée avec le bureau d'études en charge du PLUi et le conseil juridique de la collectivité, il apparaît que l'article R.151-37 du code de l'urbanisme ne constitue pas un outil adapté à l'objectif poursuivi, celui-ci étant relatif à la mixité des destinations au sein d'une construction ou d'une unité foncière. Or, le dispositif mis en œuvre dans le PLUi n'a pas pour objet d'imposer une mixité fonctionnelle.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 53/75

En l'absence de fondement juridique alternatif clairement identifié et compte tenu de l'existence de nombreux linéaires similaires déjà intégrés au PLUi approuvé, RLV fait le choix de maintenir le dispositif en l'état. Une modification du fondement réglementaire dans le cadre de la présente procédure apparaîtrait complexe et pourrait, par ailleurs, pénaliser plusieurs projets économiques en cours sur le territoire, dont certains sont en attente de l'aboutissement de cette procédure.

La collectivité maintient donc la référence actuelle et se réserve la possibilité de réexaminer ce dispositif dans le cadre d'une révision générale (le cas échéant) du PLUi, permettant une réflexion plus globale sur ce sujet et son encadrement juridique.

RLV prend acte de la réserve formulée par les services de l'État concernant l'évolution du règlement applicable aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Le PLUi comporte d'ores et déjà deux OAP thématiques, l'une relative au paysage et l'autre au climat, qui définissent des orientations visant à assurer une bonne prise en compte des enjeux paysagers, environnementaux et d'intégration des projets dans leur environnement.

Par ailleurs, dans les secteurs couverts par le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA), la charte architecturale et paysagère du parc a été annexée au PLUi par voie de mise à jour en date du 2 juin 2026. Ce document constitue un cadre de référence complémentaire destiné à accompagner la conception des projets et à favoriser leur insertion qualitative dans les paysages et le patrimoine local.

Ces différents dispositifs constituent un cadre d'appréciation suffisamment solide pour prévenir les atteintes aux paysages et garantir la qualité d'insertion des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Ces projets demeurent en outre soumis à l'ensemble des autres dispositions réglementaires applicables ainsi qu'à l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Toutefois, afin de tenir compte de la remarque formulée par les services de l'État, RLV propose de compléter le règlement littéral, à la fois dans les dispositions générales relatives aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et dans les dispositions applicables à la zone UE, par une règle rappelant l'exigence d'une insertion adaptée dans leur environnement paysager et urbain. Cette précision permettra de conforter l'objectif de préservation de la qualité paysagère du territoire tout en maintenant les évolutions portées par la modification de droit commun n°2 du PLUi.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 54/75

- **Révision allégée n°1 :**

Rappel de la question : Quelle méthodologie a utilisé RLV pour recenser les projets qui justifient la révision ?

La démarche mise en œuvre pour identifier et instruire les besoins d'évolution du PLUi en matière de zones agricoles constructibles repose sur une méthodologie progressive, encadrée et concertée avec les communes du territoire :

a. Prise en compte des projets présents dans les procédures antérieures

Les premières demandes d'évolution de zones Agricoles constructibles (Ac) vers des zones Agricoles protégées (Ap) émanent de la modification de droit commun n°1, au cours de laquelle plusieurs dossiers visant à faire évoluer des secteurs n'ont pas reçu de suite favorable par les services de l'État, lors de la consultation des personnes publiques associées (PPA).

Ces refus s'expliquent par deux éléments principaux :

- Ces évolutions relevaient en réalité du régime de révision allégée et non d'une modification de droit commun,
- Les surfaces des tènements concernés étaient trop conséquentes, impliquant l'application de la démarche « Éviter – Réduire – Compenser » (ERC), insuffisamment intégrée.

b. Définition d'un seuil en concertation avec l'État

Afin de limiter l'impact des évolutions sur le paysage et l'environnement, tout en assurant leur compatibilité avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), un seuil maximal de 5 000 m^2 de surface agricole constructible nouvelle par secteur a été établi par RLV, en concertation avec les services de l'État, dans une logique de préservation des terres agricoles.

c. Mise en place d'un recensement structuré à l'échelle intercommunale

A partir de juillet 2024, une démarche a été engagée à l'échelle du territoire, reposant sur la mise en avant du rôle des communes dans l'identification des besoins locaux. En effet, chaque commune est invitée à identifier les besoins d'évolution du PLUi, via un formulaire dédié. Cette méthode repose sur l'association directe des élus locaux, garants d'une bonne appréhension des enjeux locaux.

d. Encadrement strict des demandes

Le formulaire transmis aux communes comportait plusieurs exigences visant à encadrer les demandes :

- Les projets devaient être :
    - suffisamment matures (stade avant-projet),
    - justifiés par un besoin réel et strictement nécessaire au fonctionnement des exploitations agricoles,
    - limités au besoin réel.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 55/75

- Une logique de compensation systématique a été instaurée, imposant que toute ouverture à l'urbanisation de surfaces agricoles protégées soit compensée par la restitution d'une surface agricole protégée équivalente.

Ceci permet d'être au plus proche de la démarche ERC soutenue par l'Etat.

Ainsi, l'identification des projets agricoles s'est fondée sur l'association étroite des élus locaux, qui ont mené une démarche de concertation avec les agriculteurs de leur territoire. Par leur action fondée sur la sensibilisation et la pédagogie, ils ont contribué à l'atteinte de l'objectif de modération de la consommation d'espaces.

L'État (DDT) a formulé trois observations relatives au risque d'inondation : une au titre du PPRNPi (Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation) de l'agglomération riomoise (point n° 9, commune de Riom) et deux au titre du porter à connaissance relatif à l'aléa inondation du futur PPRNPi Limagne des Marais (point n° 10, commune de Saint-Beauzire, et point n° 11, commune de Saint-Bonnet-près-Riom).
Concernant le point n° 11, le tènement proposé, d'une superficie de 2 908,5 m^2, est affecté sur moins de 125 m^2 par un aléa très fort identifié dans le cadre du futur PPRNPi Limagne des Marais. Cette procédure n'a atteint le stade du porter à connaissance que le 7 octobre 2025, soit postérieurement à la prescription de la présente révision allégée, sans que Riom Limagne et Volcans ait pu en tenir compte lors de son élaboration. Afin de prendre en considération cette évolution du contexte réglementaire, RLV propose de retrancher cette emprise de 125 m^2 de la future zone Ac.
Par ailleurs, l'État (DDT) a souligné l'incompatibilité des points n° 9 et n° 10 avec les dispositions applicables en matière de risque d'inondation. Le point n° 9 est concerné par des aléas faibles et moyens en zone peu ou pas urbanisée du PPRNPi de l'agglomération riomoise, tandis que le point n° 10 est affecté par des aléas faibles à forts dans le cadre du futur PPRNPi Limagne des Marais.
S'agissant plus particulièrement du point n° 9, dont l'évolution visait à permettre l'implantation d'une activité de maraîchage, RLV souligne les difficultés d'articulation entre les prescriptions du PPRNPi et l'installation de structures agricoles légères, telles que les serres maraichères.
En conséquence, RLV propose le retrait des points n° 9 et n° 10 de la révision allégée n° 1 ainsi que l'ajustement du périmètre du point n° 11 afin d'exclure la partie concernée par l'aléa très fort.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 56/75

- **Déclaration de projet n°1 :**

Rappel de la question : Pour garantir la bonne insertion architecturale et paysagère du projet, est-ce que RLV s'engage – outre le respect des prescriptions existantes – à activer un groupe de travail en amont de l'instruction du permis de construire, associant le Département, le SDIS, la DDT, la DREAL, le CAUE et le PNRVA ainsi que le préconise la CDPNS ?

RLV a mis en place un groupe de travail réunissant le Conseil départemental, le SDIS, la DDT, l'inspecteur des sites de la DREAL, le CAUE, le PNRVA ainsi que RLV afin de veiller à la bonne prise en compte des enjeux paysagers et d'accompagner étroitement la conception du projet en amont du dépôt du permis de construire. Cette démarche vise à assurer la réalisation d'une opération répondant aux ambitions architecturales, paysagères et environnementales attendues, conformément à l'OAP paysage du PLUi. Ce groupe de travail s'est réuni une première fois le 28 avril 2026. De nouvelles réunions seront organisées au fur et à mesure de l'avancement des études et notamment après la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre. La mise en place de cette instance apparaît de nature à répondre à la recommandation formulée par la CDNPS dans son avis du 30 avril 2026. RLV s'engage à poursuivre cette démarche de concertation et à réunir ce groupe de travail aussi souvent que nécessaire afin de garantir la qualité et la bonne intégration du projet.

Par ailleurs, il est précisé que, par arrêté de mise à jour du Président en date du 2 juin 2026, la charte architecturale et paysagère du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne a été annexée au PLUi. Cette intégration renforce la prise en compte des exigences architecturales, paysagères et environnementales dans la conception des projets.

Le groupe de travail mis en place ainsi que la charte architecturale et paysagère viennent compléter les outils déjà mobilisés par le PLUi, notamment les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) Paysage et Climatique. L'ensemble de ces dispositifs constitue un cadre de référence solide en faveur de la qualité des aménagements envisagés et de leur bonne insertion architecturale et paysagère.

Dans ce contexte, l'élaboration d'une OAP sectorielle supplémentaire ne paraît pas présenter de réelle plus-value. En effet, le projet bénéficie déjà d'un accompagnement renforcé grâce au groupe de travail spécifiquement constitué, lequel permet d'associer en amont l'ensemble des acteurs concernés et d'intégrer progressivement leurs recommandations dans la conception du projet.
Cette démarche est d'autant plus pertinente que la zone Ast1 est exclusivement destinée à l'accueil de la future caserne de pompiers. Aucun autre projet n'est susceptible de s'y implanter. Les caractéristiques architecturales, paysagères et fonctionnelles de l'opération seront ainsi définies et affinées dans le cadre du travail partenarial engagé, avant même qu'une éventuelle OAP puisse être élaborée et approuvée.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 57/75

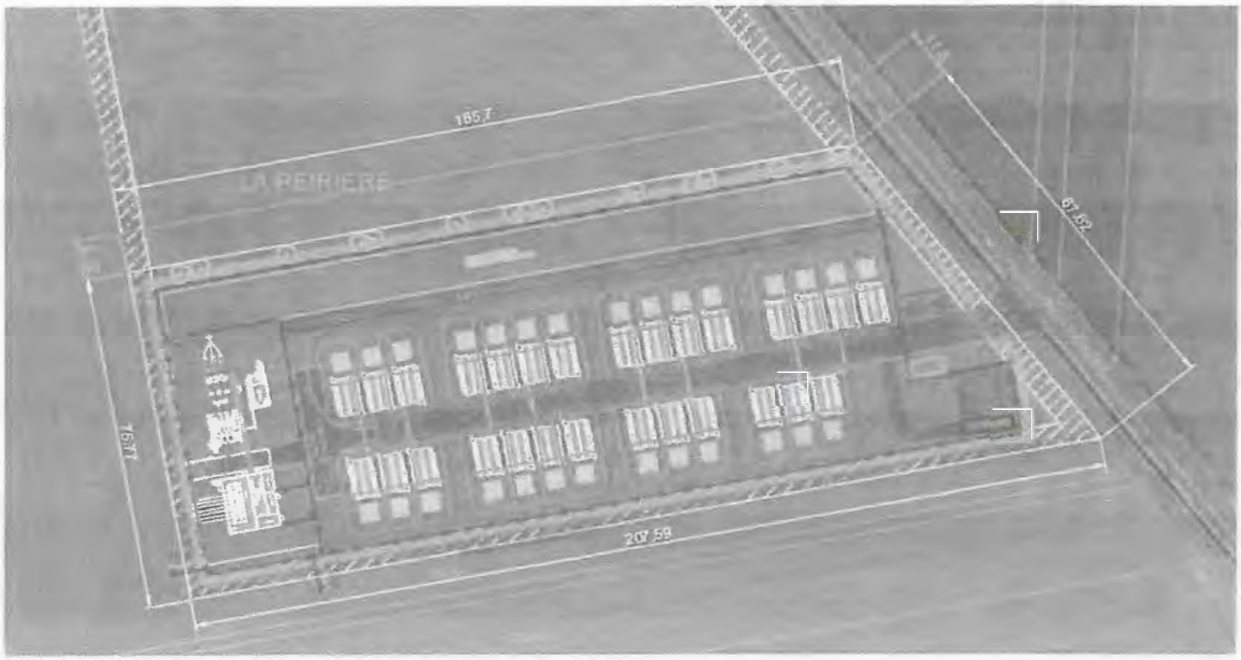
Dès lors, la mise en place d'une OAP sectorielle aurait une portée limitée sur l'évolution du projet. À l'inverse, le dispositif déjà déployé, fondé sur la concertation technique continue, les orientations du PLUi et la charte architecturale et paysagère du PNRVA, offre des garanties plus concrètes pour assurer la qualité de l'insertion architecturale, paysagère et environnementale de l'équipement projeté.

RLV propose de compléter le règlement littéral applicable aux zones Ast1 et à l'instar de l'évolution envisagée pour les zones UE dans le cadre de la modification de droit commun n° 2 du PLUi, par une disposition renforçant les exigences d'insertion architecturale et paysagère des constructions dans leur environnement.

- **Déclaration de projet n°2**

Rappel de la question : Est-il possible sans remettre en cause la faisabilité du projet, de réduire l'emprise au sol des installations ?

RLV, en lien avec le porteur de projet, a réexaminé les caractéristiques de l'opération afin d'identifier des possibilités de réduction de son emprise. À l'issue de cette réflexion, le périmètre global du projet pourrait être ramené à 14 326 m², soit une diminution de 1 559 m² par rapport au projet initial, conformément au plan présenté ci-après. Cette évolution permettrait également de renforcer les distances d'éloignement préconisées dans l'avis rendu par l'Agence Régionale de Santé (ARS).



Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395

Rappel de la question : Des précisions peuvent-elles être apportées sur les mesures envisagées pour limiter l'impact visuel du projet et garantir son insertion paysagère ?

Une attention particulière sera portée à la qualité du projet, notamment en matière d'intégration paysagère. À ce titre, en cohérence avec les évolutions envisagées sur les zones UE et Ast1, le règlement littéral de la zone Ast2 sera complété par une disposition renforçant les exigences d'insertion architecturale et paysagère des constructions dans leur environnement.
Par ailleurs, l'OAP sectorielle sera complétée afin de préciser que l'insertion du projet devra être respectueuse des perceptions paysagères du site, notamment depuis la chaîne des Puys, la route départementale et la commune de Malintrat. Elle indiquera également que les aménagements paysagers devront s'appuyer sur une palette végétale diversifiée, associant des essences caduques, persistantes et marcescentes, afin d'assurer l'efficacité des écrans végétaux et de garantir une intégration paysagère qualitative tout au long de l'année.

Dans le cadre de la présente procédure, RLV souhaite également apporter une précision en réponse à l'observation formulée par l'État (DDT) lors de la réunion conjointe des personnes publiques associées. En effet, dans un avis en date du 24 juin 2026, le Service national d'ingénierie aéroportuaire de la Direction générale de l'aviation civile a indiqué que le projet, tel que présenté, est compatible avec les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Clermont-Ferrand Auvergne. Cette compatibilité concerne notamment la servitude PT1 mentionnée dans l'avis de l'État.

Fait à Riom, le 8 juillet 2026,

Philippe CARTAILLER,
Vice-Président délégué à l'urbanisme et à la stratégie foncière

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Riom Limagne et Volcans

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 59/75

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Évolution du Plan local d'urbanisme intercommunal

Modification de droit commun n°2

Révision allégée n°1

Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi

Déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

du 22 mai au 26 juin 2026

II- CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Bernard NUGIER

Commissaire enquêteur

21 juillet 2026

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 60/75

SOMMAIRE

I-PRÉAMBULE ..... p 3
11- Rappel de l'objet de l'enquête
12- Les évolutions du PLUi soumises à enquête

II- CONCLUSIONS COMMUNES AUX QUATRE PROCÉDURES.....p 4
21- Sur la qualité du dossier
22- Sur le déroulement de la procédure
23- Sur la participation du public

III- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN N° 2.....p 6
31- Conclusions
32- Avis

IV- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA RÉVISION ALLÉGÉE N°1..... p 8
41- Conclusions
42- Avis

V- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA DÉCLARATION DE PROJET N°1.....p 9
51- Conclusions
52- Avis

VI- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA DÉCLARATION DE PROJET N°2.....p 11
61- Conclusions
62- Avis

VI- APPRÉCIATION GÉNÉRALE SUR L'ÉVOLUTION DU PLUi.....p 15

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 61/75

I- PRÉAMBULE

11- Rappel de l'objet de l'enquête

Organisée autour de la ville de Riom, la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV) regroupe 31 communes sur un territoire de 401 km² pour une population d'environ 70 000 habitants. Elle fait partie du SCoT du Grand Clermont. Compétente en matière de documents d'urbanisme, elle souhaite faire évoluer le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) qu'elle a approuvé en 2023, à travers quatre procédures distinctes qui donnent lieu à la présente enquête publique :

- une modification de droit commun n°2, comportant 52 points ;
- une révision allégée n°1 concernant des ajustements dans la délimitation de zones Ac et Ap ;
- une déclaration de projet n°1 (création d'une caserne de sapeurs-pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches) emportant mise en compatibilité du PLUi ;
- une déclaration de projet n°2 (création d'un stockage d'énergie par batteries sur la commune de Malintrat), emportant mise en compatibilité du PLUi.

Cette enquête commune aux quatre procédures fait l'objet d'un rapport unique et de conclusions séparées.

12- Les évolutions du PLUi soumises à enquête

▪ ***Modification de droit commun n°2***

Sur les 52 points que comporte le projet de modification :

- 9 consistent à modifier le règlement graphique par des **redistributions à l'intérieur des zones urbaines** (zones U) afin de mieux correspondre au tissu urbain existant et intégrer les projets en cours. Il s'agit des points n°1 (Chanat-la-Mouteyre), n°5 (Chatel-Guyon), n°6 (Le Cheix-sur-Morge), n°8 (Ennezat), n°10 (Marsat), n°12 (Les Martres-sur-Morge), n°15 (Pessat-Villeneuve), n°20 (Riom) et 24 (Saint-Ours-les-Roches).
- 24 visent à **adapter le règlement écrit** pour tenir compte du contexte local et des projets (points n°30, 31, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 45, 46, 48, 49, 50, et 52) voire à simplement corriger des erreurs ou incohérences (points n°29, 34, 39, 43, 44, 47 et 51). Il s'agit par exemple d'harmoniser certaines règles (clôtures, volets roulants, recul des extensions…), de clarifier certaines définitions (distances de retrait, calcul de la hauteur des constructions…), d'assouplir certaines contraintes (constructions et installations nécessaires aux équipements publics, plantation d'arbres…)
- 2 ont pour objet de **renforcer la préservation d'éléments patrimoniaux** : points n°2 et 3 (Chanat-la-Mouteyre).
- 11 concernent des **modifications sur les emplacements réservés** à Chanat-la-Mouteyre (point n°4), Saint-Ours-les-Roches (n°25) et Volvic (n°26 et 27) ou l'**ajout de linéaires d'activité** à Malauzat (n°9), Les Martres-d'Artière (n°11), Riom (n°16, 17 et 18), Saint-Beauzire (n°21) et Saint-Ignat (n°23).
- 5 ont pour but de **créer ou modifier des orientations d'aménagement et de programmation** (OAP), au Cheix-sur-Morge (point n°7), à Mozac (points n°13 et 14), à Saint-Bonnet-près-Riom (n°22) et à Volvic (n°28).
- 1 vise à **supprimer des zones *non aedificandi*** à Riom (point n°19).

▪ ***Révision allégée n°1***

RLV justifie cette révision par la nécessité, avec le recul de plus de deux années d'application du PLUi, de procéder à certains ajustements pour mieux prendre en compte les situations locales, tout en respectant l'équilibre global affiché dans le PADD entre le développement agricole et la préservation des paysages et de l'environnement.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 62/75

Ces ajustements sont de deux ordres :

- le classement en zone Ac d'espaces initialement classés Ap, pour répondre à l'évolution des besoins agricoles : constructions nouvelles, extension de constructions agricoles, serres, locaux techniques… 14 parcelles (13 tènements) sont concernées sur 8 communes (Chappes, Entraigues, Les Martres-d'Artière, Les Martres-sur-Morge, Riom, Saint-Beauzire, Saint-Bonnet-près-Riom, Saint-Ours-les-Roches), pour une surface totale de 5,31 ha.
- inversement, le classement en zone Ap d'espaces initialement classés Ac, compte tenu de leurs qualités paysagères, agronomiques et environnementales : espaces boisés, ripisylves, abords de cours d'eau… Également 14 parcelles sont concernées (11 tènements) sur les 8 mêmes communes, pour une superficie totale de 9,30 ha.

Au total, ces ajustements se traduisent par :

- une augmentation nette de 3,99 ha des surfaces agricoles protégées (zones Ap), soit + 0,02 % par rapport à l'ensemble des zones Ap du territoire ;
- une réduction nette de 3,99 ha des surfaces agricoles constructibles (zones Ac), soit – 0,17 % par rapport à l'ensemble des zones Ac du territoire.

▪ ***Déclaration de projet n°1***

Il s'agit de modifier le PLUi pour permettre la construction d'une caserne de sapeurs-pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, à proximité du giratoire situé à l'intersection des routes départementales n°941 et 943.

Porté par le SDIS du Puy-de-Dôme, ce projet s'inscrit dans le cadre de la réorganisation territoriale des services d'incendie et de secours du secteur, afin d'assurer une couverture opérationnelle optimale, conforme aux objectifs du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR).

La mise en compatibilité du PLUi porte sur la définition d'un zonage et d'un règlement écrit associé autorisant ce projet.

▪ ***Déclaration de projet n°2***

Cette procédure vise à mettre en compatibilité le PLUi avec un projet de création d'un stockage d'énergie par batteries lithium fer phosphate sur la commune de Malintrat, le long de la route départementale n°2.

Porté par la société britannique Harmony Energy, cet équipement situé à proximité du poste électrique RTE (Réseau de transport d'électricité) de Malintrat, permettra de stocker de l'électricité pour tirer pleinement parti des énergies renouvelables intermittentes et sécuriser l'approvisionnement des usagers. La capacité prévue du parc de stockage est de 100 MW de puissance et de 200 MWh d'énergie stockée soit l'équivalent de la consommation de 240 000 foyers pendant deux heures.

La modification du PLUi consiste à définir un zonage et un règlement écrit associé à ce projet. Une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) est également créée pour encadrer la constructibilité de l'équipement et son intégration paysagère.

II- CONCLUSIONS COMMUNES AUX QUATRE PROCÉDURES

21- Sur la qualité du dossier

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 63/75

Compte tenu de la portée géographique du PLUi (31 communes) et de la concomitance de quatre procédures, le dossier mis à disposition du public était volumineux. Il comportait tous les éléments nécessaires à la bonne appréhension du projet et de ses enjeux, avec notamment les avis des différentes institutions consultées : MRAe, PPA, communes…

Même si elle nécessitait de « jongler » d'un onglet à l'autre, la version numérique du dossier était suffisamment intuitive pour accéder sans difficulté à l'ensemble des pièces. À noter qu'un poste informatique était tenu à la disposition du public au siège de RLV pour consulter le dossier.
La consultation de la version « papier », possible sur quatre site (Riom, Chappes, Malintrat et Saint-Ours-les-Roches) était pour sa part facilitée par une présentation dans des sous-dossiers de couleur distincte pour chacune des procédures.

Les documents écrits étaient clairs, précis et présentés de manière à visualiser facilement les évolutions proposées. Présentés à l'échelle 1/10 000ème, les règlements graphiques étaient quant à eux d'une utilisation moins aisée compte tenu de l'absence des références cadastrales des parcelles.

En tout état de cause, le dossier était complet et que ce soit par voie électronique ou par consultation de la version « papier » le public a pu accéder sans difficulté à l'ensemble des pièces.

22- Sur le déroulement de la procédure

L'enquête a été organisée dans le respect des dispositions du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.
La publicité préalable a été faite dans les formes et délais requis (affichage au siège de RLV et dans les mairies des 31 communes, publication dans la presse, site Internet…)
Les moyens mis à disposition du public pour formuler ses observations ont été suffisants et conformes aux textes en vigueur : quatre registres d'enquête, messagerie dédiée…

Les permanences du commissaire enquêteur se sont tenues dans d'excellentes conditions matérielles. Que ce soit au siège de RLV ou dans les mairies de Chappes, Malintrat et Saint-Ours-les-Roches, des locaux permettant la confidentialité des échanges ont été mis à sa disposition.

Tout au long de l'enquête, les services de RLV ont fait preuve d'une grande disponibilité pour veiller au bon déroulement de l'enquête et apporter au commissaire enquêteur les précisions demandées. Les échanges avec le public ont été courtois et aucun incident n'a été à relever.

En résumé, l'enquête s'est déroulée dans le respect de la règlementation et dans d'excellentes conditions.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 64/75

23- Sur la participation du public

Le public s'est manifesté avec 15 visites aux permanences et 21 observations écrites ou orales recevables, Cette participation est relativement faible. Le projet de construction d'une caserne de sapeurs-pompiers à Saint-Ours-les-Roches est celui qui a suscité le plus de réactions (pour la plupart favorables). Le projet de stockage d'électricité par batteries à Malintrat n'a pour sa part donné lieu à aucune observation du public.

À deux exceptions près, les observations formulées par le public ne remettent pas en cause les nombreuses évolutions du PLUi proposées dans les quatre procédures.

III- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2

31- Conclusions

▪ Sur l'opportunité de la modification

La modification de droit commun n°2 du PLUi comporte 52 points. Ce nombre – qui s'ajoute aux 61 points de la modification n°1 approuvée en décembre 2024 – peut paraître élevé mais il est à relativiser au regard du volume et de la complexité du dossier.

Il s'agit pour RLV, à la fois :

- de corriger les insuffisances ou incohérences du document en vigueur, apparues au fur et à mesure de l'instruction des demandes d'urbanisme ;
- d'ajuster le PLUi en fonction de l'émergence des projets publics ou privés.

Les corrections et ajustements proposés s'inscrivent dans les orientations du PADD et ne remettent pas en cause l'économie générale du document de base approuvé en 2023. Le but est plutôt de « faire vivre » le document d'urbanisme pour le rendre le plus opérationnel et le plus efficace possible.

Dans son principe, la modification proposée relève d'une démarche pragmatique et paraît pleinement justifiée.

▪ Sur les enjeux de la modification

Les enjeux des 52 points présentés ne sont pas d'importance égale :

- 15 présentent un **enjeu faible à modéré**, sur la redistribution à l'intérieur des zones urbaines (points n°5, 10, 12 et 20), l'adaptation du règlement écrit (points n°34, 35, 38, 39, 43, 44, 45, 47 et 51), la modification d'OAP (point n°7) et la suppression de zones *non aedificandi* (point n°19).

Les corrections ou ajustements apportés dans ces 15 points ne soulèvent pas de difficultés particulières.

- 35 présentent un **enjeu fort**, sur la redistribution à l'intérieur des zones urbaines (points n°1, 6, 8, 15 et 24), sur l'adaptation du règlement écrit (points n°29, 30, 31, 32, 33, 36, 40, 41, 42, 46, 48, 49, 50 et 52), la préservation d'éléments patrimoniaux (points n°2 et 3), la modification des emplacements réservés (points n°4, 25, 26 et 27), l'ajout d'un linéaire d'activité (points n° 9, 11, 16, 17, 18, 21 et 23) et la création ou modification d'OAP (points n°13, 14 et 22).

Hormis de simples recommandations de la DDT sur les points n°1, 8, 14 et 24, des réserves ont été formulées par les PPA sur les linéaires d'activité et le point n°29 a été contesté par un particulier (voir ci-après le contenu des échanges).

- 2 présentent un **enjeu très fort**, sur la modification d'OAP (point n°28) et l'adaptation du règlement écrit (point n°37).

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 65/75

Sur ces deux points, RLV a apporté des éléments de réponse aux recommandations et réserves respectives de la MRAe et de la DDT (voir ci-après).

▪ Sur les principaux points sujets à discussion

La consultation des PPA et les observations formulées durant l'enquête ont suscité une discussion sur plusieurs points, dont les trois principaux sont les suivants :

- l'ajout de linéaires d'activités de service avec accueil de clientèle à Malauzat (point n°9), aux Martres-d'Artière (point n°11), à Riom (points n°16, 17 et 18), Saint-Beauzire (point n°21) et Saint-Ignat (point n°23).

Outre les réserves émises par la Chambre de commerce et d'industrie sur les points n°9 et 11, la DDT fait observer que la référence à l'article L.151-16 du code de l'urbanisme pour la mise en place de ces linéaires n'est pas adaptée pour les activités de service mais s'adresse aux commerces de détail et de proximité. Il serait préférable, selon l'Administration, de s'appuyer sur l'article R.151-37 du code de l'urbanisme qui permet de définir des règles de mixité fonctionnelle au sein d'une construction ou d'une unité foncière.

Pour RLV, l'article R.151-37 n'est pas le bon outil car il vise uniquement la mixité des fonctions. Les activités de service doivent être autorisées directement par les zones et les règles associées, et non par des prescriptions graphiques supplémentaires. Convertir les linéaires L.151-16 en zones qui permettent les services reviendrait à des modifications profondes du zonage et de la logique utilisée dans le cadre de la traduction règlementaire qui semblent un peu lourdes pour une modification.

Afin de ne pas bloquer les projets en attente, RLV propose de poursuivre la procédure en l'état avec pour objectif un réexamen du dispositif lors de la prochaine révision du PLUi.

Il est pris acte de la position de RLV, tout en attirant l'attention sur le fait qu'il s'agit d'un point de fragilité juridique du PLUi.

- la modification du règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (point n°37) :

Dans le PLUi en vigueur, les projets de constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont le plus souvent soumis aux mêmes règles que l'habitat, alors qu'ils présentent des contraintes techniques particulières. Pour ne pas bloquer les projets, RLV propose d'exempter ce type de constructions de certaines règles : hauteur, volumétrie, recul, toitures, façades, clôtures…. La DDT juge la mesure excessive au regard de l'objectif de préservation des paysages affiché fortement dans le PADD, et préfèrerait une adaptation des règles plutôt qu'une suppression.

RLV rappelle que ces projets demeurent soumis aux règles structurantes du PLUi (adaptation au site, traitement paysager des abords, respect des protections patrimoniales existantes…) et aux OAP paysage et changement climatique. Certains projets pourront, en outre, faire l'objet d'une étude d'impact au stade des autorisations d'urbanisme.

Dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, RLV propose de compléter le règlement écrit (dispositions générales et dispositions spécifiques à la zone UE) par une règle rappelant l'exigence, pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, d'une insertion adaptée dans leur environnement paysager et urbain.

L'assouplissement proposé pour les projets d'intérêt public ne paraît pas démesuré. Il existe par ailleurs suffisamment de règles et de dispositifs pour garantir la meilleure intégration architecturale et paysagère possible de ces projets.

- la mise en cohérence du plan des hauteurs et du règlement littéral (point n°29) :

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 66/75

Il s'agit de rectifier la légende du plan des hauteurs pour qu'il soit cohérent avec le règlement écrit : évaluation des hauteurs par rapport à l'égout et non par rapport au faîtage. Cette mesure est contestée par un particulier, qui considère qu'il ne s'agit pas de la correction d'une erreur mais d'un changement des règles opposables qui impacte le volume des constructions.
RLV confirme qu'il s'agit de rectifier une erreur de rédaction et que sa volonté est bien d'apprécier les hauteurs par rapport à l'égout de manière à préserver les possibilités de densification du milieu urbain.

La correction apportée est de pure forme. Elle est conforme à la volonté politique des élus de RLV et s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale de sobriété foncière et de densification des zones urbaines.

32- Avis

Après avoir :
- examiné l'ensemble des pièces du dossier mis à l'enquête ;
- échangé avec les responsables du projet et les services de l'État sur les points nécessitant des précisions ;
- pris en compte les observations écrites ou orales émises par le public durant l'enquête ;
- pris acte des avis émis par la MRAe et les personnes publiques associées ainsi que l'avis favorable unanime des 31 communes de la communauté d'agglomération ;
- analysé les compléments apportés par RLV, notamment en réponse au procès-verbal de synthèse ;
- constaté que la modification est conforme aux orientations du PADD et ne remet pas en cause l'économie générale du PLUi ;
- pris en considération l'ensemble des conclusions développées ci-dessus ;

J'émets un AVIS FAVORABLE SANS RÉSERVE, à la modification de droit commun n°2 du PLUi de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, telle que proposée dans le dossier soumis à enquête publique.

IV- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA RÉVISION ALLÉGÉE N°1

41- Conclusions

▪ Sur la justification de la révision

L'objet de cette révision est d'ajuster les zones agricoles constructibles en fonction des projets de développement ou de diversification des agriculteurs.
La justification du choix des sites retenus était relativement peu explicitée dans le dossier. Mais dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, RLV a utilement apporté des précisions sur la méthodologie qui a prévalu pour recenser et traiter les demandes nécessitant une évolution du PLUi.
Le recensement a été réalisé par les communes, en concertation avec les agriculteurs de leur territoire. Il était clairement limité aux projets les plus matures, répondant à des besoins réels.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 67/75

Fondée sur une identification des besoins au plus proche des réalités du terrain, cette révision paraît justifiée.

▪ Sur les enjeux de la révision

Les enjeux d'une redistribution des zones constructibles à l'intérieur des zones agricoles sont évidemment des enjeux de consommation d'espace et de préservation des paysages et de l'environnement.

Un seuil maximal de 5 000 m² de surface agricole constructible nouvelle par secteur a été systématiquement appliqué.

Lors de l'enquête publique, des agriculteurs ont demandé à ce que ce seuil puisse être dépassé. Il ressort des échanges avec RLV qu'il n'est pas souhaitable de déroger à cette règle qui, même si elle peut sembler arbitraire, a le mérite d'exister.

En limitant à 5 000 m² la surface agricole constructible nouvelle par secteur, la démarche s'inscrit dans une logique de modération de la consommation d'espace.

En matière de préservation des paysages et de l'environnement, RLV a exigé que tout reclassement en zone agricole constructible soit compensé par la restitution d'une surface au moins équivalente en zone agricole protégée.

Au total, la révision se traduit par une augmentation de près de 4 ha des surfaces agricoles protégées. Elle apparaît donc globalement vertueuse.

▪ Sur la compatibilité avec la prévention du risque inondation

Dans son mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse, RLV propose de retirer les points n°9 et n°10 de la révision allégée et d'ajuster le périmètre du point n°11 afin d'exclure la partie exposée à un aléa très fort du futur PPRNPi Limagne des Marais.

RLV répond en cela aux réserves émises par la Direction départementale des territoires (DDT).

42- Avis

Après avoir :

- examiné l'ensemble des pièces du dossier mis à l'enquête ;
- échangé avec les responsables du projet et les services de l'État sur les points nécessitant des précisions ;
- pris en compte les observations écrites ou orales émises par le public durant l'enquête ;
- pris acte des avis émis par la MRAe et les personnes publiques associées ainsi que de l'avis favorable unanime des 31 communes de la communauté d'agglomération ;
- analysé les compléments apportés par RLV, notamment en réponse au procès-verbal de synthèse ;
- constaté que la révision ne remet pas en cause l'économie générale du PLUi et qu'elle est conforme aux orientations du PADD en ce qu'elle résulte de la recherche d'un juste équilibre entre développement économique et préservation des paysages et de l'environnement.
- pris en considération l'ensemble des conclusions développées ci-dessus ;

J'émets un AVIS FAVORABLE SANS RÉSERVE, à la révision allégée n°1 du PLUi de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, telle que proposée dans le dossier soumis à enquête publique.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 68/75

V- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA DÉCLARATION DE PROJET N°1

51- Conclusions

▪ Sur l'intérêt général du projet

- La mutualisation des moyens humains et matériels des centres d'incendie et de secours de Pontgibaud et Saint-Ours-les-Roches a été initiée depuis quelques années par les sapeurs-pompiers eux-mêmes. Elle trouve son aboutissement avec le projet de construction d'une caserne commune qui devrait aboutir à une meilleure efficacité opérationnelle des secours. Ce projet est conforme aux orientations du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) arrêté par le Préfet du Puy-de-Dôme le 03 décembre 2024. Son impact positif sur la protection des populations locales et touristiques paraît bien supérieur à son impact négatif sur l'environnement (consommation d'espaces naturels et agricoles notamment).
- Le projet est porté par les sapeurs-pompiers des deux casernes et unanimement soutenu par les collectivités locales, et notamment les communes de Saint-Ours-les-Roches et Pontgibaud, ainsi que la commune voisine de Saint-Pierre-le-Chastel et la communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans.
- Excepté un avis défavorable exprimé durant l'enquête, le projet ne suscite pas d'opposition de la population locale.

L'intérêt général du projet en termes d'acceptabilité sociale et de sécurité des personnes et des biens du territoire ne paraît pas discutable.

▪ Sur le choix du site et l'intégration paysagère du projet

- La justification du choix du site (barycentre des interventions, proximité des axes routiers, opportunité foncière…) a été explicitée et complétée en cours d'enquête par les responsables des deux centres de secours et les élus locaux.

Ces compléments répondent, au moins partiellement, aux recommandations formulées par certaines personnes publiques associées, CDPENAF notamment.

- Compte tenu de sa localisation à proximité d'axes routiers importants et à l'entrée du bien UNESCO de la Chaîne des puys-faille de Limagne, une attention particulière doit être portée à l'intégration paysagère et architecturale du projet. Pour cela, outre le respect de l'OAP paysagère de RLV et de la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des puys-faille de Limagne, RLV s'engage à poursuivre la concertation avec le Département, le SDIS, la DDT, la DREAL, le CAUE et le PNRVA en amont du dépôt du permis de construire, afin de garantir la qualité et la bonne intégration du projet *(cf mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse)*.

Cet engagement répond à une préoccupation largement partagée par les PPA.

▪ Sur la modification correspondante du PLUi

- Plan de zonage

Pour permettre l'implantation de la caserne, la modification du PLUi consiste à créer une sous-zone Ast1 correspondant à un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) avec le reclassement des quatre parcelles concernées de la zone agricole constructible (Ac) vers cette nouvelle zone Ast1.

Cette modification est cohérente avec le projet.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 69/75

▫ **Règlement écrit**

Pour prendre pleinement en compte les enjeux d'intégration paysagère, la CDPENAF recommande la mise en œuvre d'une OAP sectorielle et l'édiction de règles précises dans le cadre du STECAL en matière de hauteur, de volumétrie, de qualité urbaine, architecturale et environnementale.

Outre les outils et dispositifs déjà existants, l'engagement de RLV de poursuivre la concertation avec les différents partenaires en amont du dépôt du permis de construire semble apporter les garanties suffisantes sur la qualité architecturale et paysagère du projet, sans qu'il soit nécessaire d'alourdir les coûts et les délais de réalisation avec des contraintes réglementaires supplémentaires.

52- Avis

Après avoir :

- examiné l'ensemble des pièces du dossier mis à l'enquête ;
- échangé avec les responsables du projet et les services de l'État sur les points faisant débat, et notamment la qualité architecturale et paysagère de la future caserne ;
- pris en compte les observations écrites ou orales émises par le public durant l'enquête, et notamment par les responsables des casernes de sapeurs-pompiers de Saint-Ours-les-Roches et Pontgibaud ;
- pris acte des avis émis par la MRAe et les personnes publiques associées ainsi que de l'avis favorable unanime des collectivités locales concernées ainsi que de l'ensemble des 31 communes de la communauté d'agglomération ;
- analysé les compléments apportés par RLV, notamment en réponse au procès-verbal de synthèse ;
- pris en considération l'ensemble des conclusions développées ci-dessus ;

J'émets un AVIS FAVORABLE à la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, telle que proposée dans le dossier soumis à enquête publique, SOUS RÉSERVE du respect de l'engagement de RLV de poursuivre la concertation sur la qualité architecturale et paysagère du projet.

VI- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA DÉCLARATION DE PROJET N°2

61- Conclusions

▪ Sur l'intérêt général du projet

Le bilan coûts/avantages du projet tel que présenté dans le dossier peut s'établir comme suit :

▫ **Au regard de la politique énergétique nationale**

En fort développement sur le territoire national, le stockage d'électricité par batteries permet d'optimiser les énergies éoliennes et solaires, par nature intermittentes, et de sécuriser et réguler le réseau. Il s'inscrit dans le cadre de la politique de développement des énergies renouvelables

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 70/75

mise en œuvre au plan national pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et répondre aux objectifs fixés par la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Il répond, à ce titre, à une « raison impérative d'intérêt public majeur » au sens de la loi APER de 2023, avec une obligation de démantèlement en fin de vie.

L'implantation de ces équipements de stockage à proximité d'un poste électrique public RTE de capacité suffisante est indispensable pour éviter l'allongement des liaisons, les pertes électriques en ligne, les surcoûts et les impacts environnementaux liés aux travaux de raccordement. Seulement 1 % des postes RTE de France sont compatibles avec un tel équipement, dont celui de Malintrat.

Bien que porté par un opérateur privé, **le projet de Malintrat s'inscrit donc pleinement dans le cadre de la politique nationale de transition énergétique.**

▫ **Au regard de la politique énergétique régionale et locale**

Le développement des énergies renouvelables et leur stockage répondent aux objectifs de la politique énergétique régionale et intercommunale fixés respectivement par le SRADDET et le Plan climat-air-énergie territorial (PCEAT) de RLV.

Le projet de stockage d'électricité à Malintrat permet de renforcer, sans gros travaux d'infrastructure, le poste RTE situé à proximité, au bénéfice d'une plus grande sécurité d'approvisionnement électrique du territoire.

En termes de politique énergétique régionale et locale, le projet s'avère donc très positif.

▫ **Au plan économique et financier**

Aspects positifs

- Projet entièrement financé par l'opérateur, sans recours à des financements publics.
- Limitation des coûts de raccordement du fait de la proximité du poste RTE.
- Retombées fiscales locales : IFER, CFE, taxe foncière, taxe d'aménagement…

Aspects négatifs

- Perte potentielle de production agricole, même si la parcelle n'est pas exploitée depuis 2018 et plus déclarée à la PAC depuis 2024.

L'impact du projet sur l'économie locale paraît plutôt positif.

▫ **Au plan social**

- Le stockage d'énergie profite au plus grand nombre en cas de nécessité. L'énergie susceptible d'être stockée par le parc de Malintrat équivaut à la consommation de 240 000 foyers pendant deux heures.
- Le projet est soutenu par la commune de Malintrat et ne rencontre pas d'opposition localement.

Le projet est socialement accepté.

▫ **Au plan environnemental**

Aspects positifs

- Nuisances sonores limitées du fait de l'éloignement des habitations.
- Impact limité des travaux de raccordement du fait de la proximité du poste RTE.
- Implantation dans un environnement déjà dégradé par les équipements électriques.

Aspects négatifs

- Consommation d'espace agricole (1,60 ha), même si la parcelle, non cultivée, est estimée de faible valeur agronomique.
- Impact sur le paysage depuis la RD 2 ainsi que sur la vue sur la chaîne des Puys.

En termes de paysages et de consommation d'espace, l'impact du projet est négatif.

*

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 71/75

Globalement, la balance avantages/inconvénients du projet penche en faveur de sa réalisation. Sans les minimiser, les impacts environnementaux ne paraissent pas excessifs au regard de la contribution du projet aux politiques nationale, régionale et locale de transition énergétique. L'intérêt général du projet est avéré.

▪ Sur le choix du site d'implantation

La DDT, la CDPENAF et la Chambre d'agriculture justifient leur avis défavorable par l'absence d'étude de sites alternatifs.

Dans une contribution versée au cours de l'enquête, le porteur de projet (société Harmony RNZ) justifie quant à lui le choix du site en apportant un certain nombre d'éléments probants :

- la nécessité d'être à proximité d'un poste électrique disposant d'une capacité de raccordement suffisante ;
- sur les 33 postes RTE du département du Puy-de-Dôme, seuls 3 postes présentent les caractéristiques recherchées : Volvic, Lignat et Malintrat. Le site de Volvic a été écarté en raison de contraintes foncières (proximité des habitations et enjeux liés à l'eau et aux zones humides). Celui de Lignat n'a pas été retenu car nécessitait des travaux majeurs sur les lignes et postes voisins ;
- une implantation sur le foncier RTE est impossible : la location de terrain à un client n'entre pas dans les missions de service public de RTE, le foncier disponible est réservé par RTE pour des extensions futures ;
- les autres terrains situés à proximité du poste RTE sont soit grevés par des lignes électriques et leurs contraintes associées, soit des terres agricoles de bonne qualité agronomique ;
- une implantation plus éloignée aurait pour effet d'allonger le raccordement, avec des conséquences techniques, économiques et environnementales défavorables
- la situation particulière de la parcelle : de faible valeur agronomique, elle n'est pas exploitée ni louée.

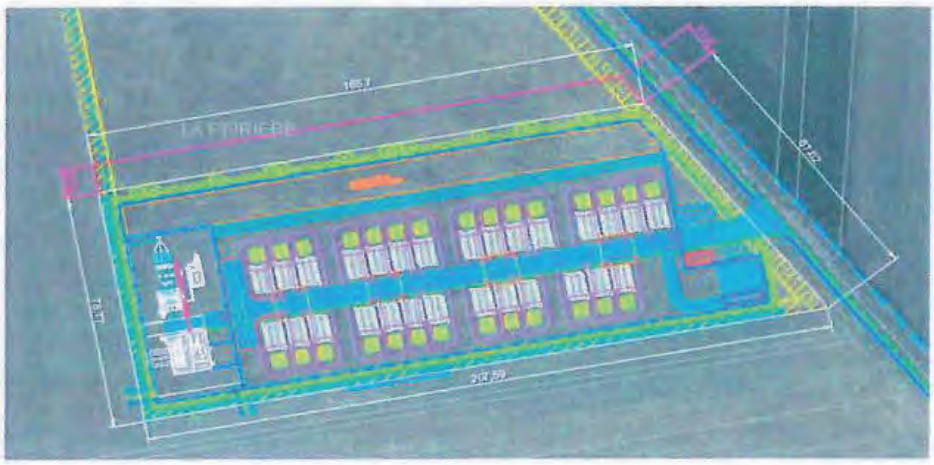
La localisation du projet résulte d'un choix raisonné en fonction de contraintes juridiques, techniques, économiques et environnementales faisant apparaître l'absence d'alternatives.

▪ Sur l'emprise du projet

Dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, RLV précise qu'en accord avec le porteur de projet, l'emprise globale du projet pourrait être ramenée à 14 326 m^2, soit une diminution de 1 559 m^2 par rapport au projet initial *(cf plan ci-dessous)*. Cette évolution permettrait également de renforcer les distances d'éloignement préconisées dans l'avis rendu par l'Agence régionale de santé (ARS).

La réduction de 10 % de l'emprise du projet répond partiellement à une observation des services de l'État (DDT).

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 72/75



▪ Sur la compatibilité avec les documents de portée supérieure

Le Grand Clermont a émis un avis favorable au projet.

La compatibilité avec les documents de portée supérieure (SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes et SCoT du Grand Clermont) n'est pas remise en cause dans cet avis.

▪ Sur la modification correspondante du PLUi

▫ Plan de zonage

La modification consiste à créer une zone Ast2 au sein de la parcelle ZN 3 classée en zone Ap. Elle est cohérente avec le projet.

Initialement de 1,60 ha, cette zone pourrait toutefois être réduite à 14 326 m² comme proposé par le porteur de projet.

▫ Règlement écrit

La modification du règlement est cohérente. Elle précise que cette nouvelle zone Ast2 constitue un secteur de taille et de capacité d'accueil limité (STECAL) visant à accueillir une installation de stockage d'énergie par batteries.

Dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, RLV propose – en cohérence avec les évolutions envisagées sur les zones UE et Ast1 *(cf point n°37 de la modification de droit commun n°2)* – de compléter le règlement littéral de la zone Ast2 par une disposition renforçant les exigences d'insertion architecturale et paysagère des constructions dans leur environnement.

Ce complément répond partiellement aux observations de la DDT et de la CDPENAF.

▫ Création d'une OAP sectorielle

Dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, RLV propose de compléter l'OAP sectorielle liée au projet par deux points :

- l'insertion du projet devra être respectueuse des perceptions paysagères du site, notamment depuis la chaîne des Puys, la route départementale et le bourg de Malintrat ;
- les aménagements paysagers devront s'appuyer sur une palette végétale diversifiée, associant des essences caduques, persistantes et marcescentes, afin d'assurer l'efficacité des écrans végétaux et de garantir une intégration paysagère qualitative tout au long de l'année.

La volonté de limiter l'impact visuel et paysager du projet est clairement affichée.

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 73/75

62- Avis

Après avoir :

- examiné l'ensemble des pièces du dossier mis à l'enquête ;
- pris acte des avis émis par la MRAe et les personnes publiques associées ainsi que de l'avis favorable unanime des 31 communes de la communauté d'agglomération ;
- constaté que le projet est d'intérêt général, qu'il résulte d'un compromis raisonnable entre des enjeux contradictoires (transition énergétique et consommation d'espace) et qu'il est en cela conforme à l'esprit du PADD ;
- échangé avec les responsables de RLV et les services de l'État sur les points faisant débat, et notamment le choix du site d'implantation et l'impact visuel et paysager des constructions ;
- pris en compte les compléments d'information apportés par le porteur de projet au cours de l'enquête, ainsi que les évolutions proposées par RLV dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, qui répondent, au moins partiellement, aux observations formulées par les PPA ;
- observé que le projet bénéficie du soutien sans réserve de la commune de Malintrat et n'a suscité aucune opposition de la population locale ;
- pris en considération l'ensemble des conclusions développées ci-dessus ;

J'émets un AVIS FAVORABLE à la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, telle que proposée dans le dossier soumis à enquête publique,
SOUS RÉSERVE :
- de la réduction à 14 326 m² de l'emprise globale du projet ;
- de l'ajout dans le règlement littéral du STECAL et l'OAP sectorielle, des compléments proposés par RLV dans sa réponse au procès-verbal de synthèse.

VII- APPRÉCIATION GÉNÉRALE SUR L'ÉVOLUTION DU PLUi

Au terme de cette enquête conduite sur quatre procédures simultanées, les appréciations suivantes peuvent être portées sur l'évolution du PLUi de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans :

- La démarche de RLV se veut pragmatique. L'objectif est d'avoir un outil de planification opérationnel, efficace, adapté aux réalités du terrain.

- Les évolutions proposées procèdent de la recherche du meilleur compromis possible entre contraintes environnementales et développement économique. Elles sont fidèles en cela aux orientations politiques du projet de territoire exprimées dans le PADD.

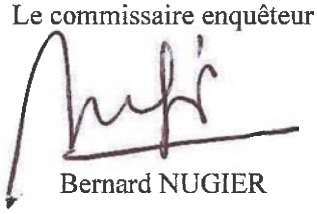
Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 74/75

- Les échanges intervenus au cours de l'enquête, notamment autour des recommandations et réserves émises par la MRAe et les services de l'État, ont permis de faire évoluer le dossier.

- En termes de consommation d'espaces, hormis les terrains mobilisés pour deux projets d'intérêt général, la démarche est globalement vertueuse : volonté de densification urbaine, limitation des surfaces agricoles constructibles, augmentation des surfaces agricoles protégées…

À Clermont-Ferrand, le 21 juillet 2026

Le commissaire enquêteur



Bernard NUGIER

Chaîne d'intégrité du document : 75 95 58 71 F0 DD 29 7D 61 E4 B2 B2 7A B4 F4 D1
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_07_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200395
Page 75/75

REPUBLIQUE FRANCAISE

RIOM LIMAGNE ET VOLCANS
(PUY-DE-DOME)

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBÉRATIONS du CONSEIL de COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION

Effectif légal du conseil communautaire : 60

Nombre de conseillers en exercice : 60

Nombre de conseillers présents ou représentés : 60

Nombre de votants : 60

Date de convocation : 25 septembre 2026

Date d'affichage de la liste des délibérations : 09 octobre 2026

Objet : Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) - Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité (DPMEC) n°1 : approbation

Délibération n°06

L'AN deux mille vingt-six, le jeudi 1er octobre, le conseil communautaire, convoqué le 25 septembre 2026 s'est réuni à Mozac, Salle l'Arlequin, à 18 heures 30 minutes, sous la présidence de M Pierre CHASSAING, Président.

PRESENTS

Mme ABELARD Nathalie, Mme ANDRIEU Camille, Mme ARGENSON Anne-Claire, M AUGERE Alain, M BARRAUD Tony, M BEAURE Nicolas, M BESNARD Sébastien, Mme BESSON Martine, M BONNET Pierre, M BONNICHON Frédéric, M BOUCHET Boris, M CARETTE Johan, M CARTAILLER Philippe, M CHASSAING Pierre, Mme CHINCHOLLE Camille, Mme CONTAL Sophie, M DAUZAT Marc, M DE ABREU Jérôme, M DUCHÉ Dominique, Mme DUVAL Christine, M GAUTHIER Patrice, Mme LAFARGE Anne-Catherine, Mme LAGOUTTE Mélissa, M LASSALAS Marc, M MAGNET Fabrice, M MAGNOUX André, M MARQUET Thierry, M MEGEMONT Brice, Mme MELUT Valérie, M MEYER Jean-François, M MICHEL Franck, Mme PALAMARA Pascale, M PERONA Matthieu, M PERRET Jean-Philippe, Mme PIERRONT Lysiane, Mme PLUCHART Florence, M PONCÉ Stéphane, Mme RAYMOND Isabelle, M RAYMOND Vincent, M RAYNAUD Jean-Louis, Mme RIOTON Samya, Mme ROUGANNE Béatrice, M ROUSSY Raphaël, Mme ROUX Maryline, Mme SARRON Sandra, M THEVENOT Laurent, M VERDIER Pierre, M VERMOREL Pierrick, M VILLAFRANCA Grégory, **titulaires.**
Mme LOUSTE-SOL Véronique**, Suppléante.**

ABSENTS EXCUSÉS :

Absents représentés ou suppléés :

- Mme BERTAUD Cécile *a donné pouvoir à* M MAGNET Fabrice,
- Mme BERTHELEMY Hélène *a donné pouvoir à* M RAYNAUD Jean-Louis,
- M CHANSARD Gérard *a donné pouvoir à* Mme CHINCHOLLE Camille,
- M CHAUVIN Lionel *a donné pouvoir à* M CHASSAING Pierre,
- Mme DEVEDEUX Juliette *a donné pouvoir à* M PONCÉ Stéphane,
- Mme DUPONT Laurence *a donné pouvoir à* M DE ABREU Jérôme,
- M IMBERT Didier *a donné pouvoir à* M MEGEMONT Brice,
- Mme PIRES-BEAUNE Christine *a donné pouvoir à* M VILLAFRANCA Grégory,
- Mme ROUSSEL Sandrine *a donné pouvoir à* M VERMOREL Pierrick,
- Mme TURQUOIS Maryne *a donné pouvoir à* Mme ROUGANNE Béatrice,

- M BIGAY Bertrand, conseiller communautaire unique de Le Cheix-sur-Morge, remplacé par Mme LOUSTE-SOL Véronique, conseillère communautaire suppléante.

<> <> <> <> <>

Secrétaire de Séance : M AUGERE Alain

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 1/75

Rapport n°06 – Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) - Déclaration de Projet emportant Mise En Compatibilité (DPMEC) n°1 : approbation

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT),
Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 103-02 à L. 103-4, L.153-21, L.153-23 à L.153-26, L.153-54 à L.153-58, L. 300-6, R. 153-15 et R.153-22,
Vu l'arrêté préfectoral n°20240538 du 02 avril 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV),
Vu la délibération n°20220201.01 du conseil communautaire du 1er février 2022 portant approbation du Projet de territoire « RLV Ambitions 2030 »,
Vu la délibération n°20230307.01 du conseil communautaire du 7 mars 2023 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de RLV,
Vu la délibération n°20240409.06 du conseil communautaire du 9 avril 2024 approuvant la modification de droit commun n°1 du PLUi de RLV,
Vu la délibération n°820 du 26 juin 2024 du conseil syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Le Grand Clermont approuvant la modification n°8 du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont,
Vu la délibération n°16 du conseil communautaire du 10 décembre 2024 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLUi de RLV,
Vu la délibération n°26 du conseil communautaire du 8 avril 2025 prescrivant une révision allégée n°1 du PLUI de RLV,
Vu la délibération n°16 du conseil communautaire du 23 septembre 2025, soumettant la procédure de déclaration de projet n°1 à évaluation environnementale et définissant les objectifs et les modalités de concertation,
Vu la délibération n°12 du conseil communautaire du 13 novembre 2025 arrêtant le bilan de la concertation publique effectuée dans le cadre de la procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité (DPMEC) du PLUi de RLV,
Vu l'arrêté du Président n°011 du 19 mai 2025 prescrivant la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi de RLV,
Vu l'arrêté du Président n°012 du 20 mai 2025 prescrivant la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi de RLV,
Vu l'arrêté n°024 du Président du 24 juin 2025 prescrivant la modification de droit commun n°2 du PLUi de RLV,
Vu l'arrêté n°054 du Président en date du 02 juin 2026 portant mise à jour du PLUi afin d'y annexer le volet relatif au bâti agricole de la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des Puys - faille de Limagne,

Considérant que la construction d'une caserne de sapeurs-pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, à l'intersection des routes départementales n°941 et 943, correspondant aux parcelles cadastrales YC 88, 89, 107 et 108, nécessite une mise en compatibilité du PLUi afin de définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant ce projet,
Considérant que ce projet de création d'un centre d'incendie et de secours répond à la nécessité de fusionner les casernes de Pontgibaud et de Saint-Ours-les-Roches identifiées au Schéma Départemental d'Analyse et de Couverture des Risques (SDACR),
Considérant que la procédure a fait l'objet d'une évaluation environnementale volontaire et que l'Autorité environnementale a rendu son avis le 10 mars 2026,
Considérant que les personnes publiques associées ont été consultées et qu'une réunion d'examen conjoint s'est tenue le 10 mars 2026, donnant lieu à l'établissement d'un procès-verbal,
Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du 22 mai au 26 juin 2026 et que le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions le 21 juillet 2026, assortis d'un avis favorable sous réserve du respect de l'engagement de RLV de poursuivre la concertation sur la qualité architecturale et paysagère du projet,
Considérant que les avis recueillis et les conclusions de l'enquête publique ont été pris en compte dans le cadre de la procédure,
Considérant que RLV s'est engagée à poursuivre la concertation sur la qualité architecturale et paysagère du projet,
Considérant que le projet de PLUi, tel qu'il a été tenu à disposition des élus communautaires et présenté au conseil communautaire, est prêt à être approuvé, conformément à l'article L. 153-21 du code de l'urbanisme,
Considérant l'avis du bureau communautaire du 08 septembre 2026 et de la commission urbanisme et stratégie foncière du 10 septembre 2026,

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 2/75

Le conseil communautaire, sur proposition de Monsieur le vice-président délégué à l'urbanisme et à la stratégie foncière, et à l'unanimité, décide :

- **D'approuver la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi de Riom Limagne et Volcans,**
- **De dire que cette délibération fera l'objet :**
  - **D'une transmission en sous-préfecture ;**
  - **D'une publication sur le Géoportail national de l'urbanisme, en vertu des dispositions des articles L. 153-23, R. 153-21 et R. 153-22 du code de l'urbanisme ;**
  - **D'une notification aux personnes publiques associées et aux communes membres ;**
  - **D'un affichage pendant un mois au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagnes et Volcans et dans toutes les communes membres ;**
  - **D'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département ;**
  - **D'une publication sur le site internet de la communauté d'agglomération Riom Limagnes et Volcans ;**
- **De dire que le PLUi issu de la DPMEC n°1 sera publié sur le Géoportail national de l'urbanisme ;**
- **De dire que le PLUi issu de la révision DPMEC n°1 sera tenu à la disposition du public sur le portail national de l'urbanisme, sur le site de la communauté d'agglomération www.riv.eu, et au siège de l'agglomération aux jours et horaires habituels d'ouverture au public.**

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois, an que dessus.

Pour extrait conforme.
A Riom, le 02 octobre 2026

Le Secrétaire de Séance

Alain AUGERE

Le Président

Pierre CHASSAING

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale, soit par voie dématérialisée, via l'application Télérecours citoyens, accessible à l'adresse suivante : https://www.telerecours.fr.
Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 3/75

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Évolution du plan local d'urbanisme intercommunal

Modification de droit commun n°2

Révision allégée n°1

Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi

Déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

du 22 mai au 26 juin 2026

I- RAPPORT D'ENQUÊTE

Bernard NUGIER

Commissaire enquêteur

21 juillet 2026

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 5/75

SOMMAIRE

I-PRÉAMBULE ..... p 3
11- Objet de l'enquête
12- Origine de la procédure
13- Cadre juridique de l'enquête

II- LES ÉVOLUTIONS DU PLUi SOUMISES À ENQUÊTE.....p 4
21- Modification de droit commun n°2
22- Révision allégée n°1
23- Déclaration de projet n°1
24- Déclaration de projet n°2

III- CONCERTATION ET CONSULTATIONS PRÉALABLES.....p 6
31- Concertation réglementaire
32- Évaluation environnementale
33- Avis des personnes publiques associées
34- Avis des communes et EPCI
35- Dérogations à la loi montagne et à la loi Barnier

IV- DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE..... p 11
41- Désignation du commissaire enquêteur, prescription de l'enquête
42- Rencontres préalables
43- Visite des lieux
44- Mesures de publicité
45- Composition du dossier mis à la disposition du public
46- Modalités de consultation du dossier par le public
47- Recueil des observations du public
48- Permanences du commissaire enquêteur
49- Climat de l'enquête

V- ANALYSE DES OBSERVATIONS .....p 15
51- Observations recueillies lors des permanences
52- Observations inscrites sur les registres d'enquête, hors permanences
53- Observations recueillies par courrier postal ou électronique

VI- PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE ET RÉPONSES DE RLV .....p 21
61- Procès-verbal de synthèse
62- Réponse apportées par RLV

ANNEXES .....p 26

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 6/75

I- PRÉAMBULE

11- Objet de l'enquête

Organisée autour de la ville de Riom, la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV) regroupe 31 communes sur un territoire de 401 km² pour une population d'environ 70 000 habitants. Elle est incluse dans le périmètre du SCoT du Grand Clermont. Compétente en matière de documents d'urbanisme, elle souhaite faire évoluer le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) qu'elle a approuvé en 2023, à travers quatre procédures distinctes qui donnent lieu à la présente enquête publique :

- une modification de droit commun n°2, comportant 52 points ;
- une révision allégée n°1 concernant des ajustements dans la délimitation de zones Ac et Ap ;
- une déclaration de projet n°1 (création d'une caserne de sapeurs-pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches) emportant mise en compatibilité du PLUi ;
- une déclaration de projet n°2 (création d'un stockage d'énergie par batteries sur la commune de Malintrat), emportant mise en compatibilité du PLUi.

Cette enquête, commune aux quatre procédures, fait l'objet d'un rapport unique et de conclusions séparées.

12- Origine de la procédure

Le PLUi de Riom Limagne et Volcans a été approuvé le 7 mars 2023 par le conseil communautaire de RLV. Depuis, le document a fait l'objet :

- d'une modification de droit commun n°1 approuvée le 9 avril 2024 ;
- d'une modification simplifiée n°1 approuvée le 10 décembre 2024.

La communauté d'agglomération souhaite à nouveau faire évoluer le PLUi en engageant :

- une modification de droit commun n°2, prescrite le 24 juin 2025 par arrêté du président de RLV. Comportant 52 points, cette modification vise à ajuster le PLUi aux besoins nouveaux des territoires, à rendre le document plus facilement applicable et à corriger certaines erreurs ;
- une révision allégée n°1, prescrite le 8 avril 2025 par délibération du conseil communautaire de RLV. Cette révision a pour objet de modifier le règlement graphique du PLUi dans les zones agricoles pour permettre la constructibilité agricole de certains espaces tout en renforçant la protection d'autres surfaces ;
- deux déclarations de projets emportant mise en compatibilité du PLUi prescrites respectivement les 19 et 20 mai 2025 par arrêté du président de RLV. L'objectif est de permettre la construction d'une caserne de sapeurs-pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches et l'implantation d'un stockage d'énergie électrique par batteries sur la commune de Malintrat.

13- Cadre juridique de l'enquête

▪ Modification de droit commun n°2

Les adaptations envisagées n'entrent pas dans le champ d'application de la procédure de révision du PLUi mais relèvent d'une procédure de modification en application des articles L.153-36 et L.153-37 du code de l'urbanisme. Elles peuvent toutefois avoir pour effet de majorer ponctuellement de plus de 20 % les possibilités de construction ou de diminuer ponctuellement les possibilités de construire et doivent par conséquent être soumises à enquête publique en application de l'article L.153-41 du code de l'urbanisme.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 7/75

▪ Révision allégée n°1

Cette révision a pour objet le reclassement ponctuel de zones Ap (zones agricoles protégées) en zones Ac (zones agricoles constructibles) et inversement, de zones Ac en zones Ap, sans porter atteinte aux orientations du plan d'aménagement et de développement durable (PADD). Elle relève donc de la procédure prévue par l'article L.153-34 du code de l'urbanisme et doit faire l'objet d'une enquête publique en application de l'article R.153-12 du même code.

▪ Déclarations de projets n°1 et n°2

En application de l'article L.153-54 du code de l'urbanisme, les déclarations de projets qui ne sont pas compatibles avec un plan local d'urbanisme doivent faire l'objet d'une enquête publique portant à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU(i).

C'est dans ce cadre juridique que par arrêté du 24 février 2026, abrogé le 25 mars 2026 puis remplacé par un nouvel arrêté du 24 avril 2026, le président de RLV a prescrit la présente enquête publique. Les modalités de l'enquête sont régies par les articles L.123-1 et suivants et R.123-1 et suivants du code de l'environnement.

II- LES ÉVOLUTIONS DU PLUi SOUMISES À ENQUÊTE

21- Modification de droit commun n°2

Sur les 52 points que comporte le projet de modification :

- 9 consistent à modifier le règlement graphique par des **redistributions à l'intérieur des zones urbaines** (zones U) afin de mieux correspondre au tissu urbain existant et intégrer les projets en cours. Il s'agit des points n°1 (Chanat-la-Mouteyre), n°5 (Chatel-Guyon), n°6 (Le Cheix-sur-Morge), n°8 (Ennezat), n°10 (Marsat), n°12 (Les Martres-sur-Morge), n°15 (Pessat-Villeneuve), n°20 (Riom) et 24 (Saint-Ours-les-Roches).
- 24 visent à **adapter le règlement écrit** pour tenir compte du contexte local et des projets (points n°30, 31, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 45, 46, 48, 49, 50, et 52) voire à simplement corriger des erreurs ou incohérences (points n°29, 34, 39, 43, 44, 47 et 51). Il s'agit par exemple d'harmoniser certaines règles (clôtures, volets roulants, recul des extensions…), de clarifier certaines définitions (distances de retrait, calcul de la hauteur des constructions…), d'assouplir certaines contraintes (constructions et installations nécessaires aux équipements publics, plantation d'arbres…)
- 2 ont pour objet de **renforcer la préservation d'éléments patrimoniaux** : points n°2 et 3 (Chanat-la-Mouteyre).
- 11 concernent des **modifications sur les emplacements réservés** à Chanat-la-Mouteyre (point n°4), Saint-Ours-les-Roches (n°25) et Volvic (n°26 et 27) ou l'**ajout de linéaires d'activité** à Malauzat (n°9), Les Martres-d'Artière (n°11), Riom (n°16, 17 et 18), Saint-Beauzire (n°21) et Saint-Ignat (n°23).
- 5 ont pour but de **créer ou modifier des orientations d'aménagement et de programmation** (OAP), au Cheix-sur-Morge (point n°7), à Mozac (n°13 et 14), à Saint-Bonnet-près-Riom (n°22) et à Volvic (n°28).
- 1 vise à **supprimer des zones *non aedificandi*** à Riom (point n°19).

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 8/75

22. Révision allégée n°1

RLV justifie cette révision par la nécessité, avec le recul de plus de deux années d'application du PLUi, de procéder à certains ajustements pour mieux prendre en compte les situations locales, tout en respectant l'équilibre global affiché dans le PADD entre le développement agricole et la préservation des paysages et de l'environnement.
Ces ajustements sont de deux ordres :

- le classement en zone Ac d'espaces initialement classés Ap, pour répondre à l'évolution des besoins agricoles : constructions nouvelles, extension de constructions agricoles, serres, locaux techniques… 14 parcelles (13 tènements) sont concernées sur 8 communes (Chappes, Entraigues, Les Martres-d'Artière, Les Martres-sur-Morge, Riom, Saint-Beauzire, Saint-Bonnet-près-Riom, Saint-Ours-les-Roches), pour une surface totale de 5,31 ha.
- inversement, le classement en zone Ap d'espaces initialement classés Ac, compte tenu de leurs qualités paysagères, agronomiques et environnementales : espaces boisés, ripisylves, abords de cours d'eau… Également 14 parcelles sont concernées (11 tènements) sur les 8 mêmes communes, pour une superficie totale de 9,30 ha.

Au total, ces ajustements se traduisent par :
- une augmentation nette de 3,99 ha des surfaces agricoles protégées (zones Ap), soit + 0,02 % par rapport à l'ensemble des zones Ap du territoire ;
- une réduction nette de 3,99 ha des surfaces agricoles constructibles (zones Ac), soit – 0,17 % par rapport à l'ensemble des zones Ac du territoire.

23. Déclaration de projet n°1

Il s'agit de modifier le PLUi pour permettre la construction d'une caserne de sapeurs-pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, à proximité du giratoire situé à l'intersection des routes départementales n°941 et 943.
Porté par le SDIS du Puy-de-Dôme, ce projet s'inscrit dans le cadre de la réorganisation territoriale des services d'incendie et de secours du secteur, afin d'assurer une couverture opérationnelle optimale, conforme aux objectifs du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR).
La mise en compatibilité du PLUi porte sur la définition d'un zonage et d'un règlement écrit associé autorisant ce projet.

24. Déclaration de projet n°2

Cette procédure vise à mettre en compatibilité le PLUi avec un projet de création d'un stockage d'énergie par batteries lithium fer phosphate sur la commune de Malintrat, le long de la route départementale n°2.
Porté par la société britannique Harmony Energy, cet équipement situé à proximité du poste électrique RTE (Réseau de transport d'électricité) de Malintrat, permettra de stocker de l'électricité pour tirer pleinement parti des énergies renouvelables intermittentes et sécuriser l'approvisionnement des usagers.
La capacité prévue du parc de stockage est de 100 MW de puissance et de 200 MWh d'énergie stockée soit l'équivalent de la consommation de 240 000 foyers pendant deux heures.

La modification du PLUi consiste à définir un zonage et un règlement écrit associé à ce projet. Une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) est également créée pour encadrer la constructibilité de l'équipement et son intégration paysagère.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 9/75

III- CONCERTATION ET CONSULTATIONS PRÉALABLES

31- Concertation réglementaire

Les quatre procédures ont donné lieu à une concertation réglementaire, conformément aux articles L.103-3 et L.103-4 du code de l'urbanisme.
Le bilan de cette concertation a été arrêté par le conseil communautaire de RLV le 14 novembre 2025. Il s'établit comme suit :

- Modification de droit commun n°2 : deux contributions recueillies, une seule a donné lieu à une suite favorable ;
- Révision allégée n°1 : deux observations recueillies, hors champ de la proécédure ;
- Déclaration de projet n°1 : auucune observation ;
- Déclaration de projet n°2 : un avis du Grand Clermont suggérant la couverture photovoltaïque des batteries et attirant l'attention sur l'impact paysager du projet. RLV n'a pas donné suite à la première proposition et a rappelé qu'une OAP encadrera l'insertion paysagère du projet.

Remarque du commissaire enquêteur : le public n'a manifesté qu'un intérêt limité pour cette consultation.

32- Évaluation environnementale

▪ Modification de droit commun n°2

Dans le cadre d'un examen au cas par cas, la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) a requis une évaluation environnementale pour justifier deux points de la modification n°2 du PLUi :

- le point n° 28, concernant la modification de l'OAP de l'unité touristique nouvelle (UTN) du site du Goulet, à Volvic ;
- le point n°37 prévoyant d'assouplir le règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Le rapport de présentation de cette évaluation environnementale conclut à des incidences *« négligeables à faibles »* par rapport au PLUi en vigueur.

Dans son avis, la MRAe recommande de compléter l'évaluation environnementale par une description détaillée des évolutions envisagées et leur justification, ainsi que par une étude de leurs impacts potentiels avec, le cas échéant, les mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation envisagées en réglementant notamment de manière plus formelle l'intégration urbaine et la qualité environnementale et architecturale des bâtiments.

▪ Révision allégée n°1

Le rapport de présentation de l'évaluation environnementale conclut à des incidences environnementales *« négligeables à faibles »* par rapport au PLUi en vigueur. Des *« effets positifs »* peuvent même être attendus sur la qualité paysagère et la valeur écologique des secteurs reclassés en zone Ap.
Dans son avis, la MRAe recommande :

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 10/75

- d'apporter des précisions, pour chacun des secteurs concernés, sur les surfaces en cause et la justification des projets ;
- d'annexer au PLUi la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des Puys-faille de Limagne, afin de favoriser l'insertion paysagère des projets agricoles.

▪ Déclaration de projet n°1

Le rapport de présentation de l'évaluation environnementale conclut à des incidences environnementales *« négligeables à faibles »* par rapport au PLUi en vigueur. Des *« effets positifs »* peuvent même être attendus, notamment en matière de gestion du risque incendie par une meilleure couverture du territoire après réalisation du projet.
Dans son avis, la MRAe recommande de compléter cette évaluation par :
- la présentation de solutions de substitution raisonnables, la justification de la solution retenue, une analyse multicritères comportant des éléments socio-économiques et environnementaux, notamment d'insertion paysagère et architecturale, d'effet sur la consommation d'espaces, d'émissions de GES et de discontinuité urbaine ;
- une étude des impacts potentiels de l'évolution envisagée et du devenir des casernes existantes désaffectées ainsi que, le cas échéant, les mesures d'évitement, de réduction, voire de compensation envisagées, en particulier en matière d'insertion paysagère de l'équipement projeté.

▪ Déclaration de projet n°2

Le rapport de présentation de l'évaluation environnementale conclut à des incidences environnementales *« négligeables à faibles »* par rapport au PLUi en vigueur. Des *« effets positifs »* peuvent même être attendus, notamment en termes de transition énergétique en permettant de stocker de l'énergie électrique produite par des sources intermittentes.
Dans son avis, la MRAe recommande de compléter l'évaluation par des éléments d'insertion paysagère de l'équipement projeté, et notamment des photomontages permettant d'évaluer les incidences du projet et la mise en place de mesures d'évitement et de réduction, par exemple pour garder le cône de vue sur la chaîne des Puys depuis la route.

33. Avis des personnes publiques associées

▪ Modification de droit commun n°2

- Aucune observation : Institut national de l'origine et de la qualité (INAO), NaTran (transport de gaz HP), Réseau de transport d'électricité (RTE).

- Avis favorable avec observations, réserves et/ou recommandations
- Chambre de commerce et d'industrie (CCI) : propose d'ajouter un linéaire commercial « discontinu » dans la rue Chapsal à Riom (point n°17) et émet des réserves sur les points n°9 et n°11 (linéaires d'activité à Malauzat et aux Martres-d'Artière), ainsi que sur l'OAP du site du Goulet à Volvic (point n°28).
- Autoroutes Paris Rhin Rhône (APRR) : propose de prévoir dans le règlement une distance de recul minimal par rapport à l'axe autoroutier pour les équipements nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif non liés à l'activité autoroutière (point n°37).

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 11/75

▫ Le Grand Clermont suggère la création d'une AOP sectorielle pour le projet touristique de Chanat-la-Mouteyre (point n°1), afin de préserver la trame paysagère existante.

▫ La Direction départementale des territoires (DDT) du Puy-de-Dôme émet deux réserves :
- la mise en place de linéaires d'activités de services avec accueil de clientèle ne peut être réglementairement fondée que sur l'article R.151-37 du code de l'urbanisme et non sur la base de l'article L.151-16 de ce même code qui vise à protéger et favoriser les commerces de détail et de proximité ;
- l'assouplissement du règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (point n°37) paraît *« excessif »* au regard de l'objectif de préservation des paysages identitaires du territoire affiché fortement dans le PADD. Une adaptation des règles existantes serait préférable à leur suppression.

La DDT formule par ailleurs des recommandations visant à améliorer la qualité du dossier sur 6 points :
- *transformation d'une zone UE en zone UT* à Chanat-la-Mouteyre (point n°1) :* il est préconisé de mettre en place une OAP pour maîtriser l'aménagement de cet espace et de préciser les règles d'emprise au sol des constructions prévues sur le site ;
- *reclassement de la zone UE en zone URv à Ennezat (point n°8) :* une OAP permettrait d'encadrer les nouvelles constructions pour garantir la continuité avec le secteur urbain existant ;
- *reclassement de la zone URg en zone UE à Marsat (point n°10) :* compte tenu de la proximité de l'emplacement réservé n°4 pour la création d'un équipement public, il serait cohérent de reclasser les parcelles AL 363, 364 et 365 de la zone URg en zone UE ;
- *création d'une OAP « Allée du parc » à Mozac (point n°14) :* le schéma de composition pourrait intégrer de manière plus explicite la question du stationnement ;
- *modification d'une zone URb en zone UCv à Riom (point n°20) :* pour assurer la cohérence du secteur, il serait souhaitable d'intégrer de nouvelles parcelles en zone UCv ;
- *création de la zone UT# à Saint-Ours-les-Roches (point n°24) :* compte tenu de la pluriactivité de l'entreprise concernée (industrie et tourisme), un règlement spécifique paraît nécessaire.

▪ Révision allégée n°1

Les avis transmis à RLV ou formulés lors de la réunion d'examen conjoint tenue le 10 mars 2026 sont les suivants :

- Aucune observation : Institut national de l'origine et de la qualité (INAO), Chambre de commerce et d'industrie (CCI), NaTran (transport de gaz HP), Réseau de transport d'électricité (RTE).

- Avis favorable sans observation : Conseil départemental du Puy-de-Dôme, Grand Clermont.

- Avis favorable avec observations :

▫ Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) : tout projet de construction sur la parcelle HY 5 à Saint-Beauzire, située en espace protégé, devra être soumis préalablement à l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (UDAP).

▫ Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes (ARS) : les parcelles YM 268 et 310 aux Martres-d'Artière, YB 066 aux Martres-sur-Morge et YC 266 à Saint-Bonnet-près-Riom sont situées à proximité d'habitations.

- Avis favorable avec recommandations et/ou questionnements :

▫ Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA) : annexer la charte architecturale et paysagère du Parc au PLUi.

▫ Chambre d'agriculture : apporter des précisions sur les points n° 7, 11 et 12.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 12/75

▫ DDT et CDPENAF : apporter plus de justifications sur le choix des sites, secteur par secteur, pour donner plus de visibilité et de clarté à la procédure (superficie du projet, justification de la localisation par rapport au siège de l'exploitation, intégration paysagère…).

- Réserves :

▫ DDT et CDPENAF : supprimer ou à défaut réduire les trois secteurs soumis à un risque inondation (points n° 9, 10 et 11, respectivement à Riom, Saint-Beauzire et Saint-Bonnet-près-Riom).

▫ DDT et CDPENAF : le tènement correspondant au point n°11 se situe dans un périmètre concerné par la loi Barnier.

▪ Déclaration de projet n°1

Les avis transmis à RLV ou formulés lors de la réunion d'examen conjoint tenue le 10 mars 2026 sont les suivants :

- Aucune observation : INAO, NaTran, RTE, DRAC.

- Avis favorable sans observation : CCI, Grand Clermont.

- Avis favorable avec observations :

Conseil départemental : d'une part une implantation en continuité avec le tissu urbain existant serait plus en adéquation avec les attentes de sobriété foncière et d'autre part il serait opportun d'apporter des précisions dans le règlement pour limiter l'impact paysager en lien avec l'inscription du territoire au patrimoine mondial de l'UNESCO.

- Avis favorable avec recommandations

▫ Parc naturel régional des Volcans : encadrer davantage la qualité paysagère, architecturale et environnementale du projet par la modification du règlement écrit et la mise en place d'une OAP sectorielle.

▫ Chambre d'agriculture : justifier davantage le choix du site au regard des objectifs de sobriété foncière (analyse comparative de sites alternatifs) et sa pertinence (éloignement de Saint-Ours-les-Roches).

▫ DDT et CDPENAF : justifier davantage le choix du site au regard des objectifs de sobriété foncière ; préciser le devenir de la caserne de Pontgibaud et expliquer pourquoi le choix d'une extension de la caserne de Saint-Ours-les-Roches n'a pas été retenu ; mieux encadrer l'intégration paysagère et architecturale du projet avec une OAP sectorielle et une adaptation du règlement écrit ; recueillir l'avis de la commission départementale de la nature des paysages et des sites (CDNPS) en application de la loi montagne.

- Avis favorable avec réserves

▫ Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) : mettre en œuvre une OAP sectorielle et prévoir des règles garantissant l'intégration paysagère et architecturale du projet.

▪ Déclaration de projet n°2

Les avis transmis à RLV ou formulés lors de la réunion d'examen conjoint tenue le 10 mars 2026 sont les suivants :

- Aucune observation : INAO, NaTran, DRAC.

- Avis favorable sans observation : CCI, RTE.

- Avis favorable avec observations :

▫ ARS : réaliser une campagne de mesures acoustiques dès la mise en route du service.

▫ Conseil départemental : prendre l'attache des services routiers départementaux pour un accès sur la RD en toute sécurité.

▫ Mairie de Malintrat : cette parcelle n'est pas cultivée et il n'existe pas d'alternative foncière pour le projet à proximité du poste RTE.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 13/75

- Avis favorable avec recommandations et/ou questionnements

▫ Grand Clermont : veiller à l'intégration paysagère du projet.

▫ Parc naturel régional des Volcans : interroge le choix de l'emplacement retenu et souligne la co-visibilité avec la chaîne des Puys, ainsi que le fort impact paysager qui en résulterait.

- Avis favorable avec réserves

▫ Conseil départemental : matérialiser sur le schéma de l'OAP les cônes de vue sensibles depuis la chaîne des Puys ; éviter l'alignement des arbres et des haies et prévoir des formats « bosquets ».

▫ Commune d'Aulnat : évaluer les risques évenutels sur la santé des riverains en cas d'incendie ; mettre en œuvre des mesures ERC appropriées.

- Avis défavorable

▫ Chambre d'agriculture : la parcelle est de bonne qualité agronomique et d'autres possibilités d'implantation n'ont pas été explorées soit en continuité du poste RTE soit à une distance plus importante afin d'éviter la consommation d'espaces agricoles.

▫ DDT : bien que la parcelle soit en jachère, le projet consomme des espaces agricoles et une étude d'opportunité sur d'autres sites voisins aurait dû être menée. L'intégration visuelle et paysagère est insuffisamment prise en compte. L'emprise du STECAL pourrait être réduite et son règlement écrit précisé, notamment en ce qui concerne les hauteurs, les volumes et les capacités d'accueil. La servitude de protection du centre radio contre les perturbations électromagnétiques (proximité de l'aéroport d'Aulnat) n'est pas prise en compte.

▫ CDPENAF : absence d'étude de sites alternatifs, localisation du projet ne répondant pas à l'objectif de préservation des terres agricoles de Limagne du SCoT et du SRADDET ni à la volonté de limiter l'artificialisation des sols, emprise du STECAL trop importante, prise en compte insuffisante de l'insertion architecturale, environnementale et paysagère du projet.

34. Avis des communes et EPCI

Pour chacune des quatre procédures, RLV a consulté l'ensemble des 31 communes de la communauté d'agglomération ainsi que les communes et intercommunalités limitrophes :

- les 31 communes de la communauté d'agglomération ont émis un avis favorable pour chacune des procédures ;
- parmi les communes limitrophes, la commune d'Aulnat a émis sur la déclaration de projet n°2 un avis favorable avec réserves *(cf chapitre 33 ci-dessus)* ;
- la communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans a pour sa part émis un avis favorable sur la déclaration de projet n°1.

35. Dérogations à la loi montagne et à la loi Barnier

- Au titre de la loi Barnier, qui impose un recul minimum des constructions de 75 m de part et d'autre de l'axe des routes à grande circulation, le projet de caserne de sapeurs-pompiers à Saint-Ours-les-Roches et le futur centre de stockage d'énergie par batteries à Malintrat ont fait l'objet d'une demande de dérogation.

La CDPENAF considère que le projet de caserne de pompiers de Saint-Ours-les Roches échappe à la loi Barnier qui ne s'applique pas aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières.

S'agissant du projet de stockage d'énergie par batteries à Malintrat, la CDPENAF estime que *« compte tenu de la surface de la parcelle agricole mobilisée, aucun élément du dossier ne justifie le besoin impératif de mobiliser cet espace paysager en entrée de la commune de Malintrat ».*

- Au titre de la loi montagne, qui interdit toute urbanisation en discontinuité des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, le projet de caserne à

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 14/75

Saint-Ours-les-Roches a donné lieu à une demande de dérogation soumise à l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS).
Lors de sa réunion du 30 avril 2026, la CDNPS a émis un avis favorable avec réserves sur ce projet *(cf chapitre 33 ci-dessus)*.

IV- DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

41- Désignation du commissaire enquêteur, prescription de l'enquête

Par décision du 12 février 2026, la Présidente du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné M. Bernard NUGIER en qualité de commissaire enquêteur titulaire et M. Raymond AMBLARD en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour la conduite de l'enquête publique relative à la modification n°2 et à la révision allégée n°1 du PLUi de RLV, ainsi qu'aux déclarations de projets n°1 et n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi. ***(Annexe n° 1)***
Par arrêté du 24 février 2026, le Président de RLV a prescrit une première fois l'enquête publique et en a précisé les modalités : dates, siège, permanences du commissaire enquêteur, contenu du dossier mis à la disposition du public, modalités de consultation et de dépôt des observations… Compte tenu du caractère incomplet du dossier relatif à la déclaration de projet n°1 (absence d'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites), cet arrêté a été abrogé le 25 mars 2026 et remplacé par un nouvel arrêté en date du 24 avril 2026. ***(Annexe n° 2)***

42- Rencontres préalables

▪ Avec le porteur de projet

Le 24 avril 2026, le commissaire enquêteur a rencontré les référents du PLUi au sein des services de RLV :

- Mme Florie CHAPUIS, cheffe du service environnement et urbanisme ;
- M. Abdoulaye BA, chargé de mission foncier et planification ;
- M. Corentin VAILLI, chargé de planification et urbanisme opérationnel ;
- Mme Patricia MENU, secrétariat du service environnement et urbanisme.

Cet échange a permis de faire un point précis sur l'ensemble des dossiers soumis à enquête et les avis formulés par les personnes publiques associées.

▪ Avec les services de l'État

Le 07 mai 2026, le commissaire enquêteur a eu un échange avec M. Jérémi DUMAS et Mme Sophie LONGOUR, référents du dossier à la Direction départementale des territoires du Puy-de-Dôme.

43- Visite des lieux

Le commissaire enquêteur s'est rendu sur les lieux d'implantation des deux projets faisant l'objet d'une déclaration emportant mise en conformité du PLUi, à Saint-Ours-les-Roches et Malintrat.
Il s'est également rendu sur les sites du projet d'habitat participatif de la SCIA Fleur de bitume à Riom et du projet de construction de logements sociaux d'Assemblia à Mozac (OAP MOZ_8).

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 15/75

44- Mesures de publicité

▪ Publication dans la presse locale

Un avis d'enquête a été publié une première fois dans les colonnes :
- du quotidien *La Montagne* du 05 mai 2026, soit 16 jours avant le début de l'enquête ;
- de l'hebdomadaire *Le Semeur Hebdo* du 1er mai 2026, soit 20 jours avant le début de l'enquête.

Une deuxième publication est intervenue au cours de la première semaine d'enquête dans :
- *La Montagne* du 26 mai 2026 ;
- *Le Semeur Hebdo* du 29 mai 2026.

Les justificatifs de ces publications sont annexés au présent rapport ***(Annexe n° 3)***.

▪ Affichage

L'avis d'enquête a été affiché au format réglementaire et dans les délais requis au siège de RLV et dans les mairies des 31 communes de la communauté d'agglomération. Les certificats d'affichage ont été collectés par les services de RLV, où ils peuvent être obtenus.

▪ Site internet

L'avis d'enquête a été publié sur le site Internet de la communauté d'aggloméraion www.rlv.eu

45- Composition du dossier mis à disposition du public

▪ Modification de droit commun n°2

Le dossier tenu à la disposition du public comportait les pièces suivantes :
- l'arrêté de prescription ;
- le rapport de présentation ;
- le règlement écrit de l'ensemble des zones ;
- le règlement graphique (31 cartes communales et une carte globale) ;
- le règlement graphique des prescriptions (31 cartes communales) ;
- les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du Cheix-sur-Morge, Mozac, Saint-Bonnet-près-Riom et Volvic ;
- la liste des prescriptions réglementaires ;
- les fiches patrimoine bâti (à l'exclusion de Riom) ;
- la liste des emplacements réservés ;
- le plan des hauteurs ;
- la délibération arrêtant le bilan de la concertation ;
- l'avis de la MRAe requérant une évaluation environnementale ;
- l'évaluation environnementale ;
- l'avis de la MRAe sur l'évaluation environnementale et la réponse de RLV ;
- les avis émis par les personnes publiques associées ;
- les délibérations des communes.

▪ Révision allégée n°1

Le dossier tenu à la disposition du public comportait les pièces suivantes :
- la délibération de prescription ;
- le rapport de présentation ;
- le règlement graphique (31 cartes communales) ;
- le règlement graphique des prescriptions (31 cartes communales) ;

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 16/75

- la délibération arrêtant le bilan de la concertation ;
- l'évaluation environnementale ;
- l'avis de la MRAe et la réponse de RLV ;
- l'avis de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) ;
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées ;
- les délibérations des communes.

▪ Déclaration de projet n°1

Le dossier tenu à la disposition du public comportait les pièces suivantes :
- l'arrêté de prescription ;
- le rapport de présentation ;
- le règlement graphique de la commune de Saint-Ours-les-Roches ;
- le règlement graphique des prescriptions de la commune de Saint-Ours-les-Roches ;
- le règlement écrit de l'ensemble des zones ;
- le dossier de dérogation « loi Barnier » ;
- l'étude de discontinuité « loi montagne » ;
- la délibération arrêtant le bilan de la concertation ;
- l'évaluation environnementale ;
- l'avis de la MRAe et la réponse de RLV ;
- l'avis de la CDPENAF ;
- l'avis de la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées ;
- les délibérations des communes.

▪ Déclaration de projet n°2

Le dossier tenu à la disposition du public comportait les pièces suivantes :
- l'arrêté de prescription ;
- le rapport de présentation ;
- le règlement graphique de la commune de Malintrat ;
- le règlement graphique des prescriptions de la commune de Malintrat ;
- le règlement écrit de l'ensemble des zones ;
- les OAP de la commune de Malintrat ;
- le dossier de dérogation « loi Barnier » ;
- la délibération arrêtant le bilan de la concertation ;
- l'évaluation environnementale ;
- l'avis de la MRAe ;
- l'avis de la CDPENAF ;
- le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées ;
- les délibérations des communes.

▪ Pour les quatre procédures

Les éléments suivants étaient également mis à disposition du public :
- le courrier de saisine du Tribunal administratif ;
- la décision de désignation du commissaire enquêteur ;
- l'arrêté d'organisation de l'enquête ;
- l'avis d'enquête ;
- la publicité légale parue dans la presse locale ;
- les registres d'enquête.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 17/75

Remarque du commissaire enquêteur : Les dossiers mis à la disposition du public durant l'enquête étaient complets.

46- Modalités de consultation du dossier par le public

Durant les 36 jours de l'enquête, le public a pu consulter le dossier :

- **sous format papier :**
  - au siège de la communauté d'agglomération, 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
  - dans les mairies de Chappes, Malintrat et Saint-Ours-les-Roches aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux.
- **sous format dématérialisé :**
  - sur le site internet de RLV, www.rlv.eu
  - sur un poste informatique mis à disposition du public au siège de RLV, rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

47- Recueil des observations du public

Le public avait la possibilité de formuler ses observations :

- soit par inscription sur les 4 registres d'enquête mis à sa disposition au siège de RLV à Riom et dans les mairies de Chappes, Malintrat et Saint-Ours-les-Roches ;
- soit par courriel à l'adresse dédiée : enquete-publique-plui@rlv.eu
- soit par courrier postal adressé à RLV, à l'attention du commissaire enquêteur, ;
- soit par courriel sur le site internet des services de l'État : pref-dcl-affaires-juridiques@puy-de-dome.gouv.fr ;
- soit directement auprès du commissaire enquêteur lors des permanences.

48- Permanences du commissaire enquêteur

Conformément à l'arrêté prescrivant l'enquête, le commissaire enquêteur s'est tenu à la disposition du public :

- au siège de RLV, 8 rue Grégoire de Tours à Riom, le vendredi 22 mai 2026 de 10h à 12h et le vendredi 26 juin 2026 de 14h à 16h ;
- à la mairie de Chappes, le jeudi 28 mai 2026 de 14h à 16h ;
- à la mairie de Saint-Ours-les-Roches, le mercredi 10 juin 2026 de 14h à 16h ;
- à la mairie de Malintrat le lundi 15 juin 2026 de 10h à 12h.

49- Climat de l'enquête

L'enquête s'est déroulée dans un climat serein et constructif. Aucun incident n'a été relevé.
Le service « Environnement et urbanisme » de RLV s'est montré particulièrement disponible pendant toute la durée de l'enquête pour apporter au commissaire enquêteur les compléments d'information demandés.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 18/75

V- ANALYSE DES OBSERVATIONS

51- Observations recueillies lors des permanences

▪ Permanence du 22 mai 2026, au siège de RLV (2 visites)

- M. et Mme CALVET Patrick et Joëlle s'étonnent que leur projet de création de gîtes en complément de leur activité événementielle au château de Saulnat, commune de Chambaron-sur-Morge, n'ait pas été pris en compte dans les présentes procédures d'évolution du PLUi alors qu'il est connu de RLV. Pour mener à bien ce projet, ils rappellent leur demande de modification du zonage de la parcelle AD68 consistant à inverser la partie classée AP (agricole) avec la partie classée UT* (tourisme).
Une observation en ce sens a été inscrite par M. et Mme CALVET sur le registre d'enquête.

Remarque du commissaire enquêteur : Cette observation n'entre pas dans le champ de la présente enquête publique. Compte tenu de l'intérêt du projet et de l'historique du dossier, la demande de M. et Mme CALVET mérite toutefois d'être prise en considération dans une prochaine procédure d'évolution du PLUi.

- Mme Elsa OLLIER considère que le point n°29 de la modification de droit commun, relatif au plan des hauteurs (exprimées par rapport à l'égout et non au faîtage), présenté comme une simple correction d'erreur, constitue en fait un changement de règles susceptible d'avoir un impact important sur la hauteur des constructions autorisées. Elle cite en exemple la construction d'un immeuble collectif à proximité de son domicile, à Riom, où la hauteur varie de 1,20 m suivant qu'elle est mesurée par rapport à l'égout ou par rapport au faîtage.
Il a été suggéré à Mme OLLIER de formaliser son observation par écrit.

▪ Permanence du 28 mai 2026, à la mairie de Chappes (4 visites)

- Mme Lucie POULLET, représentant la SCIA « Fleur de bitume » qui porte un projet d'habitat participatif à Riom, remet une contribution écrite favorable à l'aboutissement du point n°29 de la modification de droit commun, relatif au plan des hauteurs, considérant que cette correction est indispensable à la réalisation du projet. L'intéressée justifie sa demande par :

- l'impossibilité de réaliser des bâtiments en R+2 dans un périmètre de 500 m des monuments historiques si la hauteur est limitée à 9 m au faîtage ;
- la cohérence du projet de Fleur de bitume avec le quartier existant : la hauteur à l'égout de la construction sera inférieure à celle du bâtiment déjà existant sur la parcelle ;
- la compatibilité avec les orientations du PADD, notamment en termes de limitation de l'étalement urbain.

- M. Joël ARNAUD, agriculteur à Chappes, se dit satisfait du reclassement de la zone Ap vers la zone Ac de la partie de parcelle YE 0086, et du reclassement en parallèle de la zone Ac vers la zone Ap de la partie de parcelle YE 0087 tels que prévus dans le projet de révision allégée du PLUi sur la commune de Chappes. Cet ajustement permettra la construction future d'un hangar, en prolongerment des actuels bâtiments d'exploitation.

- M. Christophe FAURE, agriculteur à Chappes, demande à ce que, dans la cadre de la révision allégée du PLUi, la parcelle YK 037 soit classée intégralement (et non en partie) en zone Ac pour

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 19/75

permettre la construction d'un hangar. Il s'interroge sur la pertinence de la règle consistant à limiter à 5 000 m² les superficies autorisées dans les transferts de zones Ap vers Ac. M. FAURE précise à l'appui de sa demande que son exploitation est enclavée dans le bourg de Chappes et que l'implantation de bâtiments sur la parcelle YK 037 permettrait de gagner en fonctionnalité pour l'exploitation mais aussi en sécurité pour les riverains.
Il propose, en contrepartie, de reclasser la parcelle YA 0025 (17 780 m²) de la zone Ac vers la zone Ap.

- **M. Lionel CROSNIER**, agriculteur à Chappes, demande, dans le cadre de la révision allégée du PLUi, un léger agrandissement de la surface constructible autour de son exploitation (alignement par rapport à la maison d'habitation sur la parcelle YB 0073) pour permettre la construction future de bâtiments d'exploitation. Il propose, en contrepartie, de reclasser en zone Ap la parcelle YC 0077 (11 100 m²) sur la commune d'Entraigues, actuellement classée Ac.

▪ Permanence du 10 juin 2026, à la mairie de St-Ours-les-Roches (5 visites)

- **M. Patrice MORDIER**, chef du centre d'incendie et de secours de Pontgibaud, apporte son *« entier soutien »* au projet de regroupement des casernes de sapeurs-pompiers de Pontgibaud et Saint-Ours-les-Roche (déclaration de projet n°1), rappelant que cette initiative en revient aux sapeurs-pompiers eux-mêmes. M . MORDIER développe ses arguments dans un courriel joint au registre d'enquête *(cf page 20)*.

- **Mmes Elisabeth et Marie-Laure CHAPUT**, résidant à Pulvérières, sont très critiques sur le projet de caserne, estimant qu'il constitue *« une aberration »* et *« un gaspillage d'argent public »*.
Les intéressées considèrent que les actuels locaux du centre de secours de Saint-Ours-les-Roches sont récents et peuvent faire l'objet d'une extension. Elles invoquent également le fort impact paysager du projet à l'entrée du site UNESCO.
Mmes CHAPUT demandent par ailleurs à ce qu'une croix en pierre de Volvic située dans leur jardin soit retirée du petit patrimoine inventorié dans le PLUi.

- **M. Aurélien CHAPUT**, agriculteur à Chazelles, commune de Pulvérières, formule trois demandes, par ordre de priorité décroissant :
  - le reclassement en zone Ac des parcelles YD 0188 et YD 0190, actuellement classées Ap, en vue de la construction de bâtiments d'exploitation ;
  - le reclassement en zone Uc de la parcelle YD 0192, actuellement classée Ac, sur laquelle sa maison d'habitation est en cours de construction ;
  - le reclassement en zone Ac des parcelles YD 0110, 0111, 0112 et 0113, actuellement classées Ap.

Remarque du commissaire enquêteur : Il a été fait observé à M. CHAPUT que ces demandes n'entrent pas dans le champ de la présente enquête publique et qu'il lui incombe de les faire connaître auprès de RLV pour une éventuelle prise en compte lors d'une prochaine procédure d'évolution du PLUi.

- **M. Jean-Pierre PEYRIN**, demeurant à Moulet-Marcenat, commune de Volvic, souhaite expliciter l'observation qu'il a formulée par écrit sur la différenciation nécessaire, selon lui, du règlement des hauteurs en zone Ucb selon que les constructions soient situées en bord de route ou en second rideau. *(cf contribution page 18)*

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 20/75

- **Mme Pascale DUBŒUF**, première adjointe au maire de Saint-Ours-les-Roches, apporte l'entier soutien de la municipalité au projet de nouvelle caserne des sapeurs-pompiers, mutualisée avec le centre de secours de Pontgibaud. Elle indique qu'une contribution écrite sera adressée avec, notamment, des précisions sur le devenir des locaux de l'actuelle caserne de Saint-Ours-les-Roches.

▪ Permanence du 15 juin 2026 à la mairie de Malintrat (2 visites)

- **Mme Brigitte MERLE-FLOTTAT**, demeurant à Malintrat, inquiète du montant élevé de sa taxe foncière, est venue vérifier la constructibilité des parcelles ZL 167, ZL 169 et ZM 34, dont elle est propriétaire.

Remarque du commissaire enquêteur : Cette demande n'entre pas dans le champ de la présente enquête publique. Les renseignements demandés ont toutefois été communiqués à Mme MERLE-FLOTTAT

- **M. André MAGNOUX**, maire de Malintrat, apporte son soutien au projet porté par la société Harmony. Il considère qu'avec la contrainte d'une implantation à proximité du poste RTE il n'existe pas d'alternative à la localisation choisie. Il précise que le propriétaire de la parcelle retenue ne souhaite pas destiner cette dernière à l'agriculture.
M. MAGNOUX estime par ailleurs qu'une fois les aménagements paysagers réalisés, l'impact visuel des installations sera très limité.

▪ Permanence du 26 juin 2026 au siège de RLV (2 visites)

- **M. Jean-Luc MERCERON**, adjoint à l'urbanisme à Mozac, apporte un soutien sans réserve aux modifications proposées par Assemblia sur l'OAP MOZ_8 précisant que la commune est très investie sur ce projet de construction de logements sociaux qu'elle souhaite voir aboutir le plus rapidement possible. *(cf le courrier d'Assemblia p.18)*.

- **M. Richard MARTZ**, co-gérant de la SCIA Fleur de bitume, rappelle la position du collectif sur le point n°29 relatif au plan des hauteurs. Il demande, conformément à la modification proposée du PLUi, que les hauteurs autorisées soient explicitement définies comme les hauteurs à l'égoût, l'ambiguïté actuelle rendant impossible la réalisation du projet d'habitat participatif de Fleur de bitume à Riom.

52- Observations inscrites sur les registres d'enquête, hors permanences

- Précision apportée sur le registre d'enquête déposé au siège de la communauté d'agglomération par **Mme Virginie PEYROT-MARCEL**, directrice technique, ingénierie et environnement à RLV (18 juin 2026). Il s'agit en fait de corriger une incohérence sur la superficie de l'emplacement réservé n°24 lié au captage d'eau potable de Font-Baron à Chanat-la-Mouteyre (point n°4 de la modification allégée) qui est de 15 336 m² dans le rapport de présentation et de 15 623 m² dans le tableau récapitulatif et la liste des emplacements réservés. Il convient de corriger cette surface à 15 336 m² dans l'ensemble des pièces du dossier.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 21/75

Le commissaire enquêteur prend acte de cette modification mineure apportée au dossier au cours de l'enquête.

- **Mme Elsa OLLIER** est venue le 22 juin 2026 déposer en main propre, en vue de son annexion au registre, l'observation adressée par courriel par Me Elsa POUDEROUX sur la modification du plan des hauteurs *(voir ci-après)*.

- **Mme Rachel ROYON**, responsable du service commun d'instruction des autorisations d'urbanisme de RLV, relève une incohérence entre certaines dispositions réglementaires de zones du PLUi et la définition de la hauteur figurant dans le lexique annexé à ce document. Dans le lexique, il est précisé que la hauteur d'une construction est mesurée à partir du sol jusqu'à l'égout du toit alors qu'en zones UC, UR, UP et UH, il est fait référence à l'acrotère dans le cas d'une toiture-terrasse.
Pour éviter toute difficulté dans l'instruction des demandes, Mme ROYON demande à ce que ces dispositions soient harmonisées en ne mentionnant que la seule référence à l'égout du toit.

Le commissaire enquêteur prend acte de cette demande de correction, qui paraît justifiée.

53- Observations recueillies par courrier postal ou électronique

▪ Modification de droit commun n°2

- Dans un courrier du 2 juin 2026, **M. Jean-Pierre PEYRIN**, demeurant à Moulet-Marcenat commune de Volvic, regrette que le règlement actuel des hauteurs en zone Ucb ne fasse pas la différence entre les constructions situées en bord de route et celles situées en second rideau. Celles-ci doivent être comprises entre 6 mètres minimum (R+1) et 9 mètres maximum (R+2) à l'égout du toit. Il propose de différencier ces hauteurs en permettant la construction de maisons de plain-pied en second rideau avec une hauteur minimum de 3 mètres à l'égout du toit.
M. PEYRIN estime que cette mesure permettrait de *« relever le défi de la densification en comblant les dents creuses du village tout en préservant la qualité de vie des habitants »*.

Remarque du commissaire enquêteur : cette observation n'entre pas dans le champ de la présente enquête publique. Elle paraît néanmoins pertinente et mérite d'être prise en considération dans une prochaine procédure d'évolution du PLUi.

- Courriel de **Me Elsa POUDEROUX** (12 juin 2026). Agissant en qualité de conseil de M. et Mme OLLIER, demeurant à RIOM (cf visite à la permanence du 22 mai 2026), Me POUDEROUX considère que le point n°29 sur le calcul des hauteurs par rapport à l'égout et non par rapport au faîtage, ne relève pas d'une simple correction d'erreur mais d'un véritable changement des règles opposables. Ce changement impacte non seulement sa cliente mais il est, selon elle, *« susceptible d'avoir des incidences directes sur le volume des*

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 22/75

constructions, leur insertion dans le tissu urbain, les perspectives paysagères, les vues, l'ensoleillement des propriétés voisines et, plus généralement, la qualité du cadre de vie ».
Me POUDEROUX demande à la collectivité *« d'exposer clairement les conséquences concrètes de cette modification »* et de justifier *« les raisons pour lesquelles elle entend désormais substituer une mesure à l'égout du toit à une mesure au faîtage ».*
Directement concernés par cette mesure dans le cadre d'un contentieux sur le permis de construire délivré à la SCI Fleur de bitume sur une propriété voisine de leur domicile, M. et Mme OLLIER s'opposent à la modification envisagée.

- Courrier de la **société d'économie mixte ASSEMBLIA** (19 juin 2026) qui propose deux modifications sur l'OAP MOZ_8 prévue pour la construction de 24 logements sociaux à Mozac, sur les parcelles AL 829 et AL 848 :
  - sur la hauteur des constructions afin de répondre aux attentes de l'Architecte des bâtiments de France pour la bonne insertion du projet dans son environnement architectural et urbain ;
  - sur l'implantation des constructions afin de faciliter leur accès et le désenclavement des parcelles voisines.

Le commissaire enquêteur est favorable à ces modifications qui prennent en compte les prescriptions de l'ABF tout en améliorant l'insertion du projet:

▪ Déclaration de projet n°1

- Courriers de **MM. Cédric ROUGHEOL**, président de la communauté de communes Chavanon, Combrailles et Volcans (1er juin 2026), **Rémi BERNARD**, maire de Saint-Pierre-le-Chastel (1er juin 2026) et **Lionel MULLER**, maire de Pontgibaud (3 juin 2026).
Dans leurs courriers respectifs, les trois élus considèrent :
  - que le site retenu pour la future caserne de sapeurs-pompiers de Pontgibaud/Saint-Ours-les-Roches constitue *« le barycentre idéal des interventions de secours »* ;
  - que ce projet est une *« priorité absolue pour la sécurité des habitants et touristes sur le territoire »* et qu'il est soutenu financièrement par la communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans (CCV) qui a inscrit 100 000 € à son budget ;
  - qu'il est important de préserver l'entrée du site UNESCO de la Chaîne des Puys-Faille de Limagne mais que les réserves émises par la CDNPS du 30 avril 2026 *« font craindre des complexités administratives difficilement compatibles avec les délais impartis à la mise en œuvre raisonnable du projet »* ;
  - que *« pour concilier sécurité et patrimoine »*, ils soutiennent la proposition émise lors de la CDNPS de créer une commission de projet pilotée par RLV et CCV et associant les services de l'État, le Parc des Volcans, le SDIS et le Département afin de *« valider les solutions d'intégration paysagère sans retarder le calendrier des travaux ».*

M. BERNARD souligne en outre l'importance que revêt cette future caserne pour la commune de Saint-Pïerre-le-Chastel au regard des aménagements touristiques déjà réalisés avec la réhabilitation des anciennes caves d'affinage du fromage bleu d'Auvergne et le futur projet d'aménagement du camp des Chazaloux.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 23/75

M. MULLER observe pour sa part que l'actuel centre de secours de Pontgibaud est situé en zone urbaine, dans des bâtiments vétustes que la commune peut envisager de réaffecter en logements.

- Courrier du **capitaine Patrice MORDIER**, chef du centre d'incendie et de secours de Pontgibaud (11 juin 2026).
M. MORDIER apporte son *« plein soutien »* à ce projet *« attendu avec impatience par l'ensemble des sapeurs-pompiers des deux casernes concernées, qui sont à l'initiative de cette démarche de regroupement »*. La construction de cet outil commun est devenue, selon lui, *« une nécessité absolue »*, pour trois raisons principales :

- l'urgence immobilière (vétusté de la caserne de Pontgibaud) et l'attractivité du centre pour l'accueil et la formation de nouvelles recrues (le centre de Pontgibaud dispose d'une section de jeunes sapeurs-pompiers) ;
- la préservation de la ressource humaine (optimisation de la disponibilité des personnels volontaires au quotidien) et la modernisation du matériel (amélioration et meilleure gestion du parc roulant grâce à la mutualisation des moyens) ;
- une implantation stratégique pour la distribution des secours : implantation au barycentre opérationnel des interventions, accessibilité routière optimale, réponse à la pression touristique.

- Courrier de **MM. Olivier SENETAIRE et Didier EGOUX**, adjoints au centre de secours de Saint-Ours-les-Roches (11 juin 2026).
Au nom du centre de secours de Saint-Ours-les-Roches, MM. SENETAIRE et EGOUX émettent un *« avis favorable et motivé »* au projet de construction d'une nouvelle caserne de sapeurs-pompiers, qu'ils qualifient d'*« opération structurante pour le territoire »*. Ils considèrent que le regroupement des deux centres de secours permettra :

- une optimisation des délais d'intervention ;
- une meilleure couverture des zones à risques ;
- des bénéfices humains en termes de disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires, partage des compétence et organisation des équipes ;
- une réduction des coûts de fonctionnement tout en offrant des équipements modernes et adaptés aux exigences actuelles.

- Courrier de **M. Stéphane PONCÉ**, maire de Saint-Ours-les-Roches (11 juin 2026). M. le Maire apporte un *« soutien plein et entier au projet de modification du PLUi visant à autoriser la construction d'un nouveau centre d'incendie et de secours »*. Il considère que ce projet constitue *« l'aboutissement logique et cohérent »* de la mutualisation déjà engagée entre les deux centres de secours, avec des effets bénéfiques à la fois sur la mobilisation des volontaires et le renouvellement des effectifs.
M. PONCÉ rappelle l'importance des enjeux de sécurité sur le secteur couvert par le futur centre de secours avec la présence de sites touristiques ou industriels majeurs (Vulcania, Volcan de Lemptégy, PAPREC) et des risques naturels élevés, d'incendie notamment, sur des sites volcaniques très fréquentés (Jumes, Coquille, puy des Gouttes).
Sur le plan immobilier, M. PONCÉ précise que l'actuelle caserne de Saint-Ours pourra être *« reprise et valorisée par la commune dans le cadre de nouveaux projets sportifs, culturels et associatifs »*.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 24/75

- Courriel du lieutenant **Yoan AIT-BRAHAM**, chef du centre d'incendie et secours de Saint-Ours-les-Roches (14 juin 2026). M. AIT-BRAHAM fait part de son *« adhésion totale »* au projet qui, estime-t-il, constitue une *« réponse aux difficultés quotidiennes »* de fonctionnement du centre, notamment dans trois domaines :

- la simplification de la gestion administrative et opérationnelle, dans le prolongement d'une dynamique de mutualisation déjà engagée entre les deux centres ;
- une utilisation plus rationnelle du matériel roulant, en évitant les doublons ;
- un meilleur accueil pour les jeunes sapeurs-pompiers

▪ Déclaration de projet n°2

- Courrier de la **société Harmony RNZ** (filiale de Harmony Energy), porteuse du projet, qui apporte des compléments d'information sur les activités du groupe Harmony Energy ainsi que sur le choix du site d'implantation à Malintrat et l'intégration paysagère de l'équipement prévu.

- Courrier du 8 juin 2026 de **Réseau de transport d'électricité (RTE).** Le gestionnaire du réseau public de transport d'électricité rappelle la nécessité de prendre en compte les prescriptions formulées dans son avis du 21 janvier 2026 sur les servitudes liées aux ouvrages électriques sur la commune de Malintrat, à savoir :

- la mise à jour de la liste des servitudes I4 annexée au dossier PLUi ;
- l'intégration dans le règlement de dispositions concernant les ouvrages du réseau public de transport d'électricité.

VI- PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE ET RÉPONSES DE RLV

61- Procès-verbal de synthèse

Le procès-verbal de synthèse a été remis à M. Philippe CARTAILLER, vice président de RLV en charge de l'urbanisme, lors d'une rencontre au siège de la communauté d'agglomération le 2 juillet 2026 à 9h, en présence de Mme Florie CHAPUIS et M. Corentin VAILLI, référents du dossier. ***(Annexe n°4)***

62- Réponses apportées par RLV

Que ce soit dans sa réponse au procès-verbal de synthèse ***(Annexe n°5)***, son mémoire en réponse à l'avis de la MRAe ou à travers les compléments apportés lors de la réunion d'examen conjoint avec les personnes publiques associées, RLV a produit les réponses suivantes aux observations, recommandations et réserves émises lors des consultations préalables et durant l'enquête publique :

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 25/75

▪ Réponses communes aux quatre procédures

- *Sur l'intégration paysagère des projets*
  - ▫ le PLUi comporte une OAP thématique « paysage » qui s'applique à tous les projets ;
  - ▫ les volets habitat et bâti agricole de la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des puys-Faille de Limagne seront désormais annexés au PLUi. Cette annexion a été formalisée durant l'enquête publique par une mise à jour du document d'urbanisme (arrêté du 2 juin 2026 du Président de RLV).
  - ▫ le règlement écrit (dispositions générales et dispositions spécifiques à la zone UE) sera complété par une règle rappelant l'exigence, pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, d'une insertion adaptée dans leur environnement paysager et urbain.

▪ Réponses spécifiques à la modification de droit commun n°2

- *Sur le point n°28 (OAP du site du Goulet à Volvic) :*
  - ▫ un état des lieux des activités en place et projetées sur le site du Goulet est produit, ainsi que la justification de leur évolution ;
  - ▫ des éléments sur la mise en cohérence du règlement écrit avec l'OAP modifiée sont apportés ;
  - ▫ la modification de l'OAP supprime la possibilité d'implanter de l'habitat touristique (donc limite la présence humaine nocturne) à proximité immédiate de la zone sensible que constitue la réserve naturelle régionale.

- *Sur le point n°29 (plan des hauteurs) :*
  - ▫ l'ensemble des hauteurs est exprimé à l'égout et non au faîtage dans le règlement du PLUi. Les anciens PLU (Riom et Limagne d'Ennezat notamment) faisaient référence à des hauteurs calculées à l'égout et non au faîtage. Il convient de conserver cette référence pour assurer la cohérence avec la hauteur des constructions existantes ;
  - ▫ dans un contexte national marqué par des objectifs de densification et de sobriété foncière (ZAN), les collectivités sont incitées à optimiser l'occupation des espaces urbanisés. Un abaissement des hauteurs autorisées dans les centres anciens (principalement concernés par le plan des hauteurs), au regard de l'existant, apparaîtrait contre-productif.
  - ▫ l'UDAP n'a émis aucune observation sur ce point dans son avis.

- *Sur le point n°37 (assouplissement du règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif) :*
  - ▫ les règles structurantes du PLUi demeurent applicables, notamment celles relatives à l'adaptation au site, au traitement paysager des abords et au respect des protections patrimoniales existantes ;
  - ▫ les projets restent soumis aux prescriptions spécifiques des sites sensibles, aux OAP paysage et changement climatique et, le cas échéant, aux dispositions du code du patrimoine et du code de l'environnement ;
  - ▫ les projets à venir pourront, le cas échéant, faire l'objet d'études d'impact au stade des autorisations d'urbanisme, en fonction de la sensibilité des sites concernés.
  - ▫ le règlement écrit (dispositions générales et dispositions spécifiques à la zone UE) sera complété par une règle rappelant l'exigence, pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, d'une insertion adaptée dans leur environnement paysager et urbain.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 26/75

- *Sur l'ajout de linéaires d'activités de services avec accueil de clientèle :*

▫ il apparaît que l'article R.151-37 du code de l'urbanisme ne constitue pas un outil adapté à l'objectif poursuivi, celui-ci étant relatif à la mixité des destinations au sein d'une construction ou d'une unité foncière. Or, le dispositif mis en œuvre dans le PLUi n'a pas pour objet d'imposer une mixité fonctionnelle.

▫ en l'absence de fondement juridique alternatif clairement identifié et compte tenu de l'existence de nombreux linéaires similaires déjà intégrés au PLUi approuvé, RLV fait le choix de maintenir le dispositif en l'état. Une modification du fondement réglementaire dans le cadre de la présente procédure apparaîtrait complexe et pourrait, par ailleurs, pénaliser plusieurs projets économiques en cours sur le territoire, dont certains sont en attente de l'aboutissement de cette procédure.

▫ la collectivité maintient donc la référence actuelle et se réserve la possibilité de réexaminer ce dispositif dans le cadre d'une révision générale (le cas échéant) du PLUi, permettant une réflexion plus globale sur ce sujet et son encadrement juridique.

▪ Réponses spécifiques à la révision allégée n°1

- *Sur la justification du choix des sites retenus* :

▫ aucune justification détaillée n'a été fournie lors de l'élaboration du PLUi. La révision allégée s'appuie sur la logique retenue lors de l'élaboration du document en vigueur, fondée sur un équilibre entre les enjeux paysagers et les besoins de développement agricole, conformément aux objectifs du PADD ;

▫ ces reclassements sont justifiés par une appréhension plus fine de certains enjeux qui n'avaient pas été intégrés lors de l'élaboration du PLUi. Il s'agit notamment de permettre les extensions d'exploitations agricoles aujourd'hui contraintes par la localisation de leur siège au sein de l'enveloppe urbaine, d'accompagner le développement d'activités agricoles spécifiques telles que le maraîchage, de favoriser un recul suffisant par rapport aux zones urbaines afin de limiter les nuisances et d'encourager une meilleure continuité du bâti ;

▫ la superficie de chacun des ténements reclassés entre les zones Ap et Ac a été précisée.

▫ l'identification des besoins d'évolution du PLUi en matière de zones agricoles constructibles a été réalisée de manière progressive, encadrée et concertée avec les communes du territoire : prise en compte des projets présents dans les procédures antérieures, définition d'un seuil maximal de 5 000 m², recensement des besoins par les communes, encadrement strict des demandes (projets suffisamment matures, justifiés par un besoin réel), compensation systématique par la restitution de surfaces agricoles protégées.

- *Sur les réserves émises par la DDT et la CDPENAF concernant les points n°9, 10 et 11(risque d'inondation):*

▫ RLV propose de retirer les points n°9 et n°10 de la révision allégée et d'ajuster le périmètre du point n°11 afin d'exclure la partie exposée à un aléa très fort du futur PPRNPi Limagne des Marais.

▪ Réponses spécifiques à la déclaration de projet n°1

- *Sur la localisation du projet :*

▫ bien que des terrains à Saint-Ours-les-Roches permettraient théoriquement d'agrandir la caserne existante, sa localisation rend impossible une couverture opérationnelle conforme aux exigences de sécurité ;

▫ un tableau synthétique est produit, qui compare les aspects positifs et négatifs de l'implantation de la caserne sur 3 sites possibles : l'actuelle caserne de Pontgibaud, l'actuelle caserne de Saint-

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 27/75

Ours-les-Roches et le nouveau site de Saint-Ours-les-Roches. L'analyse repose sur 9 critères : l'efficacité opérationnelle, la mobilisation des sapeurs-pompiers volontaires, l'état du bâti existant, les possibilités d'extension, la sobriété foncière, la compatibilité avec le PLUi et le SCoT, l'impact paysager et la faisabilité foncière. Au terme de cette analyse comparative, l'implantation telle que proposée dans le dossier apparaît être la seule option opérationnellement viable, sous conditions ;

- *Sur la consommation d'espaces agricoles :*
  - le site concerné est un espace délaissé, boisé à 40 % qui n'est plus exploité depuis le départ en retraite de l'exploitant locataire.

- *Sur l'intégration paysagère et architecturale du projet :*
  - outre l'application de l'OAP thématique « paysage », le site présente un dénivelé et une végétation arborée favorables à une bonne insertion paysagère ;
  - le site est actuellement classé en zone agricole constructible. Il est, à ce titre, susceptible d'accueillir des constructions au moins aussi impactantes pour le paysage que le projet de caserne de sapeurs-pompiers.
  - un groupe de travail associant le conseil départemental, le SDIS, la DDT, l'inspecteur des sites de la DREAL, le CAUE et le PNRVA a été mis en place pour veiller à la bonne prise en compte des enjeux paysagers et accompagner la conception du projet en amont du dépôt du permis de construire. RLV s'engage à poursuivre cette concertation et à réunir ce groupe de travail aussi souvent que nécessaire.

▪ Réponses spécifiques à la déclaration de projet n°2

- *Sur l'intérêt général du projet :*
  - le projet répond à une raison impérative d'intérêt général au sens de la loi APER et contribue directement aux objectifs nationaux fixés par la Programmation pluriannuelle de l'énergie, ainsi qu'aux orientations régionales du SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes et aux ambitions intercommunales du PCAET en matière de développement des énergies renouvelables.

- *Sur le choix du site d'implantation :*
  - l'implantation à proximité du poste source de RTE permet de réduire les impacts sur l'environnement et la biodiversité qu'engendrerait un raccordement au réseau plus éloigné ;
  - le poste RTE de Malintrat est l'un des rares postes en France pouvant accueillir ce type d'installation (1% des 2800 postes RTE de France) ;
  - il n'est pas possible d'implanter le projet en continuité du poste RTE, situé en zone UAa et à proximité du bourg, en raison des nuisances sonores que l'équipement générerait pour les habitations voisines. L'avis de l'ARS sur le dossier conforte cet argument. De plus, la parcelle appartenant à RTE doit être réservée afin de répondre à d'éventuels besoins d'extension ou d'évolution du poste existant ;
  - la localisation retenue constitue un compromis visant, d'une part, à maintenir une distance suffisante des habitations afin de limiter les nuisances sonores, et, d'autre part, à assurer une proximité adéquate avec le poste électrique RTE existant pour réduire la longueur du raccordement.

- *Sur l'emprise au sol du projet :*
  - en lien avec le porteur de projet, RLV a réexaminé les caractéristiques de l'opération afin d'identifier des possibilités de réduction de son emprise. À l'issue de cette réflexion, le périmètre

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 28/75

global du projet pourrait être ramené à 14 326 m², soit une diminution de 1 559 m² par rapport au projet initial *(cf schéma page 7 du mémoire en réponse au PV de synthèse)*. Cette évolution permettrait également de renforcer les distances d'éloignement préconisées dans l'avis rendu par l'Agence Régionale de Santé (ARS).

- *Sur l'impact du projet sur la production agricole :*
  - la parcelle n'est plus déclarée à la PAC (en jachère) depuis 2024. Elle n'est pas louée ni exploitée par le propriétaire à des fins agricoles et ne le sera pas, quelle que soit l'issue de la présente procédure.

- *Sur l'intégration paysagère du projet :*
  - au-delà de l'évaluation environnementale liée à l'évolution du PLUi, le projet fera l'objet d'une procédure d'autorisation d'urbanisme avec une étude d'impact spécifique qui permettra d'approfondir ses incidences environnementales et paysagères ;
  - le règlement littéral de la zone Ast2 sera complété par une disposition renforçant les exigences d'insertion architecturale et paysagère des constructions dans leur environnement.
  - l'OAP sectorielle sera complétée afin de préciser que l'insertion du projet devra être respectueuse des perceptions paysagères du site, notamment depuis la chaîne des Puys, la route départementale et la commune de Malintrat. Elle indiquera également que les aménagements paysagers devront s'appuyer sur une palette végétale diversifiée, associant des essences caduques, persistantes et marcescentes, afin d'assurer l'efficacité des écrans végétaux et de garantir une intégration paysagère qualitative tout au long de l'année.

- *Sur les servitudes liées à la proximité de l'aéroport d'Aulnat :*
  - RLV précise que dans un avis en date du 24 juin 2026, le Service national d'ingénierie aéroportuaire de la Direction générale de l'aviation civile indique que le projet, tel que présenté, est compatible avec les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome.

*

En conclusion, le commissaire enquêteur :
- salue le soin mis par RLV à répondre aux observations et questions formulées tout au long de la procédure : MRAe, PPA, public, commissaire enquêteur ;
- constate que ces échanges ont permis de faire évoluer le dossier sur un certain nombre de points et de répondre, au moins partiellement, aux réserves et recommandations émises par les services de l'État, notamment sur l'intégration architecturale et paysagère des deux projets faisant l'objet d'une déclaration emportant mise en compatibilité du PLUi à Saint-Ours-les-Roches et Malintrat ;
- prend acte des précisions apportées sur la méthodologie de recensement et de traitement des projets justifiant une évolution des zones agricoles constructibles, objet de la révision allégée n°1 ;
- prend acte également des clarifications apportées sur des points du règlement pouvant donner lieu à interprétation, tels que le calcul de la hauteur des constructions autorisées.

À Clermont-Ferrand, le 21 juillet 2026

Le commissaire enquêteur

Bernard NUGIER

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 29/75

ANNEXES

Annexe n°1 : Désignation du commissaire enquêteur

Annexe n°2 : Prescription de l'enquête publique

Annexe n°3 : Justificatifs de publication de l'avis d'enquête

Annexe n°4 : Procès-verbal de synthèse

Annexe n°5 : Mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 30/75

Annexe n°1

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Clermont-Ferrand, le 12/02/2026

TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE CLERMONT-FERRAND
6 cours Sablon - CS90129
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1
Téléphone : 04.73.14.61.00
Télécopie : 04.73.14.61.22

Greffe ouvert du lundi au vendredi
8h30-12h/13h-16h sauf vendredi 15h30
https://clermont-ferrand.tribunal-administratif.fr

Dossier n° : E26000009 / 63
(à rappeler dans toutes correspondances)

E26000009 / 63

Monsieur Bernard NUGIER
50 rue Jules Favre
63100 CLERMONT-FERRAND

E-COMMUNICATION DECIS. DESIGNATION COMMISSAIRE OU COMMISSION

Objet : le projet de révision allégée n°1, de modification n° 2, d'une procédure de déclaration de projet n° 1 et d'une procédure de déclaration de projet n° 2 emportant la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle vous êtes désigné en qualité de commissaire enquêteur.

La loi n° 2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables modifie l'article L.123-4 du code de l'environnement et impose la désignation d'un commissaire enquêteur suppléant. Je vous informe qu'il n'intervient pas dans le déroulement de la procédure et que toute intervention de sa part ne pourra être indemnisée sauf suppléance effective du titulaire.

En application de l'article L. 123-5 du code de l'environnement, je vous remercie de me faire parvenir, par retour de courrier, la déclaration sur l'honneur ci-jointe dûment complétée et signée, dans l'hypothèse où l'original n'a pas encore été transmis au tribunal.

Je vous rappelle qu'en application des dispositions de l'article R. 123-19 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur transmet à l'autorité organisatrice l'exemplaire du dossier de l'enquête accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au tribunal, dans les délais légalement définis par l'article L. 123-15.

Afin de permettre le règlement futur de vos indemnités et le versement des cotisations et contributions sociales, vous voudrez bien adresser au tribunal, à l'issue de l'enquête publique, votre état de frais dûment complété accompagné des justificatifs ainsi que l'original d'un RIB ou RIP et votre numéro de sécurité sociale.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

P/Le greffier en chef,

Laurence FAYAT
Tél. : 04 73 14 61 17

Certaines informations faisant l'objet d'un enregistrement informatique pour les besoins de l'instruction et du suivi de dossier, un droit d'accès et de rectification des données personnelles peut être exercé auprès du président du tribunal administratif

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

12/02/2026

N° E26000009 /63

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CLERMONT-FERRAND

La présidente du tribunal administratif

E- Décision désignation commissaire du 12/02/2026

Vu enregistrée le 12/02/2026, la lettre par laquelle le président de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique portant sur les projets de révision allégée n°1 et de modification n° 2 du plan local d'urbanisme intercommunal, de déclaration de projet n° 1 et de déclaration de projet n° 2 emportant pour les deux la mise en compatibilité du plan local d'urbanisme intercommunal ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Bernard Nugier est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire.

ARTICLE 2 : Monsieur Raymond Amblard est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans et aux commissaires enquêteurs.

Fait à Clermont-Ferrand, le 12/02/2026

la présidente,

Sylvie Bader-Koza

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394

Annexe n° 2

RIOM LIMAGNE & VOLCANS

ARRETE DU PRESIDENT

N°ARRE_017_20260424

PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE RELATIVE AUX PROJETS DE MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2, DE REVISION ALLEGÉE N°1, DE DÉCLARATIONS DE PROJET N°1 ET N°2 EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITE DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Le Président de la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L153-44 et R153-8 à R.153-10,
Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.123-1 et suivants, R123-1 à R.123-46,
Vu l'arrêté préfectoral n°20240538 du 2 avril 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV),
Vu le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont,
Vu la délibération n°20230307.01 du conseil communautaire du 7 mars 2023 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de RLV,
Vu la délibération n°20240409.06 du conseil communautaire du 9 avril 2024 approuvant la modification de droit commun n°1 du PLUi,
Vu la délibération n°20241210.16 du conseil communautaire du 10 décembre 2024 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLUi,
Vu la délibération n°20250408.26 du conseil communautaire du 8 avril 2025 prescrivant la révision allégée n°1 du PLUi et soumettant cette procédure à évaluation environnementale,
Vu l'arrêté du Président de RLV en date du 19 mai 2025 prescrivant la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi,
Vu l'arrêté du Président de RLV en date du 20 mai 2025 prescrivant la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi,
Vu l'arrêté du Président de RLV en date du 24 juin 2025 prescrivant la modification de droit commun n°2 du PLUi,
Vu la délibération n°20250527.11 du conseil communautaire du 27 mai 2025 soumettant la procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi à évaluation environnementale,
Vu la délibération n°20250923.16 du conseil communautaire du 23 septembre 2025 soumettant la procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi à évaluation environnementale,
Vu l'avis n°2025-ARA-AC-3942 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône- Alpes requérant la réalisation d'une évaluation environnementale de manière à justifier les évolutions prévues par la modification de droit commun n°2 du PLUi,
Vu la délibération n°20250923.15 du conseil communautaire du 23 septembre 2025 soumettant la procédure de modification de droit commun n°2 du PLUi à évaluation environnementale,

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A 8B F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 1/10

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 33/75

Vu les saisines de la Mission Régionale d'Autorité environnementale relatives à la modification de droit commun n°2 du PLUi en date du 12 décembre 2025, à la déclaration de projet n°1 du PLUi en date du 12 décembre 2025, à la révision allégée n°1 du PLUi en date du 22 décembre 2025 et à la déclaration de projet n°2 du PLUi en date du 23 décembre 2025,

Vu les notifications aux personnes publiques associées de la modification de droit commun n°2 du PLUi en date du 12 décembre 2025, de la déclaration de projet n°1 du PLUi en date du 15 décembre 2025, de la révision allégée n°1 du PLUi en date du 22 décembre 2025 et de la déclaration de projet n°2 du PLUi en date du 23 décembre 2025,

Vu la liste départementale d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur établie par le tribunal administratif de Clermont-Ferrand,

Vu la décision n° E26000009/63 en date du 23 mars 2026 du Président par intérim du Tribunal administratif de Clermont-Ferrand désignant Monsieur NUGIER Bernard en qualité de commissaire enquêteur titulaire et désignant M. Alexis JELADE commissaire enquêteur suppléant, de la révision allégée n°1, la déclaration de projet n°1, la déclaration de projet n°2 et la modification de droit commun n°2 du PLUi,

Vu les pièces des dossiers de révision allégée n°1, déclaration de projet n°1, déclaration de projet n°2 et modification de droit commun n°2 du PLUi,

Vu l'arrêté du Président n°ARRE_004_20260224 du 24 février 2026 prescrivant l'enquête publique unique relative aux projets de révision allégée n°1, déclaration de projet n°1, déclaration de projet n°2 et modification de droit commun n°2 du PLUi, du 13 avril 2026 jusqu'au 18 mai 2026,

Vu l'avis favorable avec réserves de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) du 26 février 2026 relatif à la révision allégée n°1 du PLUi,

Vu l'avis favorable assorti de recommandations de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) du 26 février 2026 relatif à la déclaration de projet n°1 du PLUi,

Vu l'avis défavorable de la Commission Départementale de la Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) du 26 février 2026 relatif à la déclaration de projet n°2 du PLUi,

Vu les procès-verbaux de réunions d'examens conjoints avec les Personnes Publiques Associées du 10 mars 2026 relatives aux procédures de révision allégée n°1, de déclaration de projet n°1 et de déclaration de projet n°2 du PLUi,

Vu les avis écrits des Personnes Publiques Associées relatifs à la modification de droit commun n°2 du PLUi,

Vu l'avis n° 2025-AU-1802-N10430 / 2025 AU-1803-N10445 / 225-AU-1810- N11030 / 2025-AU1811-N11136 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône-Alpes exprimant des recommandations du 10 mars 2026 concernant la révision allégée n°1, la déclaration de projet n°1, la déclaration de projet n°2 et la modification de droit commun n°2 du PLUi,

Vu le mémoire en réponse à l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) établi en date du 23 avril 2026,

Vu l'arrêté n°ARRE_013_20260325 du 25 mars 2026 portant abrogation de l'arrêté du Président n°ARRE_004_20260224 du 24 février 2026,

Vu le dossier inscrit à l'ordre du jour de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS), dont la réunion est prévue le 30 avril 2026,

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A BD F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 2/10

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 34/75

ARRETE

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique unique sur les dispositions des projets de :

- **révision allégée n°1** du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Riom Limagne et Volcans (RLV),
- **déclaration de projet n°1** emportant mise en compatibilité du PLUi de RLV,
- **déclaration de projet n°2** emportant mise en compatibilité du PLUi de RLV,
- **modification de droit commun n°2** du PLUi de RLV.

Cette enquête publique se déroulera pendant une durée de 36 jours consécutifs, à compter **du 22 mai 2026 à 10h00 jusqu'au 26 juin 2026 à 16h00.**

La procédure de révision allégée n°1, a été prescrite par délibération n°20250408.26 du conseil communautaire de Riom Limagne et Volcans en date du 8 avril 2025 et comporte 24 points d'évolution. Cette révision allégée n°1 portera modification du règlement graphique (zonage) en réordonnançant certaines zones agricoles :

- passage de tènements d'une zone Agricole protégée (Ap) vers une zone Agricole constructible (Ac),
- passage de tènements d'une zone Ac vers une zone Ap.

La procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi, a été prescrite par arrêté du Président n°ARRE_011_20250519, le 19 mai 2025, afin de permettre la création d'une caserne sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, située à l'intersection des routes départementales n°941 et 943, correspondant aux parcelles cadastrales YC 88, 89, 107 et 108. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant le projet de caserne de pompiers.

La procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi, a été prescrite par arrêté du Président n°ARRE_012_20250520, le 20 mai 2025, afin de permettre la création d'un site de stockage d'électricité par batteries, situé 16 route de Pont du Château (route départementale n°2) sur la commune de Malintrat. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant cette activité.

La procédure de modification de droit commun n°2, a été prescrite par arrêté du Président n°ARRE_024_20250624, le 24 juin 2025. Elle comporte 52 points d'évolution ayant pour objets de :

- Modifier les zones urbaines dites « U » de façon à ce qu'elles reflètent mieux les caractéristiques des tissus urbains existants et qu'elles intègrent les projets en cours,
- Adapter le règlement écrit pour tenir compte du contexte local et des projets, et rectifier des erreurs afin d'assurer la cohérence du document,
- Ajuster les prescriptions relatives aux éléments patrimoniaux afin de renforcer leur préservation,
- Modifier des emplacements réservés pour mieux répondre aux spécificités locales et aux projets,
- Ajouter des linéaires d'activités pour améliorer la mixité fonctionnelle de certains secteurs,
- Adapter et créer des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en lien avec le contexte local et les projets,
- Mettre en cohérence le plan des hauteurs avec le règlement écrit et avec les modifications envisagées dans la présente procédure.

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A 8B F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 3/10

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 35/75

ARTICLE 2 :

L'autorité responsable du projet est la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme intercommunal, dont le siège se situe 5 Mail Jost Pasquier 63200 RIOM.

Toute information peut être obtenue auprès du service Environnement et Urbanisme de Riom Limagne et Volcans – 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 RIOM - 04.73.67.11.00 - contact@rlv.eu.

ARTICLE 3 :

Par décision n° E26000009/63, en date du 23 mars 2026, Monsieur le Président du tribunal administratif de Clermont-Ferrand par intérim a désigné :

- Monsieur NUGIER Bernard (retraité du Conseil Départemental en tant que directeur de cabinet) en qualité de commissaire enquêteur titulaire,
- Monsieur JELADE Alexis en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

ARTICLE 4 :

Le siège d'enquête publique a été désigné à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans à l'adresse : 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 RIOM.

Quatre lieux de permanence d'enquête publique ont été désignés :

- Mairie de Chappes : 4 Rue de la Mairie – 63720 CHAPPES,
- Mairie de Saint-Ours-les-Roches : 11 Rue de la Mairie – 63230 SAINT-OURS-LES-ROCHES,
- Mairie de Malintrat : 14 Rue de l'Hôtel-de-Ville – 63510 MALINTRAT,
- Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans à l'adresse : 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 RIOM.

Les dossiers d'enquête publique seront consultables :

- sous format papier, pendant toute la durée de l'enquête publique, aux différents lieux de permanences d'enquête publique :
  - dans les mairies de Chappes, de Saint-Ours-les-Roches et de Malintrat aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public*,
  - à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à RIOM (63200) aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public* ;
- sous format dématérialisé, pendant toute la durée de l'enquête :
  - sur le site internet de Riom Limagne et Volcans www.rlv.eu,
  - sur un poste informatique mise à disposition du public à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans au 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public* (sur demande).

** à l'exception du lundi 25 mai 2026 qui sera fermé au public.*

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A 5B F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 4/10

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 36/75

ARTICLE 5 :

Le commissaire enquêteur recevra le public sans rendez-vous aux dates suivantes :

Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans 8 Rue Grégoire de Tours 63200 RIOM	Le vendredi 22 mai 2026 de 10h00 à 12h00 Le vendredi 26 juin 2026 de 14h00 à 16h00
Mairie de Chappes 4 Rue de la Mairie 63720 CHAPPES	Le jeudi 28 mai 2026 de 14h00 à 16h00
Mairie de Saint-Ours-les-Roches 11 Rue de la Mairie 63230 SAINT-OURS-LES-ROCHES	Le mercredi 10 juin 2026 de 14h00 à 16h00
Mairie de Malintrat **14 Rue de l'Hôtel-de-Ville** 63510 MALINTRAT	Le lundi 15 juin 2026 de 10h00 à 12h00

ARTICLE 6 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera inséré en caractères apparents dans deux journaux départementaux quinze jours au moins avant le 22 mai 2026, date d'ouverture de l'enquête.
Une deuxième insertion sera faite durant les huit premiers jours de l'enquête dans les mêmes conditions que la première insertion.
Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches, dans les communes du territoire et au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans – 5, mail Jost Pasquier à RIOM.
Cet avis sera inséré sur le site Internet de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans : www.rlv.eu.

ARTICLE 7 :

Le dossier du projet de révision allégée n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans soumis à l'enquête publique comprend :

- La délibération de prescription,
- le rapport de présentation,
- le règlement graphique : 31 cartes communales,
- le règlement graphique des prescriptions : 31 cartes communales,
- la délibération arrêtant le bilan de la concertation,
- l'évaluation environnementale,
- l'avis rendu par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale,
- Le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe,
- l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers,
- le Procès-Verbal de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) du 10 mars 2026,
- les délibérations émises par les communes membres de Riom Limagne et Volcans.

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D6 9A 83 F4 26
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 5/10

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 37/75

Le dossier du projet de déclaration de projet n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans soumis à l'enquête publique comprend :

- l'arrêté de prescription,
- le rapport de présentation,
- le règlement graphique de la commune de Saint-Ours-les-Roches,
- le règlement graphique des prescriptions de la commune de Saint-Ours-les-Roches,
- le règlement écrit : toutes zones,
- le dossier de dérogation Loi Barnier,
- l'étude de discontinuité Loi Montagne,
- les délibérations soumettant la procédure à évaluation environnementale, définissant les modalités de concertation et arrêtant le bilan de la concertation,
- l'évaluation environnementale,
- l'avis rendu par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale,
- Le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe,
- l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers,
- le cas échéant, l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS),
- Le Procès-Verbal de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) du 10 mars 2026,
- les délibérations émises par les communes membres de Riom Limagne et Volcans.

Le dossier du projet de déclaration de projet n°2 du PLUi de Riom Limagne et Volcans soumis à l'enquête publique comprend :

- l'arrêté de prescription,
- le rapport de présentation,
- le règlement graphique de la commune de Malintrat,
- le règlement graphique des prescriptions de la commune de Malintrat,
- le règlement écrit : toutes zones,
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation de la commune de Malintrat,
- le dossier de dérogation Loi Barnier,
- les délibérations soumettant la procédure à évaluation environnementale, définissant les modalités de concertation et arrêtant le bilan de la concertation,
- [2]l'évaluation environnementale,
- l'avis rendu par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale,
- Le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe,
- l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers,
- Le Procès-Verbal de l'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) du 10 mars 2026,
- les délibérations émises par les communes membres de Riom Limagne et Volcans.

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A BB F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 6/10

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 38/75

Le dossier du projet de modification de droit commun n°2 du PLUi de Riom Limagne et Volcans soumis à l'enquête publique comprend :

- L'arrêté de prescription,
- le rapport de présentation,
- le règlement écrit : toutes zones,
- le règlement graphique : 31 cartes communales et une carte globale,
- le règlement graphique des prescriptions : 31 cartes communales,
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation du Cheix-sur-Morge, Mozac, Saint-Bonnet-Près-Riom et Volvic,
- la liste des prescriptions règlementaires,
- les fiches patrimoine bâti sans Riom,
- la liste des emplacements réservés,
- le plan des hauteurs,
- la délibération arrêtant le bilan de la concertation,
- l'avis n°2025-ARA-AC-3942 de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) Auvergne-Rhône- Alpes requérant la réalisation d'une évaluation environnementale,
- la délibération soumettant la procédure de modification de droit commun n°2 à évaluation environnementale,
- l'évaluation environnementale,
- l'avis rendu par la Mission Régionale de l'Autorité environnementale,
- Le mémoire en réponse à l'avis de la MRAe,
- les avis émis par les Personnes Publiques Associées (PPA),
- les délibérations émises par les communes membres de Riom Limagne et Volcans.

Pour l'ensemble des dossiers, l'enquête publique comprend :

- le courrier de saisine du tribunal administratif pour l'organisation de l'enquête publique unique, la décision de désignation du commissaire enquêteur, l'arrêté d'organisation de l'enquête publique, l'avis d'enquête publique, la publicité légale (première, puis deuxième insertion) parue dans deux journaux diffusés dans le département,
- les registres d'enquête publique.

ARTICLE 8 :

Toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir communication et copie du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans avant l'ouverture de l'enquête publique unique ou pendant celle-ci : Service Environnement et Urbanisme – Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans – 5, mail Jost Pasquier 63200 Riom – 04.73.67.11.00 – contact@rlv.eu.

ARTICLE 9 :

Des registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront déposés au siège de l'enquête publique situé au siège de Riom Limagne et Volcans à Riom, ainsi que sur les lieux de permanence de l'enquête publique qui sont les mairies de Chappes, Saint-Ours-les-Roches et Malintrat.

Chaîne d'intégrité du document : 7G 91 4C EE F6 DD A8 52 B9 B4 60 D8 9A 83 F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 7/10

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 39/75

Chacun pourra consigner, éventuellement, ses observations sur les registres d'enquête papier ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 Riom, ou les transmettre à l'adresse mail suivante : enquete-publique-plui@rlv.eu du 22 mai 2026 à 10H00 au 26 juin 2026 jusqu'à 16H00.
Les observations et propositions du public écrites émises sur les registres sont consultables sur le lieu de permanence de l'enquête publique où les observations ont été émises, pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public du siège d'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale au commissaire enquêteur sont consultables dans les meilleurs délais sur le registre déposé au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.
Les observations et propositions du public émises par mail sont consultables dans les meilleurs délais sur le site internet de Riom Limagne et Volcans : www.rlv.eu.

ARTICLE 10 :

A l'expiration du délai d'enquête, le ou les registres d'enquête seront clos par le commissaire-enquêteur qui dispose de 8 jours pour rencontrer le Président de la communauté d'agglomération ou son représentant et lui transmettre un procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales.
Le Président ou son représentant pourra produire ses observations éventuelles pendant 15 jours.

Le commissaire-enquêteur établira ensuite un rapport relatant le déroulement de l'enquête et consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non.

Puis le commissaire-enquêteur transmettra au Président le dossier de l'enquête avec le rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Madame La Présidente du Tribunal Administratif.

ARTICLE 11 :

Le public pourra consulter, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur :

- à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à RIOM aux jours et heures habituels d'ouverture au public,
- sur le site Internet de la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans à l'adresse suivante : www.rlv.eu.

ARTICLE 12 :

A l'issue de l'enquête publique, la modification de droit commun n°2, la révision allégée n°1, les déclarations de projet n°1 et 2 emportant mise en compatibilité du PLUi de Riom Limagne et Volcans, éventuellement modifiées pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront approuvées par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A6 82 B9 B4 60 D6 9A 8B F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 8/10

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 40/75

ARTICLE 13 :

Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publication sur le site internet de Riom Limagne et Volcans www.riv.eu et d'un affichage au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans et de ses communes membres.

ARTICLE 14 :

Des copies du présent arrêté seront adressées à :

- Madame la Préfète du Puy-de-Dôme,
- Madame la Sous-Préfète de Riom,
- Monsieur le Commissaire enquêteur,
- Madame la Présidente du Tribunal Administratif,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Riom Limagne et Volcans.

Fait à Riom, le 24 avril 2026

Le Président,



Pierre CHASSAING



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Chaîne d'intégrité du document : 7G 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A 8B F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 9/10

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 41/75

Chaîne d'intégrité du document : 76 91 4C EE F6 DD A8 82 B9 B4 60 D8 9A 8B F4 36
AR préfecture : 063-200070753-20260424-ARRE_017_2026-AR
Reçu en préfecture le : 24/04/2026
Publié le : 24/04/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
Page 10/40

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 42/75

Annexe n° 3

ANNONCES LÉGALES

A2611875

FREEDOM PARAPENTE SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEEAU CAPITAL DE 5 400 €SIEGE SOCIAL : 3 CHEMIN DE LA CHAVELASCHAMPS63122 SAINT-GENES-CHAMPANELLE 800 292 088 RCS CLERMONT-FERRAND L'assemblée générale extraordinaire en date et à effet du 20/04/2026 a decidé de transformer la société en société par actions simplifiée sans la création d'une nouvelle personne morale. La denomination de la société, l'objet, le capital, le siège et la durée de la société restent inchangés. Tout associé peut participer aux décisions collectives sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective. Cessions d'actions aux tiers soumises à l'agrément des associés. Madame Manelle ROULENC, demeurant à SAINT GENES CHAMPANELLE (63122) 3 chemin de la Chave, est nommée Présidente à compter de cette date en remplacement de son précédent mandat social de gérant. Dépôt des statuts réfondus au RCS de CLERMONT-FERRAND

A2612214

CLAC SOCIETE A RESPONSABILITE LIMITEEAU CAPITAL DE 500 €SIEGE SOCIAL : 440 IMPASSE DE ROFFIN63290 LACHAUX 915 403 638 RCS CLERMONT-FERRAND L'assemblée générale extraordinaire en date et à effet du 14/04/2025 a decidé d'étendre l'objet social aux activités suivantes : - l'exploitation de services d'hebergement, de restauration, de snack et de débit de boissons, sur place ou à emporter, - la gestion et l'exploitation d'équipements de sites et de pôles d'activités sportifs, de loisirs ou de pleine nature, pour le compte de personnes publiques ou privées, notamment dans le cadre de conventions de délégation ou de régie intéressee. L'article 2 des statuts a été modifié en consequence. Modification au RCS de CLERMONT-FERRAND.

A2612219

FREEDOM PARAPENTE Société par actions simplifiéeAu capital de 5 400 €Siège social : 3 Chemin de la Chave LASCHAMPS63122 SAINT-GENES-CHAMPANELLE 800 292 088 RCS CLERMONT-FERRAND L'assemblee générale réunie le 24/04/2026 a decidé, à effet du même jour : - de prendre acte de la démission de Mme Marielle ROULENC de son mandat de Présidente, et de nommer en remplacement à compter du 24/04/2026, M. GOURCY Bertrand, demeurant 9 rue Tinebas 63230 MAZAYE. - de nommer Directeur général M. Camille PONSONNIER, demeurant 10 rue du Verger 63230 MAZAYE. Modification au RCS de CLERMONT-FERRAND.

A2612372

SAMCY 63

Société à responsabilité limitée
au capital de 8 000 euros
Siège social : Route de Super Besse
63610 BESSE EN CHANDESSE
539 084 554 RCS CLERMONT-FERRAND

AVIS DE PUBLICITE

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 31 MARS 2026 l'assemblée générale des associés a pris acte de la démission de Monsieur Cyrille SANCANDI de ses fonctions de gérant à effet du 31 MARS 2026. Mention sera faite au RCS de CLERMONT-FERRAND

Pour avis.

DISSOLUTIONS

A2611995

SUBL'MIXTE COIFFURESAS au capital de 1000 € Siège social : 9004 RUE ALBERT EVAUX ZAC DES GRAVIERS 63119 CHATEAUGAY RCS CLERMONT-FERRAND 904350337 Par décision Assemblée Générale Extraordinaire du 28/03/2026, il a été décidé la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation amiable à compter du 31/03/2026 , il a été nommé liquidateur(s) Mme OLIVIER JOANNA demeurant au 13 RUE DES MURIERS 63200 MOZAC et fixé le siège de liquidation où les documents de la liquidation seront notifiés chez le liquidateur Mention en sera faite au RCS de CLERMONT-FERRAND.

ANNONCES ADMINISTRATIVES

A2612335

RIOM LIMAGNE & VOLCANS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2, RÉVISION ALLÉGÉE N°1, DÉCLARATIONS DE PROJET N°1 ET N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Par arrêté du 24 avril 2026, le Président de Riom Limagne et Volcans soumet à enquête publique unique les projets de modification de droit commun n°2, révision allégée n°1, déclarations de projet n°1 et 2 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Riom Limagne et Volcans (RLV) selon les modalités suivantes :
L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 36 jours consecutifs du **22 mai 2026 à 10h jusqu'au 26 juin 2025 à 16h.**
La procédure de révision allégée n°1 comporte 24 points d'évolution et porte modification du règlement graphique (zonage) en reordonnançant certaines zones agricoles, c'est-a-dire le passage de ténements en zone Agricole protégée (Ap) vers une zone Agricole constructible (Ac) et le passage de ténements en zone Ac vers une zone Ap.
La procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'une caserne de pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, située à l'intersection des routes départementales n°941 et 943, correspondant aux parcelles cadastrales YC 88, 89, 107 et 108. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant le projet de caserne de pompiers.
La procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'un site de stockage d'électricité par batteries, situé 16 route de Pont du Château (Route départementale n°2) sur la commune de Malintrat. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant cette activité.
La procédure de modification de droit commun n°2 comporte 52 points d'évolution et a pour objet de modifier les zones urbaines dites «U» de façon à ce qu'elles reflètent mieux les caractéristiques des tissus urbains existants et qu'elles intègrent les projets en cours, adapter le règlement écrit pour tenir compte du contexte local et des projets et rectifier des erreurs afin d'assurer la cohérence du document, ajuster les prescriptions relatives aux éléments patrimoniaux afin de renforcer leur préservation, modifier des emplacements réservés pour mieux répondre aux spécificités locales et aux projets, ajouter des linéaires d'activités pour améliorer la mixité fonctionnelle de certains secteurs, adapter et créer des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en lien avec le contexte local et les projets et mettre en cohérence le plan des hauteurs avec le règlement écrit et avec les modifications envisagées dans la présente procédure.
Par décision n° E26000095/63, en date du 23 mars 2026, Monsieur le Président par intérim du tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné Monsieur NUGIER Bernard (retraité du Conseil Départemental en tant que directeur de cabinet) en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur JELADE Alexis en qualité de commissaire enquêteur suppléant.
Pendant toute la durée de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV et l'exposé de leurs motifs, les évaluations environnementales, ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées, pourront être consultés par le public :
- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération RLV (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public",
- sur le site internet de la communauté d'agglomération RLV à l'adresse suivante : www.rlv.eu,
- sur un poste informatique mis à disposition du public à la communauté d'agglomération RLV au 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public" (sur demande).
Le public pourra consigner ses observations sur ces projets d'évolution du PLUi sur les registres suivants :
- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public",
- ou par courriel à l'adresse mail dédiée : enquete-publique-plui@rlv.eu,
- ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours - 63200 Riom.
Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour recevoir les observations et propositions écrites ou orales aux dates, heures et lieux suivants :
- Le vendredi 22 mai 2026 de 10h à 12h à la communauté d'Agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom (siège de l'enquête publique unique).
- le jeudi 18 mai 2026 de 14h à 16h à la mairie de Chappes,
- le mercredi 10 juin 2026 de 14h à 16h à la mairie de Saint-Ours-les-Roches,
- le lundi 15 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie de Malintrat,
- le vendredi 26 juin 2026 de 14h à 16h à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom.
Le public pourra consulter, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à Riom et sur le site internet de la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans à l'adresse informatique suivante : http://www.rlv.eu.
A l'issue de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV, éventuellement modifiées pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront approuvées par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.

"à l'exception du lundi 25 mai 2026.

le semeur Hebdo
4 allée Groupe N. Bourbaki
CS50034-63178AUBIÈRECEDEX

Société Nouvelle Semeur Hebdo : EURL 99 ans - Cap. 60.000 € - 4 allée Groupe N. Bourbaki, CS50034 - 63178 AUBIÈRE CEDEX - **Président:** Vincent David - **As. :** PMSO - RCS CLERMONT-FERRAND B03 694 280.

RÉDACTION - rédaction@semeur.com - 04 73 93 46 00
Directeur de la publication : Vincent David - **Rédacteur en chef :** Cyril Grégori - **Rédacteur en chef adjoint :** Patrick Ragon - **Journalistes :** Ludivine Bourdugé, Guillaume Chameyrat & Kévin Le Gouguec.
PUBLICITÉ - emmanuelle.suss@semeur.com - 06 80 69 28 56 - 04 73 68 71 93
Chargé des ventes : Emmanuelle Suss.
ANNONCES LÉGALES - annonces.legales@allo-regie.com - 05 56 4 6 72 24
ABONNEMENT-DIFFUSION - abonnements@sprint-presse.com - tarif : 52 € / 97 CHF **intégral 1 an** (papier + internet) : 77 € / **Numérique 1 an** : 49 €, (prix T.T.C. au taux de 2,10%)
IMPRIMERIE - QCF : 63 avenue Jean-Mermoz, Allée des Bouddhas, 89000 AUXERRE
CPPAP : 0127 C 81112 - **ISSN :** 0988-7791 - Dépôt légal à parution.
Par arrêté préfectoral, notre journal est habilité à publier les annonces judiciaires et légales.
Ce journal a été imprimé sur du papier recyclé. Taux de fibres recyclées compris entre 50et 100%. Ou sur du papier certifié PEFC issu de forêts exploitées durablement gérées, et à des fabriques en France, en Espagne ou au Canada. L'autorisation des taux d'utilisation papier en papeterie de QCF figure.
votre journal

A2609871

Le préfet de l'Allier
Chevalier de l'ordre national du Mérite

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Ouverture d'une enquête publique
concernant la demande d'octroi
de concession minière déposée
par la société IMERYS BEAUVOIR
dans le cadre du projet EMILI

Par arrêté n° 713 / 2026 du 25 mars 2026, une enquête publique sur la demande susvisée, d'une durée de 39 jours, est prescrite du lundi 27 avril 2026 à 8 heures 30 jusqu'au mardi 26 mai 2026 inclus à 17 heures 30.
La décision susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est soit un accord d'octroi de la concession minière, pris par décret du premier ministre et contresigné par le ministre en charge des mines, soit un refus d'octroi pris par arrêté motivé du ministre en charge des mines.
Les communes concernées par cette enquête sont : Échassières, Nades, Lalizolle (département de l'Allier) et Servant (département du Puy-de-Dôme).
L'enquête sera conduite par une commission d'enquête composée des commissaires enquêteurs suivants :
- M. Raymond AMBLARD, directeur régional de l'équipement, en retraite, en qualité de président de la commission,
- M. Jean-Louis DUGNE, ingénieur des mines, en retraite, et M. Gilles MARQUET, retraité SNCF Réseau, en qualité de membres titulaires,
- M. Alain PAULET, ingénieur GRDF, en retraite, en qualité de membre suppléant.
La mairie d'Échassières est désignée commune siège de l'enquête.
Le dossier d'enquête mis à disposition du public comprend notamment une étude de faisabilité environnementale, économique et sociale relative à la demande présentée, ainsi que l'avis de l'autorité environnementale et celui du Conseil général de l'économie, de l'industrie, de l'énergie et des technologies.
Le dossier d'enquête publique est consultable, pendant la durée de l'enquête :
- sur support papier en mairies d'Échassières, Nades, Lalizolle (département de l'Allier) et Servant (département du Puy-de-Dôme), aux jours et horaires habituels d'ouverture au public ;
- sur le site internet de la Préfecture de l'Allier : www.allier.gouv.fr
Accueil > Publications > Enquêtes et consultations publiques > Consultations publiques en cours
- sur la plateforme électronique mise en place pour l'enquête :
https://www.registre-numerique.fr/concession-beauvoir
Le public pourra formuler ses observations et propositions à partir du lundi 27 avril 2026, à 8 heures 30, jusqu'au mardi 26 mai 2026 à 17 heures 30, selon les modalités suivantes :
- sur les registres ouverts à cet effet en mairies d'Échassières, Nades, Lalizolle (département de l'Allier) et Servant (département du Puy-de-Dôme) tenus à la disposition du public aux jours et horaires habituels d'ouverture ;
- sur un registre dématérialisé accessible sur internet via le lien suivant :
https://www.registre-numerique.fr/concession-beauvoir
(ce lien est également disponible sur le site : www.allier.gouv.fr > Accueil > Publications > Enquêtes et consultations publiques > Consultations publiques en cours) ;
- par voie électronique à l'adresse suivante :
concession-beauvoir@mail.registre-numerique.fr
- par courrier envoyé à l'attention de M. AMBLARD, président de la commission d'enquête, à l'adresse de la mairie siège de l'enquête : Mairie d'Échassières, 16 rue Jouhet-Durantton
- Le Bourg - 03330 ECHASSIÈRES.
Les membres de la commission d'enquête se tiendront à disposition pour recevoir les observations orales ou écrites du public, aux lieux, dates et horaires suivants :
à la mairie d'Échassières :
- Lundi 27 avril 2026, de 08h30 à 12h00
- Mardi 5 mai 2026, de 13h30 à 17h30
- Jeudi 21 mai 2026, de 08h30 à 12h00
- Mardi 26 mai 2026, de 13h30 à 17h30
à la mairie de Nades :
- Jeudi 30 avril 2026, de 14h00 à 17h00
à la mairie de Lalizolle :
- Lundi 18 mai 2026, de 09h00 à 12h15
à la mairie de Servant :
- Mardi 12 mai 2026, de 13h30 à 17h00.
Les observations adressées par voie électronique seront publiées et consultables sur le site susvisé.
Les observations formulées par voie postale seront annexées au registre d'enquête tenu à disposition au siège de l'enquête en mairie d'Échassières.
Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites et celles transmises par voie électronique, sont consultables sur le registre dématérialisé.
Le public est informé que toute observation (et ses éventuelles pièces jointes), qu'elle soit écrite, orale ou dématérialisée sera consultable sur le registre numérique.
Il est précisé qu'il est de la responsabilité de chaque participant à l'enquête publique, s'il souhaite rester anonyme, de ne faire état d'aucune information personnelle dans ses écrits (nom, coordonnées, adresse, etc.).
Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête seront tenus à la disposition du public, en mairies d'Échassières, Nades, Lalizolle, Servant et sur internet à l'adresse suivante : www.allier.gouv.fr, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.
Le présent avis est affiché en mairies d'Échassières, Nades, Lalizolle (département de l'Allier) et Servant (département du Puy-de-Dôme) et sur les lieux de l'aménagement projeté, quinze jours au moins avant la date d'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de l'enquête.

A2612464

COMMUNE DE DURMIGNAT

Enquête publique portant sur le projet de Plan Local d'Urbanisme

Par arrêté du 2026-12, Monsieur le Maire a ordonné l'ouverture de l'enquête publique sur l'élaboration du PLU.
Le Tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné M. DUBOT en qualité de commissaire enquêteur et M. FABRE en qualité de commissaire enquêteur suppléant. L'enquête se déroulera à la mairie du 18 mai 2026 au 18 juin 2026, aux jours et aux heures habituels d'ouverture de la mairie.
Le dossier d'enquête pourra être consulté sur le site internet de la commune : https://www.durmignat.fr/ainsi qu'en version papier consultable en mairie
Pendant la durée de l'enquête, le commissaire enquêteur recevra les observations du public en mairie. Le lundi 18 mai 2026 de 10h00 à 12h00, le mardi 2 juin 2026 de 15h00 à 17h00 et le jeudi 18 juin 2026 de 10h00 à 12h00.
Le public pourra également adresser ses observations sur le registre d'enquête, par courrier postal à Monsieur le commissaire enquêteur. Enquête publique relative à l'élaboration du PLU de Durmignat, à l'adresse suivante : Mairie de Durmignat 18 rue Principale, 63700 Durmignat, et par courrier électronique à l'adresse suivante : durmignat-63@orange.fr en précisant en objet du courriel : «Enquête publique - Elaboration du PLU».
Les observations du public reçues par le commissaire enquêteur, et celles transmises par voie postale seront consultables à la mairie, siège de l'enquête publique.
Les contributions transmises par courriel seront publiées sur le site internet de la mairie. Elles seront également consultables à la mairie, siège de l'enquête publique.
Cet avis est affiché à la mairie et peut être consulté à l'adresse suivante : http://www.durmignat.fr/
A l'issue de l'enquête publique, le conseil municipal approuvera le PLU, éventuellement modifié pour tenir compte des observations émises lors de l'enquête, et suivant l'avis du commissaire enquêteur
Le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur à la mairie, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Ces documents seront également consultables pendant la même période sur le site internet de la mairie

Le Maire, G. CHARTOIRE

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394

A2613827

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2, RÉVISION ALLÉGÉE N°1, DÉCLARATIONS DE PROJET N°1 ET N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Par arrêté du 24 avril 2026, le Président de Riom Limagne et Volcans soumet à enquête publique unique les projets de modification de droit commun n°2, révision allégée n°1, déclarations de projet n°1 et 2 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Riom Limagne et Volcans (RLV) selon les modalités suivantes :
L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 36 jours consécutifs du **22 mai 2026 à 10h jusqu'au 26 juin 2026 à 16h.**
La procédure de révision allégée n°1 comporte 24 points d'évolution et porte modification du règlement graphique (zonage) en réordonnançant certaines zones agricoles, c'est-à-dire le passage de tènements en zone Agricole protégée (Ap) vers une zone Agricole constructible (Ac) et le passage de tènements en zone Ac vers une zone Ap.
La procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'une caserne de pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, située à l'intersection des routes départementales n°941 et 943, correspondant aux parcelles cadastrales YC 88, 89, 107 et 108. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant le projet de caserne de pompiers.
La procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'un site de stockage d'électricité par batteries, situé 16 route de Pont du Château (Route départementale n°2) sur la commune de Malintrat. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant cette activité.
La procédure de modification de droit commun n°2 comporte 52 points d'évolution et a pour objet de modifier les zones urbaines dites «U» de façon à ce qu'elles reflètent mieux les caractéristiques des tissus urbains existants et qu'elles intègrent les projets en cours, adapter le règlement écrit pour tenir compte du contexte local et des projets et rectifier des erreurs afin d'assurer la cohérence du document, ajuster les prescriptions relatives aux éléments patrimoniaux afin de renforcer leur préservation, modifier des emplacements réservés pour mieux répondre aux spécificités locales et aux projets, ajouter des linéaires d'activités pour améliorer la mixité fonctionnelle de certains secteurs, adapter et créer des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en lien avec le contexte local et les projets et mettre en cohérence le plan des hauteurs avec le règlement écrit et avec les modifications envisagées dans la présente procédure.
Par décision n° E26000009/63, en date du 23 mars 2026, Monsieur le Président par intérim du tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné Monsieur NUGIER Bernard (retraité du Conseil Départemental en tant que directeur de cabinet) en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur JELADE Alexis en qualité de commissaire enquêteur suppléant.
Pendant toute la durée de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV et l'exposé de leurs motifs, les évaluations environnementales, ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées, pourront être consultés par le public :
- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération RLV (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- sur le site internet de la communauté d'agglomération RLV à l'adresse suivante : www.rlv.eu,
- sur un poste informatique mis à disposition du public à la communauté d'agglomération RLV au 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public* (sur demande).
Le public pourra consigner ses observations sur ces projets d'évolution du PLUi sur les registres suivants :
- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- ou par courriel à l'adresse mail dédiée : enquete-publique-plui@rlv.eu,
- ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours - 63200 Riom. Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour recevoir les observations et propositions écrites ou orales aux dates, heures et lieux suivants :
- Le vendredi 22 mai 2026 de 10h à 12h à la communauté d'Agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom
(siège de l'enquête publique unique),
- le jeudi 18 mai 2026 de 14h à 16h à la mairie de Chappes,
- le mercredi 10 juin 2026 de 14h à 16h à la mairie de Saint-Ours-les-Roches,
- le lundi 15 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie de Malintrat,
- le vendredi 26 juin 2026 de 14h à 16h à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom.
Le public pourra consulter, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à Riom et sur le site Internet de la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans à l'adresse informatique suivante : http://www.rlv.eu.
A l'issue de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV, éventuellement modifiées pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront approuvées par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.

*à l'exception du lundi 25 mai 2026.

A2614708

Commune d'Orcines

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Identification de la collectivité qui passe le marché
Commune de ORCINES
Mairie - place St Julien 63870 ORCINES
Tél. : 04.73.62.10.09 Courriel : accueil@mairie-orcines.fr - Adresse internet : https://www.orcines.fr/
Site du profil d'acheteur : https://www.chaumeil-marchespublics.fr
Procédure de passation
Marché public à procédure adaptée
Mode : procédure ouverte
Objet du marché : Fourniture de denrées alimentaires et assistance technique pour la confection des repas du restaurant scolaire et l'ALSH de la commune d'Orcines
Type de marché : Accord cadre à bons de commandes
Durée : A compter du 01/09/2026 jusqu'au 31/08/2027
Lieu d'exécution
50 route du Puy de Dôme La Font de l'Arbre 63870 ORCINES
Conditions de délai
Date limite de réception des offres : vendredi 19 juin 2026 à 16h00
Délai de validité des offres : 120 jours
Conditions d'attribution
Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le règlement de consultation
Justificatifs à fournir quant aux qualités et capacités des candidats
Pièces prévues au code de la commande publique.
Renseignements complémentaires
Les visites du site sont obligatoires dans les conditions fixées au règlement de la consultation
Date de publication : 28 mai 2026

A2614414

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE : Ouverture d'une enquête publique préalable à deux permis de construire délivrés au nom de l'Etat pour le projet de centrale photovoltaïque au sol et flottante sur le territoire de la commune de Pont-du-Château, lieu-dit «Le Bois»

Une enquête publique d'une durée de **trente-trois jours** est ouverte du **lundi 15 juin 2026 à partir de 9h00 au vendredi 17 juillet 2026 inclus jusqu'à 16h30,** à l'effet de recueillir les observations de toute personne intéressée sur le projet présenté par la société TotalEnergies Renouvelables France relatif à la construction d'une centrale photovoltaïque au sol et flottante sur le territoire de la commune de Pont-du-Château, au lieu-dit «Le Bois».
L'enquête publique est conduite dans le cadre de l'instruction des demandes des permis de construire n° 063 284 24 G0002, déposée le 10 janvier 2024 pour la centrale photovoltaïque flottante et n° 063 284 24 G0060, déposée le 20 décembre 2024 pour la centrale au sol, par la société TotalEnergies Renouvelables France.
Le projet s'implante sur une superficie de 14,12 Ha, pour une puissance totale de 8,5 MWc (3,6 MWc pour la partie flottante, 4,9 Mwc pour le partie au sol).
Le dossier qui comporte notamment une étude d'impact, son résumé non technique, l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale et les avis des services est consultable :
- en mairie de **Pont-du-Château** (siège de l'enquête) et tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête aux horaires habituels d'ouverture de la mairie (sauf le lundi 13 juillet) :
  - du lundi au jeudi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00 ;
  - vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 16h30.
- à la Préfecture du Puy de Dôme, sur un poste informatique, au bureau de l'Environnement, 5ème étage du bâtiment situé rue d'Assas, à Clermont-Ferrand, du lundi au vendredi de 8h15 à 16h (15h30 le vendredi) ;
- sur le site internet dédié du registre dématérialisé disponible à l'adresse suivante (https://www.democratie-active.fr/projetsolairepontduchateau/) accessible également depuis le site internet de la Préfecture du Puy-de-Dôme (www . puy - de - dome . gouv . fr rubriques : actions de l'Etat/environnement, eau, prévention des risques, énergie/photovoltaïque).
Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.
M. Gilbert BADOIL, Ingénieur en retraite, désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire (M. Patrick MIROWSKI est désigné commissaire enquêteur suppléant) recevra le public en mairie de Pont-du-Château les :
  - lundi 15 juin de 9h00 à 12h00 ;
  - mercredi 24 juin de 14h00 à 17h00 ;
  - jeudi 2 juillet de 9h00 à 12h00 ;
  - vendredi 10 juillet de 13h30 à 16h30 ;
  - vendredi 17 juillet de 13h30 à 16h30.
Toute personne ayant des observations et/ou des propositions à présenter pourra :
- les consigner sur le registre ouvert à cet effet,
- les exprimer ou les remettre directement auprès du commissaire enquêteur lors des permanences qu'il tiendra,
- les adresser par voie postale, au commissaire-enquêteur, à la mairie de Pont-du-Château (place de l'Hôtel de Ville, 63 430 Pont-du-Château), siège de l'enquête, où elles seront annexées au registre d'enquête,
- les formuler sur un registre dématérialisé à l'adresse suivante :
https://www.democratie-active.fr/projetsolairepontduchateau/
- les adresser par voie électronique à l'adresse suivante : projetsolairepontduchateau@democratie-active.fr
Les observations transmises par courriel seront publiées sur le registre.
Des informations peuvent également être demandées auprès de Mme Sophie Lécorché, TotalEnergies Renouvelables France, 12-14 allée du Levant, 69 890 LA TOUR-DE-SALVAGNY, Tel : 06.13.25.74.81, mail : sophie.lecorche@totalenergies.com
Toute personne peut, après l'enquête publique, prendre connaissance à la préfecture, notamment sur son site internet (www.puy-de-dome.gouv.fr) et en mairie de Pont-du-Château du rapport et des conclusions motivées du commissaire-enquêteur, pendant une durée d'un an à compter de la clôture de l'enquête.
La décision préfectorale susceptible d'intervenir à l'issue de la procédure est un arrêté préfectoral accordant les permis de construire avec ou sans prescription ou refusant les permis de construire.

A2613494

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Enquête publique unique portant sur la révision allégée n°1 et la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de la Vallée de l'Ance
Par arrêté n°2026-06b le Président d'Ambert Livradois Forez a ordonné l'ouverture de l'enquête publique unique sur les projets de : Révision allégée n°1 du PLUi de la Vallée de l'Ance portant sur le repositionnement de zones urbaines et de Modification n°1 du PLUi de la Vallée de l'Ance portant sur la reprise de différentes pièces du PLUi. Les deux procédures sont soumises à évaluation environnementale.
La personne responsable de ces procédures d'évolution du PLUi est Ambert Livradois Forez, représentée par son Président, Monsieur Daniel FORESTIER, 15 avenue du 11 Novembre, 63600 AMBERT. A l'issue de l'enquête publique unique, le conseil communautaire approuvera les procédures, éventuellement modifiées pour tenir compte des observations émises lors de l'enquête, des avis des personnes publiques associées et suivant l'avis du commissaire enquêteur.
L'enquête publique unique se déroulera pendant 31 jours du 26 mai 2026 à 10h au 25 juin 2026 à 16h00. Le siège de l'enquête se situe à la communauté de communes Ambert Livradois Forez - Espace France Services de Viverols, 3 place de l'église, 63840 VIVEROLS.
Par décision n°E25000132/63 en date du 7 janvier 2026 de la Présidente du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, Monsieur Annick DE OLIVEIRA, attaché principal d'administration en retraite, est désigné en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Madame Elisabeth BARRAUD, est désignée commissaire enquêtrice suppléante.
Toute personne pourra, à sa demande, adressée au Président de la communauté de communes - 15 avenue du 11 novembre 63600 AMBERT - et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique unique.
Le dossier d'enquête unique pourra être consulté :
- Sur le site internet www.ambertlivradoisforez.fr
- En version papier au siège de l'enquête et dans les mairies de Baffie, Églisolles, La Chaulme, Médeyrolles, Saillant, Saint Anthème, Saint Clément de Valorgue, Saint Romain, Sauvessanges et Viverols aux jours et heures d'ouvertures habituels. - Sur un poste informatique à l'Espace France Services de Viverols aux jours d'ouverture habituels.
- Sur le registre dématérialisé:
https://www.democratie-active.fr/plui-vallee-ance/
Chacun pourra prendre connaissance du dossier ainsi que des remarques formulées et consigner éventuellement ses appréciations, suggestions ou contre-propositions :
- Sur les registres d'enquête présents au siège de l'enquête et en mairies de Baffie, Églisolles, La Chaulme, Médeyrolles, Saillant, Saint Anthème, Saint Clément de Valorgue, Saint Romain, Sauvessanges et Viverols
- Par courrier postal à : Communauté de communes Ambert Livradois Forez – antenne de Cunlhat, à l'attention de M. le commissaire enquêteur, Annick DE OLIVEIRA
- Par courrier électronique à : pluivalleeance@democratie-active.fr
- Lors des permanences du commissaire enquêteur : Mardi 26 mai 2026 de 10h à 12h à la mairie de Saint Anthème / Vendredi 12 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie de Saint Anthème / Vendredi 12 juin 2026 de 14h à 16h à l'Espace France Services de Viverols / Mercredi 17 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie d'Églisolles / Jeudi 25 juin 2026 de 14h à 16h à l'Espace France Services de Viverols
- Sur le registre dématérialisé d'enquête publique au fur et à mesure de l'enquête : https://www.democratie-active.fr/plui-vallee-ance/
Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public au siège d'ALF, en mairies et sur le site internet d'ALF pendant un an à compter de la clôture de l'enquête.

Hebdo | Journal VENDRE | ALC

2 POSSIBILITÉS
pour publier vos annonces légales dans nos journaux ou sur le web :

PLATEFORME ALC RÉGIE
24h/24 - 7j/7 | FR

annoncelegale.alcregie.com

ENVOI PAR MAIL
Une équipe à votre disposition
annonces.legales@alcregie.com

Besoin d'un renseignement ?
05 56 44 72 24

ALC | in

Annonces administratives, judiciaires et légales...
à chacun sa solution !

le Semeur Hebdo
Journal d'informations locales et départementales

4 allée Groupe N. Bourbaki,
CS 50034 - 63178 AUBIÈRE CEDEX

Société Nouvelle Semeur Hebdo : EURL 99 ans - Cap. 50 000 € - 4 allée Groupe N. Bourbaki, CS50034-63178 AUBIERE CEDEX - Président : Vincent David - As. : PMSO - RCS CLERMONT-FERRAND 803 694 280.

RÉDACTION :
redaction@semeur.com
04 73 98 46 00
Directeur de la publication : Vincent David - Rédacteur en chef : Cyril Grèghi - Rédacteur en chef adjoint : Patrick Ragon - Journalistes : Ludivine Bourdugé, Guillaume Chamoyral & Kevin Le Gouguec.

PUBLICITÉ :
emmanuelle.suss@semeur.com
06 60 09 35 55 - 04 73 98 21 93
Chargé des ventes : Emmanuelle Suss.

ANNONCES LÉGALES.
annonces.legales@alcregie.com
05 56 44 72 24

ABONNEMENT - DIFFUSION.
abonnementdiffusion@courrier-francais.fr
05 24 67 39 63
Intégral 1 an (papier + internet) : 77€
Numérique 1 an : 48€. (prix T.T.C. au taux de 2,10%)

IMPRIMERIE :
QCF : 63 avenue Jean-Mermoz, Allée des Bourdillats, 89000 AUXERRE.

CPPAP : 0127 C 81112 - ISSN : 0985-7791
Dépôt légal à parution.

Par arrêté préfectoral, notre journal est habilité à publier les annonces judiciaires et légales.

Ce journal a été imprimé sur du papier recyclé issu de fibres exploitées durablement (100%) ou sur du papier certifié PEFC issu de forêts durablement gérées. Il a été fabriqué en France, en Espagne ou au Canada. L'élaboration des eaux (fabrication pâte et papier) est de 0,01 kg/t.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394

Annonces légales

Retrouvez toutes les publications sur
www.centreofficielles.com

04.73.17.31.27
legales@centrefrance.com

Par arrêté préfectoral, notre journal est habilité à la publication des annonces judiciaires et légales sur l'ensemble du département du Puy-de-Dôme au tarif en vigueur fixé par l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication de ces annonces.

Annonces légales & administratives

RLV
RIOM LIMAGNE & VOLCANS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2, RÉVISION ALLÉGÉE N°1, DÉCLARATIONS DE PROJET N°1 ET N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Par arrêté du 24 avril 2026, le Président de Riom Limagne et Volcans soumet à enquête publique unique les projets de modification de droit commun n°2, révision allégée n°1, déclarations de projet n°1 et 2 emportant mise en compatibilité du Plan local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Riom Limagne et Volcans (RLV) selon les modalités suivantes :

L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 36 jours consécutifs du **22 mai 2026 à 10h jusqu'au 26 juin 2026 à 16h.**

La procédure de révision allégée n°1 comporte 24 points d'évolution et porte modification du règlement graphique (zonage) en réordonnançant certaines zones agricoles, c'est-à-dire le passage de ténements en zone Agricole protégée (Ap) vers une zone Agricole constructible (Ac) et le passage de ténements en zone Ac vers une zone Ap

La procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'une caserne de pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, située à l'intersection des routes départementales n°941 et 943, correspondent aux parcelles cadastrales YC 88, 89, 107 et 108. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant le projet de caserne de pompiers.

La procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'un site de stockage d'électricité par batteries, situé 16 route de Pont du Château (Route départementale n°2) sur la commune de Malintrat. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant cette activité.

La procédure de modification de droit commun n°2 comporte 52 points d'évolution et a pour objet de modifier les zones urbaines dites « U » de façon à ce qu'elles reflètent mieux les caractéristiques des tissus urbains existants et qu'elles intègrent les projets en cours, adapter le règlement écrit pour tenir compte du contexte local et des projets et rectifier des erreurs afin d'assurer la cohérence du document, ajuster les prescriptions relatives aux éléments patrimoniaux afin de renforcer leur préservation, modifier des emplacements réservés pour mieux répondre aux spécificités locales et aux projets, ajouter des linéaires d'activités pour améliorer la mixité fonctionnelle de certains secteurs, adapter et créer des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en lien avec le contexte local et les projets et mettre en cohérence le plan des hauteurs avec le règlement écrit et avec les modifications envisagées dans la présente procédure.

Par décision n° E26000009/63, en date du 23 mars 2026, Monsieur le Président par intérim du tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné Monsieur NUGIER Bernard (retraité du Conseil Départemental en tant que directeur de cabinet) en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur JELADE Alexis en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV et l'exposé de leurs motifs, les évaluations environnementales, ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées, pourront être consultés par le public :

- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération RLV (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- sur le site internet de la communauté d'agglomération RLV à l'adresse suivante : www.rlv.eu,
- sur un poste informatique mis à disposition du public à la communauté d'agglomération RLV au 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public* (sur demande).

Le public pourra consigner ses observations sur ces projets d'évolution du PLUi sur les registres suivants :

- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- ou par courriel à l'adresse mail dédiée : enquete-publique-plui@rlv.eu,
- ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours - 63200 Riom.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour recevoir les observations et propositions écrites ou orales aux dates, heures et lieux suivants :

- Le vendredi 22 mai 2026 de 10h à 12h à la communauté d'Agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom (siège de l'enquête publique unique),
- le jeudi 18 mai 2026 de 14h à 16h à la mairie de Chappes,
- le mercredi 10 juin 2026 de 14h à 16h à la mairie de Saint-Ours-les-Roches,
- le lundi 15 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie de Malintrat,
- le vendredi 26 juin 2026 de 14h à 16h à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom.

Le public pourra consulter, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à Riom et sur le site internet de la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans à l'adresse informatique suivante : http://www.rlv.eu.

A l'issue de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV, éventuellement modifiées pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront approuvées par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.

*à l'exception du lundi 25 mai 2026.

Petites annonces

Votre petite annonce
par téléphone ou par mail
04.73.17.30.30
annonces.cfp@centrefrance.com

Info service

l'actu direct
lamontagne.fr

Artisans

RECUPERATION ET ACHAT, de fer et métaux, récupération de voitures, débarrasse maison, cave, grenier, grange et garage, RC 830467056. _ HENRIQUE, tél. 06.29.36.44.99. 37158-0002



Services



NETTOYAGE DE TOMBE, Puy-de-Dôme et alentours. _ . MEMORIA SERVICES, tél. 06.85.63.86.29. 35652-0005

Voyance



VOYANT MARABOUT AFRICAIN, travaille sur les sujets qui vous préoccupent, de 8 h à 22 h, la 1ère question est gratuite, RC 910652973. _ VOYANT OUSS, tél. 07.61.44.29.44. 15634-0003

Véhicules

Achats berlines

RECHERCHE CAMPING-CAR, à partir de 2002 à 2015, bon ou mauvais état. _ Tél. 06.43.23.43.51. 28017-0019

Emplois

Demandes emploi

AIDE-SOIGNANTE diplômée retraitée cherche garde personnes âgées en 24/24. Expériences et références. Disponible. CESU accepté. _ Tél.06.58.67.68.34. 37875-0001

Immobilier

Autre immobilier

ACHETE PLANTATIONS RESINEUX, env. 40 ans ou plus, en coupe rase ou en éclaircie avec terrain si poss., toutes régions. _ tél. 06.08.03.82.41, sir 428155873. 13158-0002

Mariages rencontres

Agences



POUR DES RENCONTRES SERIEUSES, appelez votre conseillère matrimoniale, Anne-Marie. WWW.ANNE-MARIE-CONSEILS.COM, tél. 06.78.41.95.41. 140, rue, Jean Jaurès, Vichy, Rendez-vous possible à Thiers, Clermont ou Riom. 9358-0235

Téléphone



RITA 63 ANS, la solitude devient pesante, j'aimerai connaître 1 tournant dans ma vie de femme, téléphone moi. _ SD, tél. 0895.10.29.00 - 0,80 €/min + prix appel. 13198-0066



VALERIE 62 ANS, malheureuse après divorce tardif, recherche compagnie masculine par tél, RC 487771388. _ HD, tél. 0895.10.81.10 - 0,80 €/min + prix appel. 14361-0050



CHARMANTE DIVORCÉE ss enfant, ch. H. célib. pr belle rencontre par tel, RC 442035499. _ ABY, tél. 08.95.10.06.38, 0,80€/mn+prix appel. 11464-0063



CÉLIBATAIRE 55 ANS, épicurienne et gaie ch. H. mêmes valeurs pr relation par tel, RC 442035499. _ ABY, tél. 08.95.10.06.61, 0,80€/mn+prix appel. 11464-0064

Le sport en direct
lamontagne.fr

Divers agriculture

Matériels agricoles

RECHERCHE TRACTEURS ET TELESCOPIQUES, toutes marques, tous états, même HS, à partir de 1970 à 2010, recherche roundballer à rouleaux ou barrettes à chambre fixe, déplacement rapide, RC S29866881. _ CORNELOUP J., tél. 06.43.23.43.51. 28017-0020

A nos lecteurs...

Comment répondre à une petite annonce

Lorsqu'il y a la mention écrire CENTRE FRANCE PUBLICITÉ, nous ne pouvons vous donner l'adresse. Vous écrivez une lettre destinée à l'annonceur. Précisez bien le numéro exact de l'annonce qui vous intéresse ou de préférence joignez la coupure de l'annonce. A réception, nous la transmettrons à l'intéressé. C'est lui qui doit vous répondre directement.

Très important

De nombreux lecteurs nous donnent des numéros d'annonces qui ne correspondent pas à l'annonce qui les intéresse. De ce fait, leur lettre prend une mauvaise destination. Donnez-nous le numéro exact et vous serez satisfait dans le minimum de temps.

A nos annonceurs

Nous prions nos annonceurs de répondre aux lettres qu'ils reçoivent, surtout lorsqu'elles sont accompagnées d'un timbre. Nous les en remercions.

Bonnes affaires

Antiquités brocantes



ACHETE CHER AU MEILLEUR PRIX, vos fourrure, robe de soirée, escarpin, tableau, bibelot, cuivre, étain, montre, pièce de monnaie, estimation, déplacement gratuit, RC 851299057. _ MAISON CAUBET, tél. 07.62.70.51.38 ou 02.53.35.08.64. 31556-0017

LA MONTAGNE

SA à Conseil d'administration au capital de 609.796,07 €
RCS de Clermont-Ferrand n°856 200 159
SIRET 856 200 159 005 10

43, rue du Clos-Four - 63056 CLERMONT-FERRAND Cedex 2.
Téléphone 04.73.17.17.17.

N°TVA : FR40 856 200 159

Président du Conseil d'administration : **M. Alain VEDRINE**
Directeur général
Directeur de la publication : **M. Francis GAUNAND**
Directeur éditorial : **M. Thibaud VUITTON**
Directeur éditorial et Rédacteur en chef : **M. Stéphane VERGEADE**
Fondateur : **Alexandre VARENNE**

N° CPPAP : 0430 C 86413 - N°CNIL : 2193353.

Imprimerie : GCF - 124, rue Georges Charpak Zone des Montels - 63118 Cébazat.

Relation abonnés : 09.75.12.40.40 (service gratuit + prix appel)

I. – **PUBLICITÉ LOCALE** : CENTRE FRANCE PUBLICITÉ, 45, rue du Clos-Four, 63020 Clermont-Ferrand Cedex 2 :
1) **Publicité commerciale.** – Tél. 04.73.17.30.42.
2) **Petites annonces.** – Tél. 04.73.17.30.30.
3) **Annonces officielles.** – Tél. 04.73.17.31.27.
4) **Emploi : carrières et professions.** – Tél. 04.73.17.31.26.
5) **Avis d'obsèques.** – Tél. 04.73.17.31.41.

II. – **PUBLICITÉ NATIONALE** : 365 SAS - 101, boulevard Murat - CS 51724 - 75771 Paris Cedex 16 :
Publicité commerciale. – Tél. 01.80.48.93.66.

APM · CentreFrance

LE TRI + FACILE

Journal imprimé sur du papier majoritairement produit en Europe à partir de fibres recyclées. L'empreinte des eaux est de 0 915 kg l de papier.



PDD

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394

AVIS DE SAISINE DE LÉGATAIRE UNIVERSEL

Article 1007 du Code civil
Article 1378-1 Code de procédure civile
Loi n°2016-1547du 18 novembre 2016

Suivant testament olographe en date du 26 février 2007. Mme Renée Simone JURY, en son vivant Retraitée, veuve de Mr Jean Thomas MARQUE, demeurant à CHAMALLIERES (63400) 33 rue du Sable d'Etampes. Née à ROYAT (63130), le 28 août 1933. Décédée à CLERMONTFERRAND (63000) le 21 décembre 2025. A consenti un legs universel. Consécutivement à son décès, ce testament a fait l'objet d'un dépôt aux termes du procès-verbal d'ouverture et de description de testament reçu par Maître Isabelle GRAVIERE, Notaire exerçant au sein de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée « OFFICE NOTARIAL AUBIERE » avec pour sigle : ONA, titulaire d'un Office Notarial à AUBIERE (Puy-de-Dôme), 62, Avenue de la Margeride, le 21 mai 2026, duquel il résulte que le légataire remplit les conditions de sa saisine. Opposition à l'exercice de ses droits pourra être formée par tout intéressé auprès du notaire chargé du règlement de la succession : Maître Isabelle GRAVIERE, notaire à AUBIERE 63170, référence CRPCEN : 63012, dans le mois suivant la réception par le greffe du tribunal judiciaire de CLERMONT-FERRAND de l'expédition du procès-verbal d'ouverture du testament et copie de ce testament. En cas d'opposition, le légataire sera soumis à la procédure d'envoi en possession.

380535

RIOM LIMAGNE & VOLCANS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2, RÉVISION ALLÉGÉE N°1, DÉCLARATIONS DE PROJET N°1 ET N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Par arrêté du 24 avril 2026, le Président de Riom Limagne et Volcans soumet à enquête publique unique les projets de modification de droit commun n°2, révision allégée n°1, déclarations de projet n°1 et 2 emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de Riom Limagne et Volcans (RLV) selon les modalités suivantes : L'enquête publique se déroulera pendant une durée de 36 jours consécutifs du **22 mai 2026 à 10h jusqu'au 26 juin 2026 à 16h.**

La procédure de révision allégée n°1 comporte 24 points d'évolution et porte modification du règlement graphique (zonage) en réordonnançant certaines zones agricoles, c'est-à-dire le passage de tènements en zone Agricole protégée (Ap) vers une zone Agricole constructible (Ac) et le passage de tènements en zone Ac vers une zone Ap.

La procédure de déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'une caserne de pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, située à l'intersection des routes départementales n°941 et 943, correspondant aux parcelles cadastrales YC 88, 89, 107 et 108. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant le projet de caserne de pompiers.

La procédure de déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi a pour finalité de rendre possible l'implantation d'un site de stockage d'électricité par batteries, situé 16 route de Pont du Château (Route départementale n°2) sur la commune de Malintrat. La mise en compatibilité du PLUi consistera à définir un zonage et un règlement écrit associé autorisant cette activité.

La procédure de modification de droit commun n°2 comporte 52 points d'évolution et a pour objet de modifier les zones urbaines dites « U » de façon à ce qu'elles reflètent mieux les caractéristiques des tissus urbains existants et qu'elles intègrent les projets en cours, adapter le règlement écrit pour tenir compte du contexte local et des projets et rectifier des erreurs afin d'assurer la cohérence du document, ajuster les prescriptions relatives aux éléments patrimoniaux afin de renforcer leur préservation, modifier des emplacements réservés pour mieux répondre aux spécificités locales et aux projets, ajouter des linéaires d'activités pour améliorer la mixité fonctionnelle de certains secteurs, adapter et créer des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) en lien avec le contexte local et les projets et mettre en cohérence le plan des hauteurs avec le règlement écrit et avec les modifications envisagées dans la présente procédure.

Par décision n° E26000009/63, en date du 23 mars 2026, Monsieur le Président par intérim du tribunal administratif de Clermont-Ferrand a désigné Monsieur NUGIER Bernard (retraité du Conseil Départemental en tant que directeur de cabinet) en qualité de commissaire enquêteur titulaire et Monsieur JEIADE Alexis en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Pendant toute la durée de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV et l'exposé de leurs motifs, les évaluations environnementales, ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées, pourront être consultés par le public :

- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération RLV (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- sur le site internet de la communauté d'agglomération RLV à l'adresse suivante : www.rlv.eu,
- sur un poste informatique mis à disposition du public à la communauté d'agglomération RLV au 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public* (sur demande).

Le public pourra consigner ses observations sur ces projets d'évolution du PLUi sur les registres suivants :

- sur support papier, dans les mairies de Chappes (4 rue de la Mairie), Saint-Ours-les-Roches (11 rue de la Mairie) et Malintrat (14 rue de l'Hôtel de Ville) et à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (8 rue Grégoire de Tours à Riom) siège de l'enquête publique unique, et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public*,
- ou par courriel à l'adresse mail dédiée : enquete-publique-plui@rlv.eu,
- ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours - 63200 Riom.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, pour recevoir les observations et propositions écrites ou orales aux dates, heures et lieux suivants :

- Le vendredi 22 mai 2026 de 10h à 12h à la communauté d'Agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom (siège de l'enquête publique unique),
- le jeudi 18 mai 2026 de 14h à 16h à la mairie de Chappes,
- le mercredi 10 juin 2026 de 14h à 16h à la mairie de Saint-Ours-les-Roches,
- le lundi 15 juin 2026 de 10h à 12h à la mairie de Malintrat,
- le vendredi 26 juin 2026 de 14h à 16h à la communauté d'agglomération RLV, 8 Rue Grégoire de Tours 63200 Riom.

Le public pourra consulter, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours à Riom et sur le site internet de la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans à l'adresse informatique suivante : http://www.rlv.eu.

A l'issue de l'enquête publique, les procédures susmentionnées d'évolution du PLUi de RLV, éventuellement modifiées pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, seront approuvées par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.

*à l'exception du lundi 25 mai 2026.

Offres d'emploi

Retrouvez toutes les annonces sur
www.centreemploi.com
04.73.17.31.26
emploi@centrefrance.com

La SAS BROUSSE Didier, plâtrerie, peinture, isolation basée à Teilhet (proche Saint-Eloy-les Mines) recherche activement
UN PLAQUISTE (h/f)
volontaire, dynamique et sérieux pour rejoindre notre équipe.
Travaux marchés publics, travaux neufs aux alentours de Clermont-Ferrand et Riom et de rénovations auprès de particuliers aux alentours de Saint-Eloy-les-Mines ; Saint-Gervais-d'Auvergne.
Contact au 04.73.85.11.31 - sarl.brousse@orange.fr



VOUS RECRUTEZ ?
CONTACTEZ NOS EXPERTS
emploi@centrefrance.com
04 73 17 31 26
COMMUNICATION DE RECRUTEMENT
Conseil - Solutions média - Création
CENTRE FRANCE PUB

Petites annonces

Votre petite annonce par téléphone ou par mail
04.73.17.30.30
annonces.cfp@centrefrance.com

Info-service

Services



NETTOYAGE DE TOMBE, Puy-de-Dôme et alentours. _ . MEMORIA SERVICES, tél. 06.85.63.86.29. 35652-0006

Voyance



PROFESSEUR SELOU, grand voyant medium, discrétion assurée, contactez-moi pour prendre rendez-vous, entre 8 h et 21 h, RC 891510695, appelez au. _ Tél. 07.58.84.44.03. 15120-0005

Emplois

Offres d'emploi

RECHERCHE couple (h/f) pour entretien propriété, en complément de salaire. Connaissances agricoles souhaitées. Logement assuré. Proximité Commentry (03). Paiement CESU. _ Tél.06.76.12.38.16. 48182-0002

Immobilier

cier dôme
RIOM



Maison de bourg T4 - 78 m²
Avenue Charles d'Ornellas RIOM
Prix : 95.000 €
Maison en R+2
Taxe foncière estimée : 1.377€
Chauffage ind. Gaz - DPE : en cours
Date limite de remise des offres en mains propres le 26 juin 2026.
Visites sur rendez-vous
04 73 41 34 88

Autre immobilier

cier dôme
COURNON-D'AUVERGNE



Appartement T3 61 m²
32, place Jean-Jaurès
Prix : 111.000 €
2e étage sans ascenseur.
Balcon, cave.
Charges prévisionnelles : 950 €/an.
Taxe foncière : 769 €.
Chauffage ind. gaz neuve - DPE : C
Possibilité stationnement en supplément.
Date limite de remise des offres en mains propres le 26 juin 2026.
Visites sur rendez-vous
04 73 41 34 09

ACHETE PLANTATIONS RESINEUX, env. 40 ans ou plus, en coupe rase ou en éclaircie avec terrain si poss., toutes régions. _ tél. 06.08.03.82.41, sir 42815587 3. 13158-0002

cier dôme
RIOM
Résidence LA VARENNE 2



Appartement T3 duplex 70 m²
1, rue Jacques Prévert
Prix : 131.000 €
Garage, jardin.
Taxe foncière : 1.300€
Charges prévisionnelles : 1.200€/an
Chauffage ind. gaz - DPE : en cours.
Date limite de remise des offres en mains propres le 26 juin 2026.
Visites sur rendez-vous
04 73 41 34 09

Mer

PALAVAS, loue F2 neuf, 45 m2, balcon, rive droite, vue mer, wifi, clim, park. privé, chambre séparée, libre sem. 25, 28, 32, 33, 35, 36. _ Tél. 06.44.12.82.57. 32304-0008

Mariages rencontres

Téléphone



MARIE jeune femme, 41a., aimant faire la fête ch. contact et dialogue par tel, RC 442035499. _ ABY, tél. 08.95.10.06.61, 0,80€/mn+prix appel. 11464-0067



FEMME DIVORCÉE élégante et soignée, ch. H bon. éduc. pr relation par tel, RC 442035499. _ ABY, tél. 08.95.10.06.38, 0,80€/mn+prix appel. 11464-0068



JACKIE 64 ANS, toujours séduisante, cherche homme pour partager moment complice, par tél. _ SD, tél. 0895.10.12.72 - 0,80€/min + prix appel. 13198-0069

Divers agriculture

Matériels agricoles

RECHERCHE TRACTEURS ET TELESCOPIQUES, toutes marques, tous états, même HS, à partir de 1970 à 2010, recherche roundballer à rouleaux ou barrettes à chambre fixe, déplacement rapide, RC 529866881. _ CORNELOUP J., tél. 06.43.23.43.51. 28017-0020

Récoltes

VEND MIEL, 11 €/kg, livraison possible. _ Tél. 06.73.45.31.80. 37787-0002

Bonnes affaires

Antiquités brocantes



POUR CLIENTS USA, mobilier, bijoux, miroir, tableaux, verres, machine à coudre, argenterie, tapisseries, etc. _ MAISON GAUDILLAT, tél. 06.51.84.95.78. 10361-0005



ACHETE CHER, fourrures, montres, bagagerie, monnaies, mobilier, vins anciens, cuivres, etc. _ MAISON CHARLES GAUDILLAT, tél. 06.51.84.95.78. 10361-0006



ACHETE CHER AU MEILLEUR PRIX, vos fourrure, robe de soirée, escarpin, tableau, bibelot, cuivre, étain, montre, pièce de monnaie, estimation, déplacement gratuit, RC 851299057. _ MAISON CAUBET, tél. 07.62.70.51.38 au 02.53.35.08.64. 31556-0019

LA MONTAGNE

SA à Conseil d'administration au capital de 609.796,07 €
RCS de Clermont-Ferrand n°856 200 159
SIRET 856 200 159 005 10
45, rue du Clos-Four - 63056 CLERMONT-FERRAND Cedex 2.
Téléphone 04.73.17.17.17.
N°TVA : FR40 856 200 159

Président du Conseil d'administration : M. Alain VEDRINE
Directeur général
Directeur de la publication : M. Francis GAUNAND
Directeur éditorial : M. Thibaud VUITTON
Directeur éditorial et Rédacteur en chef : M. Stéphane VERGEADE
Fondateur : Alexandre VARENNE

N° CPPAP : 0430 C 86413 - N°ISNI : 2193353.
Imprimerie : GCF - 124, rue Georges Charpak Zone des Montels - 63118 Cébazat.
Relation abonnés : 09.75.12.40.40 (service gratuit + prix appel)

I. — PUBLICITÉ LOCALE : CENTRE-FRANCE PUBLICITÉ, 45, rue du Clos-Four, 63020 Clermont-Ferrand Cedex 2 :
1) Publicité commerciale. — Tél. 04.73.17.30.42.
2) Petites annonces. — Tél. 04.73.17.30.30.
3) Annonces officielles. — Tél. 04.73.17.31.27.
4) Emploi : carrières et professions. — Tél. 04.73.17.31.26.
5) Avis d'obsèques. — Tél. 04.73.17.31.41.

II. — PUBLICITÉ NATIONALE : 366 SAS - 101, boulevard Murat - CS 51724 - 75771 Paris Cedex 16 :
Publicité commerciale. — Tél. 01.80.48.93.65.

Journal imprimé sur du papier majoritairement produit en Europe à partir de fibres recyclées. L'empreinte des eaux est de 0,015 kg/t de papier.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 46/75

Annexe n°4

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Évolution du plan local d'urbanisme intercommunal

Modification de droit commun n°2

Révision allégée n°1

Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi

Déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi

---

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

du 22 mai 2026 au 26 juin 2026

PROCÈS-VERBAL DE SYNTHÈSE

Bernard NUGIER

Commissaire enquêteur

2 juillet 2026

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 47/75

Conformément à l'arrêté du 24 avril 2026 du président de la communauté d'agglomération, l'enquête publique unique prescrite sur les quatre procédures d'évolution du PLUi de Riom Limagne et Volcans a pris fin le vendredi 26 juin 2026 à 16 h. Le même jour et à la même heure le commissaire enquêteur a clos le registre d'enquête ouvert au siège de RLV. Collectés par les services de la communauté d'agglomération, les registres ouverts dans les trois mairies de Chappes, Malintrat et Saint-Ours-les-Roches lui ont été remis et ont été clos dans l'heure qui a suivi.

Le présent procès-verbal, établi conformément à l'article R123-18 du code de l'environnement, fait la synthèse des observations inscrites sur ces registres ou recueillies au cours de l'enquête et précise les questions sur lesquelles le commissaire enquêteur souhaite obtenir des réponses pour motiver ses conclusions et formuler son avis.

1- Bilan de la consultation

Au total, pendant la durée de l'enquête :

- le commissaire enquêteur a reçu 15 visites (17 personnes) lors de ses quatre permanences : 4 visites au siège de RLV, 4 à Chappes, 5 à Saint-Ours-les-Roches et 2 à Malintrat.

- 7 observations ont été consignées sur les registres d'enquête :
  - 4 sur le registre ouvert au siège de RLV, dont deux émises par les services de RLV ;
  - 3 sur le registre ouvert à la mairie de Chappes ;
  - aucune sur le registre ouvert à la mairie de Malintrat ;
  - 1 sur le registre ouvert à la mairie de Saint-Ours-les-Roches.

- 12 observations ont été adressées par courrier postal ou électronique au siège de l'enquête.

- 8 observations ont été recueillies oralement par le commissaire enquêteur lors de ses permanences.

Au total, 27 observations ont donc été recueillies :

- 1 concerne une simple demande de renseignements : Mme Brigitte MERLE-FLOTTAT (Malintrat)

- 3 n'entrent pas dans le champ de la présente enquête publique. Il s'agit des observations formulées par M. et Mme CALVET Patrick et Joëlle (Chambaron-sur-Morge), M. Jean-Pierre PEYRIN (Volvic) et M. Aurélien CHAPUT (Pulvérières). Compte tenu de leur pertinence, elles méritent toutefois d'être prises en considération lors d'une prochaine procédure d'évolution du PLUi.

- 2 concernent des corrections d'incohérences relevées par les services de RLV dans le dossier mis à l'enquête.

Ainsi, 21 observations écrites ou orales émanant du public doivent-elles être prises en compte.

2- Synthèse des observations du public

21- Modification de droit commun n°2

- La mise en cohérence du plan des hauteurs avec le règlement écrit **(point n°29)** est contestée par un particulier (Mme Elsa OLLIER) et son conseil (Me Elsa POUDEROUX) qui considèrent que

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 48/75

cette mesure consistant à apprécier la hauteur par rapport à l'égout et non par rapport au faîtage, présentée comme la correction d'une erreur, constitue en fait un changement de règles qui a une incidence importante sur la hauteur des constructions autorisées.
Pour sa part, le collectif Fleur de Bitume demande à ce que toute ambiguïté soit levée sur le calcul des hauteurs par rapport à l'égout et non par rapport au faîtage, de manière à pouvoir réaliser son projet d'habitat participatif. À noter que ce projet fait l'objet d'un contentieux avec Mme OLLIER.

- L'OAP MOZ_8 permettant la construction de logements sociaux Allée du Parc à Mozac **(point n°14)** fait l'objet de deux demandes de modification du porteur du projet (Assemblia) :
  - sur la hauteur des constructions pour répondre aux prescriptions de l'ABF ;
  - sur la localisation des bâtiments pour garantir le désenclavement des propriétés riveraines.

22- Révision allégée n°1

Les trois agriculteurs de Chappes concernés par le reclassement de parcelles de la zone Ap vers la zone Ac se sont manifestés :
- soit pour se déclarer satisfait de la modification proposée : M. Joël ARNAUD **(point n°2)** ;
- soit pour s'interroger sur la pertinence de la règle consistant à limiter les transferts à 5 000 m² et demander une extension des parcelles constructibles en contrepartie d'un transfert au moins équivalent de parcelles Ac vers la zone Ap : MM. Lionel CROSNIER **(point n°1)** et Christophe FAURE **(point n°3)** ;

23- Déclaration de projet n°1

- Une seule opposition au projet de construction de la nouvelle caserne de sapeurs-pompiers s'est manifestée (Mmes CHAPUT, Pulvérières), Les arguments avancés : localisation à l'entrée du site Unesco, gaspillage d'argent public, allongement des temps d'intervention pour Pulvérières et Charbonnières-les-Varennes, non-respect de la loi montagne…

- Les sapeurs-pompiers des centres de secours de Pontgibaud et Saint-Ours-les-Roches se sont fortement mobilisés pour défendre le projet. Les arguments avancés : implantation stratégique pour la distribution des secours, mobilisation plus facile des personnels, économies de fonctionnement, meilleures conditions d'accueil et de formation pour les jeunes sapeurs-pompiers…

- Les maires de Saint-Ours-les-Roches, Pontgibaud et Saint-Pierre-le-Chastel ainsi que le président de Chavanon Combrailles et Volcans communauté apportent un soutien sans réserve au projet. Les élus apportent en outre des précisions sur la reconversion des locaux des actuelles casernes de Saint-Ours-les-Roches et Pontgibaud.

24- Déclaration de projet n°2

- Aucune opposition du public ne s'est manifestée, ni de la part des habitants de Malintrat et des environs, ni de la part des agriculteurs riverains de la parcelle pressentie pour l'implantation de l'équipement.

- Le maire de Malintrat apporte un soutien sans réserve au projet, considérant qu'il n'existe pas d'alternative au lieu d'implantation choisi et que la parcelle en question ne sera jamais destinée à l'agriculture.

- RTE relève l'absence de deux de ses prescriptions dans le dossier mis à l'enquête :
  - la mise à jour de la liste des servitudes I4 annexée au dossier ;

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 49/75

▫ l'intégration dans le règlement de dispositions concernant les ouvrages du réseau public de transport d'électricité.

- La société Harmony RNZ, qui porte le projet, justifie le choix de la localisation à proximité du poste RTE et l'absence de solution alternative. Elle apporte par ailleurs des précisions sur l'intégration paysagère des installations.

3- Questions complémentaires du commissaire enquêteur

À l'examen du dossier, de l'avis des PPA et des échanges intervenus tout au long de l'enquête, le commissaire enquêteur souhaite obtenir de RLV des réponses sur les points suivants :

31- Modification de droit commun n°2

▪ Au-delà des incohérences relevées (y compris par les services de RLV durant l'enquête) dans la rédaction des documents d'origine, quelle est la volonté politique de la communauté d'agglomération sur le mode de calcul de la hauteur des constructions autorisées ?

▪ Outre les éléments de réponse apportés au cours de l'enquête ou lors de la réunion d'examen conjoint, RLV peut-elle préciser sa position sur les deux points suivants qui ont fait l'objet de réserves de la part des services de l'État (DDT) :
▫ le fondement juridique de l'ajout de linéaires d'activités de service avec accueil de clientèle ;
▫ la modification du règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif **(point n°37)** ;

32- Révision allégée n°1

▪ Quelle méthodologie a utilisé RLV pour recenser les projets qui justifient la révision ?

33- Déclaration de projet n°1

▪ Pour garantir la bonne insertion architecturale et paysagère du projet, est-ce que RLV s'engage – outre le respect des prescriptions existantes – à activer un groupe de travail en amont de l'instruction du permis de construire, associant le Département, le SDIS, la DDT, la DREAL, le CAUE et le PNRVA ainsi que le préconise la CDNPS ?

34- Déclaration de projet n°2

▪ Est-il possible, sans remettre en cause la faisabilité du projet, de réduire l'emprise au sol des installations ?
▪ Des précisions peuvent-elles être apportées sur les mesures envisagées pour limiter l'impact visuel du projet et garantir son insertion paysagère ?

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 50/75

Le présent procès-verbal a été remis en main propre à M. Philippe CARTAILLEER, vice-président de Riom Limagne et Volcans en charge de l'urbanisme, le jeudi 02 juillet 2026 à 9 h, dans les locaux de la communauté d'agglomération.
Conformément à l'article R 123-18 du Code de l'environnement, Riom Limagne et Volcans dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations.

À Riom, le 02 juillet 2026,

Le Commissaire enquêteur

Bernard NUGIER

Le Vice-président de
Riom Limagne et Volcans

Philippe CARTAILLER

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 51/75

Annexe n°5

RIOM LIMAGNE
& VOLCANS
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Evolution du Plan Local d'Urbanisme de RLV :

**Modification de droit commun n°2, Révision allégée n°1,
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité n°1 et n°2
du commissaire enquêteur 02/07/26**

ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

du 22 mai 2026 au 26 juin 2026

MEMOIRE EN REPONSE
AU PROCES-VERBAL DE SYNTHESE
DU COMMISSAIRE ENQUETEUR
REMIS LE 2 JUILLET 2026

Le 16 juillet 2026

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 52/75

Modification de droit commun n°2 :

Rappel de la question : Au-delà des incohérences relevées (y compris par les services de RLV durant l'enquête) dans la rédaction des documents d'origine, quelle est la volonté politique de la communauté d'agglomération sur le mode de calcul de la hauteur des constructions autorisées ?

La communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV) souhaite encourager la densification du tissu urbain dans une logique de sobriété foncière. Cette orientation s'inscrit dans le contexte national de lutte contre l'artificialisation des sols et de mise en œuvre de l'objectif de Zéro Artificialisation Nette (ZAN), qui conduit les collectivités à optimiser l'utilisation des espaces déjà urbanisés.

Dans cette perspective, le choix de retenir les hauteurs à l'égout de toiture, plutôt que les hauteurs au faîtage, vise à préserver les capacités de densification du tissu urbain existant. Cette approche s'inscrit par ailleurs dans la continuité des règles d'urbanisme précédemment définies par une majorité de communes du territoire, notamment dans le cadre du PLU de Riom et de l'ancien PLUi de Limagne d'Ennezat. Ces dispositions avaient été établies afin de garantir une bonne insertion des constructions dans leur environnement bâti, en cohérence avec les gabarits existants.

Enfin, il est précisé que les services de l'Unité Départementales de l'Architecture et du Patrimoine (UDAP), dont les périmètres d'intervention recouvrent une grande partie des secteurs concernés par le plan des hauteurs, n'ont formulé aucune observation sur ce point d'évolution, ce qui vaut avis favorable de leur part.

Rappel de la question : Outre les éléments de réponse apportés au cours de l'enquête ou lors de la réunion d'examen conjoint, RLV peut-elle préciser sa position sur les deux points suivants qui ont fait l'objet de réserves de la part des services de l'Etat (DDT) :

- ***Le fondement juridique de l'ajout linéaire d'activités de services avec accueil de clientèle,***
- ***La modification du règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif***

RLV a pris connaissance de la réserve formulée par les services de l'État concernant le fondement juridique retenu pour l'identification des linéaires d'activités de services avec accueil de clientèle.

Après analyse juridique menée avec le bureau d'études en charge du PLUi et le conseil juridique de la collectivité, il apparaît que l'article R.151-37 du code de l'urbanisme ne constitue pas un outil adapté à l'objectif poursuivi, celui-ci étant relatif à la mixité des destinations au sein d'une construction ou d'une unité foncière. Or, le dispositif mis en œuvre dans le PLUi n'a pas pour objet d'imposer une mixité fonctionnelle.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 53/75

En l'absence de fondement juridique alternatif clairement identifié et compte tenu de l'existence de nombreux linéaires similaires déjà intégrés au PLUi approuvé, RLV fait le choix de maintenir le dispositif en l'état. Une modification du fondement réglementaire dans le cadre de la présente procédure apparaîtrait complexe et pourrait, par ailleurs, pénaliser plusieurs projets économiques en cours sur le territoire, dont certains sont en attente de l'aboutissement de cette procédure.

La collectivité maintient donc la référence actuelle et se réserve la possibilité de réexaminer ce dispositif dans le cadre d'une révision générale (le cas échéant) du PLUi, permettant une réflexion plus globale sur ce sujet et son encadrement juridique.

RLV prend acte de la réserve formulée par les services de l'État concernant l'évolution du règlement applicable aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif.

Le PLUi comporte d'ores et déjà deux OAP thématiques, l'une relative au paysage et l'autre au climat, qui définissent des orientations visant à assurer une bonne prise en compte des enjeux paysagers, environnementaux et d'intégration des projets dans leur environnement.

Par ailleurs, dans les secteurs couverts par le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA), la charte architecturale et paysagère du parc a été annexée au PLUi par voie de mise à jour en date du 2 juin 2026. Ce document constitue un cadre de référence complémentaire destiné à accompagner la conception des projets et à favoriser leur insertion qualitative dans les paysages et le patrimoine local.

Ces différents dispositifs constituent un cadre d'appréciation suffisamment solide pour prévenir les atteintes aux paysages et garantir la qualité d'insertion des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif. Ces projets demeurent en outre soumis à l'ensemble des autres dispositions réglementaires applicables ainsi qu'à l'instruction des autorisations d'urbanisme.

Toutefois, afin de tenir compte de la remarque formulée par les services de l'État, RLV propose de compléter le règlement littéral, à la fois dans les dispositions générales relatives aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et dans les dispositions applicables à la zone UE, par une règle rappelant l'exigence d'une insertion adaptée dans leur environnement paysager et urbain. Cette précision permettra de conforter l'objectif de préservation de la qualité paysagère du territoire tout en maintenant les évolutions portées par la modification de droit commun n°2 du PLUi.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 54/75

- **Révision allégée n°1 :**

Rappel de la question : Quelle méthodologie a utilisé RLV pour recenser les projets qui justifient la révision ?

La démarche mise en œuvre pour identifier et instruire les besoins d'évolution du PLUi en matière de zones agricoles constructibles repose sur une méthodologie progressive, encadrée et concertée avec les communes du territoire :

a. Prise en compte des projets présents dans les procédures antérieures

Les premières demandes d'évolution de zones Agricoles constructibles (Ac) vers des zones Agricoles protégées (Ap) émanent de la modification de droit commun n°1, au cours de laquelle plusieurs dossiers visant à faire évoluer des secteurs n'ont pas reçu de suite favorable par les services de l'État, lors de la consultation des personnes publiques associées (PPA).

Ces refus s'expliquent par deux éléments principaux :

- Ces évolutions relevaient en réalité du régime de révision allégée et non d'une modification de droit commun,
- Les surfaces des tènements concernés étaient trop conséquentes, impliquant l'application de la démarche « Éviter – Réduire – Compenser » (ERC), insuffisamment intégrée.

b. Définition d'un seuil en concertation avec l'État

Afin de limiter l'impact des évolutions sur le paysage et l'environnement, tout en assurant leur compatibilité avec les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), un seuil maximal de 5 000 m^2 de surface agricole constructible nouvelle par secteur a été établi par RLV, en concertation avec les services de l'État, dans une logique de préservation des terres agricoles.

c. Mise en place d'un recensement structuré à l'échelle intercommunale

A partir de juillet 2024, une démarche a été engagée à l'échelle du territoire, reposant sur la mise en avant du rôle des communes dans l'identification des besoins locaux. En effet, chaque commune est invitée à identifier les besoins d'évolution du PLUi, via un formulaire dédié. Cette méthode repose sur l'association directe des élus locaux, garants d'une bonne appréhension des enjeux locaux.

d. Encadrement strict des demandes

Le formulaire transmis aux communes comportait plusieurs exigences visant à encadrer les demandes :

- Les projets devaient être :
  - suffisamment matures (stade avant-projet),
  - justifiés par un besoin réel et strictement nécessaire au fonctionnement des exploitations agricoles,
  - limités au besoin réel.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 55/75

- Une logique de compensation systématique a été instaurée, imposant que toute ouverture à l'urbanisation de surfaces agricoles protégées soit compensée par la restitution d'une surface agricole protégée équivalente.

Ceci permet d'être au plus proche de la démarche ERC soutenue par l'Etat.

Ainsi, l'identification des projets agricoles s'est fondée sur l'association étroite des élus locaux, qui ont mené une démarche de concertation avec les agriculteurs de leur territoire. Par leur action fondée sur la sensibilisation et la pédagogie, ils ont contribué à l'atteinte de l'objectif de modération de la consommation d'espaces.

L'État (DDT) a formulé trois observations relatives au risque d'inondation : une au titre du PPRNPi (Plan de Prévention des Risques Naturels Prévisibles d'Inondation) de l'agglomération riomoise (point n° 9, commune de Riom) et deux au titre du porter à connaissance relatif à l'aléa inondation du futur PPRNPi Limagne des Marais (point n° 10, commune de Saint-Beauzire, et point n° 11, commune de Saint-Bonnet-près-Riom).
Concernant le point n° 11, le tènement proposé, d'une superficie de 2 908,5 m^2, est affecté sur moins de 125 m^2 par un aléa très fort identifié dans le cadre du futur PPRNPi Limagne des Marais. Cette procédure n'a atteint le stade du porter à connaissance que le 7 octobre 2025, soit postérieurement à la prescription de la présente révision allégée, sans que Riom Limagne et Volcans ait pu en tenir compte lors de son élaboration. Afin de prendre en considération cette évolution du contexte réglementaire, RLV propose de retrancher cette emprise de 125 m^2 de la future zone Ac.
Par ailleurs, l'État (DDT) a souligné l'incompatibilité des points n° 9 et n° 10 avec les dispositions applicables en matière de risque d'inondation. Le point n° 9 est concerné par des aléas faibles et moyens en zone peu ou pas urbanisée du PPRNPi de l'agglomération riomoise, tandis que le point n° 10 est affecté par des aléas faibles à forts dans le cadre du futur PPRNPi Limagne des Marais.
S'agissant plus particulièrement du point n° 9, dont l'évolution visait à permettre l'implantation d'une activité de maraîchage, RLV souligne les difficultés d'articulation entre les prescriptions du PPRNPi et l'installation de structures agricoles légères, telles que les serres maraichères.
En conséquence, RLV propose le retrait des points n° 9 et n° 10 de la révision allégée n° 1 ainsi que l'ajustement du périmètre du point n° 11 afin d'exclure la partie concernée par l'aléa très fort.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 56/75

- **Déclaration de projet n°1 :**

Rappel de la question : Pour garantir la bonne insertion architecturale et paysagère du projet, est-ce que RLV s'engage – outre le respect des prescriptions existantes – à activer un groupe de travail en amont de l'instruction du permis de construire, associant le Département, le SDIS, la DDT, la DREAL, le CAUE et le PNRVA ainsi que le préconise la CDPNS ?

RLV a mis en place un groupe de travail réunissant le Conseil départemental, le SDIS, la DDT, l'inspecteur des sites de la DREAL, le CAUE, le PNRVA ainsi que RLV afin de veiller à la bonne prise en compte des enjeux paysagers et d'accompagner étroitement la conception du projet en amont du dépôt du permis de construire. Cette démarche vise à assurer la réalisation d'une opération répondant aux ambitions architecturales, paysagères et environnementales attendues, conformément à l'OAP paysage du PLUi. Ce groupe de travail s'est réuni une première fois le 28 avril 2026. De nouvelles réunions seront organisées au fur et à mesure de l'avancement des études et notamment après la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre. La mise en place de cette instance apparaît de nature à répondre à la recommandation formulée par la CDNPS dans son avis du 30 avril 2026. RLV s'engage à poursuivre cette démarche de concertation et à réunir ce groupe de travail aussi souvent que nécessaire afin de garantir la qualité et la bonne intégration du projet.

Par ailleurs, il est précisé que, par arrêté de mise à jour du Président en date du 2 juin 2026, la charte architecturale et paysagère du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne a été annexée au PLUi. Cette intégration renforce la prise en compte des exigences architecturales, paysagères et environnementales dans la conception des projets.

Le groupe de travail mis en place ainsi que la charte architecturale et paysagère viennent compléter les outils déjà mobilisés par le PLUi, notamment les Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) Paysage et Climatique. L'ensemble de ces dispositifs constitue un cadre de référence solide en faveur de la qualité des aménagements envisagés et de leur bonne insertion architecturale et paysagère.

Dans ce contexte, l'élaboration d'une OAP sectorielle supplémentaire ne paraît pas présenter de réelle plus-value. En effet, le projet bénéficie déjà d'un accompagnement renforcé grâce au groupe de travail spécifiquement constitué, lequel permet d'associer en amont l'ensemble des acteurs concernés et d'intégrer progressivement leurs recommandations dans la conception du projet.
Cette démarche est d'autant plus pertinente que la zone Ast1 est exclusivement destinée à l'accueil de la future caserne de pompiers. Aucun autre projet n'est susceptible de s'y implanter. Les caractéristiques architecturales, paysagères et fonctionnelles de l'opération seront ainsi définies et affinées dans le cadre du travail partenarial engagé, avant même qu'une éventuelle OAP puisse être élaborée et approuvée.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 57/75

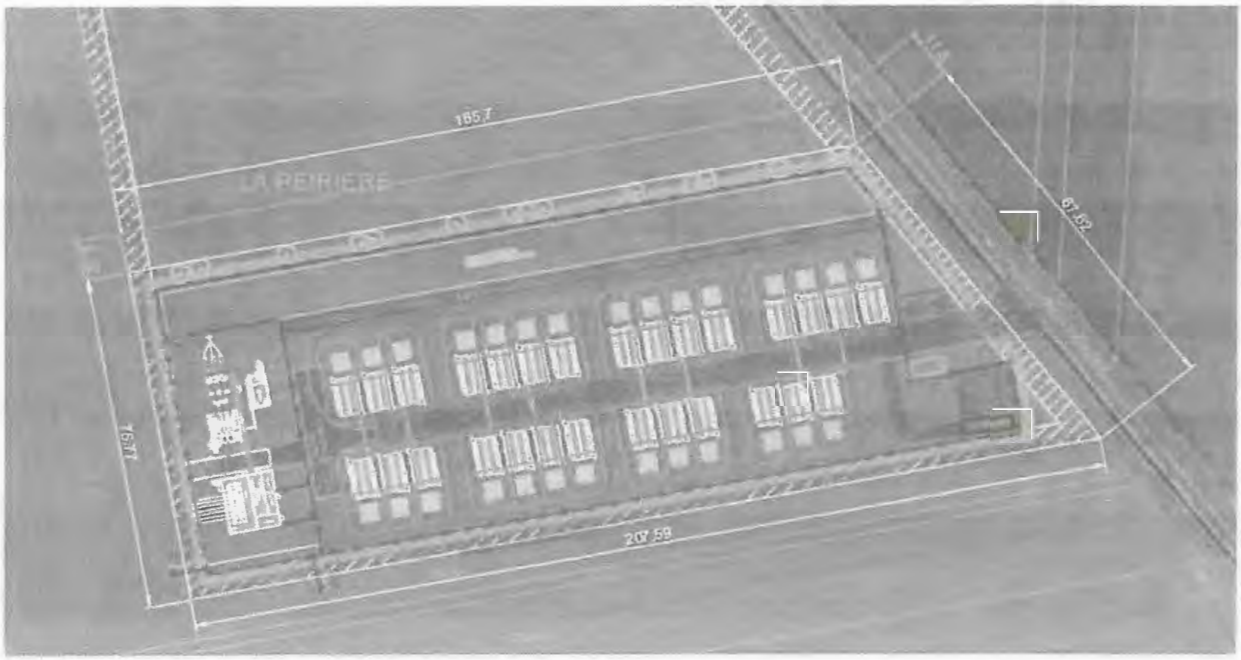
Dès lors, la mise en place d'une OAP sectorielle aurait une portée limitée sur l'évolution du projet. À l'inverse, le dispositif déjà déployé, fondé sur la concertation technique continue, les orientations du PLUi et la charte architecturale et paysagère du PNRVA, offre des garanties plus concrètes pour assurer la qualité de l'insertion architecturale, paysagère et environnementale de l'équipement projeté.

RLV propose de compléter le règlement littéral applicable aux zones Ast1 et à l'instar de l'évolution envisagée pour les zones UE dans le cadre de la modification de droit commun n° 2 du PLUi, par une disposition renforçant les exigences d'insertion architecturale et paysagère des constructions dans leur environnement.

- **Déclaration de projet n°2**

Rappel de la question : Est-il possible sans remettre en cause la faisabilité du projet, de réduire l'emprise au sol des installations ?

RLV, en lien avec le porteur de projet, a réexaminé les caractéristiques de l'opération afin d'identifier des possibilités de réduction de son emprise. À l'issue de cette réflexion, le périmètre global du projet pourrait être ramené à 14 326 m², soit une diminution de 1 559 m² par rapport au projet initial, conformément au plan présenté ci-après. Cette évolution permettrait également de renforcer les distances d'éloignement préconisées dans l'avis rendu par l'Agence Régionale de Santé (ARS).



Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 58/75

Rappel de la question : Des précisions peuvent-elles être apportées sur les mesures envisagées pour limiter l'impact visuel du projet et garantir son insertion paysagère ?

Une attention particulière sera portée à la qualité du projet, notamment en matière d'intégration paysagère. À ce titre, en cohérence avec les évolutions envisagées sur les zones UE et Ast1, le règlement littéral de la zone Ast2 sera complété par une disposition renforçant les exigences d'insertion architecturale et paysagère des constructions dans leur environnement.
Par ailleurs, l'OAP sectorielle sera complétée afin de préciser que l'insertion du projet devra être respectueuse des perceptions paysagères du site, notamment depuis la chaîne des Puys, la route départementale et la commune de Malintrat. Elle indiquera également que les aménagements paysagers devront s'appuyer sur une palette végétale diversifiée, associant des essences caduques, persistantes et marcescentes, afin d'assurer l'efficacité des écrans végétaux et de garantir une intégration paysagère qualitative tout au long de l'année.

Dans le cadre de la présente procédure, RLV souhaite également apporter une précision en réponse à l'observation formulée par l'État (DDT) lors de la réunion conjointe des personnes publiques associées. En effet, dans un avis en date du 24 juin 2026, le Service national d'ingénierie aéroportuaire de la Direction générale de l'aviation civile a indiqué que le projet, tel que présenté, est compatible avec les servitudes aéronautiques de dégagement de l'aérodrome de Clermont-Ferrand Auvergne. Cette compatibilité concerne notamment la servitude PT1 mentionnée dans l'avis de l'État.

Fait à Riom, le 8 juillet 2026,

Philippe CARTAILLER,
Vice-Président délégué à l'urbanisme et à la stratégie foncière

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Riom Limagne et Volcans

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 59/75

DÉPARTEMENT DU PUY-DE-DÔME

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Évolution du Plan local d'urbanisme intercommunal

Modification de droit commun n°2

Révision allégée n°1

Déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi

Déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi

ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

du 22 mai au 26 juin 2026

II- CONCLUSIONS ET AVIS DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Bernard NUGIER

Commissaire enquêteur

21 juillet 2026

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 60/75

SOMMAIRE

I-PRÉAMBULE ..... p 3
11- Rappel de l'objet de l'enquête
12- Les évolutions du PLUi soumises à enquête

II- CONCLUSIONS COMMUNES AUX QUATRE PROCÉDURES.....p 4
21- Sur la qualité du dossier
22- Sur le déroulement de la procédure
23- Sur la participation du public

III- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN N° 2.....p 6
31- Conclusions
32- Avis

IV- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA RÉVISION ALLÉGÉE N°1..... p 8
41- Conclusions
42- Avis

V- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA DÉCLARATION DE PROJET N°1.....p 9
51- Conclusions
52- Avis

VI- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA DÉCLARATION DE PROJET N°2.....p 11
61- Conclusions
62- Avis

VI- APPRÉCIATION GÉNÉRALE SUR L'ÉVOLUTION DU PLUi.....p 15

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 61/75

I- PRÉAMBULE

11- Rappel de l'objet de l'enquête

Organisée autour de la ville de Riom, la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV) regroupe 31 communes sur un territoire de 401 km² pour une population d'environ 70 000 habitants. Elle fait partie du SCoT du Grand Clermont. Compétente en matière de documents d'urbanisme, elle souhaite faire évoluer le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) qu'elle a approuvé en 2023, à travers quatre procédures distinctes qui donnent lieu à la présente enquête publique :

- une modification de droit commun n°2, comportant 52 points ;
- une révision allégée n°1 concernant des ajustements dans la délimitation de zones Ac et Ap ;
- une déclaration de projet n°1 (création d'une caserne de sapeurs-pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches) emportant mise en compatibilité du PLUi ;
- une déclaration de projet n°2 (création d'un stockage d'énergie par batteries sur la commune de Malintrat), emportant mise en compatibilité du PLUi.

Cette enquête commune aux quatre procédures fait l'objet d'un rapport unique et de conclusions séparées.

12- Les évolutions du PLUi soumises à enquête

▪ ***Modification de droit commun n°2***

Sur les 52 points que comporte le projet de modification :

- 9 consistent à modifier le règlement graphique par des **redistributions à l'intérieur des zones urbaines** (zones U) afin de mieux correspondre au tissu urbain existant et intégrer les projets en cours. Il s'agit des points n°1 (Chanat-la-Mouteyre), n°5 (Chatel-Guyon), n°6 (Le Cheix-sur-Morge), n°8 (Ennezat), n°10 (Marsat), n°12 (Les Martres-sur-Morge), n°15 (Pessat-Villeneuve), n°20 (Riom) et 24 (Saint-Ours-les-Roches).
- 24 visent à **adapter le règlement écrit** pour tenir compte du contexte local et des projets (points n°30, 31, 32, 33, 35, 36, 37, 38, 40, 41, 42, 45, 46, 48, 49, 50, et 52) voire à simplement corriger des erreurs ou incohérences (points n°29, 34, 39, 43, 44, 47 et 51). Il s'agit par exemple d'harmoniser certaines règles (clôtures, volets roulants, recul des extensions…), de clarifier certaines définitions (distances de retrait, calcul de la hauteur des constructions…), d'assouplir certaines contraintes (constructions et installations nécessaires aux équipements publics, plantation d'arbres…)
- 2 ont pour objet de **renforcer la préservation d'éléments patrimoniaux** : points n°2 et 3 (Chanat-la-Mouteyre).
- 11 concernent des **modifications sur les emplacements réservés** à Chanat-la-Mouteyre (point n°4), Saint-Ours-les-Roches (n°25) et Volvic (n°26 et 27) ou l'**ajout de linéaires d'activité** à Malauzat (n°9), Les Martres-d'Artière (n°11), Riom (n°16, 17 et 18), Saint-Beauzire (n°21) et Saint-Ignat (n°23).
- 5 ont pour but de **créer ou modifier des orientations d'aménagement et de programmation** (OAP), au Cheix-sur-Morge (point n°7), à Mozac (points n°13 et 14), à Saint-Bonnet-près-Riom (n°22) et à Volvic (n°28).
- 1 vise à **supprimer des zones *non aedificandi*** à Riom (point n°19).

▪ ***Révision allégée n°1***

RLV justifie cette révision par la nécessité, avec le recul de plus de deux années d'application du PLUi, de procéder à certains ajustements pour mieux prendre en compte les situations locales, tout en respectant l'équilibre global affiché dans le PADD entre le développement agricole et la préservation des paysages et de l'environnement.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 62/75

Ces ajustements sont de deux ordres :

- le classement en zone Ac d'espaces initialement classés Ap, pour répondre à l'évolution des besoins agricoles : constructions nouvelles, extension de constructions agricoles, serres, locaux techniques… 14 parcelles (13 tènements) sont concernées sur 8 communes (Chappes, Entraigues, Les Martres-d'Artière, Les Martres-sur-Morge, Riom, Saint-Beauzire, Saint-Bonnet-près-Riom, Saint-Ours-les-Roches), pour une surface totale de 5,31 ha.
- inversement, le classement en zone Ap d'espaces initialement classés Ac, compte tenu de leurs qualités paysagères, agronomiques et environnementales : espaces boisés, ripisylves, abords de cours d'eau… Également 14 parcelles sont concernées (11 tènements) sur les 8 mêmes communes, pour une superficie totale de 9,30 ha.

Au total, ces ajustements se traduisent par :

- une augmentation nette de 3,99 ha des surfaces agricoles protégées (zones Ap), soit + 0,02 % par rapport à l'ensemble des zones Ap du territoire ;
- une réduction nette de 3,99 ha des surfaces agricoles constructibles (zones Ac), soit – 0,17 % par rapport à l'ensemble des zones Ac du territoire.

▪ ***Déclaration de projet n°1***

Il s'agit de modifier le PLUi pour permettre la construction d'une caserne de sapeurs-pompiers sur la commune de Saint-Ours-les-Roches, à proximité du giratoire situé à l'intersection des routes départementales n°941 et 943.
Porté par le SDIS du Puy-de-Dôme, ce projet s'inscrit dans le cadre de la réorganisation territoriale des services d'incendie et de secours du secteur, afin d'assurer une couverture opérationnelle optimale, conforme aux objectifs du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR).
La mise en compatibilité du PLUi porte sur la définition d'un zonage et d'un règlement écrit associé autorisant ce projet.

▪ ***Déclaration de projet n°2***

Cette procédure vise à mettre en compatibilité le PLUi avec un projet de création d'un stockage d'énergie par batteries lithium fer phosphate sur la commune de Malintrat, le long de la route départementale n°2.
Porté par la société britannique Harmony Energy, cet équipement situé à proximité du poste électrique RTE (Réseau de transport d'électricité) de Malintrat, permettra de stocker de l'électricité pour tirer pleinement parti des énergies renouvelables intermittentes et sécuriser l'approvisionnement des usagers. La capacité prévue du parc de stockage est de 100 MW de puissance et de 200 MWh d'énergie stockée soit l'équivalent de la consommation de 240 000 foyers pendant deux heures.

La modification du PLUi consiste à définir un zonage et un règlement écrit associé à ce projet. Une orientation d'aménagement et de programmation (OAP) est également créée pour encadrer la constructibilité de l'équipement et son intégration paysagère.

II- CONCLUSIONS COMMUNES AUX QUATRE PROCÉDURES

21- Sur la qualité du dossier

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 63/75

Compte tenu de la portée géographique du PLUi (31 communes) et de la concomitance de quatre procédures, le dossier mis à disposition du public était volumineux. Il comportait tous les éléments nécessaires à la bonne appréhension du projet et de ses enjeux, avec notamment les avis des différentes institutions consultées : MRAe, PPA, communes…

Même si elle nécessitait de « jongler » d'un onglet à l'autre, la version numérique du dossier était suffisamment intuitive pour accéder sans difficulté à l'ensemble des pièces. À noter qu'un poste informatique était tenu à la disposition du public au siège de RLV pour consulter le dossier.
La consultation de la version « papier », possible sur quatre site (Riom, Chappes, Malintrat et Saint-Ours-les-Roches) était pour sa part facilitée par une présentation dans des sous-dossiers de couleur distincte pour chacune des procédures.

Les documents écrits étaient clairs, précis et présentés de manière à visualiser facilement les évolutions proposées. Présentés à l'échelle 1/10 000ème, les règlements graphiques étaient quant à eux d'une utilisation moins aisée compte tenu de l'absence des références cadastrales des parcelles.

En tout état de cause, le dossier était complet et que ce soit par voie électronique ou par consultation de la version « papier » le public a pu accéder sans difficulté à l'ensemble des pièces.

22- Sur le déroulement de la procédure

L'enquête a été organisée dans le respect des dispositions du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.
La publicité préalable a été faite dans les formes et délais requis (affichage au siège de RLV et dans les mairies des 31 communes, publication dans la presse, site Internet…)
Les moyens mis à disposition du public pour formuler ses observations ont été suffisants et conformes aux textes en vigueur : quatre registres d'enquête, messagerie dédiée…

Les permanences du commissaire enquêteur se sont tenues dans d'excellentes conditions matérielles. Que ce soit au siège de RLV ou dans les mairies de Chappes, Malintrat et Saint-Ours-les-Roches, des locaux permettant la confidentialité des échanges ont été mis à sa disposition.

Tout au long de l'enquête, les services de RLV ont fait preuve d'une grande disponibilité pour veiller au bon déroulement de l'enquête et apporter au commissaire enquêteur les précisions demandées. Les échanges avec le public ont été courtois et aucun incident n'a été à relever.

En résumé, l'enquête s'est déroulée dans le respect de la règlementation et dans d'excellentes conditions.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 64/75

23- Sur la participation du public

Le public s'est manifesté avec 15 visites aux permanences et 21 observations écrites ou orales recevables, Cette participation est relativement faible. Le projet de construction d'une caserne de sapeurs-pompiers à Saint-Ours-les-Roches est celui qui a suscité le plus de réactions (pour la plupart favorables). Le projet de stockage d'électricité par batteries à Malintrat n'a pour sa part donné lieu à aucune observation du public.

À deux exceptions près, les observations formulées par le public ne remettent pas en cause les nombreuses évolutions du PLUi proposées dans les quatre procédures.

III- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA MODIFICATION DE DROIT COMMUN N°2

31- Conclusions

▪ Sur l'opportunité de la modification

La modification de droit commun n°2 du PLUi comporte 52 points. Ce nombre – qui s'ajoute aux 61 points de la modification n°1 approuvée en décembre 2024 – peut paraître élevé mais il est à relativiser au regard du volume et de la complexité du dossier.

Il s'agit pour RLV, à la fois :

- de corriger les insuffisances ou incohérences du document en vigueur, apparues au fur et à mesure de l'instruction des demandes d'urbanisme ;
- d'ajuster le PLUi en fonction de l'émergence des projets publics ou privés.

Les corrections et ajustements proposés s'inscrivent dans les orientations du PADD et ne remettent pas en cause l'économie générale du document de base approuvé en 2023. Le but est plutôt de « faire vivre » le document d'urbanisme pour le rendre le plus opérationnel et le plus efficace possible.

Dans son principe, la modification proposée relève d'une démarche pragmatique et paraît pleinement justifiée.

▪ Sur les enjeux de la modification

Les enjeux des 52 points présentés ne sont pas d'importance égale :

- 15 présentent un **enjeu faible à modéré**, sur la redistribution à l'intérieur des zones urbaines (points n°5, 10, 12 et 20), l'adaptation du règlement écrit (points n°34, 35, 38, 39, 43, 44, 45, 47 et 51), la modification d'OAP (point n°7) et la suppression de zones *non aedificandi* (point n°19).

Les corrections ou ajustements apportés dans ces 15 points ne soulèvent pas de difficultés particulières.

- 35 présentent un **enjeu fort**, sur la redistribution à l'intérieur des zones urbaines (points n°1, 6, 8, 15 et 24), sur l'adaptation du règlement écrit (points n°29, 30, 31, 32, 33, 36, 40, 41, 42, 46, 48, 49, 50 et 52), la préservation d'éléments patrimoniaux (points n°2 et 3), la modification des emplacements réservés (points n°4, 25, 26 et 27), l'ajout d'un linéaire d'activité (points n° 9, 11, 16, 17, 18, 21 et 23) et la création ou modification d'OAP (points n°13, 14 et 22).

Hormis de simples recommandations de la DDT sur les points n°1, 8, 14 et 24, des réserves ont été formulées par les PPA sur les linéaires d'activité et le point n°29 a été contesté par un particulier (voir ci-après le contenu des échanges).

- 2 présentent un **enjeu très fort**, sur la modification d'OAP (point n°28) et l'adaptation du règlement écrit (point n°37).

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 65/75

Sur ces deux points, RLV a apporté des éléments de réponse aux recommandations et réserves respectives de la MRAe et de la DDT (voir ci-après).

▪ Sur les principaux points sujets à discussion

La consultation des PPA et les observations formulées durant l'enquête ont suscité une discussion sur plusieurs points, dont les trois principaux sont les suivants :

- l'ajout de linéaires d'activités de service avec accueil de clientèle à Malauzat (point n°9), aux Martres-d'Artière (point n°11), à Riom (points n°16, 17 et 18), Saint-Beauzire (point n°21) et Saint-Ignat (point n°23).

Outre les réserves émises par la Chambre de commerce et d'industrie sur les points n°9 et 11, la DDT fait observer que la référence à l'article L.151-16 du code de l'urbanisme pour la mise en place de ces linéaires n'est pas adaptée pour les activités de service mais s'adresse aux commerces de détail et de proximité. Il serait préférable, selon l'Administration, de s'appuyer sur l'article R.151-37 du code de l'urbanisme qui permet de définir des règles de mixité fonctionnelle au sein d'une construction ou d'une unité foncière.

Pour RLV, l'article R.151-37 n'est pas le bon outil car il vise uniquement la mixité des fonctions. Les activités de service doivent être autorisées directement par les zones et les règles associées, et non par des prescriptions graphiques supplémentaires. Convertir les linéaires L.151-16 en zones qui permettent les services reviendrait à des modifications profondes du zonage et de la logique utilisée dans le cadre de la traduction règlementaire qui semblent un peu lourdes pour une modification.

Afin de ne pas bloquer les projets en attente, RLV propose de poursuivre la procédure en l'état avec pour objectif un réexamen du dispositif lors de la prochaine révision du PLUi.

Il est pris acte de la position de RLV, tout en attirant l'attention sur le fait qu'il s'agit d'un point de fragilité juridique du PLUi.

- la modification du règlement écrit pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif (point n°37) :

Dans le PLUi en vigueur, les projets de constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont le plus souvent soumis aux mêmes règles que l'habitat, alors qu'ils présentent des contraintes techniques particulières. Pour ne pas bloquer les projets, RLV propose d'exempter ce type de constructions de certaines règles : hauteur, volumétrie, recul, toitures, façades, clôtures…. La DDT juge la mesure excessive au regard de l'objectif de préservation des paysages affiché fortement dans le PADD, et préfèrerait une adaptation des règles plutôt qu'une suppression.

RLV rappelle que ces projets demeurent soumis aux règles structurantes du PLUi (adaptation au site, traitement paysager des abords, respect des protections patrimoniales existantes…) et aux OAP paysage et changement climatique. Certains projets pourront, en outre, faire l'objet d'une étude d'impact au stade des autorisations d'urbanisme.

Dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, RLV propose de compléter le règlement écrit (dispositions générales et dispositions spécifiques à la zone UE) par une règle rappelant l'exigence, pour les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, d'une insertion adaptée dans leur environnement paysager et urbain.

L'assouplissement proposé pour les projets d'intérêt public ne paraît pas démesuré. Il existe par ailleurs suffisamment de règles et de dispositifs pour garantir la meilleure intégration architecturale et paysagère possible de ces projets.

- la mise en cohérence du plan des hauteurs et du règlement littéral (point n°29) :

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 66/75

Il s'agit de rectifier la légende du plan des hauteurs pour qu'il soit cohérent avec le règlement écrit : évaluation des hauteurs par rapport à l'égout et non par rapport au faîtage. Cette mesure est contestée par un particulier, qui considère qu'il ne s'agit pas de la correction d'une erreur mais d'un changement des règles opposables qui impacte le volume des constructions.
RLV confirme qu'il s'agit de rectifier une erreur de rédaction et que sa volonté est bien d'apprécier les hauteurs par rapport à l'égout de manière à préserver les possibilités de densification du milieu urbain.

La correction apportée est de pure forme. Elle est conforme à la volonté politique des élus de RLV et s'inscrit pleinement dans la stratégie nationale de sobriété foncière et de densification des zones urbaines.

32- Avis

Après avoir :
- examiné l'ensemble des pièces du dossier mis à l'enquête ;
- échangé avec les responsables du projet et les services de l'État sur les points nécessitant des précisions ;
- pris en compte les observations écrites ou orales émises par le public durant l'enquête ;
- pris acte des avis émis par la MRAe et les personnes publiques associées ainsi que l'avis favorable unanime des 31 communes de la communauté d'agglomération ;
- analysé les compléments apportés par RLV, notamment en réponse au procès-verbal de synthèse ;
- constaté que la modification est conforme aux orientations du PADD et ne remet pas en cause l'économie générale du PLUi ;
- pris en considération l'ensemble des conclusions développées ci-dessus ;

J'émets un AVIS FAVORABLE SANS RÉSERVE, à la modification de droit commun n°2 du PLUi de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, telle que proposée dans le dossier soumis à enquête publique.

IV- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA RÉVISION ALLÉGÉE N°1

41- Conclusions

▪ Sur la justification de la révision

L'objet de cette révision est d'ajuster les zones agricoles constructibles en fonction des projets de développement ou de diversification des agriculteurs.
La justification du choix des sites retenus était relativement peu explicitée dans le dossier. Mais dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, RLV a utilement apporté des précisions sur la méthodologie qui a prévalu pour recenser et traiter les demandes nécessitant une évolution du PLUi.
Le recensement a été réalisé par les communes, en concertation avec les agriculteurs de leur territoire. Il était clairement limité aux projets les plus matures, répondant à des besoins réels.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 67/75

Fondée sur une identification des besoins au plus proche des réalités du terrain, cette révision paraît justifiée.

▪ Sur les enjeux de la révision

Les enjeux d'une redistribution des zones constructibles à l'intérieur des zones agricoles sont évidemment des enjeux de consommation d'espace et de préservation des paysages et de l'environnement.

Un seuil maximal de 5 000 m² de surface agricole constructible nouvelle par secteur a été systématiquement appliqué.

Lors de l'enquête publique, des agriculteurs ont demandé à ce que ce seuil puisse être dépassé. Il ressort des échanges avec RLV qu'il n'est pas souhaitable de déroger à cette règle qui, même si elle peut sembler arbitraire, a le mérite d'exister.

En limitant à 5 000 m² la surface agricole constructible nouvelle par secteur, la démarche s'inscrit dans une logique de modération de la consommation d'espace.

En matière de préservation des paysages et de l'environnement, RLV a exigé que tout reclassement en zone agricole constructible soit compensé par la restitution d'une surface au moins équivalente en zone agricole protégée.

Au total, la révision se traduit par une augmentation de près de 4 ha des surfaces agricoles protégées. Elle apparaît donc globalement vertueuse.

▪ Sur la compatibilité avec la prévention du risque inondation

Dans son mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse, RLV propose de retirer les points n°9 et n°10 de la révision allégée et d'ajuster le périmètre du point n°11 afin d'exclure la partie exposée à un aléa très fort du futur PPRNPi Limagne des Marais.

RLV répond en cela aux réserves émises par la Direction départementale des territoires (DDT).

42- Avis

Après avoir :

- examiné l'ensemble des pièces du dossier mis à l'enquête ;
- échangé avec les responsables du projet et les services de l'État sur les points nécessitant des précisions ;
- pris en compte les observations écrites ou orales émises par le public durant l'enquête ;
- pris acte des avis émis par la MRAe et les personnes publiques associées ainsi que de l'avis favorable unanime des 31 communes de la communauté d'agglomération ;
- analysé les compléments apportés par RLV, notamment en réponse au procès-verbal de synthèse ;
- constaté que la révision ne remet pas en cause l'économie générale du PLUi et qu'elle est conforme aux orientations du PADD en ce qu'elle résulte de la recherche d'un juste équilibre entre développement économique et préservation des paysages et de l'environnement.
- pris en considération l'ensemble des conclusions développées ci-dessus ;

J'émets un AVIS FAVORABLE SANS RÉSERVE, à la révision allégée n°1 du PLUi de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, telle que proposée dans le dossier soumis à enquête publique.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 68/75

V- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA DÉCLARATION DE PROJET N°1

51- Conclusions

▪ Sur l'intérêt général du projet

- La mutualisation des moyens humains et matériels des centres d'incendie et de secours de Pontgibaud et Saint-Ours-les-Roches a été initiée depuis quelques années par les sapeurs-pompiers eux-mêmes. Elle trouve son aboutissement avec le projet de construction d'une caserne commune qui devrait aboutir à une meilleure efficacité opérationnelle des secours. Ce projet est conforme aux orientations du Schéma départemental d'analyse et de couverture des risques (SDACR) arrêté par le Préfet du Puy-de-Dôme le 03 décembre 2024. Son impact positif sur la protection des populations locales et touristiques paraît bien supérieur à son impact négatif sur l'environnement (consommation d'espaces naturels et agricoles notamment).
- Le projet est porté par les sapeurs-pompiers des deux casernes et unanimement soutenu par les collectivités locales, et notamment les communes de Saint-Ours-les-Roches et Pontgibaud, ainsi que la commune voisine de Saint-Pierre-le-Chastel et la communauté de communes Chavanon Combrailles et Volcans.
- Excepté un avis défavorable exprimé durant l'enquête, le projet ne suscite pas d'opposition de la population locale.

L'intérêt général du projet en termes d'acceptabilité sociale et de sécurité des personnes et des biens du territoire ne paraît pas discutable.

▪ Sur le choix du site et l'intégration paysagère du projet

- La justification du choix du site (barycentre des interventions, proximité des axes routiers, opportunité foncière…) a été explicitée et complétée en cours d'enquête par les responsables des deux centres de secours et les élus locaux.

Ces compléments répondent, au moins partiellement, aux recommandations formulées par certaines personnes publiques associées, CDPENAF notamment.

- Compte tenu de sa localisation à proximité d'axes routiers importants et à l'entrée du bien UNESCO de la Chaîne des puys-faille de Limagne, une attention particulière doit être portée à l'intégration paysagère et architecturale du projet. Pour cela, outre le respect de l'OAP paysagère de RLV et de la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des puys-faille de Limagne, RLV s'engage à poursuivre la concertation avec le Département, le SDIS, la DDT, la DREAL, le CAUE et le PNRVA en amont du dépôt du permis de construire, afin de garantir la qualité et la bonne intégration du projet *(cf mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse)*.

Cet engagement répond à une préoccupation largement partagée par les PPA.

▪ Sur la modification correspondante du PLUi

- Plan de zonage

Pour permettre l'implantation de la caserne, la modification du PLUi consiste à créer une sous-zone Ast1 correspondant à un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) avec le reclassement des quatre parcelles concernées de la zone agricole constructible (Ac) vers cette nouvelle zone Ast1.

Cette modification est cohérente avec le projet.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 69/75

▫ **Règlement écrit**

Pour prendre pleinement en compte les enjeux d'intégration paysagère, la CDPENAF recommande la mise en œuvre d'une OAP sectorielle et l'édiction de règles précises dans le cadre du STECAL en matière de hauteur, de volumétrie, de qualité urbaine, architecturale et environnementale.

Outre les outils et dispositifs déjà existants, l'engagement de RLV de poursuivre la concertation avec les différents partenaires en amont du dépôt du permis de construire semble apporter les garanties suffisantes sur la qualité architecturale et paysagère du projet, sans qu'il soit nécessaire d'alourdir les coûts et les délais de réalisation avec des contraintes réglementaires supplémentaires.

52- Avis

Après avoir :

- examiné l'ensemble des pièces du dossier mis à l'enquête ;
- échangé avec les responsables du projet et les services de l'État sur les points faisant débat, et notamment la qualité architecturale et paysagère de la future caserne ;
- pris en compte les observations écrites ou orales émises par le public durant l'enquête, et notamment par les responsables des casernes de sapeurs-pompiers de Saint-Ours-les-Roches et Pontgibaud ;
- pris acte des avis émis par la MRAe et les personnes publiques associées ainsi que de l'avis favorable unanime des collectivités locales concernées ainsi que de l'ensemble des 31 communes de la communauté d'agglomération ;
- analysé les compléments apportés par RLV, notamment en réponse au procès-verbal de synthèse ;
- pris en considération l'ensemble des conclusions développées ci-dessus ;

J'émets un AVIS FAVORABLE à la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, telle que proposée dans le dossier soumis à enquête publique, SOUS RÉSERVE du respect de l'engagement de RLV de poursuivre la concertation sur la qualité architecturale et paysagère du projet.

VI- CONCLUSIONS ET AVIS SUR LA DÉCLARATION DE PROJET N°2

61- Conclusions

▪ Sur l'intérêt général du projet

Le bilan coûts/avantages du projet tel que présenté dans le dossier peut s'établir comme suit :

▫ **Au regard de la politique énergétique nationale**

En fort développement sur le territoire national, le stockage d'électricité par batteries permet d'optimiser les énergies éoliennes et solaires, par nature intermittentes, et de sécuriser et réguler le réseau. Il s'inscrit dans le cadre de la politique de développement des énergies renouvelables

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 70/75

mise en œuvre au plan national pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et répondre aux objectifs fixés par la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE). Il répond, à ce titre, à une « raison impérative d'intérêt public majeur » au sens de la loi APER de 2023, avec une obligation de démantèlement en fin de vie.

L'implantation de ces équipements de stockage à proximité d'un poste électrique public RTE de capacité suffisante est indispensable pour éviter l'allongement des liaisons, les pertes électriques en ligne, les surcoûts et les impacts environnementaux liés aux travaux de raccordement. Seulement 1 % des postes RTE de France sont compatibles avec un tel équipement, dont celui de Malintrat.

Bien que porté par un opérateur privé, **le projet de Malintrat s'inscrit donc pleinement dans le cadre de la politique nationale de transition énergétique.**

▫ **Au regard de la politique énergétique régionale et locale**

Le développement des énergies renouvelables et leur stockage répondent aux objectifs de la politique énergétique régionale et intercommunale fixés respectivement par le SRADDET et le Plan climat-air-énergie territorial (PCEAT) de RLV.

Le projet de stockage d'électricité à Malintrat permet de renforcer, sans gros travaux d'infrastructure, le poste RTE situé à proximité, au bénéfice d'une plus grande sécurité d'approvisionnement électrique du territoire.

En termes de politique énergétique régionale et locale, le projet s'avère donc très positif.

▫ **Au plan économique et financier**

Aspects positifs

- Projet entièrement financé par l'opérateur, sans recours à des financements publics.
- Limitation des coûts de raccordement du fait de la proximité du poste RTE.
- Retombées fiscales locales : IFER, CFE, taxe foncière, taxe d'aménagement…

Aspects négatifs

- Perte potentielle de production agricole, même si la parcelle n'est pas exploitée depuis 2018 et plus déclarée à la PAC depuis 2024.

L'impact du projet sur l'économie locale paraît plutôt positif.

▫ **Au plan social**

- Le stockage d'énergie profite au plus grand nombre en cas de nécessité. L'énergie susceptible d'être stockée par le parc de Malintrat équivaut à la consommation de 240 000 foyers pendant deux heures.
- Le projet est soutenu par la commune de Malintrat et ne rencontre pas d'opposition localement.

Le projet est socialement accepté.

▫ **Au plan environnemental**

Aspects positifs

- Nuisances sonores limitées du fait de l'éloignement des habitations.
- Impact limité des travaux de raccordement du fait de la proximité du poste RTE.
- Implantation dans un environnement déjà dégradé par les équipements électriques.

Aspects négatifs

- Consommation d'espace agricole (1,60 ha), même si la parcelle, non cultivée, est estimée de faible valeur agronomique.
- Impact sur le paysage depuis la RD 2 ainsi que sur la vue sur la chaîne des Puys.

En termes de paysages et de consommation d'espace, l'impact du projet est négatif.

*

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 71/75

Globalement, la balance avantages/inconvénients du projet penche en faveur de sa réalisation. Sans les minimiser, les impacts environnementaux ne paraissent pas excessifs au regard de la contribution du projet aux politiques nationale, régionale et locale de transition énergétique. L'intérêt général du projet est avéré.

▪ Sur le choix du site d'implantation

La DDT, la CDPENAF et la Chambre d'agriculture justifient leur avis défavorable par l'absence d'étude de sites alternatifs.

Dans une contribution versée au cours de l'enquête, le porteur de projet (société Harmony RNZ) justifie quant à lui le choix du site en apportant un certain nombre d'éléments probants :

- la nécessité d'être à proximité d'un poste électrique disposant d'une capacité de raccordement suffisante ;
- sur les 33 postes RTE du département du Puy-de-Dôme, seuls 3 postes présentent les caractéristiques recherchées : Volvic, Lignat et Malintrat. Le site de Volvic a été écarté en raison de contraintes foncières (proximité des habitations et enjeux liés à l'eau et aux zones humides). Celui de Lignat n'a pas été retenu car nécessitait des travaux majeurs sur les lignes et postes voisins ;
- une implantation sur le foncier RTE est impossible : la location de terrain à un client n'entre pas dans les missions de service public de RTE, le foncier disponible est réservé par RTE pour des extensions futures ;
- les autres terrains situés à proximité du poste RTE sont soit grevés par des lignes électriques et leurs contraintes associées, soit des terres agricoles de bonne qualité agronomique ;
- une implantation plus éloignée aurait pour effet d'allonger le raccordement, avec des conséquences techniques, économiques et environnementales défavorables
- la situation particulière de la parcelle : de faible valeur agronomique, elle n'est pas exploitée ni louée.

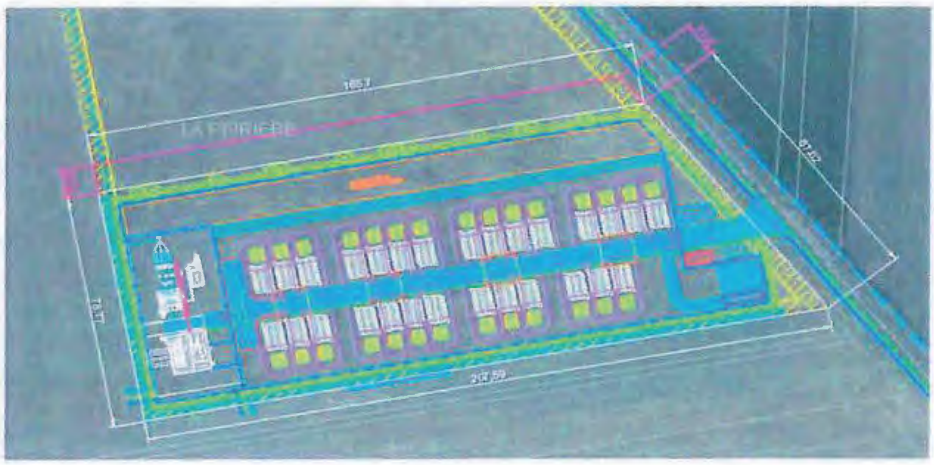
La localisation du projet résulte d'un choix raisonné en fonction de contraintes juridiques, techniques, économiques et environnementales faisant apparaître l'absence d'alternatives.

▪ Sur l'emprise du projet

Dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, RLV précise qu'en accord avec le porteur de projet, l'emprise globale du projet pourrait être ramenée à 14 326 m^2, soit une diminution de 1 559 m^2 par rapport au projet initial *(cf plan ci-dessous)*. Cette évolution permettrait également de renforcer les distances d'éloignement préconisées dans l'avis rendu par l'Agence régionale de santé (ARS).

La réduction de 10 % de l'emprise du projet répond partiellement à une observation des services de l'État (DDT).

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 72/75



▪ Sur la compatibilité avec les documents de portée supérieure

Le Grand Clermont a émis un avis favorable au projet.

La compatibilité avec les documents de portée supérieure (SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes et SCoT du Grand Clermont) n'est pas remise en cause dans cet avis.

▪ Sur la modification correspondante du PLUi

▫ Plan de zonage

La modification consiste à créer une zone Ast2 au sein de la parcelle ZN 3 classée en zone Ap. Elle est cohérente avec le projet.

Initialement de 1,60 ha, cette zone pourrait toutefois être réduite à 14 326 m² comme proposé par le porteur de projet.

▫ Règlement écrit

La modification du règlement est cohérente. Elle précise que cette nouvelle zone Ast2 constitue un secteur de taille et de capacité d'accueil limité (STECAL) visant à accueillir une installation de stockage d'énergie par batteries.

Dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, RLV propose – en cohérence avec les évolutions envisagées sur les zones UE et Ast1 *(cf point n°37 de la modification de droit commun n°2)* – de compléter le règlement littéral de la zone Ast2 par une disposition renforçant les exigences d'insertion architecturale et paysagère des constructions dans leur environnement.

Ce complément répond partiellement aux observations de la DDT et de la CDPENAF.

▫ Création d'une OAP sectorielle

Dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, RLV propose de compléter l'OAP sectorielle liée au projet par deux points :

- l'insertion du projet devra être respectueuse des perceptions paysagères du site, notamment depuis la chaîne des Puys, la route départementale et le bourg de Malintrat ;
- les aménagements paysagers devront s'appuyer sur une palette végétale diversifiée, associant des essences caduques, persistantes et marcescentes, afin d'assurer l'efficacité des écrans végétaux et de garantir une intégration paysagère qualitative tout au long de l'année.

La volonté de limiter l'impact visuel et paysager du projet est clairement affichée.

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394

62- Avis

Après avoir :

- examiné l'ensemble des pièces du dossier mis à l'enquête ;
- pris acte des avis émis par la MRAe et les personnes publiques associées ainsi que de l'avis favorable unanime des 31 communes de la communauté d'agglomération ;
- constaté que le projet est d'intérêt général, qu'il résulte d'un compromis raisonnable entre des enjeux contradictoires (transition énergétique et consommation d'espace) et qu'il est en cela conforme à l'esprit du PADD ;
- échangé avec les responsables de RLV et les services de l'État sur les points faisant débat, et notamment le choix du site d'implantation et l'impact visuel et paysager des constructions ;
- pris en compte les compléments d'information apportés par le porteur de projet au cours de l'enquête, ainsi que les évolutions proposées par RLV dans sa réponse au procès-verbal de synthèse, qui répondent, au moins partiellement, aux observations formulées par les PPA ;
- observé que le projet bénéficie du soutien sans réserve de la commune de Malintrat et n'a suscité aucune opposition de la population locale ;
- pris en considération l'ensemble des conclusions développées ci-dessus ;

J'émets un AVIS FAVORABLE à la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, telle que proposée dans le dossier soumis à enquête publique,
SOUS RÉSERVE :
- de la réduction à 14 326 m² de l'emprise globale du projet ;
- de l'ajout dans le règlement littéral du STECAL et l'OAP sectorielle, des compléments proposés par RLV dans sa réponse au procès-verbal de synthèse.

VII- APPRÉCIATION GÉNÉRALE SUR L'ÉVOLUTION DU PLUi

Au terme de cette enquête conduite sur quatre procédures simultanées, les appréciations suivantes peuvent être portées sur l'évolution du PLUi de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans :

- La démarche de RLV se veut pragmatique. L'objectif est d'avoir un outil de planification opérationnel, efficace, adapté aux réalités du terrain.

- Les évolutions proposées procèdent de la recherche du meilleur compromis possible entre contraintes environnementales et développement économique. Elles sont fidèles en cela aux orientations politiques du projet de territoire exprimées dans le PADD.

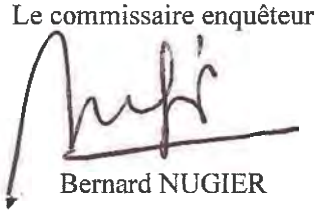
Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394

- Les échanges intervenus au cours de l'enquête, notamment autour des recommandations et réserves émises par la MRAe et les services de l'État, ont permis de faire évoluer le dossier.

- En termes de consommation d'espaces, hormis les terrains mobilisés pour deux projets d'intérêt général, la démarche est globalement vertueuse : volonté de densification urbaine, limitation des surfaces agricoles constructibles, augmentation des surfaces agricoles protégées…

À Clermont-Ferrand, le 21 juillet 2026

Le commissaire enquêteur



Bernard NUGIER

Chaîne d'intégrité du document : F1 6D 71 AF 1B B8 D8 69 88 1C 7B AE B8 34 58 2E
AR préfecture : 063-200070753-20261001-DELIB_06_2026-DE
Reçu en préfecture le : 20/10/2026
Publié le : 20/10/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1200394
Page 75/75

RIOM LIMAGNE & VOLCANS
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

ARRETE DU PRESIDENT

N°ARRE_054_20260601
PORTANT MISE À JOUR N°2
PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Le Président de la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans,

VU le code général des collectivités Territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.13361, L.151-43, L.153-60, R.151-51 à R.151-53 et R.153-18 ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.554-5, L.555-16, R.554-41, R.554-46, R.554-60, R.555-10-1 et R.555-30 à R.555-31 ;

VU l'arrêté préfectoral n°20240538 du 2 avril 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV) ;

VU les statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans et notamment sa compétence « *Plans locaux d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et cartes communales* » ;

VU la délibération n°761 du 8 décembre 2022 du conseil syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Le Grand Clermont approuvant la modification n°7 du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont ;

VU la délibération n°20230307.01 du conseil communautaire du 7 mars 2023 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de RLV ;

VU la délibération n°20240409.06 du conseil communautaire du 9 avril 2024 approuvant la modification de droit commun n°1 du PLUi de RLV ;

VU la délibération n°20241210.16 du conseil communautaire du 10 décembre 2024 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLUi de RLV ;

VU la délibération n°26 du conseil communautaire du 8 avril 2025 prescrivant une révision allégée n°1 du PLUi de RLV,

VU l'arrêté n°011 du Président du 19 mai 2025 prescrivant la déclaration de projet n°1 emportant mise en compatibilité du PLUi de RLV,

VU l'arrêté n°012 du Président du 20 mai 2025 prescrivant la déclaration de projet n°2 emportant mise en compatibilité du PLUi de RLV,

VU l'arrêté n°024 du Président du 24 juin 2025 prescrivant la modification de droit commun n°2 du PLUi de RLV,

VU la délibération n°20251216.07 du conseil communautaire du 16 décembre 2025 approuvant la convention de Projet Urbain Partenarial n°1 relative au secteur « Les Palles/Balanède » sur la commune de Châtel-Guyon, en application des articles L.332-11-3 et L.332-11-4 du code de l'urbanisme ;

Chaîne d'intégrité du document : EE 91 4A 7F BD 8C 7E 3A 84 13 FA DA 7A A3 E7 7E
AR préfecture : 063-200070753-20260602-ARRE_054_2026-AR
Reçu en préfecture le : 04/06/2026
Publié le : 04/06/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1037237

VU la Charte du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne adoptée par décret n°2013-520 du 19 juin 2013 portant classement du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA) ;

Considérant la convention de Projet Urbain Partenarial n°1 relative au secteur « Les Palles Balanède » sur la commune de Châtel-Guyon, conclue le 18 février 2026 entre la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, la commune de Châtel-Guyon et quatre propriétaires.

Considérant le volet habitat de la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des Puys-Faille de Limagne du PNRVA finalisé en novembre 2024 ;

Considérant le volet bâti agricole de la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des Puys-Faille de Limagne du PNRVA finalisé en décembre 2025 ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans est mis à jour à la date du présent arrêté.

Cette mise à jour a pour objet :

- De reporter le périmètre fixé par la convention de projet urbain partenarial n°1 Secteur Les Pales Balanède-Commune de Châtel-Guyon dans le PLUi de Riom Limagne et Volcans ;
- D'intégrer le volet habitat de la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des Puys – Faille de Limagne du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne ;
- D'intégrer le volet bâti agricole de la charte architecturale et paysagère de la Chaîne des Puys-Faille de Limagne du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne.

ARTICLE 2 : Les documents du PLUi sont à jour des éléments détaillés dans l'article 1.
Les annexes mises à jour sont tenues à la disposition du public à la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans et à la sous-préfecture de Riom.
Le PLUi mis à jour et le présent arrêté sont publiés sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 du code de l'urbanisme.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage dans les mairies concernées (Chanat, Chatel-Guyon, Pulvérières, Saint-Ours-les-Roches, Sayat, Volvic, Charbonnières-les-Varennes) et au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans durant 1 mois.

ARTICLE 4 : Une copie du présent arrêté sera adressée à Madame la sous-Préfète de Riom.

ARTICLE 5 : Toute personne intéressée aux fins d'obtenir l'annulation du présent arrêté pourra saisir le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification ou son affichage.

Fait à Riom, le 02 juin 2026

Le Président,

Pierre CHASSAING

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Riom Limagne et Volcans

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Chaîne d'intégrité du document : EE 91 4A 7F BD 8C 7E 3A 84 13 FA DA 7A A3 E7 7E
AR préfecture : 063-200070753-20260602-ARRE_054_2026-AR
Reçu en préfecture le : 04/06/2026
Publié le : 04/06/2026
Par : CHASSAING Pierre
Document certifié conforme à l'original
http://publiact.fr/documentPublic/1037237

RIOM LIMAGNE & VOLCANS
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

ARRETE DU PRESIDENT

N° ARRE_010_20250515
PORTANT MISE A JOUR N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Le Président de la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.13361, L.151-43, L.153-60, R.151-51 à R.151-53 et R.153-18 ;

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.554-5, L.555-16, R.554-41, R.554-46, R.554-60, R.555-10-1 et R.555-30 à R.555-31 ;

VU l'arrêté préfectoral n°20240538 du 2 avril 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV) ;

VU les statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans et notamment sa compétence : « *Plans locaux d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et cartes communales* » ;

VU la délibération n°761 du 8 décembre 2022 du conseil syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Le Grand Clermont approuvant la modification n°7 du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont ;

VU la délibération n°20230307.01 du conseil communautaire du 7 mars 2023 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de RLV ;

VU la délibération n°20240409.06 du conseil communautaire du 9 avril 2024 approuvant la modification de droit commun n°1 du PLUi de RLV ;

VU la délibération n°20241210.16 du conseil communautaire du 10 décembre 2024 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLUi de RLV ;

VU la délibération n°20250408.26 du conseil communautaire du 8 avril 2025 prescrivant une révision allégée n°1 du PLUi de RLV ;

VU l'arrêté n°24-097 de la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 28 mai 2024 relatif à l'inscription au titre des monuments historiques de la maison d'arrêt de RIOM (Puy-de-Dôme) ;

VU les arrêtés préfectoraux en date du 29 mai 2024 instituant des servitudes d'utilités publiques prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et produits chimiques et des canalisations de distribution de gaz naturel ou assimilé sur les communes d'Ennezat (arrêté n°2024083), Malintrat (arrêté n°20240888), Ménétrol (arrêté n°20240889), Pessat-Villeneuve (arrêté n°20240890) et Riom (arrêté n°20240893) ;

Considérant que la maison d'arrêt de Riom présente un intérêt spécifique au regard de l'histoire de l'architecture et de sa place au sein de l'histoire nationale sous le régime de l'Etat français à Vichy, suffisant pour en rendre désirable sa préservation ;

Chaîne d'intégrité du document : 48 26 26 4F F8 3B 51 1D F7 5B 73 D7 4C 09 3B 2E
AR préfecture : 063-200070753-20250515-ARRE0102025-AR
Reçu en préfecture le : 22/05/2025
Publié le : 22/05/2025
Par : BONNICHON Frédéric
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/640823

Considérant que selon l'article L.555-16 du code de l'environnement, les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que des évolutions de servitudes d'utilité publique sur le territoire de la communauté d'agglomération rendent nécessaire la mise à jour des annexes correspondantes, notamment pour les servitudes A5, I1, I3, I4, PT2, PT3 et T1 ;

ARRÊTE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans est mis à jour à la date du présent arrêté.

Cette mise à jour a pour objet, en application des articles L.153-60 et R.153-18 du code de l'urbanisme :

- L'inscription de la maison d'arrêt de RIOM (Puy-de-Dôme) au titre des monuments historiques,
- L'institution des servitudes publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques sur les communes de : Ennezat, Malintrat, Ménétrol, Pessat-Villeneuve, Riom,
- L'actualisation du plan et la liste des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : Les documents du PLUi sont à jour des éléments détaillés dans l'article 1.
Les annexes mises à jour sont tenues à la disposition du public à la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans et à la sous-préfecture de Riom.
Le PLUi mis à jour et le présent arrêté sont publiés sur le portail national de l'urbanisme mentionné à l'article L.133-1 du code de l'urbanisme.

Article 3 : Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage dans les mairies concernées (Ennezat, Malintrat, Ménétrol, Pessat-Villeneuve et Riom) et au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans durant 1 mois.

Article 4 : Une copie du présent arrêté sera adressée à Madame la Sous-Préfète de Riom.

Article 5 : Toute personne intéressée aux fins d'obtenir l'annulation du présent arrêté pourra saisir le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de sa notification ou son affichage.

Fait à Riom, le 15 mai 2025

Le Président,

Frédéric BONNICHON

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Riom Limagne et Volcans

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Chaîne d'intégrité du document : 48 26 26 4F F8 3B 51 1D F7 5B 73 D7 4C 09 3B 2E
AR préfecture : 063-200070753-20250515-ARRE0102025-AR
Reçu en préfecture le : 22/05/2025
Publié le : 22/05/2025
Par : BONNICHON Frédéric
Document certifié conforme à l'original
https://publiact.fr/documentPublic/640823

Mise en ligne le :
RIOM LIMAGNE & VOLCANS
2024.12.16 11:17:21
+01'00'

REPUBLIQUE FRANCAISE

RIOM LIMAGNE ET VOLCANS
(PUY-DE-DOME)

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBÉRATIONS du CONSEIL de COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION

Délibération n°16

L'AN deux mille vingt-quatre, le mardi 10 décembre, le conseil communautaire, convoqué le 04 décembre 2024 s'est réuni à Mozac, Salle l'Arlequin, à 18 heures 30 minutes, sous la présidence de M Frédéric BONNICHON, Président.

Effectif légal du conseil communautaire :
60

Nombre de conseillers en exercice :
60

Nombre de conseillers présents ou représentés :
60

Nombre de votants :
60

Date de convocation :
04 décembre 2024

Date d'affichage de la liste des délibérations :
18 décembre 2024

PRESENTS

Mme ABELARD Nathalie, M AGBESSI Eric, M AYRAL Jean-Paul, M BARBECOT Jacques, M BEAURE Nicolas, M BELDA José, Mme BERTHELEMY Hélène, M BIGAY Bertrand, M BOISSET Jean-Pierre, M BONNICHON Frédéric, M BOUCHET Boris, Mme CACERES Marie, M CARTAILLER Philippe, M CHANSARD Gérard, M CHASSAGNE Eugène, M CHASSAING Pierre, M DE ABREU Jérôme, M DEAT Alain, M DERSIGNY Eric, M DESMARETS Pierre, M DUBOIS Gérard, M DUCHÉ Dominique, Mme DUPONT Laurence, M GAILLARD Philippe, M GAUTHIER Patrice, M GRENET Daniel, M GRENET Roland, M HEBRARD Jean-Pierre, Mme HOARAU Catherine, M IMBERT Didier, M JEAN Daniel, Mme LAFARGE Anne-Catherine, M MAGNET Fabrice, M MAGNOUX André, Mme MARTINHO Corinne, M MELIS Christian, M MESSEANT Jean-François, M MICHEL Didier, Mme NIORT Nathalie, M PECOUL Pierre, Mme PIRES-BEAUNE Christine, M PONCÉ Stéphane, M RAYMOND Vincent, M RAYNAUD Jean-Louis, M REGNOUX Marc, M RESSOUCHE Bruno, M ROUGEYRON Denis, M THEVENOT Laurent, Mme VAUGIEN Evelyne, M VERMOREL Pierrick, Mme VEYLAND Anne, M VILLAFRANCA Grégory, M WEINMEISTER Nicolas, **titulaires.**

ABSENTS EXCUSÉS :

Absents représentés ou suppléés :

- M CHAUVIN Lionel *a donné pouvoir à* M BONNICHON Frédéric,
- Mme CHEVALLIER Sarah *a donné pouvoir à* M JEAN Daniel,
- Mme DE MARCHI Véronique *a donné pouvoir à* M ROUGEYRON Denis,
- Mme GRENET Michèle *a donné pouvoir à* M DESMARETS Pierre,
- Mme MOURNIAC-GILORMINI Virginie *a donné pouvoir à* M CHASSAING Pierre,
- Mme PERRETON Régine *a donné pouvoir à* M RAYMOND Vincent,
- Mme ROUSSEL Sandrine *a donné pouvoir à* M PECOUL Pierre.

Objet : Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de RLV - Modification simplifiée n°1 pour rectifier une erreur matérielle (Avenue de Paris à Riom) : bilan de la mise à disposition du public et approbation

<> <> <> <> <>

Secrétaire de Séance : M VILLAFRANCA Grégory

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Rapport n°16 – Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de RLV - Modification simplifiée n°1 pour rectifier une erreur matérielle (Avenue de Paris à Riom) : bilan de la mise à disposition du public et approbation

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment son article L. 2131-1,
Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 153-23 et L. 153-36 à L. 153-48,
Vu l'arrêté préfectoral n°20240538 du 02 avril 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV),
Vu la délibération n°761 du 8 décembre 2022 du conseil syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Le Grand Clermont approuvant la modification n°7 du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont,
Vu la délibération n°20220201.01 du conseil communautaire du 1er février 2022 portant approbation du Projet de territoire « RLV Ambitions 2030 »,
Vu la délibération n°20230307.01 du conseil communautaire du 7 mars 2023 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de RLV,
Vu la délibération n°20240409.06 du conseil communautaire du 9 avril 2024 approuvant la modification de droit commun n°1 du PLUi de RLV,
Vu la délibération n°20240924.09 du conseil communautaire du 24 septembre 2024 fixant les modalités de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°1 du PLUi entre le 21 octobre 2024 et le 25 novembre 2024,
Vu le rapport de présentation du projet de modification simplifiée n°1 du PLUi annexé à la délibération n°20240924.09 du conseil communautaire du 24 septembre 2024,
Vu l'arrêté de Monsieur le Président de RLV en date du 30 août 2024 prescrivant la modification simplifiée n°1 du PLUi RLV,
Vu l'avis rendu par la commune de Riom en date du 10 octobre 2024 sur le projet de modification simplifiée n°1 du PLUi,
Vu les avis émis par les personnes publiques et organismes sur le projet de modification simplifiée n°1 du PLUi,
Vu les observations émises par le public durant la période de mise à disposition du public du 21 octobre 2024 au 25 novembre 2024 du projet de modification simplifiée n°1 du PLUi,
Vu le bilan de la mise à disposition du public et des avis des personnes publiques et organismes recueillis sur le projet de modification simplifiée n°1 du PLUi, annexé à la présente délibération,
Vu les pièces du dossier de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Riom Limagne et Volcans à approuver, annexé à la présente délibération,

Considérant la nécessité de rectifier l'erreur matérielle issue de la modification n°1 du PLUi tenant au classement de parcelles, dans le document graphique du règlement, en zone UCv au lieu de la zone URb comme à l'état initial du PLUi de RLV approuvé le 07 mars 2023,
Considérant que sont concernées les parcelles cadastrées 117, 268, 267, 119, 120, 121, 334, 333, 282, 123, 335, 309, 146, 308, 145 et 310, situées commune de Riom,
Considérant la modification simplifiée n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans prescrite par arrêté du Président en date du 30 août 2024, et les modalités de mise à disposition du public précisées par délibération du conseil communautaire en date du 24 septembre 2024,
Considérant les avis et observations du public, des personnes publiques et organismes recueillis dans ce cadre, tel que détaillés dans le bilan de la mise à disposition du public et des avis des personnes publiques et organismes, communiqué aux conseillers communautaires,
Considérant le bilan de la mise à disposition du public et les ajustements du PLUi proposés afin de tenir compte des remarques de la commune de Riom en :

- Faisant apparaître le périmètre d'attente de projet d'aménagement global (PAPAG) sur le règlement graphique, disparu par erreur,
- Supprimant le périmètre de marais, vasières, tourbières, plans d'eau, zones humides et milieux temporairement immergés, ne relevant pas des périmètres à inscrire au règlement graphique, apparu par erreur,
- Ajoutant la commune de Riom dans la légende du règlement graphique pour la zone UCv, aux côtés des autres communes de Riom Limagne et Volcans également concernées,

Considérant que les personnes publiques et les autres organismes n'ont pas exprimé d'avis défavorable, que certains d'entre eux ont exprimé un avis favorable, que d'autres ont fait part d'observations plus générales n'ayant pas de rapport avec l'objet de la modification simplifiée,

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Considérant que l'ensemble des observations du public, des personnes publiques, des organismes ou du public ne présentant pas de rapport avec l'objet de la modification simplifiée ne seront pas prises en compte dans le cadre de cette évolution et pourraient être réétudiées dans une évolution ultérieure du PLUi,

Considérant que le dossier complet de la modification simplifiée n°1 du PLUi prêt à être approuvé, a été mis à disposition des élus du conseil communautaire en même temps que la convocation à la séance du conseil communautaire du 10 décembre 2024,

Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLUi tel que présenté au conseil communautaire est prêt à être approuvé,

Considérant l'avis de la commission urbanisme du 21 novembre 2024 et du bureau communautaire du 26 novembre 2024,

Le conseil communautaire, sur proposition de Monsieur le Vice-Président délégué à l'urbanisme, et à l'unanimité, décide :

- **D'approuver le Plan Local d'Urbanisme intercommunal, tel qu'il est annexé, issu de la procédure de modification simplifiée n°1 portant sur un point unique de modification du règlement graphique sur la Commune de Riom, dans le secteur de l'avenue de Paris, à savoir un changement de zonage de la zone UCv vers la zone URb ;**
- **De dire que cette délibération fera l'objet :**
  - **D'une transmission en sous-préfecture ;**
  - **D'une publication sur le Géoportail national de l'urbanisme, en vertu des dispositions des articles L. 153-23, R. 153-21 et R. 153-22 du code de l'urbanisme ;**
  - **D'une notification aux personnes publiques associées et aux communes membres ;**
  - **D'un affichage pendant un mois au siège de la Communauté d'agglomération Riom Limagnes et Volcans et dans toutes les communes membres ;**
  - **D'une mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département ;**
  - **D'une publication sur le site internet de la Communauté d'agglomération Riom Limagnes et Volcans ;**
- **De dire que le PLUi issu de la modification simplifiée n°1 sera publié sur le Géoportail national de l'urbanisme, en vertu des dispositions des articles L. 153-23, R. 153-21 et R. 153-22 du code de l'urbanisme ;**
- **De dire que le PLUi issu de la modification simplifiée n°1 sera tenu à la disposition du public sur le portail national de l'urbanisme, sur le site de la Communauté d'agglomération www.riv.eu, et au siège de l'agglomération aux jours et horaires habituels d'ouverture au public.**

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois, an que dessus.

Pour extrait conforme.
A Riom, le 11 décembre 2024

Le Président

Frédéric BONNICHON

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Riom Limagne et Volcans

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

RIOM LIMAGNE & VOLCANS
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

BILAN DE LA MISE A DISPOSITION DU PUBLIC ET AUTRES AVIS RECUEILLIS

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°1

DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE RIOM LIMAGNE ET VOLCANS



Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Sommaire

Sommaire 2

Préambule 3

Contexte 3

Cadre règlementaire 4

La procédure 5

Les modalités auprès des personnes publiques 5

Les modalités de mise à disposition du public 5

La période de consultation 5

Les lieux de consultation et les documents supports 5

Les mesures de publication de la disposition 6

Les moyens de transmission des avis 7

Les avis des personnes publiques 7

Exposé des avis reçus 8

Exposé des observations du public 9

Conclusion 10

Annexes 11

Arrêté n°DTIE/SEU-2024-08-30 11

Délibération n°9 du 24/09/2024 14

Délimitation du secteur concerné par la modification simplifiée 16

Retour des PPA 18

Retour du public 30

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Préambule

Contexte

La Communauté d'Agglomération de Riom Limagne et Volcans a approuvé son Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) le 7 mars 2023. Ce plan s'inscrit dans une politique globale de préservation du paysage, qui constitue l'élément central de la démarche, et prend en considération divers enjeux territoriaux tels que la lutte contre l'étalement urbain, la promotion de la croissance économique, l'amélioration de l'accès au logement, la transition environnementale, la gestion de la raréfaction de la ressource en eau…

Les grandes orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLUi se structurent autour de trois axes majeurs :

- un territoire moteur à l'échelle régionale valorisant ses singularités
- une démarche de projet vertueuse accompagnant l'évolution des modes de vie
- des actions transversales permettant de faire face au changement climatique

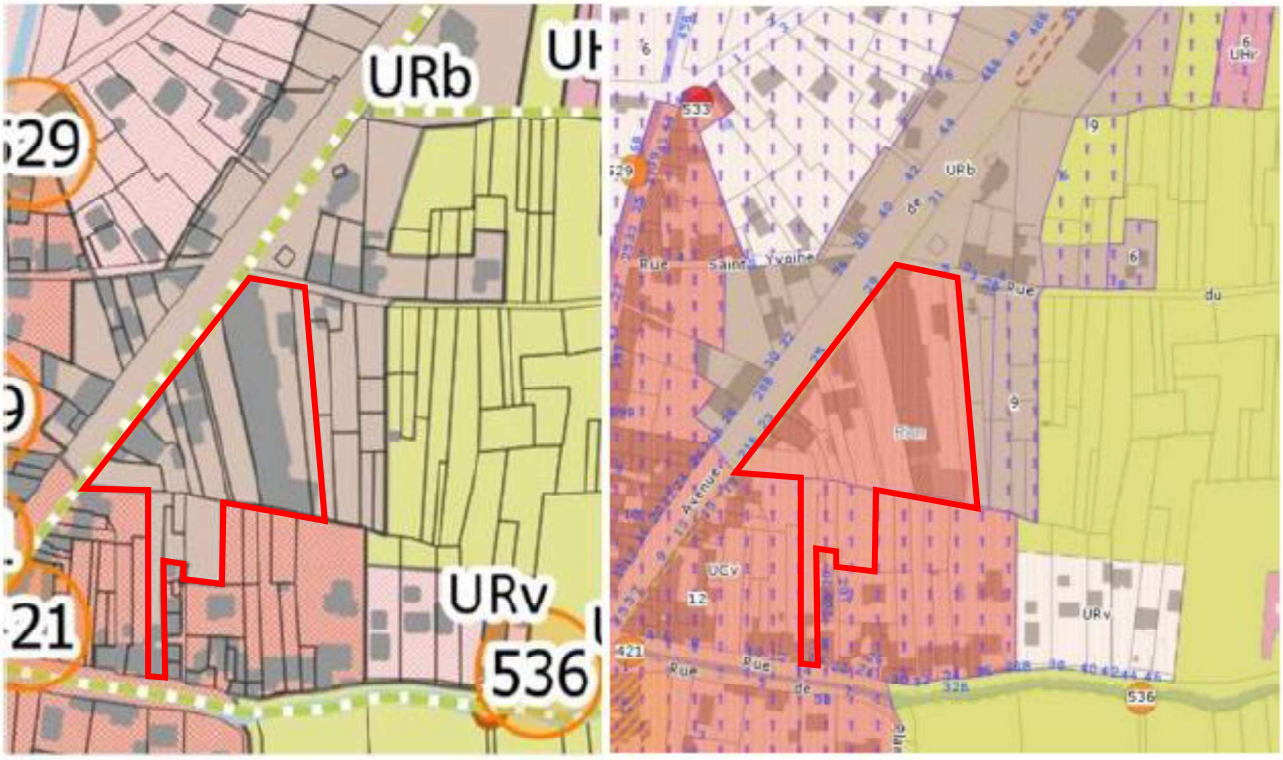
La Communauté d'Agglomération de Riom Limagne et Volcans a approuvé la modification dite « de droit commun » n°1 de son PLUi le 9 avril 2024. Cette modification comportait 61 points. Toutefois, à l'occasion de la modification de droit commun, une erreur matérielle de changement de zonage s'est glissée dans les documents graphiques.

La Communauté d'Agglomération a lancé une procédure de modification simplifiée pour corriger une erreur matérielle du PLUi. Cette erreur concerne les parcelles cadastrées 117, 268, 267, 119, 120, 121, 334, 333, 282, 123, 335, 309, 146, 308, 145 et 310, situées en section AS, sur la commune de Riom (Avenue de Paris).

Lors de l'élaboration du PLUi, ces parcelles avaient été classées en zone urbaine URb. Après l'approbation de la modification de droit commun n°1, le règlement graphique du PLUi a reclassé par erreur ces parcelles en zone urbaine UCv, sans que ce changement n'ait été mentionné dans les documents de cette modification, en contradiction évidente avec les intentions mêmes de la procédure mise en œuvre.

Ce réajustement ne concerne que le document graphique du règlement dont la malfaçon doit être ainsi corrigée, et non le règlement écrit. Cette erreur touche uniquement la commune de Riom.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024



Zonage du PLUi approuvé en mars 2023 (à gauche)
Zonage du PLUi après la modification de droit commun n°1 approuvée en avril 2024 (à droite)

Cadre règlementaire

L'article L.153-45 du code de l'urbanisme prévoit la possibilité de faire évoluer le PLUi selon une procédure dite de modification simplifiée, dès lors que cette évolution ne relève pas d'un cas de révision ou de modification de droit commun du PLUi, notamment lorsqu'elle a uniquement pour objet la correction d'une erreur matérielle manifeste portant sur l'intitulé, la délimitation ou la réglementation de parcelles.

En l'espèce, le projet d'évolution du PLUi se limite uniquement à rectifier l'erreur matérielle manifeste qui s'est glissée dans le document graphique sans intention de modifier le contenu des règles écrites ou d'ajuster les périmètres des zones. Il ne vise pas à modifier les orientations du PADD, les OAP, le zonage ou le règlement.

A ce titre, le Président de la Communauté d'Agglomération de Riom Limagne & Volcans a prescrit la modification simplifiée n°1 du PLUi par arrêté n° DTIE/SEU-2024-08-30 en date du 30 août 2024.

Dans ce cadre, le conseil communautaire a précisé les modalités de mise à disposition du projet de modification simplifiée du PLUi par délibération n°9 en date du 24 septembre 2024.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

La procédure

Les modalités auprès des personnes publiques

Conformément à l'article L.153-40 du code de l'urbanisme, le président de la Communauté d'Agglomération a notifié le projet de modification simplifiée aux personnes publiques associées, mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme. Le projet a été également notifié à la commune de Riom, dont le territoire est concerné par le projet de modification simplifiée, ainsi qu'aux autres personnes publiques et organismes pouvant présenter un intérêt à émettre un avis sur ce projet.

La Communauté d'Agglomération a ainsi transmis le 17 septembre 2024 à l'ensemble des personnes publiques associées l'arrêté n°DTIE/SEU-2024-08-30, la notice de présentation de la modification simplifiée et les deux versions avant et après la modification simplifiée du règlement graphique de la commune de Riom.

Les personnes publiques ont disposé d'un mois pour transmettre leurs avis sur le projet, soit jusqu'au 17 octobre 2024.

Par ailleurs, la procédure de modification simplifiée n°1 du PLUi n'a pas fait l'objet d'un examen au cas par cas ni d'une évaluation environnementale, conformément à l'article R.104-12 du code de l'urbanisme.

Les modalités de mise à disposition du public

Comme le prévoit l'article L.153-47, la délibération n°9 du conseil communautaire en date du 24 septembre 2024 a précisé les modalités de mise à disposition du projet de modification simplifiée. Ces modalités ont été portées à la connaissance du public selon les modalités suivantes :

La période de consultation

La période de consultation du projet de modification a commencé le 21 octobre 2024 à 9h et s'est achevée le 25 novembre 2024 à 16h. Le public disposait de plus d'un mois pour consulter le projet de modification et les avis des personnes publiques recueillis.

Les lieux de consultation et les documents supports

Les documents formalisant le projet de modification simplifiée du PLUi étaient disponibles en format papier à la Mairie annexe de Riom au 5 Mail Jost Pasquier à Riom, et au siège de la Communauté d'Agglomération au 8 Rue Grégoire de Tours à Riom. Les documents étaient également consultables sur le site internet de la Communauté d'Agglomération au lien suivant :

https://www.rlv.eu/vivre/urbanisme/plan-local-durbanisme-intercommunal-de-rlv-1/procedure-en-cours-du-plui

Ces documents comprenaient :

- Le dossier de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1 du PLUi comportant :
    - L'arrêté de prescription de la modification simplifiée n°1, n°DTIE/SEU-2024-08-30,

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

- La délibération du conseil communautaire n°9 en date du 24 septembre 2024 fixant les modalités de la mise à disposition,
- La notice de présentation de la modification simplifiée,
- Les règlements graphiques de Riom en version avant et après,
- Les avis des personnes publiques et des autres organismes recueillis,
- L'ensemble des publications dans la presse,
- L'ensemble des certificats d'affichage de la Communauté d'Agglomération Riom Limagne Volcans et des communes membres ;

- L'affiche jaune de l'avis de mise à disposition du public.

Les mesures de publication de la mise à disposition

La délibération du conseil communautaire n°9 en date du 24 septembre 2024 annonçait qu'un avis précisant les modalités de la mise à disposition serait publié dans un journal diffusé dans le département et affiché dans les mairies des communes du territoire de Riom Limagne et Volcans, au siège de la Communauté d'Agglomération au moins huit jours avant le début de la mise à disposition. Cet avis devait également être publié sur le site internet de la commune de Riom et de la Communauté d'Agglomération au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

Conformément à ces prescriptions, le journal régional « La Montagne » a publié l'avis de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°1 du PLUi, dans une édition du mercredi 9 octobre 2024.


COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

AVIS DE MISE A DISPOSITION DU PUBLIC

DE MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

21 octobre 2024 à 9 heures au 25 novembre 2024 à 16 heures

L'avis de mise à disposition du public a fait l'objet d'un affichage réglementaire sur les panneaux d'affichage administratif des 31 communes du territoire de Riom Limagne et Volcans et au siège de la Communauté d'Agglomération dans le respect des délais annoncés. Ainsi, les 31 communes et la Communauté d'Agglomération ont fourni une attestation d'affichage indiquant l'avoir réalisé dans le délai indiqué, soit au moins huit jours avant le début de la mise à disposition, c'est-à-dire avant le 21 octobre 2024. Ces attestations ont été jointes au dossier de mise à disposition. Au terme de la mise à disposition du public, soit après le 25 novembre 2024, les 31 communes et la communauté d'agglomération ont certifié avoir maintenu cet affichage jusqu'au 25 novembre 2024 inclus.

L'avis de mise à disposition a également fait l'objet d'une publication sur les sites internet de la commune de Riom à partir du 9 octobre 2024 et de la Communauté d'Agglomération à partir du 10 octobre 2024, soit au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition et ce jusqu'au 25 novembre 2024 inclus. Les deux collectivités ont attesté de la réalisation de ces publications.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Les moyens de transmission des avis

Le public a pu fait part de ses observations sur registre papier disponible en mairie annexe de Riom au 5 Mail Jost Pasquier à Riom, et au siège de la Communauté d'Agglomération au 8 Rue Grégoire de Tours à Riom pendant les journées et les horaires habituels d'ouverture au public.

Le public pouvait également choisir de transmettre ses observations sur registre dématérialisé accessible au lien suivant : https://www.registre-dematerialise.fr/5691/ ou par courriel à l'adresse mail suivante : modification-simplifiee-5691@registre-dematerialise.fr.

La Communauté d'Agglomération a mis à disposition un poste informatique au siège de la Communauté d'Agglomération pendant la période de la mise à disposition du public.

Ces moyens ont été énoncés dans la délibération du conseil communautaire et ont été repris sur le site de la Communauté d'Agglomération, accessible au lien suivant : https://www.rlv.eu/vivre/urbanisme/plan-local-durbanisme-intercommunal-de-rlv-1/procedure-en-cours-du-plui

Les avis des personnes publiques

Comme indiqué précédemment, le projet de modification simplifiée du PLUi avec ses différentes pièces a été notifié aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme, ainsi qu'à d'autres personnes publiques et organismes en complément.

Suite à cette notification, 17 avis et observations (dont 1 hors délai) ont été transmis à l'intercommunalité. Ils émanent :

- de la Chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme (avis reçu le 18 septembre 2024)
- du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne (avis reçu le 18 septembre 2024)
- du SIAREC (avis reçu le 20 septembre 2024)
- de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine (avis reçu le 20 septembre 2024)
- de la Commune de Ceyssat (avis reçu le 23 septembre 2024)
- de la Commune de Beauregard-Vendon (avis reçu le 24 septembre 2024)
- du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Plaine de Riom (avis reçu le 24 septembre 2024)
- du SMEA de la Basse Limagne (avis reçu le 25 septembre 2024)
- de la Direction Départementale des Territoires du Puy-de-Dôme (avis reçu le 26 septembre 2024)
- de la Communauté de Communes Plaine Limagne (avis reçu le 2 octobre 2024)
- du Conseil Départemental du Puy-de-Dôme (avis reçu le 3 octobre 2024)
- de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (avis reçu le 7 octobre 2024)
- du Réseau de Transport d'Électricité (avis reçu le 9 octobre 2024)
- de la Commune de Riom (avis reçu le 10 octobre 2024)
- de la CCI du Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole (avis reçu le 14 octobre 2024)
- de GRTgaz (avis reçu le 16 octobre 2024)
-

Un courrier provenant du Pôle d'Équilibre Territorial et Rural du Grand Clermont a été reçu en dehors du délai d'un mois indiqué préalablement.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Ces avis sont consultables dans les annexes dudit document.

Exposé des avis reçus

La Chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme rappelle que l'objet de la modification simplifiée vise à corriger une erreur matérielle qui ne vient pas impacter l'espace agricole. À ce titre, elle ne formule pas de remarque particulière sur le sujet.

Le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne n'est pas concerné par la modification simplifiée du PLUi et n'émet pas d'avis.

Le SIAREC n'effectue pas de remarque sur la modification simplifiée.

L'UDAP n'émet pas d'observation sur le projet de modification simplifiée.

La Commune de Ceyssat n'émet aucune observation sur la modification simplifiée.

La Commune de Beauregard-Vendon n'émet ni observation, ni réserve.

Le SIAEP de la Plaine de Riom n'a pas apporté de remarque particulière sur la modification simplifiée.

Le SMEA de la Basse Limagne indique dans son courrier ne pas être concerné par cette modification simplifiée.

La DDT du Puy-de-Dôme n'émet pas de remarque particulière sur la modification simplifiée.

La Communauté de Communes Plaine Limagne ne formule pas de remarque sur le projet de modification simplifiée.

Le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme ne formule pas de remarque particulière sur la demande de modification simplifiée, malgré son impossibilité immédiate d'émettre un avis.

L'INAO rappelle que la demande de modification simplifiée porte sur la correction d'une erreur matérielle présente dans le règlement graphique. Elle n'émet aucune remarque du fait que le projet n'a pas d'incidence sur les AOP et IGP.

RTE accuse réception de la demande et rappelle que le territoire de Riom Limagne et Volcans est couvert par plusieurs lignes de transport d'électricité et énonce la liste. Il liste plusieurs demandes pour garantir la bonne prise en compte des SUP, pour indiquer des mentions spécifiques dans le règlement, et pour déclasser certains Espaces Boisés Classés, sans lien avec le projet de modification simplifiée n°1 du PLUi.

La Commune de Riom, concernée par la demande de modification simplifiée, rappelle que l'objectif du projet est de corriger une erreur survenue lors de la première procédure de modification de droit commun, approuvée le 9 avril 2024, laquelle ne justifiait pas un changement de classement dans le règlement graphique du PLUi. C'est pourquoi elle émet un avis favorable au projet de modification simplifiée.

Cet avis est complété par des dires portés sur le registre d'observations, portant sur des points de correction matérielle du PLUi, qui n'ont pas un rapport direct avec l'objet de la précédente procédure, mais visant à améliorer la compréhension et la lisibilité des documents graphiques (légende PAPAG, zone humide et champ d'application de la zone UCv sur Riom).

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

La Chambre de commerce et d'industrie du Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole émet un avis favorable à la modification simplifiée. Elle rappelle que la modification simplifiée porte sur la correction d'une erreur écrite dans le document graphique.

GRTgaz souligne que le projet de modification simplifiée vise à corriger une erreur matérielle sur le règlement graphique et n'impacte ni ses ouvrages, ni les effets des servitudes d'utilités publiques qui s'appliquent sur le territoire. La société profite de la réalisation du projet pour rappeler que l'évolution des documents d'urbanisme doit intégrer les éléments relatifs à ses ouvrages. Elle transmet les renseignements nécessaires en pièce jointe du courrier et rappelle qu'elle se tient à disposition pour organiser une rencontre avec les services de Riom Limagne et Volcans, ce qui est sans lien avec le projet de modification simplifiée n°1 du PLUi.

Le PETR du Grand Clermont n'émet pas d'observation sur le projet de modification simplifiée.

Aucun avis défavorable n'a été émis.

Exposé des observations du public

Une observation du public a été recueillie.

Deux habitants propriétaires de la parcelle AS 145, située dans le périmètre de la modification simplifiée du PLUi, ont apporté leurs observations et fait part de leur opposition au projet, le 24 novembre 2024, dans un courrier envoyé sur l'adresse mail du registre dématérialisé à destination du Maire de Riom, du Président de Riom Limagne et Volcans, des adjoints. Ils rappellent tout d'abord que leur parcelle n'est pas accessible par l'avenue de Paris contrairement aux autres, mais par la rue de Planchepaleuil. La parcelle est desservie par une rue étroite et est raccordée à l'ensemble des réseaux d'eau, d'assainissement, de gaz, de fibre et d'électricité situés sur la rue de Planchepaleuil.

Par ailleurs, ils soulignent que le bâti présent sur la parcelle intègre un tissu ancien et se situe dans une lignée de vieilles maisons. De plus, la parcelle est située dans le périmètre soumis à l'avis des architectes Bâtiments de France et est exposée face au cœur ancien de Riom, devant d'anciennes friches carcérales en voie de devenir un site patrimonial remarquable. La parcelle est également desservie par une rue étroite. Enfin, le bâti est exposé face à la rivière du Sardon comme l'ensemble des constructions accessibles depuis la rue de Planchepaleuil. Ces administrés ne comprennent pas pourquoi leur maison serait classée différemment des autres maisons situées dans la même lignée, classées en zone UCv, et présentant des caractéristiques de bâti ou d'exposition similaires.

Les propriétaires rappellent que les zones URb définies dans le PLUi de Riom Limagne et Volcans correspondent aux zones traversées par les axes majeurs pénétrant dans le centre-ville. Les voies restent larges et les terrains offrent des opportunités de renouvellement urbain. La classification en zone URb permet également de prévoir pour le futur, une harmonisation générale du bâti. L'urbanisation dans ces secteurs étant réalisée au coup par coup et manquant de connexions entre les formes bâties. Ils concluent que l'avenue de Paris constitue une porte d'entrée de Riom par rapport au bâti typique des zones artisanales, en voie d'urbanisation, avec peu d'équipements résidentiels et sans équipements publics, commerces de proximité et aménagements destinés aux mobilités douces. À l'inverse, la rue de Planchepaleuil ne rentre pas dans cette définition.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Les propriétaires sont au courant du projet de construction de logements sociaux et adaptés porté par l'OPHIS sur les parcelles concernées par la modification simplifiée. Ils avaient manifesté leur opposition auprès de la municipalité et l'intercommunalité à trois reprises et n'avaient pas eu de retour depuis mars 2024. Les propriétaires estiment que leur parcelle ne peut pas faire partie du projet de construction de l'OPHIS et craignent de subir une préemption ou une expropriation.

De manière plus spécifique à l'ensemble du secteur concerné par la modification simplifiée, les propriétaires rappellent qu'il constitue un secteur de préservation, de restauration et de mise en valeur de la trame bleue. Le Sardon joue le rôle de continuité écologique dans la zone urbaine. De plus, le secteur jouxte une zone de maraichage urbain classé en zone Uj, située de l'autre côté de l'Avenue de Paris. Ils soulignent que les jardins situés dans les zones UCv méritent également le même type de protection. Ils rappellent la reconnaissance de l'existence d'une mare. Les propriétaires demandent si le Sardon pourrait faire l'objet de véritables attentions et d'entretien le long de la Rue de Planchepaleuil. En effet, les arbres et la rambarde qui longent la rivière n'ont pas été remis en état.

Conclusion

Vus les avis recueillis par les personnes publiques et autres organismes, et par le public, l'erreur de classement, lors de la modification n°1 du PLUi, des parcelles visées par la présente procédure conduit dans l'ensemble à prendre seulement acte de cette rectification envisagée.

Par ailleurs, il est fait état d'autres points de forme du PLUi à corriger matériellement (légende PAPAG, zone humide et champ d'application de la zone UCv sur Riom), qui n'ont pas un rapport direct avec l'objet de la précédente procédure et sont néanmoins à considérer de manière à améliorer la compréhension et la lisibilité des documents graphiques.

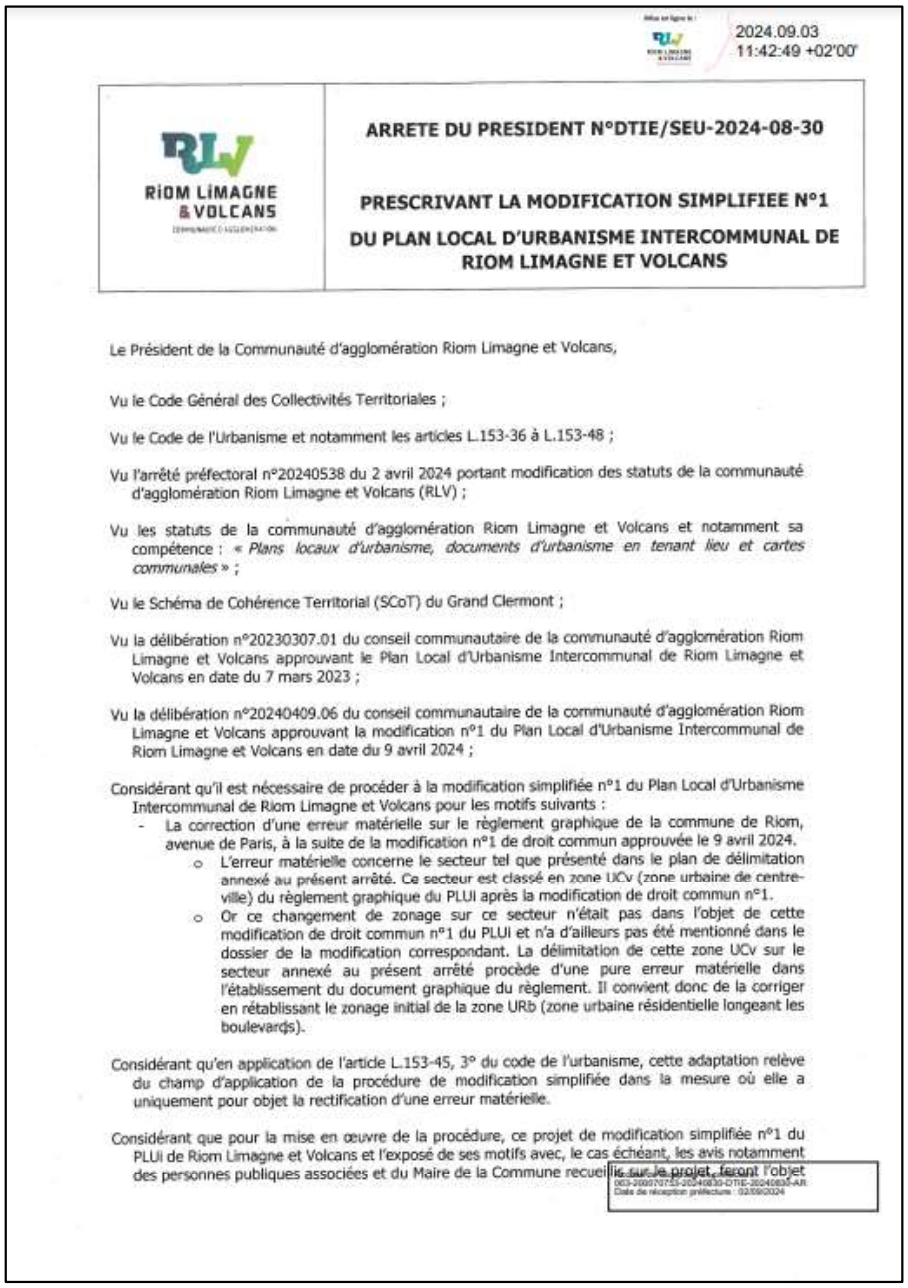
En complément, une observation questionne le bien-fondé et la cohérence de ce classement sur la partie du terrain aux abords de la voie au Sud. Ce sujet se pose à une échelle plus vaste que les seules parcelles dans le périmètre de la procédure de modification simplifiée et pourrait conduire à étudier des évolutions, dans un cadre ultérieur de procédure de PLUi, sur ces linéaires au regard des enjeux notamment de renforcement de sobriété foncière, de qualité et diversité des entrées et des abords des axes structurants, ...

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Annexes

Arrêté n°DTIE/SEU-2024-08-30

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024



2024.09.03
11:42:49 +02'00'

RIOM LIMAGNE & VOLCANS

ARRETE DU PRESIDENT N°DTIE/SEU-2024-08-30

PRESCRIVANT LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1

DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Le Président de la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L.153-48 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°20240538 du 2 avril 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV) ;

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans et notamment sa compétence : « *Plans locaux d'urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et cartes communales* » ;

Vu le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont ;

Vu la délibération n°20230307.01 du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Riom Limagne et Volcans en date du 7 mars 2023 ;

Vu la délibération n°20240409.06 du conseil communautaire de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans approuvant la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Riom Limagne et Volcans en date du 9 avril 2024 ;

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Riom Limagne et Volcans pour les motifs suivants :

- La correction d'une erreur matérielle sur le règlement graphique de la commune de Riom, avenue de Paris, à la suite de la modification n°1 de droit commun approuvée le 9 avril 2024.
  - L'erreur matérielle concerne le secteur tel que présenté dans le plan de délimitation annexé au présent arrêté. Ce secteur est classé en zone UCv (zone urbaine de centre-ville) du règlement graphique du PLUi après la modification de droit commun n°1.
  - Or ce changement de zonage sur ce secteur n'était pas dans l'objet de cette modification de droit commun n°1 du PLUi et n'a d'ailleurs pas été mentionné dans le dossier de la modification correspondant. La délimitation de cette zone UCv sur le secteur annexé au présent arrêté procède d'une pure erreur matérielle dans l'établissement du document graphique du règlement. Il convient donc de la corriger en rétablissant le zonage initial de la zone URb (zone urbaine résidentielle longeant les boulevards).

Considérant qu'en application de l'article L.153-45, 3° du code de l'urbanisme, cette adaptation relève du champ d'application de la procédure de modification simplifiée dans la mesure où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.

Considérant que pour la mise en œuvre de la procédure, ce projet de modification simplifiée n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans et l'exposé de ses motifs avec, le cas échéant, les avis notamment des personnes publiques associées et du Maire de la Commune recueillis sur le projet, feront l'objet

063-200070753-20240830-DTIE-20240830-AR
Date de réception préfecture : 02/09/2024

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

d'une mise à disposition du public pendant un mois pour lui permettre de prendre connaissance du dossier et formuler ses observations. Pour rappel, les modalités de cette mise à disposition du public seront précisées par délibération du conseil communautaire dans les conditions définies par l'article L.153-47 du code de l'urbanisme.

A l'issue de la mise à disposition du public, le bilan sera présenté devant le conseil communautaire qui en délibèrera et adoptera le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est prescrit la procédure de modification simplifiée n° 1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Riom Limagne et Volcans en vue d'une rectification d'erreur matérielle selon les motifs sus-énoncés.

ARTICLE 2 : La présente procédure comprendra la modification des points suivants :

- **Modification du règlement graphique**

Point unique : Commune de Riom – Avenue de Paris : Changement de zonage de la zone UCv vers la zone URb sur le périmètre correspondant au secteur annexé au présent arrêté selon l'énoncé des motifs.

ARTICLE 3 :
Conformément aux dispositions des articles L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Riom Limagne et Volcans sera notifié, avant la mise à disposition du public, à Monsieur le Sous-Préfet de Riom, à Monsieur le Maire de la commune de Riom, et aux Personnes Publiques Associées mentionnées aux articles L.132-7 et L 132-9 du Code de l'Urbanisme.

ARTICLE 4 :
Conformément aux dispositions de l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, les modalités de la mise à disposition seront précisées par la Communauté d'Agglomération de Riom Limagne et Volcans et seront portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

ARTICLE 5 :
Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publication sur le site internet de RLV www.rlv.eu, et d'un affichage au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans et de ses communes membres. Une mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 6 :
Une ampliation du présent arrêté sera transmise à :
- Madame la Sous-Préfète de Riom,
- Madame et messieurs les maires des communes membres de Riom Limagne et Volcans.

Fait à Riom, le 30 août 2024

Le Président,

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Riom Limagne et Volcans

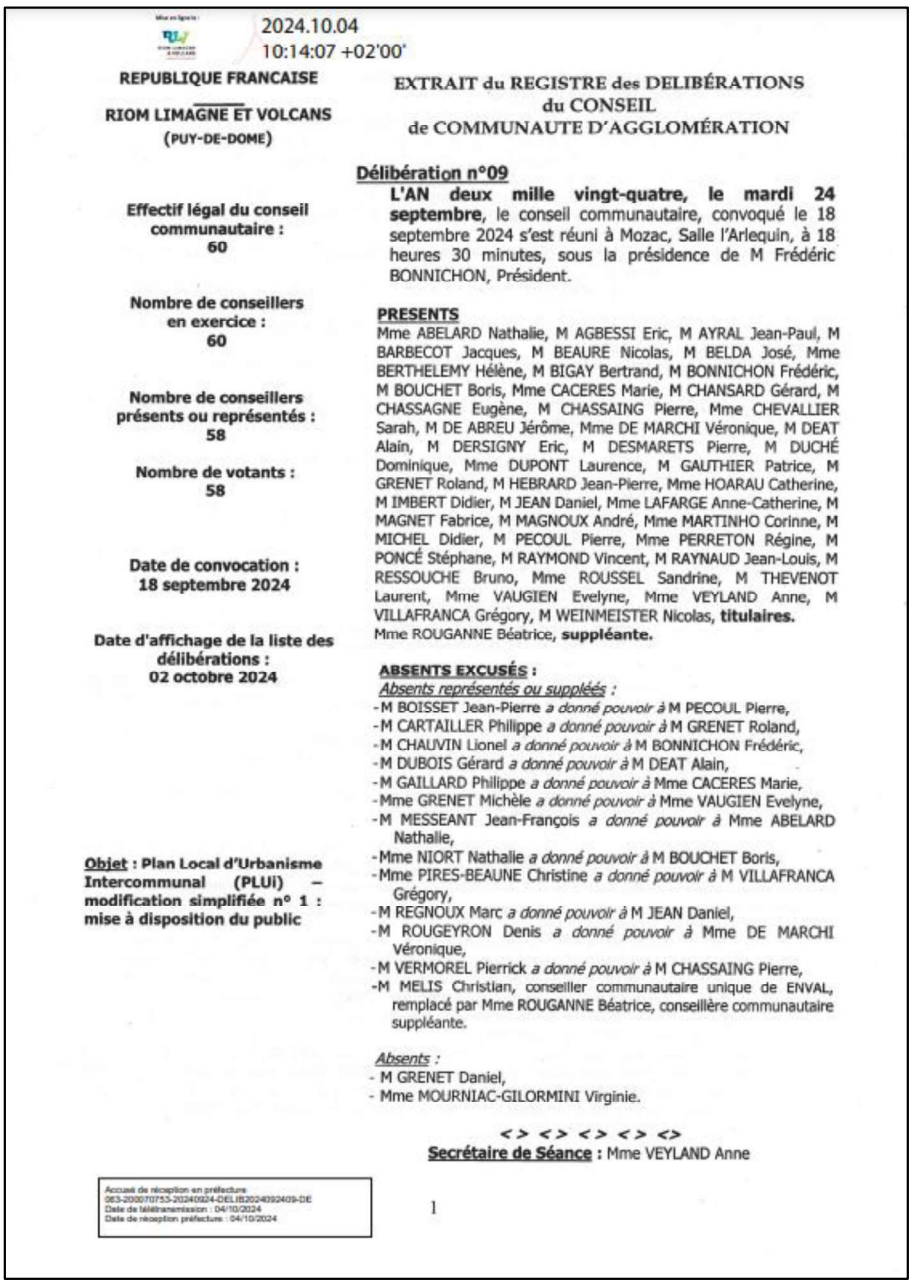
Frédéric BONNICHON

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240830-DTIE-20240830-AR
Date de réception préfecture : 02/09/2024

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Délibération n°9 du 24/09/2024



2024.10.04
10:14:07 +02'00'

REPUBLIQUE FRANCAISE

RIOM LIMAGNE ET VOLCANS
(PUY-DE-DOME)

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBÉRATIONS du CONSEIL de COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION

Délibération n°09

Effectif légal du conseil communautaire :
60

Nombre de conseillers en exercice :
60

Nombre de conseillers présents ou représentés :
58

Nombre de votants :
58

Date de convocation :
18 septembre 2024

Date d'affichage de la liste des délibérations :
02 octobre 2024

Objet : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) – modification simplifiée n° 1 : mise à disposition du public

L'AN deux mille vingt-quatre, le mardi 24 septembre, le conseil communautaire, convoqué le 18 septembre 2024 s'est réuni à Mozac, Salle l'Arlequin, à 18 heures 30 minutes, sous la présidence de M Frédéric BONNICHON, Président.

PRESENTS
Mme ABELARD Nathalie, M AGBESSI Eric, M AYRAL Jean-Paul, M BARBECOT Jacques, M BEAURE Nicolas, M BELDA José, Mme BERTHELEMY Hélène, M BIGAY Bertrand, M BONNICHON Frédéric, M BOUCHET Boris, Mme CACERES Marie, M CHANSARD Gérard, M CHASSAGNE Eugène, M CHASSAING Pierre, Mme CHEVALLIER Sarah, M DE ABREU Jérôme, Mme DE MARCHI Véronique, M DEAT Alain, M DERSIGNY Eric, M DESMARETS Pierre, M DUCHÉ Dominique, Mme DUPONT Laurence, M GAUTHIER Patrice, M GRENET Roland, M HEBRARD Jean-Pierre, Mme HOARAU Catherine, M IMBERT Didier, M JEAN Daniel, Mme LAFARGE Anne-Catherine, M MAGNET Fabrice, M MAGNOUX André, Mme MARTINHO Corinne, M MICHEL Didier, M PECOUL Pierre, Mme PERRETON Régine, M PONCÉ Stéphane, M RAYMOND Vincent, M RAYNAUD Jean-Louis, M RESSOUCHE Bruno, Mme ROUSSEL Sandrine, M THEVENOT Laurent, Mme VAUGIEN Evelyne, Mme VEYLAND Anne, M VILLAFRANCA Grégory, M WEINMEISTER Nicolas, **titulaires.**
Mme ROUGANNE Béatrice, **suppléante.**

ABSENTS EXCUSÉS :
Absents représentés ou suppléés :
- M BOISSET Jean-Pierre *a donné pouvoir à* M PECOUL Pierre,
- M CARTAILLER Philippe *a donné pouvoir à* M GRENET Roland,
- M CHAUVIN Lionel *a donné pouvoir à* M BONNICHON Frédéric,
- M DUBOIS Gérard *a donné pouvoir à* M DEAT Alain,
- M GAILLARD Philippe *a donné pouvoir à* Mme CACERES Marie,
- Mme GRENET Michèle *a donné pouvoir à* Mme VAUGIEN Evelyne,
- M MESSEANT Jean-François *a donné pouvoir à* Mme ABELARD Nathalie,
- Mme NIORT Nathalie *a donné pouvoir à* M BOUCHET Boris,
- Mme PIRES-BEAUNE Christine *a donné pouvoir à* M VILLAFRANCA Grégory,
- M REGNOUX Marc *a donné pouvoir à* M JEAN Daniel,
- M ROUGEYRON Denis *a donné pouvoir à* Mme DE MARCHI Véronique,
- M VERMOREL Pierrick *a donné pouvoir à* M CHASSAING Pierre,
- M MELIS Christian, conseiller communautaire unique de ENVAL, remplacé par Mme ROUGANNE Béatrice, conseillère communautaire suppléante.

Absents :
- M GRENET Daniel,
- Mme MOURNIAC-GILORMINI Virginie.

<> <> <> <> <>

Secrétaire de Séance : Mme VEYLAND Anne

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

1

Rapport n°09 – Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) – modification simplifiée n° 1 : mise à disposition du public

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), et notamment son article L. 2131-1,
Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 153-23 et L. 153-36 à L. 153-48,
Vu l'arrêté préfectoral n°20240538 du 02 avril 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV),
Vu la délibération n°761 du 8 décembre 2022 du conseil syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Le Grand Clermont approuvant la modification n°7 du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont,
Vu la délibération n°20220201.01 du conseil communautaire du 1er février 2022 portant approbation du Projet de territoire « RLV Ambitions 2030 »,
Vu la délibération n°20230307.01 du conseil communautaire du 7 mars 2023 approuvant le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de RLV,
Vu la délibération n°20240409.06 du conseil communautaire du 9 avril 2024 approuvant la modification de droit commun n°1 du PLUi de RLV,
Vu l'arrêté de Monsieur le Président de RLV en date du 30 août 2024 prescrivant la modification simplifiée n°1 du PLUi RLV,
Vu le rapport de présentation du projet de modification simplifiée n°1 du PLUi annexé à la présente délibération, et notamment l'exposé des motifs,

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L. 153-45 du code de l'urbanisme, la modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée si elle concerne :
- La correction d'une erreur matérielle ;
- Des modifications qui n'entrent pas dans le cadre de modification de droit commun d'un PLU(i), c'est-à-dire des évolutions qui n'ont pas pour effet :
  - Soit de majorer de plus de 20% les possibilités de construire résultante, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
  - Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
  - Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

Considérant la nécessité de rectifier l'erreur matérielle issue de la précédente modification n°1 du PLUi tenant au classement de parcelles dans le document graphique du règlement en zone UCv au lieu de la zone URb comme à l'état initial du PLUi de RLV approuvé le 07 mars 2023,
Considérant qu'en conséquence la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans a décidé de procéder à une modification simplifiée n°1 du PLUi de RLV et que celle-ci a été prescrite par arrêté de Monsieur le Président en date du 30 août 2024,
Considérant que le projet de modification simplifiée n°1 du PLUi est en phase de consultation pour avis auprès des Personnes Publiques Associées, et que le cas échéant ces avis seront mis à disposition du public avec le projet de modification et l'exposé des motifs,
Considérant qu'il revient au conseil communautaire de fixer les modalités de la mise à disposition du public,
Considérant l'avis du bureau communautaire du 17 septembre 2024,

Le conseil communautaire, sur proposition de Monsieur le Président, et à l'unanimité, décide d'approuver à l'unanimité les modalités de la mise à disposition du public relatives à la modification simplifiée n°1 Plan Local d'Urbanisme intercommunal de RLV, comme suit :
- **La mise à disposition du public se déroulera pour la période du 21 octobre (à 9 heures) au 25 novembre 2024 (à 16 heures) ;**
- **Pendant toute la durée de la mise à disposition du public, le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de RLV et de l'exposé de ses motifs, ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées, pourront être consultés par le public sur support papier, en mairie annexe de Riom, 5 mail Jost Pasquier à Riom et à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans au 8 rue Grégoire de Tours à Riom et ce aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;**
- **Au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition, un avis précisant les modalités de la mise à disposition sera publié dans un journal diffusé dans le département et affiché dans les mairies du territoire, et au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans dans le même délai et pendant toute la durée de la mise à disposition ;**

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241024-DEL1620241024-DE
Date de télétransmission : 04/10/2024
Date de réception préfecture : 04/10/2024

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

- **Un avis fera également l'objet d'une publication sur les sites internet de la ville de Riom et de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, au moins 8 jours avant le début de la mise à disposition du public ;**
- **Pendant toute la durée de la mise à disposition du public, le public pourra consigner ses observations sur le projet de modification simplifiée n°1 du PLUi sur les registres sur support papier déposés en mairie annexe de Riom – 5 mail Jost Pasquier à Riom, et à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans - 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public, ou sur le registre dématérialisé accessible à l'adresse internet suivante : https://www.registre-dematerialise.fr/5691, ou sur l'adresse mail dédiée : modification-simplifiee-5691@registre-dematerialise.fr où les courriels seront publiés sur le registre dématérialisé ;**
- **Le projet de modification simplifiée n°1 du PLUi de RLV, l'exposé de ses motifs, ainsi que les avis émis par les personnes publiques associées, seront également consultables sur le site internet de la communauté d'agglomération à l'adresse suivante : www.riv.eu, durant toute la durée de la mise à disposition du public ;**
- **Un poste informatique sera mis à disposition du public à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans au 8 rue Grégoire de Tours à Riom, aux jours et heures ouvrables habituels d'ouverture au public, durant toute la durée de la mise à disposition du public.**

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois, an que dessus.

Pour extrait conforme.
A Riom, le 25 septembre 2024

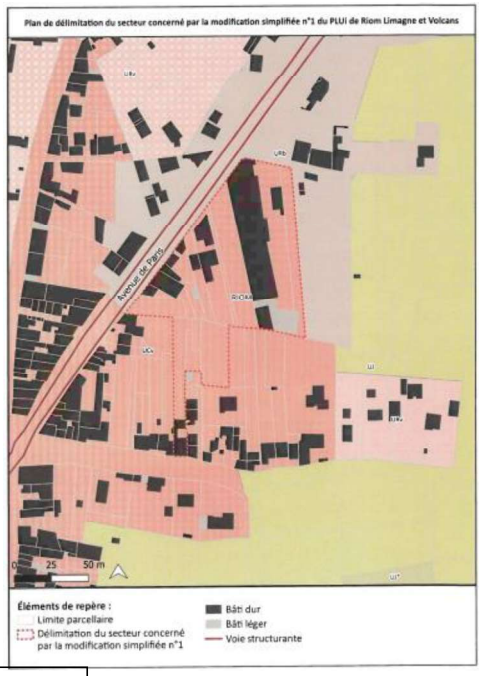
Le Président

Frédéric BONNICHON

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Riom Limagne et Volcans

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Délimitation du secteur concerné par la modification simplifiée



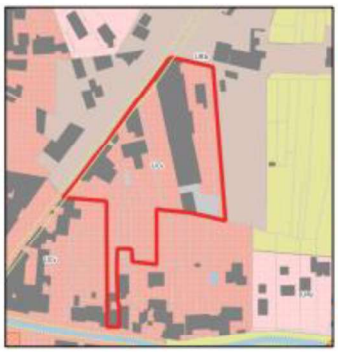
Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Plan de délimitation du secteur concerné par la modification simplifiée n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans

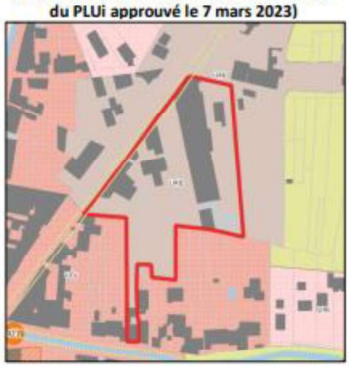


Éléments de repère :
- Limite parcellaire
- Délimitation du secteur concerné par la modification simplifiée n°1

PLUi de Riom Limagne et Volcans
Commune de Riom – Avenue de Paris :
Erreur matérielle du règlement graphique issu de la modification de droit commun n°1 (zone UCv)



PLUi de Riom Limagne et Volcans
Commune de Riom – Avenue de Paris :
Rectification de l'erreur matérielle du règlement graphique par la modification simplifiée n°1 (retour à la zone URb initiale du PLUi approuvé le 7 mars 2023)



Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Retour des PPA

De: Nicolas ROUGIER <n.rougier@puy-de-dome.chambagri.fr>
Envoyé: mercredi 18 septembre 2024 12:47
À: PLUI
Cc: Geraldine RODARIE
Objet: RE: Consultation PLUI RLV Modification Simplifiée N°1

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

Bonjour,
Nous avons bien reçu votre projet de modification simplifiée n°1 et vous en remercions.
Au regard de l'objet de cette modification, répondant à une erreur matérielle et ne venant pas impacter d'espace agricole, nous vous informons que nous n'avons pas de remarques particulières à formuler à son sujet.
Restant à votre disposition
Cordialement,

Nicolas ROUGIER
Conseiller Aménagement Urbanisme et Appui aux collectivités
04 73 44 45 70
06 02 10 98 97
Chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme
11 allée Pierre de Fermat 63170 Aubière
puydedome.chambre-agriculture.fr
Retrouvez-nous sur Facebook

De: Présidence <presidence@parcdesvolcans.fr>
Envoyé: mercredi 18 septembre 2024 16:13
À: PLUI
Cc: Baptiste Deguin; Marie-Cécile Bard; Romain Chalaye
Objet: Consultation PLUI RLV Modification Simplifiée N°1

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

Bonjour,
Votre courriel du 17 septembre 2024 (ci-dessous) par lequel le Président de la Communauté d'Agglomération Riom Limagne Volcans a prescrit la modification simplifiée N° 1 du PLUi nous est bien parvenu et nous vous en remercions.
Nous vous informons, par le présent mail, que le Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne n'émettra pas d'avis envers cette modification simplifiée, s'agissant d'une modification de zonage de la Commune de Riom pour laquelle le PNR des Volcans d'Auvergne n'est pas concerné.
Cordialement,

Présidence
Syndicat mixte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne
Présidence & Direction générale
Montlosier 63970 AYDAT
presidence@parcdesvolcans.fr | 04 73 65 64 09 – 06 59 04 33 72 | Fax : 04 73 65 66 78

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

De: Thierry JABOT <t.jabot@siarec.fr>
Envoyé: vendredi 20 septembre 2024 09:22
À: PLUI
Objet: Re: TR: Consultation PLUI RLV Modification Simplifiée N°1

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

Séverine,

As-tu bien reçu l'accusé de réception ? Sinon, pas de remarque pour le SIAREC.

Bonne journée,

Thierry JABOT

SIAREC

Le 20/09/2024 à 08:26, PLUI a écrit :

> Thierry,
>
> Comme convenu, tu trouveras le mail envoyé sur la boîte SIAREC le 17/09/24.
> Bonne journée
>
> Cordialement,

Séverine TREVIDY
Assistante – Service des Eaux

Direction technique, Ingénierie et Environnement
04.63.63.21.58 – 06.63.30.07.77



De: mairie.ceyssat <mairie.ceyssat@wanadoo.fr>
Envoyé: lundi 23 septembre 2024 15:50
À: PLUI
Objet: Consultation PLUI RLV Modification Simplifiée N°1

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

Bonjour,

La commune de Ceyssat n'émet aucune observation sur la **Modification Simplifiée N°1 du PLUI de Riom Limagne Volcan.**

Cordialement.

COMMUNE DE CEYSSAT
Gilles ALLAUZE
MAIRE
Tél : +33 (0)4 73 87 11 04
Mob. : +33 (0)6 24 36 79 76
Email : mairie.ceyssat@wanadoo.fr

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale
des affaires culturelles

3586
26 SEP. 2024

Pôle architecture et patrimoine

Unité départementale de l'architecture
et du patrimoine du Puy-de-Dôme
Tél-04/73/41/27/27 – udap.puy-de-dome@culture.gouv.fr

Affaire suivie par Régis Delubac et Frédéric Sanial
frederic.sanial@culture.gouv.fr
regis.delubac@culture.gouv.fr

Clermont-Ferrand, le 20/09/2024

L'Architecte des Bâtiments de France

à

RIOM LIMAGNE VOLCAN
Pôle Aménagement et Développement
Durable du territoire
5 mail Jost Pasquier

63 200 RIOM

À l'attention de Sophie SERTILLANGE

V/Réf : Votre courriel du 17/09/2024

N/Réf : FS/CF N° 24-586

Objet : RIOM LIMAGNE VOLCANS – Modification simplifie n°1 du PLUi : correction d'une erreur matérielle

En réponse à votre courriel du 17 septembre 2024 relatif au projet de modification simplifiée n°1 du PLUI de RIOM LIMAGNE VOLCAN, je vous informe que je n'émets pas d'observations.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

L'Unité Départementale de l'Architecture
et du Patrimoine du Puy-de-Dôme

Frédéric SANIAL

Ingénieur des Services culturels et du Patrimoine

Riom Limagne
et Volcans
Po Information

Po Instruction

DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES AUVERGNE-RHONE-ALPES
Hôtel de Chazerat – B.P. 378 - 4, rue Blaise Pascal – 63010 CLERMONT-FERRAND cedex 01
Tél : 04.73.41.27.00 – Télécopieur : 04.73.41.27.69

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

De: Mairie de Beauregard Vendon <mairie@ville-beauregard-vendon.com>
Envoyé: mardi 24 septembre 2024 15:57
À: PLUI
Objet: RE Beauregard-Vendon: Consultation PLUI RLV Modification Simplifiée N°1

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Terminé

Madame, Monsieur,

Après consultation du dossier de modification simplifiée N° 1 du PLUi de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans,
Monsieur le Maire de BEAUREGARD-VENDON vous informe que celui-ci n'appelle ni observation ni réserve de sa part.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations les meilleures.

p/o le Maire – Denis GEORGES

Le secrétariat - Christine LE ROUX
Mairie - 2 place du 8 mai 1945 - 63460 BEAUREGARD-VENDON
Tél : 04.73.63.30.09 Courriel : mairie@ville-beauregard-vendon.com
Site internet : ville-beauregard-vendon.com

De: Administratif SIAEP <administratif@siaep-plainederiom.fr>
Envoyé: mardi 24 septembre 2024 09:17
À: PLUI
Cc: plui@rlv.fr
Objet: RE: Consultation PLUI RLV Modification Simplifiée N°1

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

Bonjour,

Je vous confirme la bonne réception de la modification n° 1 de votre PLUI.
Le SIAEP de la Plaine de Riom n'a pas de remarque particulière à apporter à cette modification.

Bien cordialement,

Elisabeth BOISSON-JAHANDIER
Responsable Administrative
SIAEP de la Plaine de Riom

☎ 04 73 70 74 30

Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable
SIAEP DE LA PLAINE DE RIOM

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

De: Nicolas MIALON <n.mialon@siaep-bl.fr>
Envoyé: mercredi 25 septembre 2024 15:14
À: PLUI
Objet: PLUi - SMEA de la Basse Limagne

Bonjour,

La modification simplifiée N°1 du PLUi de RLV porte sur le règlement graphique de la ville de Riom.

Le SMEA de la Basse Limagne n'est pas concerné par cette modification. En effet le SMEA de la Basse Limagne ne s'occupe pas de la distribution de l'eau potable sur cette commune de RLV.

Cordialement.

Nicolas MIALON
Responsable Technique
SMEA de la Basse Limagne
112, Rue des Fours à Chaux (nouvelle adresse)
63350 JOZE
Tél : 04.73.68.62.33

De: DUMAS Jérémi (Adjoint à la cheffe de pôle) - DDT 63/SPAR/BPA <jeremi.dumas@puy-de-dome.gouv.fr>
Envoyé: jeudi 26 septembre 2024 12:47
À: PLUI
Cc: LONGOUR Sophie - DDT 63/SPAR/BPA; PUJOL-LAFOND Marion - DDT 63/SPAR/BPA
Objet: Re: [INTERNET] PLUI RLV - modification simplifiée N°1
Indicateur de suivi: Assurer un suivi

Bonjour,

Je vous confirme la bonne réception des documents.

Cette modification simplifiée, qui porte bien sur la rectification d'une erreur matérielle afin de repositionner le secteur UCv en URb (zonage d'origine), n'appelle pas de remarque de la part des services de l'État.

L'avis est donc favorable.

Cordialement,

Jérémi DUMAS
Adjoint à la cheffe du bureau planification et aménagement
Service Prospective Aménagement Risques / BPA

2 rue Pélissier 63000 Clermont-Ferrand
Tél : 04.43.36.03.93

PRÉFET
DU PUY-DE-DÔME
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction départementale des territoires

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

De: Plaine Limagne <b.bouquin@plainelimagne.fr>
Envoyé: mercredi 2 octobre 2024 14:56
À: PLUI
Objet: Modification simplifiée n°1

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

Monsieur,

Par votre mail en date du 17 septembre 2024, vous solliciter notre avis concernant la modification simplifiée du PLUi de RLV n°1.

Suite à l'analyse de notre service urbanisme, je vous informe que nous n'avons pas de remarques à formuler.

Cordialement,

Bastien BOUQUIN
Service Urbanisme et Habitat
--
Communauté de communes Plaine Limagne
158 Grande Rue - BP23 - 63260 AIGUEPERSE
04 73 86 89 80 - contact@plainelimagne.fr
www.plainelimagne.com

De: Karen DUPIN <Karen.DUPIN@puy-de-dome.fr>
Envoyé: jeudi 3 octobre 2024 15:53
À: PLUI
Cc: Anne-Luce MORCELET; Anne-Marie REILLES
Objet: PLUI RLV MS1

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Avec indicateur

Bonjour,
Vous nous avez sollicités par mail du 17 septembre 2024 pour que le Département émette un avis sur la modification simplifiée n°1 du PLUI de Riom Limagne et Volcans.
Nous vous informons que l'assemblée départementale ne pourra se réunir dans le délai donné.
Aussi, nous ne pourrons pas vous transmettre un avis sur cette modification simplifiée.
D'un point de vue technique, nous n'avons pas de remarques à formuler.

Bien cordialement,

Karen DUPIN
Chargée de mission Observatoire et Planification

Service Observatoire Prospective et Habitat Innovant
Direction de l'Habitat et du Cadre de Vie
Pôle Éducation Patrimoine Habitat
04 73 42 76 87
karen.dupin@puy-de-dome.fr

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU PUY-DE-DÔME
Hôtel du Département
24 rue Saint-Esprit
63033 Clermont-Ferrand Cedex 1

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

INSTITUT NATIONAL DE L'ORIGINE ET DE LA QUALITÉ

Mme Emmanuelle VERGNOL
Déléguée Territoriale

Dossier suivi par : Didier PRAT
Mail : d.prat@inao.gouv.fr

N/Réf. : 24 – EV/DP/NF – 560

Monsieur Le Président
Communauté d'Agglomération
Riom Limagne et Volcans
5 mail Jost Pasquier
CS 80045
63201 RIOM Cedex

A l'attention de M. Phillippe CARTAILLER

Aurillac, le 7 octobre 2024

Objet : Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Riom Limagne et Volcans.

Monsieur Le Président,

Vous avez consulté l'INAO par message électronique du 17 septembre 2024 dans le cadre de la procédure de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal qui porte sur la commune de RIOM.

La commune de RIOM est incluse dans :

- l'aire géographique de production de l'AOP viticole "Côtes d'Auvergne",
- l'aire géographique d'affinage de l'AOP fromagère "Saint Nectaire",
- l'aire géographique des Indications Géographiques Protégées (I.G.P.) "Jambon d'Auvergne", "Porc d'Auvergne", "Puy de Dôme", "Saucisson sec d'Auvergne / Saucisse sèche d'Auvergne", "Val de Loire", "Volailles du Forez" et "Volailles d'Auvergne".

Cette modification simplifiée n°1 a pour objectif de corriger une erreur matérielle portant sur le règlement graphique du PLUi de la commune de RIOM, observée à l'issue de la modification de droit commun n°1.

Après étude du dossier, je vous informe que l'INAO n'a pas de remarque à formuler sur ce projet dans la mesure où celui-ci n'a pas d'incidence directe sur les AOP et IGP concernées.

Je vous prie d'agréer, Monsieur Le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour la Directrice et par délégation,
La Déléguée Territoriale,

Emmanuelle VERGNOL

Copie : DDT 63

INAO - Délégation Territoriale Auvergne Limousin - Site d'Aurillac
Village d'Entreprises - 14 Avenue du Garric - 15000 AURILLAC
Tel : 04 71 63 85 42

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

RIOM
ville-riom.fr

COURRIER DEPART
10 OCT. 2024
D.S.T.A.U.

Direction des Services Techniques et de l'Aménagement Urbain
23, rue de l'Hôtel-de-Ville
BP 50020
63201 RIOM CEDEX

Dossier suivi par : Monsieur Thomas BENET
Tél. : 04 73 33 79 69
e-mail : t.benet@ville-riom.fr

Monsieur Frédéric BONNICHON
PRESIDENT DE RIOM LIMAGNE ET VOLCANS
5 MAIL JOST PASQUIER
63200 RIOM

N/Réf. : PP / TB/2024- 1160

Objet : Projet de Modification simplifiée n° 1 du PLUi de RLV – Avis de la Commune de RIOM

Riom, le 10 OCT. 2024

Monsieur le Président,

Par courriel en date du 18 septembre 2024, vous m'avez saisi afin de rendre un avis sur le projet de Modification Simplifiée n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans, prescrit par arrêté en date du 30 août 2024.

Comme le prévoit l'article L.153-45 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée porte sur la correction d'une erreur matérielle. Plus exactement, il s'agit d'une erreur de classement d'une zone UCv, située Avenue de Paris, lors de la 1ère procédure de modification de droit commun du PLUi, alors qu'elle était classée en zone URb (« Entrée de ville ») au dossier d'approbation initial du PLU approuvé le 7 mars 2023. Or, cette modification de droit commun n°1, approuvée le 9 avril 2024, ne prévoyait, ne visait, ni ne justifiait d'un changement de classement de ce secteur au règlement graphique du PLUi.

Ainsi, considérant que ce changement de zonage relève d'une erreur matérielle, je vous informe que la Commune de Riom émet un avis favorable au projet de modification simplifiée n°1 du PLUi, en ce qu'elle vise à procéder à la correction de ladite erreur et au reclassement de la zone concernée en zone URb.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments dévoués.

Le Maire,

Pierre PECOUL

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

CCI PUY-DE-DÔME
CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE

Pôle Développement des Entreprises
& des Territoires – Appui aux Territoires
PR - 2024 - 010

Monsieur Frédéric BONNICHON
Président
5 Mail Jost Pasquier - CS 80045
63201 RIOM CEDEX

Clermont-Ferrand, le 14 octobre 2024

Objet : PLUi de Riom Limagne & Volcans – Modification simplifiée n°1
Avis de la CCI du Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole

Monsieur le Président,

Nous avons bien reçu le 17 septembre 2024 votre courriel concernant la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Riom Limagne & Volcans pour laquelle vous consultez la Chambre de Commerce et d'Industrie en tant que personne publique associée.

Lors de l'examen de ce dossier, nous avons noté que cette modification simplifiée n°1 visait à corriger une erreur matérielle de type malfaçon cartographique sur le secteur concerné de l'avenue de Paris à Riom. Elle rétablit ainsi, sur le document graphique du règlement, le classement des parcelles mentionnées, de zone UCv (zone urbaine de centre-ville) en zone URb (zone urbaine résidentielle longeant les boulevards).

Par ailleurs, après vérification auprès de vos services, nous avons eu confirmation que le règlement d'urbanisme de la zone URb permettait bien à l'entreprise Eiffage Energie actuellement propriétaire - occupante des parcelles situées avenue de Paris à Riom, dans la présente zone URb, d'y exploiter son activité et de la développer (projet de construction ...).

Aussi, la Chambre de Commerce émet un **avis favorable** à la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Riom Limagne & Volcans.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les meilleures.

Le Président,

Claude BARBIN.

148 boulevard Lavoisier | 63000 CLERMONT-FERRAND
T. 04 73 43 43 43 | www.puy-de-dome.cci.fr

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

le Grand Clermont

Dossier suivi par Marie TASSART
07 57 17 36 28
marie.tassart@legrandclermont.fr

Réf : DA/CP/MT/n° D 101

Monsieur le Président
RIOM LIMAGNE ET VOLCANS
5 mail Jost Pasquier
CS 80045
63 200 RIOM

Objet : Modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Riom Limagne et Volcans

Clermont-Ferrand, le 16 octobre 2024

Monsieur le Président,

Par courriel en date du 17 septembre 2024, vous m'avez transmis le dossier de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de Riom Limagne et Volcans.

En tant que Personne Publique Associée, je vous informe, qu'après étude, ce projet de modification n'appelle pas d'observation de la part du PETR Grand Clermont.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleures salutations.

Dominique ADENOT,
Président.

LE GRAND CLERMONT

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Direction des Opérations
Pôle Opérationnel de Coordination et de Soutien
Département Maîtrise des Risques Industriels
10 rue Pierre Semard
CS 50329 - 69363 LYON CEDEX 07
Téléphone +33(0)4 78 65 59 59
urbanisme-rm@grtgaz.com

RIOM LIMAGNE & VOLCANS
5 MAIL JOST PASQUIER
CS 80045
63201 RIOM CEDEX

Affaire suivie par : CARTAILLER Philippe

VOS RÉF. Mail du 17/09/24 : Consultation PLUI RLV Modification Simplifiée N°1
NOS RÉF. U2018-000708 S4
INTERLOCUTEUR De Marinis Cathy - 04 78 65 59 37 / 07 89 31 98 23
OBJET Avis sur le projet de modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté d'agglomération RIOM LIMAGNE VOLCANS (63)

Lyon, le 16 octobre 2024

Monsieur,

Nous accusons réception de votre courrier en date du 17/09/2024 relatif à la modification simplifiée n°1 du PLUi de RIOM LIMAGNE VOLCANS.

Le territoire de ce PLUi est impacté par plusieurs ouvrages de transport de gaz haute pression appartenant à GRTgaz notamment les communes de CLERLANDE, ENNEZAT, MALINTRAT, CHAMBARON SUR MORGE, MENETROL, RIOM, SAINT-BONNET-PRES-RIOM.

A la lecture des documents transmis, cette modification simplifiée n°1 corrigeant une erreur matérielle sur le règlement graphique n'est pas impactée par nos ouvrages ni les effets des deux types de servitudes d'utilité publique associées aux ouvrages de transport de gaz.

Toutefois, c'est à l'occasion de l'évolution des documents d'urbanisme, que doivent être intégrés les éléments relatifs à nos ouvrages de manière à concilier les enjeux de densification urbaine et de sécurité pour les personnes et les biens (articles L.101-2, L.151-43 et L.152-7 du Code de l'Urbanisme). **Cette intégration doit intervenir à plusieurs niveaux dans le PLUi**.

A ce titre, vous trouverez en pièce jointe, pour rappel, les renseignements caractérisant nos ouvrages et précisant les dispositions qui s'y rattachent :

- Une fiche de présentation des ouvrages impactant le territoire et les coordonnées de GRTgaz ;
- Une fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique d'implantation et de passage (I3) ;
- Une fiche d'information sur les servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation (I1) ;
- Une fiche de rappel de la réglementation anti-endommagement ;
- Une fiche d'aide à l'intégration des ouvrages de transport de gaz naturel dans les différentes pièces du PLUi.

Aussi, **nous nous tenons à votre disposition pour organiser une rencontre avec vos services** afin de vous apporter des précisions sur les Servitudes d'Utilité Publique associées aux ouvrages GRTgaz et leur prise en compte dans les différentes pièces du PLUi.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations les meilleures.

Vincent BAZAINE
Responsable du Département MRI,
p/o

P.J. : 5 fiches

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

VOS RÉF. Votre mail du 17/09/2024

NOS RÉF. TER-ART-2024-63300-CAS-201078-S3P6W0

INTERLOCUTEUR : RTE-CDI-LYON-SCET-URBANISME

TÉLÉPHONE : 04.27.86.27.47

E-MAIL : rte-cdi-lyon-scet-urbanisme@rte-france.com

CA RIOM LIMAGNE ET VOLCANS
5 Mailjost Pasquier
CS 80045
63201 RIOM cedex

A l'attention de Mr Cartailler
plui@rlv.eu

OBJET : PA – Modification simplifiée N°1 du PLUi de la **CA RLV**

Lyon, le 09/10/2024

Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans,

Nous accusons réception du dossier du projet de modification du PLUi de la **CA RLV** arrêté par délibération en date du 30/08/2024 et transmis pour avis le 17/09/2024 par votre service.

RTE, Réseau de Transport d'Electricité, est le gestionnaire du réseau de transport d'électricité à haute et très haute tension sur l'ensemble du territoire métropolitain. Dans ce cadre, RTE exploite, maintient et développe les infrastructures de réseau et garantit le bon fonctionnement, la sécurité et la sûreté du système électrique dans le respect, notamment, de la réglementation technique (l'arrêté technique du 17 mai 2001 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électrique).

A cet égard, nous vous informons que, sur le territoire couvert par ce document d'urbanisme, sont implantés des ouvrages du réseau public de transport d'électricité dont vous trouverez la liste ci-dessous.

Il s'agit de :

Liaisons aériennes 400 000, 225 000 et 63 000 Volts :

Ligne aérienne 400kV N0 1 BAYET - RULHAT
Ligne aérienne 400kV N0 2 BAYET – RULHAT

Ligne aérienne 225kV N0 1 BAYET - VOLVIC
Ligne aérienne 225kV N0 1 COMPS - VOLVIC
Ligne aérienne 225kV N0 1 ENVAL - VOLVIC

Centre Développement & Ingénierie de Lyon
Service Concertation Environnement Tiers
1, rue Crépet
69007 LYON
TEL : 04.27.86.26.01

www.rte-france.com

05-09-00-COUR

RTE Réseau de transport d'électricité - société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 132 285 690 euros - R.C.S. Nanterre 444 619 258

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Retour du public

OBSERVATIONS DU PUBLIC
pour prendre en considération vos remarques, consignez-les sur le présent registre

13/11/2024 - Service Urbanisme - Ville de Riom.

A été observé un besoin de correction d'affichage de la légende du règlement graphique. En effet, il conviendrait de faire apparaître le "PAPAG", celui-ci ayant disparu dans la légende et sur le plan de zonage par rapport au document approuvé lors de la 1ère modification du PLUi.

Par ailleurs, la couche représentant les zones humides apparaît soudainement au règlement graphique. Il conviendrait de la supprimer.

Enfin, de manière à être le plus exhaustif et explicite possible, il semblerait nécessaire de compléter, dans la légende, la liste des communes concernées par la zone UCv en ajoutant "Riom".

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

RIVERA-FERNANDEZ J.

RIVERA FERNANDEZ C.

14 rue de Planchepaleuil

63200 RIOM

rivhelle15@gmail.com

Monsieur le Maire de la ville de RIOM,

Monsieur le Président de RLV,

Mesdames et Messieurs les Adjoints,

https://www.registre-dematerialise.fr/5691

modification-simplifiee-5691@registre-dematerialise.fr

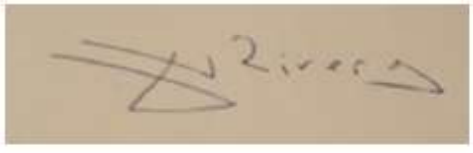
RIOM, LE 24 NOVEMBRE 2024

En tant que propriétaires de la **parcelle AS 145** visée par le projet de rectification du règlement graphique sur la commune de RIOM, nous vous faisons parvenir nos observations et notre opposition.

Nous vous transmettons un document qui illustre les incohérences sur notre parcelle et avons élargi aux interrogations sur le secteur concerné, qui nous préoccupe en tant que riverains, habitants concernés.

Restant à votre entière disposition pour tout échange citoyen, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos sincères salutations.

RIVERA-FERNANDEZ J.



RIVERA -FERNANDEZ C.



Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20241210-DEL1620241210-DE
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

REPUBLIQUE FRANCAISE

RIOM LIMAGNE ET VOLCANS
(PUY-DE-DOME)

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBÉRATIONS du CONSEIL de COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION

Délibération n°06

L'AN deux mille vingt-quatre, le mardi 09 avril, le conseil communautaire, convoqué le 03 avril 2024 s'est réuni à Ennezat, Salle Espace Culturel, à 18 heures 30 minutes, sous la présidence de M Frédéric BONNICHON, Président.

Effectif légal du conseil communautaire :
60

Nombre de conseillers en exercice :
60

Nombre de conseillers présents ou représentés :
57

Nombre de votants :
57

Date de convocation :
03 avril 2024

Date d'affichage de la liste des délibérations :
17 avril 2024

Objet : Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) – modification n°1 : approbation

PRESENTS

Mme ABELARD Nathalie, M AYRAL Jean-Paul, M BELDA José, Mme BERTHELEMY Hélène, M BIGAY Bertrand, M BONNICHON Frédéric, M BOUCHET Boris, Mme CACERES Marie, M CARTAILLER Philippe, M CHASSAGNE Eugène, M CHASSAING Pierre, M DE ABREU Jérôme, Mme DE MARCHI Véronique, M DEAT Alain, M DERSIGNY Eric, M DUBOIS Gérard, M DUCHÉ Dominique, Mme DUPONT Laurence, M GAILLARD Philippe, M GAUTHIER Patrice, M GRENET Daniel, M GRENET Roland, M HEBRARD Jean-Pierre, M JEAN Daniel, Mme LAFARGE Anne-Catherine, M MAGNET Fabrice, M MAGNOUX André, Mme MARTINHO Corinne, M MELIS Christian, M MESSEANT Jean-François, M MICHEL Didier, Mme MOURNIAC-GILORMINI Virginie, M PECOUL Pierre, Mme PERRETON Régine, M PONCÉ Stéphane, M RAYMOND Vincent, M RAYNAUD Jean-Louis, M REGNOUX Marc, M RESSOUCHE Bruno, Mme ROUSSEL Sandrine, Mme VAUGIEN Evelyne, M VERMOREL Pierrick, **titulaires.**
M DAIN Denis, Mme GRENIER Arlette, **suppléants.**

ABSENTS EXCUSÉS :

Absents représentés ou suppléés :

- M AGBESSI Eric *a donné pouvoir à* M DUBOIS Gérard,
- M BEAURE Nicolas *a donné pouvoir à* M MELIS Christian,
- M CHANSARD Gérard *a donné pouvoir à* M PONCÉ Stéphane,
- M CHAUVIN Lionel *a donné pouvoir à* M BONNICHON Frédéric,
- M DESMARETS Pierre *a donné pouvoir à* M RAYNAUD Jean-Louis,
- Mme GRENET Michèle *a donné pouvoir à* Mme BERTHELEMY Hélène,
- Mme HOARAU Catherine *a donné pouvoir à* M HEBRARD Jean-Pierre,
- Mme NIORT Nathalie *a donné pouvoir à* M BOUCHET Boris,
- Mme PIRES-BEAUNE Christine *a donné pouvoir à* M DE ABREU Jérôme,
- M ROUGEYRON Denis *a donné pouvoir à* Mme DE MARCHI Véronique,
- M THEVENOT Laurent *a donné pouvoir à* Mme DUPONT Laurence,
- Mme VEYLAND Anne *a donné pouvoir à* Mme VAUGIEN Evelyne,
- M VILLAFRANCA Grégory *a donné pouvoir à* M DEAT Alain,

- M BARBECOT Jacques, conseiller communautaire unique de Pulvérières, remplacé par Mme GRENIER Arlette, conseillère communautaire suppléante,
- M IMBERT Didier, conseiller communautaire unique de Clerlande, remplacé par M DAIN Denis, conseiller communautaire suppléant.

Absents :

- M BOISSET Jean-Pierre,
- Mme PANIAGUA Murielle,
- M WEINMEISTER Nicolas.

<> <> <> <> <>

Secrétaire de Séance : M RAYNAUD Jean-Louis

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 dite Solidarité et Renouvellement Urbain,
Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 dite Urbanisme et Habitat,
Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,
Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 153-36 à L. 153-44,
Vu la délibération n°761 du 8 décembre 2022 du conseil syndical du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Grand Clermont approuvant la modification n°7 du Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont,
Vu l'arrêté préfectoral n°20240538 du 02 avril 2024 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV),
Vu la délibération n°20230307.01 en date du 07 mars 2023 du conseil communautaire de Riom Limagne et Volcans portant approbation du Plan Local d'Urbanisme intercommunal,
Vu les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable :

Axe 1 - Un territoire moteur à l'échelle régionale valorisant ses singularités
Orientation 1.0 Faire des paysages uniques les garants de l'image du territoire
Orientation 1.1 Affirmer un positionnement métropolitain en s'appuyant sur la diversité de l'armature territoriale
Orientation 1.2 Conforter et diversifier les filières économiques d'excellence
Orientation 1.3 Valoriser les atouts de la destination touristique Terra Volcana, les Pays de Volvic
Orientation 1.4 Positionner le territoire comme un espace de nature préservée

Axe 2 - Une démarche de projet vertueuse accompagnant l'évolution des modes de vie
Orientation 2.0 Accompagner l'insertion qualitative des projets dans les paysages
Orientation 2.1 Renforcer la qualité des zones d'activités économiques pour améliorer l'accueil des entreprises
Orientation 2.2 Articuler la production de logements en cohérence avec l'armature urbaine
Orientation 2.3 Réinvestir les centralités dans une approche transversale et multifonctionnelle
Orientation 2.4 Concevoir les nouvelles formes urbaines

Axe 3 - Des actions transversales permettant de faire face au changement climatique
Orientation 3.0 Anticiper les effets du changement climatique sur les paysages
Orientation 3.1 Investir dans les mobilités de demain
Orientation 3.2 Adopter une gestion frugale et économe en ressources
Orientation 3.3 Tendre vers la sobriété et l'efficacité énergétique
Orientation 3.4 Améliorer la résilience du territoire face aux risques et nuisances,

Vu l'arrêté du Président en date du 19 juin 2023 prescrivant la modification n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans,
Vu la décision E23000109/63 de Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand, en date du 23 aout 2023, désignant Monsieur Gérard Dubot en qualité de commissaire enquêteur titulaire et désignant Madame Corinne DESJOURS en qualité de commissaire enquêteur suppléante,
Vu la décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale n° 023-ARA-AC-3141, en date du 1er septembre 2023, préconisant de soumettre le projet de modification n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans à évaluation environnementale pour justifier les évolutions relatives à la modification de zones agricoles protégées ou à constructibilité limitée en zones agricoles constructibles,
Vu les avis rendus par les communes membres de RLV sur le projet de modification n°1 du PLUI,
Vu les avis rendus par les Personnes Publiques Associées sur le projet de modification n°1 du PLUI,
Vu l'arrêté en date du 10 octobre 2023 par lequel le Président de la communauté d'agglomération a prescrit l'organisation d'une enquête publique relative au projet de modification n°1 du PLUi entre le 6 novembre et le 8 décembre 2023,
Vu les observations du public émises au cours de l'enquête publique tel qu'elles apparaissent dans les annexes du rapport d'enquête,
Vu le rapport d'enquête et l'avis favorable émis par le commissaire enquêteur le 5 janvier 2024,
Vu la présentation du projet de PLUi en commission urbanisme du 21 décembre 2023 et du 15 février 2024,

Considérant les objectifs de la modification n°1 du PLUi,
Considérant que le projet de modification n°1 ne comporte pas de sujets soumis à évaluation environnementale,

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Considérant que toutes les observations émanant des communes, des personnes publiques associées, et du public ont été étudiées dans le rapport du commissaire enquêteur annexé à la présente délibération,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de modification, et notamment suite aux remarques des personnes publiques associées, des communes et de l'enquête publique, le dossier final de la modification n°1 du PLUi compte 61 points de modification :

- 21 points sur le règlement graphique,
- 17 points sur le règlement écrit,
- 5 points sur les Orientations d'Aménagement et de Programmation,
- 3 points sur le nuancier,
- 14 points sur les emplacements réservés,
- 1 point sur les annexes.

Considérant que les modifications apportées au projet de modification n°1 du PLUi sont décrites dans le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur annexées à la présente délibération,

Considérant que les modifications du projet de modification n°1 du PLUi, réalisées à la suite de l'enquête publique, ne remettent pas en cause le parti d'aménagement du PLUi,

Considérant que le dossier complet de la modification n°1 du PLUi prêt à être approuvé a été tenu à disposition des élus du conseil communautaire, et que ces documents leurs ont été communiqués avec la convocation à la séance du conseil communautaire du 9 avril 2024,

Considérant qu'ainsi le projet de modification n°1 du PLUi prêt à être approuvé a été présenté au conseil communautaire conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et notamment de l'article L. 153-43 du code de l'urbanisme,

Considérant l'avis de la commission urbanisme du 15 février 2024 et du bureau communautaire du 12 mars 2024,

Le conseil communautaire, sur proposition de Monsieur le Vice-Président délégué à l'urbanisme, et à la majorité des suffrages exprimés (1 contre : M RAYMOND Vincent ; 1 abstention : M DEAT Alain), décide :

- **D'approuver le Plan Local d'Urbanisme intercommunal issu de la procédure de modification n°1, tel qu'il est annexé à la présente délibération ;**
- **De dire que la délibération sera notifiée aux communes membres de la communauté d'agglomération, auxquelles il appartiendra de l'afficher en mairie dans les meilleurs délais pendant un délai d'un mois ;**
- **De dire que la délibération sera également notifiée pour informations aux personnes publiques associées et consultées, ;**
- **De dire que la délibération fera l'objet :**
  - **D'un affichage pendant un mois au siège de la communauté d'agglomération et dans toutes ses communes membres ;**
  - **D'une mention de cet affichage par avis diffusé dans un journal dans le département ;**
  - **D'une publication sur le site internet de la communauté d'agglomération ;**
- **De dire que la délibération sera publiée sur le Géoportail national de l'urbanisme, en vertu des dispositions des articles L. 153-23, R. 153-21 et R. 153-22 du code de l'urbanisme ;**
- **De dire que lorsque la publication sur le portail national de l'urbanisme a été empêchée pour des raisons liées au fonctionnement du portail national de l'urbanisme ou à des difficultés techniques avérées, le plan et la délibération peuvent être rendus publics dans les conditions prévues au III ou au IV de l'article L. 2131-1 du code général des collectivités territoriales ;**
- **De dire que le PLUi sera exécutoire dés réalisation de l'ensemble des formalités de transmission au représentant de l'Etat et des mesures de publicité réglementaires ;**
- **De dire que le dossier de PLUi, une fois approuvé et après transmission au représentant de l'Etat et accomplissement des mesures de publicité, sera mis à disposition du public sur le portail national de l'urbanisme et sur le site de la Communauté d'agglomération www.riv.eu, et au siège de l'agglomération aux jours et horaires habituels d'ouverture au public.**

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois, an que dessus.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Pour extrait conforme.
A Riom, le 10 avril 2024

Le Président

Frédéric BONNICHON

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Riom Limagne et Volcans

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Département du Puy de Dôme

Communauté d'agglomération

Riom Limagne et Volcans

RÉVISION n°1
du
PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Rapport du Commissaire Enquêteur.

Commissaire Enquêteur : DUBOT Gérard

10 place Van Gogh

63400 CHAMALIERES

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

SOMMAIRE

Partie 1. L'enquête.

1- GÉNÉRALITÉS.

1.1 Cadre de l'enquête. page 3

1.2 Objet de l'enquête. page 3

1.3 Cadre juridique. page 4

1.4 Le projet. page 4

1.5 Liste des pièces du dossier. page 7

1.6 Personnes Publiques Associées. page 7

2 – ORGANISATION DE L'ENQUÊTE.

2.1 Désignation du commissaire enquêteur. page 8

2.2 Préparation de l'enquête. page 8

2.3 Arrêté d'ouverture de l'enquête. page 8

2.4 Mesures de publicité. page 9

3 – DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE.

3.1 Les permanences. page 9

3.2 Les observations : analyse quantitative. page 9

3.3 Clôture de l'enquête. page 10

3.4 P.V. de synthèse. page 10

3.5 Réponse au PV de synthèse. page 10

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Partie 2. Avis et Observations

1 – Avis des communes. page 11

2 – Avis des personnes publiques associées. page 12

3 – Observations apportées par le public : recensement. page 15

Partie 3. Analyse de la modification

1 Les modifications du règlement graphique. page 16

2 Les modifications du règlement écrit. Page 18

3 Les modifications des O.A.P. page 20

4 Les modifications du nuancier. page 20

5 Les modifications des emplacements réservés. page 20

6 Prise en compte des suggestions apportées par les communes. page 21

7 Prise en compte des observations du public. page 21

ANNEXES

ANNEXE 1 : Compte rendu de la réunion préparatoire du 14 septembre 2023.

ANNEXE 2 : Arrêté prescrivant l'enquête publique pour la modification n°1 du PLUi.

ANNEXE 3 : Justificatif de l'avis de publicité paru dans la presse.

ANNEXE 4 : Procès -verbal de synthèse des observations.

ANNEXE 5 : Réponse de RLV au PV de synthèse.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

PARTIE 1. L'ENQUÊTE.

1 - GÉNÉRALITÉS.

1-1 Cadre général du projet.

La communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, qui regroupe 31 communes, s'est dotée depuis le 7 mars 2023 d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal.



Après quelques mois de pratique, les autorisations d'urbanisme déposées ont mis en évidence certains points méritant des précisions ou des éclaircissements.
Par ailleurs, lors de l'élaboration de ce PLUi, des projets qui n'étaient pas arrivés à terme n'avaient pas pu être pris en compte. Depuis lors, plusieurs d'entre eux ont été finalisés.
Pour prendre en compte ces éléments, la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans a décidé par délibération du 19 juin 2023 de procéder à la modification n°1 du PLUi.

1-2 Objet de l'enquête.

Le dossier de modification n° 1 du PLUi qui a été transmis, pour avis, aux Personnes Publiques Associées comporte 48 points qui concernent le règlement graphique, le règlement écrit, les Orientations d'Aménagement et de Programmation, le nuancier et la liste des emplacements réservés.
Dans son avis, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) a considéré que certaines évolutions de la zone Ap vers la zone Ac consistent en une réduction des mesures de maîtrise de la consommation d'espace agricole. Ces évolutions requièrent la réalisation d'une évaluation environnementale.
Pour prendre en compte cet avis, mais pour ne pas retarder l'avancée du reste de la modification n° 1, la collectivité a décidé de porter à l'enquête publique, le dossier de modification n° 1 dépourvu des points 3, 6, 7, 9, 15 et 19 concernés par la remarque de la MRAE.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

L'objet de l'enquête publique est donc de recueillir les observations sur les 42 éléments restants de la modification n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans.

1-3 Cadre juridique.

La modification du plan local d'urbanisme relève des articles L 153–36 à L 153–48 du code de l'urbanisme.

L'article L 153-41 prévoit notamment que « Le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement ».

1-4 Le projet.

La modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal comporte 42 points classés en cinq catégories :

a. 17 adaptations du règlement graphique (modifications de zonage).

Certaines adaptations proposent l'ajout d'un linéaire « activité de services avec accueil de clientèle » au sein de zones d'activités. Sont concernées les communes de Malauzat, les Martres d'Artière, Mozac et Riom.

Pour répondre à des situations particulières, des modifications mineures de zonage sont proposées : de UAa vers URg à Ennezat, de UE vers UR à Marsat, de UAa vers UAm à Mozac, de AURV vers UJ à Riom, de UE vers URg à Saint-Ours-les-Roches, de ACp vers NL à Saint-Ours-les-Roches, de UCv vers UJ à Sayat.

D'autres points particuliers sont pris en compte : suppressions et ajouts de linéaires de haies à préserver sur la commune de Mozac, identification de bâtiments patrimoniaux à conserver sur la commune de Riom, réduction de la superficie d'une STECAL sur le site de Crouzol à Volvic.

b. 12 modifications du règlement écrit.

L'article 1 de la zone UA est modifié sur deux points : un qui concerne la zone UAi (destinée aux activités industrielles pour réparer un oubli concernant les activités de service existantes et l'autre qui concerne la zone UAm destinée aux activités marchandes pour prendre en compte les activités existantes dans l'extension des bâtiments.

L'article 4 de la zone UA est modifié pour débloquer certains projets, confrontés à des difficultés liées aux règles d'implantation par rapport aux limites séparatives. La zone UAm, dont les parcelles sont de plus en plus restreintes est particulièrement concernée.

L'article 1 de la zone UR, est modifié pour permettre l'installation de bureaux sur la zone URb, secteur résidentiel longeant les boulevards.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

La zone 1AUAb correspond au secteur d'extension sur le Biopôle de Saint-Beauzire. Ce secteur n'apparaît pas dans le règlement (oubli lors de l'élaboration du PLUi). Il est proposé de modifier le règlement de la zone AUA pour rectifier cet oubli.

L'emprise au sol de la zone UR (zone résidentielle) pose des problèmes dans de nombreux dossiers d'extension ou de constructions annexes. Il est proposé d'augmenter le taux d'emprise maximum au sol de 40% à 70% en zone URv, de 40% à 60% en zone URg et de 40% à 70% en zone URb.

L'article 4 de la zone Up (zone urbaine spécifique aux éléments de patrimoine identifiés) est modifié pour permettre la construction de clôture dans la mesure où elle s'intègre qualitativement dans le paysage.

La fiche 4-3.c du bâti à préserver à Riom est modifiée pour permettre l'installation de panneaux solaires et photovoltaïques à condition qu'ils ne soient pas visibles depuis la voie principale.

La fiche 4-3.e pour les plans communaux présentant des éléments du patrimoine soumis aux articles L 151-19 et L 151-23, est modifiée pour rendre plus simple l'instruction des dossiers.

Le paragraphe 4 de l'article 5 de chaque zone, concernant les menuiseries et ouvertures est réorganisé et rédigé de façon plus simple.

Des ajustements sont apportés aux dispositions générales du règlement.

L'article NL 1 (Zone naturelle à vocation de loisirs) est modifié pour autoriser les hébergements touristiques uniquement lorsqu'ils sont liés à une activité de service existante.

L'article N2 du secteur de Ménétrol est modifié pour être plus respectueux du règlement d'urbanisme.

c. 3 modifications d'Orientations d'Aménagement et de Programmation.

La parcelle AE 652 à Riom a été inscrite en zone Uj et exclue de l'OAP « Vignes Froides ». Il y a lieu de mettre l'OAP en conformité avec le règlement graphique.

Il est nécessaire de modifier le périmètre de l'OAP « Argentière » à Riom pour qu'il soit en cohérence avec le règlement graphique. La trame PPRNPI doit également être rectifiée.

Sur l'OAP « ZA Riom Sud » il est proposé de faire apparaître graphiquement la présence d'une zone inondable.

d. 2 modifications du nuancier.

Il est proposé de préciser le titre de chaque chapitre du nuancier pour le traitement des bâtiments d'équipement dans chaque type de zone urbaine. Il est proposé de compléter la règle du nuancier avec une dérogation pour les extensions de bâtiment.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

e. 8 modifications concernant les emplacements réservés.

La liste des emplacements réservés est modifiée pour certaines communes :

- Chambaron-sur-Morge. Changement de bénéficiaire et d'objet pour la parcelle A 997.
- Chambaron-sur-Morge. Ajout d'un emplacement pour la création d'un tiers lieu sur les parcelles YD 174 et YD 100.
- Chanat-la-Mouteyre. Ajouts d'emplacements au bénéfice de la commune pour la création de cheminements pédestres.
- Chanat-la-Mouteyre. Ajout d'emplacements pour les zones de captage destinées à la consommation humaine.
- Charbonnières-les-Varennes. Déplacement de l'emplacement réservé n°23 pour la réalisation d'une station d'épuration.
- Enval. Mise à jour des emplacements réservés n° 6 et 11 destinés respectivement à une piste cyclable et à l'aménagement d'une aire de loisirs.
- Mozac. Réduction de l'emplacement N° 19 (Seule la parcelle AR 170 est conservée).
- Pulvérières. Déplacement de l'emplacement réservé n°3 pour une station d'épuration de la parcelle YL 79 sur les parcelles YL 88, 89 et 90.

Remarque.

La lecture du rapport de présentation et du règlement m'a permis de constater quelques erreurs techniques ou insuffisances qui peuvent compliquer la compréhension de ces documents. Ainsi :

- Les plans inclus dans le rapport de présentation sont dépourvus des numéros de cadastre. Il est impossible de situer sur ces plans, de façon précise les explications fournies dans les commentaires. De nombreuses parcelles sont citées sans qu'elles puissent être repérées sur le plan.

- Il est écrit dans le rapport de présentation, en parlant de la rédaction de certaines notions que : « Ces éléments apparaissent en rouge pour les suppressions et en vert pour les ajouts dans le règlement écrit ». Or le règlement joint au rapport de présentation contient : du rouge rayé, du rouge souligné, du vert rayé et du vert souligné. Il est donc impossible de comprendre les modifications qui sont apportées au règlement.

Il est indispensable de reprendre la rédaction du règlement pour qu'il soit utilisable.

- Pour le point n° 36, concernant l'OAP « Vignes Froides », il est écrit « suite au point n° 19 ». Cela ne correspond pas : il faut écrire « suite au point n°18 ».

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

1-5 Liste des pièces du dossier.

Le dossier déposé au siège de Riom Communauté comprend les pièces suivantes :

- Le Rapport de Présentation : document de 53 pages.
- 7 dossiers concernant les parties du règlement ayant subi des modifications :
  - 4-2a Dispositions générales, dispositions communes et lexique. 45 pages.
  - 4-2.b Dispositions des zones urbaines (U).147 pages.
  - 4-2.c Dispositions des zones à Urbaniser (AU). 60 pages.
  - 4-2.d Dispositions des zones naturelles (N) et agricoles (A). 110 pages.
  - 4-3.c Pièce complémentaire : fiche du bâti à préserver à RIOM. 284 pages.
  - 4-4 Pièce complémentaire : Couleurs et Nuancier.54 pages.
  - 4-6 Pièce complémentaire : Liste des Emplacements réservés.85 pages.
- Le plan de zonage des 31 communes indiquant les modifications, pour celles qui se trouvent concernées.
- Un dossier comportant la délibération des communes ayant exprimé un avis sur la modification n°1 du PLUi.
- Un dossier comportant l'avis des Personnes Publiques Associées s'étant exprimées sur la modification n° du PLUi.

1-6 Personnes publiques associées.

Outre les 31 communes qui composent la communauté d'agglomération les personnes publiques associées suivantes ont été consultées.

- La Sous-Préfecture de Riom.
- La Chambre d'Agriculture du Puy-de-Dôme.
- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat.
- La Chambre de Commerce et d'Industrie du Puy-de-Dôme
- Le PETR (Pôle d'Équilibre Territorial et Rural) du Grand Clermont.
- Le Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes.
- Le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme.
- Le Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne.
- Le Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine.
- La Direction Départementale des Territoires.
- La Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Auvergne Rhône Alpes.
- L'Institut National de l'Origine et de la qualité (INAO).
- L'Agence Régionale de Santé (ARS) Auvergne Rhône Alpes - Puy-de-Dôme.
- Le Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF) Auvergne - Antenne Puy-de-Dôme.
- Réseau Transport d'Électricité (RTE).
- Le Syndicat Intercommunal d'Adduction d'Eau Potable (SIEAP) Basse Limagne.
- La SEMERAP (Société d'Économie Mixte pour l'Exploitation des Réseaux d'eau et d'Assainissement et la Protection de l'environnement).
- La SNCF réseau.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

2 - ORGANISATION DE L'ENQUÊTE.

2-1 Désignation du commissaire enquêteur.

Par décision n° E 23000109/63, en date du 23 août 2023, Madame la Présidente du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand a désigné Monsieur Gérard DUBOT commissaire enquêteur.

2-2 Préparation de l'enquête.

Une première réunion avec le maître d'ouvrage a eu lieu le jeudi 14 septembre 2023 de 9h à 10h30 en présence de M. Philippe CARTAILLER, vice-président de RLV, délégué à l'urbanisme, Mme Noémie VORGER-FABRE responsable en charge de l'urbanisme, M. Gérard DUBOT commissaire enquêteur. (Voir le compte rendu en annexe 1).

Cette réunion a eu pour objectifs :
- La présentation par le maître d'ouvrage de la modification n°1 du PLUi.
- La mise en place de l'enquête publique.

Les dates et lieux définitifs pour les permanences ont été fixés après échanges téléphoniques, entre le commissaire enquêteur et Madame VORGER-FABRE, courant septembre.

L'enquête se déroulera du 6 novembre 2023 au 8 décembre 2023.

Il est prévu 4 permanences de 2heures :

- Riom le lundi 6 novembre 2023 de 10h à 12h.
- Chanat-la-Mouteyre le jeudi 16 novembre 2023 de 14h à 16h.
- Ennezat le mardi 28 novembre 2023 de 14h à 16h.
- Riom le vendredi 8 décembre de 10h à 12h.

Une deuxième réunion a eu lieu le jeudi 26 octobre 2023 de 14h à 15 h avec Mme Noémie VORGER-FABRE et M. Gérard DUBOT ayant pour objectifs :

- La demande de précisions par le commissaire enquêteur sur certains points particuliers.
- La vérification et le paraphe par le commissaire enquêteur des dossiers mis à l'enquête publique.
- L'ouverture et le paraphe des registres d'observations.

2-3 Arrêté d'ouverture de l'enquête.

Par arrêté en date du 10 octobre 2023, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans décide de l'ouverture de l'enquête publique du lundi 6 novembre 2023 à 10h au vendredi 8 décembre 2023 à 12h. (Annexe 2).

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

2-4 Mesures de publicité.

Conformément à l'article R 123 – 11 du code de l'environnement un avis d'enquête publique a été publié dans deux journaux régionaux : « La Montagne » et « Le semeur hebdo ».

- première parution : le vendredi 20 octobre 2023.

Remarque : l'avis est paru dans les annonces légales de l'hebdomadaire « Le semeur Hebdo » ; il n'a été publié que dans la version numérique de « La Montagne ». (Annexe 3).

- deuxième parution : le vendredi 10 novembre 2023 dans les annonces légales de « La Montagne » et du «Semeur Hebdo».

3 - DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE.

3-1 Les permanences.

Les permanences se sont déroulées conformément à l'arrêté du 10 octobre 2023 de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans.

- Riom, lundi 6 novembre 2023 de 10h à 12h. Cette permanence n'a donné lieu à aucune visite.

- Chanat-la-Mouteyre, jeudi 16 novembre 2023 de 14h à 16h. Cinq personnes sont venues à la rencontre du commissaire enquêteur, deux pour des renseignements, une dépose une observation écrite, une autre oralement et la troisième le fera par mail.

- Ennezat, le mardi 28 novembre 2023 de 14h à 16h. Compte tenu de l'affluence la permanence est prolongée jusqu'à 16h30. Huit personnes ont rencontré le commissaire enquêteur. Six ont déposé une observation sur le registre et deux ont demandé des renseignements.

- Riom, le vendredi 8 décembre 2023 de 10h à 12h. Huit personnes ont rencontré le commissaire enquêteur.

3-2 Les observations : analyse quantitative.

20 observations ont été apportées à l'enquête publique :

- 13 observations ont été inscrites sur les registres. Riom (6) Ennezat (6) Chanat-la-Mouteyre (1)
- 6 sont parvenues par voies numériques,
- 1 a été faite oralement pendant la permanence de Chanat-la-Mouteyre.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

- Une observation fait doublon : M. BOUCHON a déposé la même observation par mail et sur le registre d'Ennezat.

Il y a donc **19 observations** à prendre en compte.

3-3 Clôture de l'enquête.

L'enquête a été clôturée le vendredi 8 décembre à 12h. Les registres d'observations ont immédiatement été récupérés et laissés à disposition du commissaire enquêteur.

3-4 PV de synthèse.

Le PV de synthèse des observations a été remis et commenté à M. CARTAILLER vice-président en charge de l'urbanisme et à Mme VORGER-FABRE le jeudi 14 décembre 2023 à 9h30. (Annexe 4).

3-5 Réponse au PV de synthèse.

La réponse au PV de synthèse a été communiquée au commissaire enquêteur, par voie numérique le 29 décembre 2023. (Annexe 5).

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

PARTIE 2. AVIS ET OBSERVATIONS

1 - Avis des communes.

Sur les 31 communes de la communauté d'agglomération, 30 ont fait parvenir leur avis. Seule la délibération de la commune de Sayat ne figure pas au dossier.
La commune de Saint-Bonnet-près-Riom a transmis une délibération qui ne se rapporte pas à la modification n°1 du PLUi.

On peut recenser **29 avis favorables dont 5 accompagnés de remarques**. **Un avis est favorable avec une réserve.**

Châtel-Guyon :
Remarque 1 : harmoniser la règle sur les volets roulants dans les zones Uth, UT, 1 AUL.
Remarque 2 : règle relative aux ferronneries. Absence de règle pour les couleurs des balcons et garde-corps.
Ménétrol :
Faire figurer dans le lexique la définition "d'arbre de haute tige mature" pour faciliter la compréhension des pétitionnaires.
Riom : 12 remarques sont annexées à la délibération.
Saint-Bonnet-Près-Riom : demande de prévoir un emplacement réservé. Mais aucune précision n'est apportée à cette demande.
Saint-Ours-les-Roches :
Remarque 1 : permettre la modification de certaines ouvertures dont la condamnation ne porterait pas préjudice à l'insertion paysagère et architecturale des façades en zone UCB.
Remarque 2 : Autoriser les extensions de constructions existantes ne respectant pas l'implantation imposée dans la bande de 0 à 5 m en zone UCB.

La commune des Martres-sur-Morge a donné un **avis favorable avec une réserve**.
Réserve : déclasser 500 m² de la parcelle YH 166 de Ap en Ac.

Remarques du commissaire enquêteur.

Les communes approuvent presque unanimement la modification n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans.
La réserve émise par la commune des Martres-sur-Morge ne peut être retenue. En effet, le reclassement d'une partie de terrain de Ap en Ac sur la parcelle YH 166 correspond au point n° 9 de la modification initiale du PLUi. Suite à la remarque de la MRAE, ce point en a été exclu car les transformations de zones AP en zones AC nécessitent une étude environnementale précise. Ces transformations feront l'objet d'une autre modification.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

2 - Avis des Personnes Publiques Associées.

Note préalable : le résumé ci-après de l'avis des PPA ne prend pas en compte les remarques qui ont été faites sur les points 3, 6, 7, 9, 15 et 19 exclus du dossier pour la présente enquête publique.

a) La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) s'exprime sur tous les points de la modification. Globalement, il est rappelé que l'Architecte des Bâtiments de France doit être consulté pour tout projet situé dans une zone protégée.
Elle **émet un avis défavorable sur la proposition n°30** qui prévoit «d'autoriser l'installation de panneaux solaires et photovoltaïques sur les maisons bourgeoises à condition qu'ils ne soient pas visibles depuis la voie principale ». La DRAC estime que l'installation de panneaux solaires doit rester interdite sur le bâti ancien dont font partie les maisons bourgeoises.

b) L'Agence régionale de santé (ARS) renouvelle certaines observations qu'elle avait faites lors de l'élaboration du PLUi en regrettant qu'elles n'aient pas été prises en compte. Elle demande que le document soit actualisé en conséquence.

c) La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) attire l'attention sur plusieurs points de la modification n° 1 concernant l'activité économique.

- point n° 2 « ajout d'un linéaire pour l'activité de services depuis la rue de la République jusqu'à la route de Clermont-Ferrand ». Pour la CCI l'étirement du linéaire jusqu'à la route de Clermont risque d'aller à l'encontre des objectifs de l'Opération de Revitalisation du Territoire.
- point n° 4 « ajout d'un linéaire pour l'activité de service au sein de la zone UAm de Mozac ». Pour la CCI, autoriser des implantations d'activités de services avec volet commercial, risque de fragiliser l'attractivité des centralités voisines. Il serait plus pertinent de laisser à cette zone sa vocation dans le respect du PLUi actuel et des règles du DAAC.
- point n°8 « ajout d'un linéaire pour l'activité de services aux Martres-d'Artière ».

La CCI alerte sur le fait que la création de ce linéaire n'est pas conforme avec le DAAC.

- point n° 24 « modification de l'article 1 de la zone UA ». Pour la CCI la modification proposée n'est toujours pas très claire pour la zone UAm.

Compte tenu de ces observations
La CCI émet un avis réservé sur la modification n°1 du PLUi.

d) L'Institut National de l'Origine et de la qualité (INAO), regrette que la Communauté de communes n'ait pas pris en compte ses réserves formulées dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

e) Le Grand Clermont émet une réserve et des recommandations sur la modification n° 1 du PLUi .

- Réserve sur le point n°8 « ajout d'un linéaire pour l'activité de services aux Martres d'Artière ». L'installation de ce linéaire, hors de la centralité ne respecte pas les objectifs du DAAC.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

- Recommandation sur les points 2, 4 et 10 qui concernent également la création de linéaire pour des activités de services. Cette création doit être mise en œuvre avec la plus grande attention en raison des flux quotidiens importants qu'ils génèrent.

- Recommandation sur le point n° 11. La modification prévoit de supprimer un linéaire de haies à préserver sur l'OAP MOZ 2 à Mozac, au motif que les préconisations de cette OAP ne sont pas compatibles avec le linéaire de haies à préserver.
Il paraît plus cohérent au Grand Clermont de « réadapter le projet urbain » pour bénéficier des services environnementaux existants que constituent ces haies.

- Recommandation sur le point N° 24 qui concerne la rédaction de l'article 1 de la zone UA. L'écriture de la modification proposée est peu compréhensible. « Il semble plus simple d'autoriser sous condition ces activités en indiquant clairement les limites posées à leur développement ». Le Grand Clermont alerte également sur la mention des Autorisations d'Exploitations Commerciales (AEC) qui ne couvre pas tous les cas de figure.

-Recommandation sur le point n°28 « Modification de la rédaction de l'article 4 de la zone UR ». Le Grand Clermont met en garde sur le fait que l'augmentation à hauteur de 70% des unités foncières participe à une artificialisation excessive des terrains dont la conséquence sur la constitution d'ilots de chaleur ou la gestion des eaux pluviales est préjudiciable.

f) La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) considère que :

- La plupart des évolutions concernent des espaces déjà urbanisés.
- La suppression de deux linéaires de haies à préserver concerne des linéaires réduits ne présentant pas un intérêt écologique notable.
- Certaines évolutions ont un impact environnemental positif.

Mais la MRAE considère également que les évolutions relatives à la modification de zonage Ap ou Acl vers un zonage A consistent de fait en une réduction des mesures de maîtrise de la consommation d'espace agricole. Ces évolutions nécessitent de faire l'objet de réflexions approfondies.
La MRAE conclut que la modification n° 1 du PLUi est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et requiert la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux.

g) Le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme émet un avis favorable à la modification n° 1 du PLUi aves les remarques suivantes :

- Créer des emplacements réservés pour la piste cyclable sur la RD 210.
- Concernant l'ajout des linéaires commerciaux, il est important d'être attentif aux équilibres entre les linéaires commerciaux et les commerces de proximité des centres-bourgs.
- Concernant le règlement de la zone UR, le Département estime que l'objectif retenu pour augmenter l'emprise au sol - permettre de créer des annexes, abris, dépendances aux maisons existantes – ne peut être mis en avant car il s'agit d'artificialisation des sols et non de densification. « Le pourcentage peut être rehaussé, mais dans de moindres proportions ».

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

h) La Direction Départementale des Territoires émet un avis favorable à la modification n° 1 (dépouillée des points 3, 6, 7, 9, 15 et 19) sous réserve de prendre en compte certains éléments qui concernent le risque inondation et le risque mouvement de terrain.

Concernant les ajouts d'un linéaire « activité de service avec accueil de clientèle » aux Martres d'Artière (point n° 8) et à Malauzat (point n°4) la DDT estime que ce n'est pas judicieux. Le premier est contradictoire avec le SCoT du Grand Clermont et le deuxième peut être défavorable à l'activité du centre bourg.

Pour le point 21 sur la commune de Saint-Ours-les-Roches le changement de zonage d'une parcelle de ACp vers NL ne paraît pas adapté. Il est conseillé de mettre en place un emplacement réservé ou de faire un changement de ACp en N.

Concernant la suppression du linéaire de haies à préserver sur la commune de Mozac (point n° 11), la DDT estime qu'il est préférable d'adapter le projet urbain de l'OAP concernée plutôt que de supprimer les haies.

Concernant les modifications du règlement écrit, la DDT demande de corriger les tableaux pour tenir compte de l'arrêté du 10 novembre 2016 sur la sous-destination des bâtiments hôteliers.

Elle juge par ailleurs que l'augmentation prévue de l'emprise au sol dans les zones à urbaniser (point n° 28), ne prend pas en compte le réchauffement climatique. Elle suggère d'y ajouter des conditions permettant de conserver une présence végétale et des espaces de respiration.

Remarques du commissaire enquêteur

Les Partenaires Publics Associés ont donné un avis globalement favorable à la modification n°1 du PLUi Riom Limagne et Volcans.
La Direction Régionale des Affaires Culturelles a donné **un avis défavorable pour la proposition n° 30.**
La Chambre de Commerce et d'Industrie a conclu à **un avis réservé** compte tenu de son désaccord avec plusieurs points de la modification qui concerne l'ajout de linéaires commerciaux hors des centres-bourgs.
Les PPA ont fait émerger des fragilités pour certains points de la modification :

- L'ajout des linéaires commerciaux hors agglomération.
- La suppression de linéaires de haies.
- La modification de certains points du règlement écrit.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

3 - Observations apportées par le public.

N°	Registre	Nom	Commune	Objet
1	Chanat-la-Mouteyre	M. Balichard. Adjoint urbanisme	Sayat	Modification de zonage sur les parcelles AS 52 et 60.
2	Ennezat	M. et Mme CALVET	Chambaron-sur-Morge	Demande le changement de zonage pour la parcelle 68
3		M. CROSNIER Noël	Chappes	Demande l'extension de la zone AC sur les parcelles YB 69 et 73.
4		M. PIATZI David. ALTERIS	Chanat-la-Mouteyre	Demande de modifier la destination pour l'OAP rue des Sagnes à Chanat-la-Mouteyre
5		M. BOUCHON Gaëtan	Riom	Modification de la zone AC sur la parcelle YR 51
6		Consorts NUGEYRE	Chavaroux	Demande de constructibilité sur les parcelles AA 40 et AA 158.
7		Mme DEVILLERT Danielle	Chambaron-sur-Morge	Demande de constructibilité sur la parcelle YC 103
8	Riom	Mme GUILLAUD Martine	Entraigues	Demande de constructibilité sur la parcelle YB 001
9		M. DANJOUR	Mozac	Revoir l'emplacement réservé sur la parcelle n°35.
10		M. HEBRAND	Châtel-Guyon	Défavorable à la modification de la zone NL
11		Mme HEBRAND M.Laure	Châtel-Guyon	Défavorable à la modification de la zone NL
12		Mme DESMARTIN Chloé	Pulvérières	Demande le changement de zonage des parcelles YN 29 et 30
13		BICARD Florian et CARRETTA Mélissa	Saint-Ignat	a) demandes de zone AC sur la parcelle YL 116 et 117 ainsi que sur la parcelle YH 35 en totalité. b) demande de constructibilité agrandie sur la parcelle YL 119.
14	Courriers numériques	HERNANDEZ sofia UNITe	Malauzat	Modification de l'article NR2 du PLUi
15		BOUCHON Gaëtan	Riom	Voir registre Ennezat ci-dessus.
16		BUCHARLES Jean et Thierry	Châtel-Guyon	Demande la suppression de linéaire de haies à préserver sur les parcelles AH4 et 5.
17		TERRANOVA Aline	Saint-Beauzire	Demande d'augmenter la fréquence des bus.
18		M. COCHE Patrick	Châtel-Guyon	a) Remarque d'ordre générale. b) Désaccord pour la modification du règlement de la zone NL
19		M. CHATARD.	Clerlande	Demande de zone AC sur la parcelle 137.
20	Observation orale	Mme QUINSAT M. Christine	Chanat-la-Mouteyre	Demande de constructibilité sur la parcelle 11 à Mouteyre.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

PARTIE 3. ANALYSE DE LA MODIFICATION

1- Les modifications du règlement graphique.

a) Modifications concernant des changements de zonage.

- Ennezat pour la transformation d'une zone 1AUAa en URg. (point 1)
- Marsat pour le changement d'une parcelle de zone UE en zone UR. (point 5)
- Riom pour la transformation d'une zone ACl (Agricole Constructible Limitée) pour partie en zone Ac et pour partie en zone Ap. (point 15)
- Riom pour le classement d'une parcelle en zone de jardin pour conserver un poumon vert aux abords de l'OAP « Vignes Froide ». (point 18).
- Saint-Ours-les-Roches pour la transformation d'une zone d'équipement UE pour partie en UCb et pour partie en Ac. (point 20)
- Saint-Ours-les-Roches pour le passage d'une parcelle de ACp en NL. (point 21)
- Sayat pour le passage d'une parcelle constructible UCV en zone de jardin UJ. (point 22).
- Volvic pour la réduction du STECAL (Secteur de Taille et de Capacitié d'Accueil Limité) de 10797 m² à 4422 m² le reste étant restitué à la zone naturelle N voisine. (point 23).

Avis du commissaire enquêteur : ces modifications, proposées à la demande des communes sont clairement justifiées par l'évolution de certains projets. Elles ne remettent pas en cause les objectifs du PADD et n'ont soulevé aucune contestation.

b) Modifications créant un linéaire au titre de l'article L151-16 « Activité de services avec accueil de clientèle ».

- Commune d'Ennezat route de Clermont-Ferrand. (point 2).
- Commune de Malauzat dans la zone d'activité Espace Mozac. (point 4).
- Commune des Martres-d'Artière route de Vichy. (point 8).
- Commune de Mozac dans la zone d'activité Espace Mozac. (point 10).
- Commune de Riom Faubourg de Layat et rue Jeanne d'Arc (point 14).

Certains de ces linéaires sont critiqués par plusieurs PPA car ils sont en dehors des Périmètres de Revitalisation des Territoires et vont à l'encontre de la revitalisation des centres-bourgs.

Le DAAC du SCoT du Grand Clermont dit notamment « Le développement commercial n'est pas souhaité en dehors des centralités et des pôles commerciaux. Il est donc en principe interdit ». Cela fragilise les linéaires des Martres-d'Artières et d'Ennezat.

Pour celui de Malauzat, la CCI demande s'il ne serait pas plus pertinent de laisser à la zone UAm sa vocation, telle que prévue dans le PLUi, plutôt que de modifier celui-ci à chaque projet.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

J'ajoute que l'orientation 2.2 du PADD est de « réinvestir les centres villes et les centres-bourgs ».

Concernant la modification n° 8 RLV dit dans la réponse au PV de synthèse : « Au vu de l'incompatibilité avec le DAAC du SCoT, la commission Urbanisme décide de supprimer ce point de la modification n°1 du PLUi ».

Pour le point n° 2 à Ennezat, RLV complète la justification en expliquant que plusieurs activités (cabinet de kinésithérapeutes, office notarial, service d'aide à la personne et un commerce) existent déjà sur ce linéaire.
Pour le point n° 4 à Mozac, RLV précise que cette modification ne remet pas en cause les grands équilibres de la zone.

Avis du commissaire enquêteur : Je prends bonne note de la décision de RLV de supprimer le point n° 8 en raison de son incompatibilité avec le SCoT du Grand Clermont.
Les explications complémentaires fournies pour les autres créations de linéaires d'activités de services, me semblent justifier leur maintien.

c) Modifications diverses :

- Commune de Mozac : suppression d'un linéaire de haies à préserver. (point11)
- Commune de Mozac : ajout d'un linéaire de haies à préserver. (point 12).
- Commune de Riom : identification de bâtis anciens (points 16 et 17).

Concernant la suppression d'un linéaire de haies à Mozac (point n°11), des PPA font remarquer « qu'il serait plus cohérent de réadapter le projet de l'OAP au maintien et à la valorisation de ces haies ».

Pour tenir compte de ces observations RLV propose dans la réponse au PV de synthèse « de maintenir le linéaire de haies à préserver sur les sujets les plus intéressants mais en permettant une perméabilité pour la voie qui va croiser le linéaire ».

Avis du commissaire enquêteur : je remarque que RLV tient compte des conseils des PPA, et envisage de modifier en conséquence le point n° 11 pour maintenir partiellement le linéaire de haies à conserver.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

2- Les modifications du règlement écrit.

Le projet prévoit :

- La modification de la rédaction de l'article 1 de la zone UA à la suite d'un oubli lors de l'élaboration du PLUi. (point 23)
- La modification de la rédaction de l'article 4 de la zone UA, pour débloquer certains projets pénalisés par les règles d'implantation des bâtiments. (point 24).
- La modification de la rédaction de l'article 1 de la zone URb pour donner la possibilité d'y implanter des bureaux. (point 26)
- D'intégrer la zone 1AUb (Biopôple) oubliée dans le PLUi. (point 27)
- De modifier la rédaction de l'article 4 de la zone UR pour augmenter les taux d'emprise au sol des constructions (point 28).
- La modification de la rédaction de l'article 4 de la zone UP, concernant les clôtures. (point 29).
- La modification du règlement écrit patrimonial pour permettre l'installation de panneaux photovoltaïques sur les maisons bourgeoises. (point 30).
- La modification du règlement écrit patrimonial sur les trames thermophiles car la règle est trop complète. (point 31).
- D'apporter des précisions sur l'article 5 du paragraphe 4 concernant les menuiseries et les ouvertures. (point 32).
- D'apporter des précisions et modifications aux dispositions générales. (point 33).
- De modifier l'article NL1 pour permettre les hébergements sous certaines conditions. (point 34).
- De modifier l'article N2 sur le secteur de Ménétrol pour être en accord avec les règles d'urbanisme. (point 35).

Quelques-unes de ces modifications ont soulevé des observations de la part des PPA et également du public.

Point n° 24.
L'article 1 de la zone UA est repris pour « clarifier sa rédaction ». Or la nouvelle rédaction n'apparaît pas plus claire à certains PPA. Le Grand Clermont recommande une mise à plat de cet article.

RLV répond que « La rédaction de l'article UA1 sera simplifiée en enlevant la référence à la surface de plancher. Cette proposition de rédaction fait suite à des constats de mal interprétation par les services instructeurs et les porteurs de projet. **La commission souhaite qu'une nouvelle rédaction soit étudiée avec les services instructeurs sans changer le fond de la règle ».**

Point n° 28.
L'augmentation de l'emprise au sol envisagée pour la zone UR est critiquée par plusieurs PPA. D'une part parce que cela va concourir à artificialiser les sols sans pour autant favoriser la densification (Département) et d'autre part parce que cela contribuera, en diminuant les espaces plantés en ville, à créer des ilots de chaleur.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

RLV répond que « L'augmentation du pourcentage d'emprise au sol des constructions répond à des constats obtenus à partir des dossiers en instruction depuis l'approbation du PLUi. Dans de nombreux cas, les annexes et extensions emmènent l'emprise au sol à des taux de 60 ou 70%. La commission a bien noté le risque sur la qualité de vie des habitants. Ainsi, afin de garantir la possibilité de faire évoluer son bâti tout en maintenant des surfaces perméables, la commission Urbanisme décide de maintenir les taux d'emprise au sol proposé **et de les compléter par des taux de coefficient de pleine terre augmenté ».**

Point n° 30.

La DRAC émet un avis défavorable à la proposition (point n° 30) d'autoriser les panneaux photovoltaïques sur les couvertures principales des maisons bourgeoises au motif que la couverture traditionnelle participe à la qualité architecturale. À ce titre elle doit être préservée et restituée de manière traditionnelle si besoin.

Dans la réponse au PV de synthèse, RLV fait savoir que **« L'avis de l'ABF, étant strictement défavorable, la commission urbanisme décide de retirer ce point de la modification n°1 du PLUi ».**

Point n° 34.

M. HEBRAND, Mme HEBRAND et M. COCHÉ sont défavorables à la modification de l'article NL1 (point n°34) qui autorise les hébergements touristiques. Pour M. HEBRAND il est « juste destiné à favoriser le Parc Écureuil à Châtel-Guyon ». Pour M. COCHÉ, après un **développement argumenté**, il conclut qu'il y a une « incompatibilité forte entre les objectifs de la zone NL, en matière de qualité des espaces naturels, et la possibilité d'y mettre des hébergements touristiques ».

RLV répond que « Les activités de services avec accueil de clientèle sont déjà autorisées au sein de la zone NL. Les activités complémentaires à cette destination sont donc également autorisées dans le PLUi en vigueur. Cependant, afin de ne pas laisser un doute d'interprétation, la modification propose d'expliciter clairement la règle qui s'applique aux activités complémentaires à vocation d'hébergement, des activités de services et des activités touristiques. Le règlement proposé précise donc bien que ces hébergements touristiques ne sont autorisés que s'ils sont liés à une activité présente sur l'unité foncière. Ainsi, tout en respectant les conditions liées à la qualité paysagère, la sauvegarde des espaces naturels et les maximums de surfaces, la commission urbanisme maintient sa proposition de modification de rédaction du règlement de la zone NL ».

Avis du commissaire enquêteur : il m'apparaît que RLV a pris en compte de façon attentive les observations qui ont été faites à certaines modifications du règlement écrit.

Cela conduira à retirer le point n° 30 de la modification du PLUi. Par ailleurs, la rédaction de l'article UA1 (point n° 24) sera reprise pour être clarifiée et la modification relative à l'emprise au sol de la zone UR (point n° 28) sera améliorée.

Concernant le point n° 34 il me semble que l'autorisation d'hébergement dans les zones NL doit être aussi restrictive que possible.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

3- Les modifications des O.A.P.

- Mise en conformité du règlement de l'OAP « Vignes Froides à Riom » avec le règlement graphique (point 36).
- Mise en cohérence du règlement de l'OAP « Argentière à Riom » avec le règlement graphique et avec le PPRNPI. (Point 37).
- Faire apparaître la zone inondable sur l'OAP « ZA RIOM SUD ». (point n° 38).

Avis du commissaire enquêteur : il s'agit de de simples ajustements qui ne posent aucun problème.

4- Les modifications du nuancier.

- Précisions apportées sur les bâtiments d'équipements. (point 39).
- Précisions apportées sur les coloris dans plusieurs zones. (point 40).

Avis du commissaire enquêteur : il s'agit de précisions apportées sur l'utilisation du nuancier qui ne soulèvent pas de problème particulier.

5- Les modifications de la liste des emplacements réservés.

La liste des emplacements réservés est modifiée sur les communes de :

- Chambaron-sur-Morge. Agrandissement d'une parcelle pour la réalisation de logements sociaux. (point41).
- Chambaron-sur-Morge. Création d'un tiers lieu à proximité de la gare. (point 42).
- Chanat-la-Mouteyre. Créations de chemins de randonnées.
- Charbonnières-les-Varennes. Reconstruction de la station d'épuration. (point45).
- Enval. Ajustement de l'emplacement réservé n° 6 destiné à une piste cyclable. (point 46).
- Mozac. Réduction de l'emplacement réservé n° 19. (point n° 47).
- Pulvérières. Déplacement de l'emplacement réservé n° 3 destiné à la station d'épuration. (point 48).

Avis du commissaire enquêteur : ces modifications qui concernent les emplacements réservés sont justifiées par des projets communaux. Elles sont nécessaires à leur réalisation.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

6- Prise en compte des suggestions apportées par les communes.

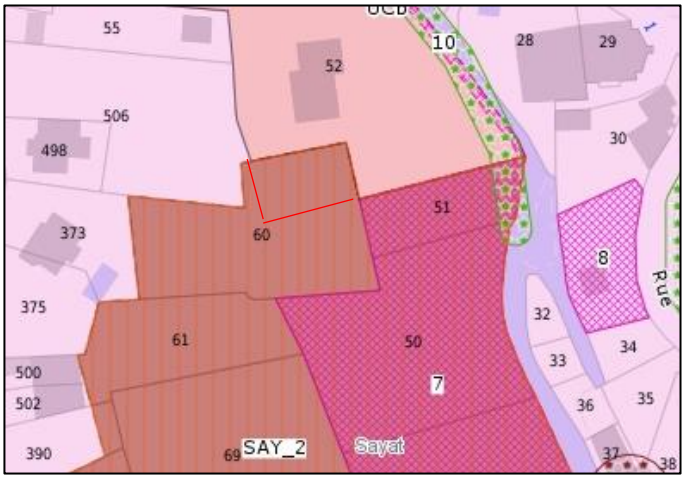
Le porteur de projet a examiné toutes les remarques (propositions) qui ont été faites par les communes **dans le cadre de la consultation pour la modification n° 1 du PLUi**.
La plupart de ces remarques proposées par les communes de Châtel-Guyon, Ménétrol, Riom, Saint-Ours-les-Roches peuvent être prises en compte. Les points de règlement concernés, ont été adaptés en conséquence.
Ces adaptations figurent dans la réponse au PV de synthèse.

Avis du commissaire enquêteur : les propositions ont été faites par les communes à la suite de difficultés rencontrées dans le cadre de l'instruction de demandes d'urbanisme. Elles rentrent donc dans le champ de la modification n°1 du PLUi Riom Limagne et Volcans. Les nouvelles adaptations qui en découlent peuvent compléter utilement cette modification.

7 - Prise en compte des observations du public.

a) Observations qui peuvent être associées aux modifications de règlement graphique.

Monsieur BALICHARD, adjoint à la mairie de Sayat demande pour le compte de monsieur FUSTIER, le retrait d'une partie la parcelle AS 52 de la zone OAP SAYAT 2.

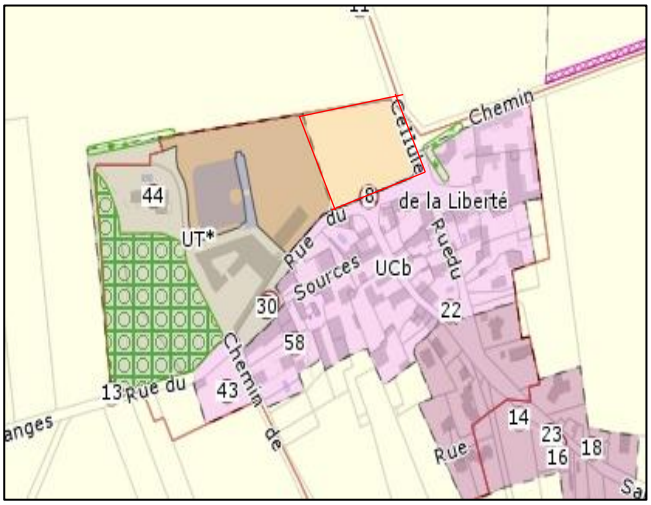


Dans le mémoire en réponse au PV de synthèse, RLV fait savoir que : « Lors de l'élaboration du PLUi, toutes les demandes d'exclusion d'OAP ont été analysée sur la finalité du projet: en cas de projet de jardin, la partie exclue de l'OAP était classée en UJ. En cas de projet de construction, l'OAP était maintenue. Au vu du projet sur la parcelle AS60 (possible découpage à terme), la commission maintient son classement en zone 1AURg avec OAP ».

Avis du commissaire enquêteur : il est préférable de garder la logique qui a été mise en place lors de l'élaboration du PLUi. Avis défavorable à la demande.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

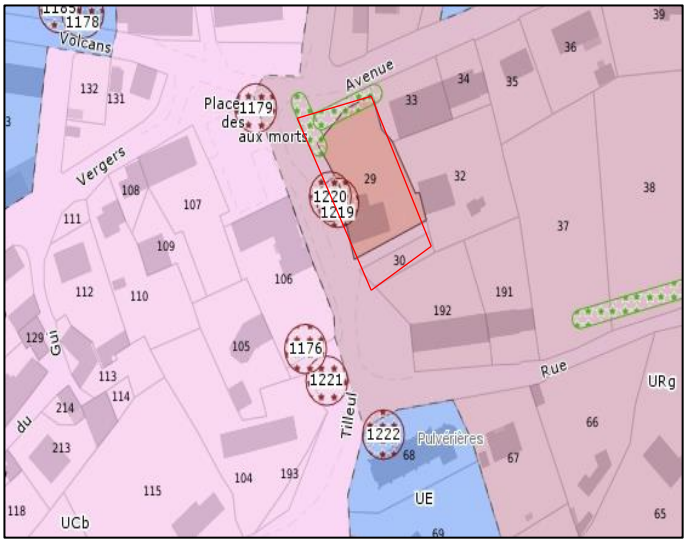
M. et Mme CALVET demandent que la partie de la parcelle 68, actuellement classée en AP (partie encadrée en rouge sur le plan) soit rattachée à la zone UT, pour pouvoir y implanter des gites, dans le cadre de leur activité hôtelière.



RLV précise que cette demande sera « proposée à la modification n°2, avec réalisation d'une évaluation environnementale sur le site avec volet paysage appuyé ».

Avis du commissaire enquêteur : après une visite sur place, cette demande paraît cohérente avec les installations actuelles. Une grande partie de la zone UT* existante, essentiellement constituée par un parc, mérite d'être préservée en l'état et ne peut être construite. Je suis favorable à l'examen de cette demande.

Mme DESMARTIN Chloé demande, pour des problèmes d'alignement, le rattachement des parcelles YN 29 et 30 à Pulvérières à la zone UCb voisine au lieu de URg.



Avis du commissaire enquêteur : en accord avec le maître d'ouvrage dans sa réponse au PV de synthèse, je suis favorable à cette petite modification de zonage, qui n'engendre pas de nouvelle zone constructible.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

MM BUCHARLES Jean et Thierry demandent la suppression du linéaire de haies à conserver sur les parcelles AH 4 et 5 à Châtel-Guyon.

Avis du commissaire enquêteur : je suis favorable à cette demande, si les haies concernées ne présentent pas une valeur environnementale importante.

Demandes de constructibilité.

- Les consorts NUGEYRE pour les parcelles AA 40 et AA 158 à Chavaroux.
- Mme DEVILLERT Danielle pour la parcelle YC 103 à Chambaron-sur-Morge.
- Mme GUILLAUD Martine pour la parcelle YB 101 à Entraigues.
- Mme QUINSAT Christine pour la parcelle AB 54 à Chanat-la-Mouteyre.
- M. BICARD et Mme CARRETTA pour un petit agrandissement sur sa parcelle YL 119 à Saint-Ignat.

Avis du commissaire enquêteur : l'objet de la modification n'est pas de créer de nouveaux espaces constructibles ce qui irait à l'encontre des objectifs du PADD. Je ne suis pas favorable à ces demandes.

Demande de création de zones Ac.

- M. CROSNIER demande l'extension de la zone AC sur les parcelles YB 69 et YB 73 à Chappes.
- M. BICARD et Mme CARRETTA pour les parcelles YL 116 et 117 ainsi que YH 35 en totalité à Saint-Ignat.
- M. CHATARD pour la parcelle ZO 137 à Clerlande.
- M. BOUCHON Gaétan pour le positionnement différent de la zone AC existante sur sa parcelle YR 51.

Avis du commissaire enquêteur : La création d'une nouvelle zone Ac nécessite une étude environnementale précise qui n'a pas été faite pour ces demandes. Je ne suis pas favorable à la prise en compte de ces propositions dans le cadre de la modification n° 1 du PLUi.

b) Observations qui peuvent être associées aux modifications de règlement écrit.

Mme HERNANDEZ Sofia pour le bureau UNITe demande la modification de l'article NR2 pour permettre l'installation d'une centrale photovoltaïque à MALAUZAT.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024



La commune de Malauzat dispose sur son territoire d'une zone NR2 qui permet, dans son règlement, l'utilisation des sols en lien avec une activité de production d'énergies renouvelables (panneaux photovoltaïques implantés au sol) **« hors des espaces naturels identifiés tel que ZNIEFF, Natura 2000, ENS… »**.

Or la zone de Malauzat est couverte par une ZNIEFF de type 2

Dans la réponse au PV de synthèse RLV fait savoir que : « la remarque soulève un défaut de rédaction dans le règlement de la zone NR, zone identifiée par le PLUi comme destiné aux projets de production énergétique. La condition d'être localisé hors ZNIEFF bloquerait le développement de plusieurs zones NR, contrairement aux objectifs du PLUi. Afin de rétablir la compatibilité entre objectifs et rédaction, la commission décide de modifier la rédaction de l'article NR en précisant: "Le projet d'installation de panneaux photovoltaïques au sol doit être réservé aux terrains ne pouvant recevoir d'autres usages compte tenu de la nature du sol impropre à toute activité agricole. En cas de classement du terrain d'assiette du projet en espace naturel reconnu tel que ZNIEFF, Natura 2000, ENS, etc., une étude environnementale devra prouver l'absence d'impact du projet sur le site et sur les objets de son classement ».

Avis du commissaire enquêteur : l'article NR 2 porte en soi une contradiction qui empêche le développement de l'activité photovoltaïque, alors que la zone NR a été créée pour cela. Je suis favorable à la modification de cet article dans le cadre de la modification n° 1 du PLUi avec la rédaction proposée par RLV dans la réponse au PV de synthèse.

M. HEBRAND, Mme HEBRAND et M. COCHÉ sont défavorables à la modification de l'article NL1 (point n°34). **Observation traitée page 18**.

c) Observations qui peuvent être associées aux modifications des OAP.

Monsieur PIATZI David pour l'association ALTERIS demande le changement de destination pour l'OAP rue des Sagnes à Chanat-la-Mouteyre.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Le projet conduit par l'association n'est pas d'y installer une maison de retraite, mais un village d'enfants, projet émis par le département du Puy-de-Dôme.

Avis du commissaire enquêteur : cette demande ne modifie pas fondamentalement le caractère d'équipement à vocation sociale prévue sur ce secteur de Chanat-la-Mouteyre. RLV confirme cette approche dans la réponse au PV de synthèse. Je suis favorable à la prise en compte de cette modification dans le cadre de la modification n° 1 du PLUi.

d) Observations qui peuvent être associées aux modifications d'emplacements réservés.

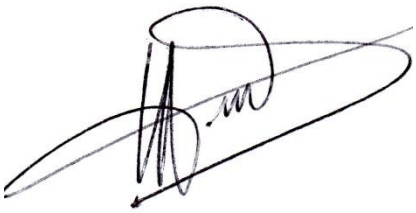
M. DANJOUR demande de revoir l'emplacement n° 35 à MOZAC sur la parcelle AH 15, 32 rue de l'hôtel de ville dont il est propriétaire. Pour lui le tracé de l'emplacement réservé ne correspond à rien.

Avis du commissaire enquêteur : la demande est transmise à RLV pour un examen sur place de cette demande.

Chamalières le 5 janvier 2024

Le commissaire enquêteur

Gérard DUBOT



Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

ANNEXE 1

Réunion de préparation du jeudi 14 septembre 2023 9h-10h30

La réunion se déroule en présence de :

- M. Philippe CARTAILLER, vice-président de RLV, délégué à l'urbanisme,
- Mme Noémie VORGER-FABRE responsable en charge de l'urbanisme,
- M. Gérard DUBOT commissaire enquêteur.

Dans un premier temps, Mme VORGER-FABRE donne des explications sur les 48 points qui composent la modification n°1 du PLUI.

Concernant le rapport de présentation, le commissaire enquêteur demande :

- De compléter le point n°5 par une carte plus précise faisant apparaître le parcellaire.
- De préciser pour les points 36 et 37 la commune concernée par les OAP.

Mme VORGER-FABRE fait savoir ensuite que l'Autorité Environnementale a donné son avis sur le projet de modification n°1. Cette dernière souhaite des études plus approfondies pour ce qui concerne la transformation de zones AP en zones AC. De ce fait deux solutions sont possibles pour la tenue de l'enquête publique.

- Soit une étude complémentaire est préparée et transmise à l'Autorité Environnementale et dans ce cas il faut repousser l'enquête publique initialement prévue en novembre.
- Soit, pour ne pas retarder l'avancée des dossiers relatifs aux autres modifications, les points fragiles (créations de zones AC) sont retirés de la modification n°1. Celle-ci comprendrait alors 42 points au lieu de 48.

La décision sera prise en conseil communautaire. La deuxième solution semblant la plus probable des dates sont retenues **provisoirement** pour l'enquête publique.

Elle se déroulerait du lundi 6 novembre 2023 à 10h au vendredi 8 décembre 2023 à 12h.

Permanences envisagées :

RIOM : lundi 6 novembre de 10h à 12h.

ENNEZAT : mercredi 15 novembre de 14h à 16h.

CHANAT-LA-MOUTEYRE : lundi 27 novembre de 14h à 16h.

RIOM : vendredi 8 décembre de 10h à 12h.

Il est convenu que RLV et le commissaire enquêteur reprendront contact fin septembre pour confirmer ou modifier les dates envisagées en fonction de la décision du conseil communautaire.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

ANNEXE 2

ARRETE PRESCRIVANT L'ENQUETE PUBLIQUE RELATIVE AU PROJET DE MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

LE PRESIDENT,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.153-36 à L153-44 et R153-8 à R.153-10;
VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.123-1 et suivants, R123-1 à R.123-46;
VU les arrêtés préfectoraux n°18-02032 du 13 décembre 2018 et n°20230523 du 30 mars 2023 fixant les statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV),
VU le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont,
VU la délibération n°20230307.01 du Conseil Communautaire de Riom Limagne et Volcans du 7 mars 2023 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de RLV ;
VU l'arrêté du Président de Riom Limagne et Volcans en date du 19 juin 2023 prescrivant la modification n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans ;
VU la décision en date du 23 aout 2023 de Madame la Présidente du tribunal administratif de Clermont-Ferrand, désignant Monsieur Gérard DUBOT en qualité de commissaire-enquêteur titulaire et Mme Corinne DESJOURS en qualité de commissaire enquêteur suppléante ;
VU l'avis n°2023-ARA-AC-3141, en date du 1 septembre 2023 de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale soumettant les points relatifs aux zonages agricoles constructibles AC et ACI à la réalisation d'une évaluation environnementale ;

CONSIDERANT que pour la mise en œuvre de la procédure de modification, le projet, l'exposé de ses motifs et le cas échéant les avis émis par l'autorité environnementale et les personnes publiques associées font l'objet d'une enquête publique pendant un mois.
CONSIDERANT la procédure de modification n°1 prescrite et les points objets de la modification projetée.
CONSIDERANT la nécessité de réaliser une évaluation environnementale pour les points numérotés 3, 6, 7, 9, 15 et 19 dans le dossier de modification n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans ;
CONSIDERANT que ces points numérotés 3, 6, 7, 9, 15 et 19 sont exclus de la présente procédure de modification afin de faire l'objet d'une évaluation environnementale ;
CONSIDERANT la nécessité de soumettre à l'enquête publique les points suivants :
Point n°1 : Commune de Ennezat – Route de Riom : Changement de zonage UAa vers URg
Point n°2 : Commune de Ennezat – Route de Clermont : ajout d'un linéaire L151-16 « activité de services avec accueil de clientèle ».
Point n°4 : Commune de Malauzat : ajout d'un linéaire L151-16 « activité de services avec accueil de clientèle »
Point n°5 : Commune de Marsat : Changement de zonage UE vers UR
Point n°8 : Commune des Martres d'Artière : ajout d'un linéaire L151-16 « activité de services avec accueil de clientèle »

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20231019-ARREURB20231010-AR
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Point n°10 : Commune de Mozac – Espace Mozac : Changement de zonage UAa vers UAm et ajout d'un linéaire L151-16 « activité de services avec accueil de clientèle ».
Point n°11 : Commune de Mozac – Chemin des Pruniers : suppression de linéaires de haie à préserver.
Point n°12 : Commune de Mozac : Ajout de linéaires de haie à préserver
Point n°13 : Commune de Riom – Faubourg de Layat : Création d'un linéaire L151-16 « implantation de commerce et activités de services avec accueil de clientèle »
Point n°14 : Commune de Riom – Rue Jeanne d'Arc : Création d'un linéaire L151-16 « implantation de commerce et activités de services avec accueil de clientèle »
Point n°16 : Commune de Riom – Madargue : identification L151-19
Point n°17 : Commune de Riom – Madargue : identification L151-19
Point n°18 : Commune de Riom – Vignes Froides : changement de zonage 1AURV vers UJ
Point n°20 : Commune de Saint-Ours les Roches – Le Bouchet : Changement de zonage UE vers UCb
Point n°21 : Commune de Saint Ours les Roches : changement de zonage Acp vers NL
Point n°22 : Commune de Sayat : changement de zonage UCV vers UJ
Point n°23 : Commune de Volvic – site de Crouzol : Réduction du STECAL n°14
Point n°24 : Modification de la rédaction de l'article 1 de la zone UAi
Point n°25 : Modification de la rédaction de l'article 4 de la zone UA
Point n°26 : Modification de la rédaction de l'article 1 de la zone URb
Point n°27 : Modification du règlement écrit – Intégrer le règlement de la zone 1AUb
Point n°28 : Modification de la rédaction de l'article 4 de la zone UR
Point n°29 : Modification de la rédaction de l'article 4 de la zone UP : clôtures
Point n°30 : Modification du règlement écrit patrimonial – maisons bourgeoises
Point n°31 : Modification du règlement écrit patrimonial – trame thermophile
Point n°32 : Précisions apportées sur la rédaction des articles 5 – paragraphe 4 – menuiseries et ouvertures.
Point n°33 : Précisions et modifications apportées aux dispositions générales
Point n°34 : Modification de l'article NL1 – destinations en zone NL
Point n°35 : Modification de l'article N2 – secteur de Ménétrol
Point n°36 : Commune de Riom : Modification de l'OAP Vignes Froides
Point n°37 : Commun de Riom : Modification de l'OAP Argentière
Point n°38 : Commune de Riom : Modification de l'OAP ZA Riom Sud
Point n°39 : Précisions sur les modalités d'application des nuanciers en fonction des zones et des destinations des constructions concernées.
Point n°40 : Complément à la règle sur les façades en zones UA
Point n°41 : Commune de Chambaron-sur-Morge : modification du bénéficiaire et de la vocation de l'emplacement réservé n°2 situé place Rovident à La Moutade.
Point n°42 : Commune de Chambaron-sur-Morge : ajout d'un emplacement réservé à Pontmort pour la création d'un tiers lieu à proximité de la gare.
Point n°43 : Commune de Chanat la Mouteyre : ajout d'emplacements réservés pour la réalisation de cheminements pédestres.
Point n°44 : Commune de Chanat-la-Mouteyre : ajout d'emplacements réservés pour les zones de captage des eaux à destination de la consommation humaine
Point n°45 : Commune de Charbonnières les Varennes : Déplacement de l'ER23 pour la réalisation de la station d'épuration du bourg.
Point n°46 : Commune de Enval : mise à jour des emplacements réservés
Point n°47 : Commune de Mozac : réduction de l'emplacement réservé n°19
Point n°48 : Commune de Pulvérières : déplacement de l'ER3 pour la réalisation de la station d'épuration du bourg.

Après s'être concerté avec le commissaire enquêteur, nous avons décidé les dates de réception

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20231019-ARRETURB20231010-AR
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

du public,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Il sera procédé à une enquête publique sur les dispositions du projet de modification N°1 du plan local d'urbanisme intercommunal de Riom Limagne et Volcans, pour une durée de 33 jours, à compter **du 6 novembre 2023 à 10h00 jusqu'au 8 décembre à 12h00.**

ARTICLE 2 :

M. Gérard DUBOT a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire par la Présidente du Tribunal Administratif en date du 23 aout 2023.
Mme Corinne DESJOURS a été désignée en qualité de commissaire enquêteur suppléante par la Présidente du Tribunal Administratif en date du 23 aout 2023.

ARTICLE 3 :

Le siège d'enquête publique a été désigné au siège de la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans à l'adresse : 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 RIOM

3 lieux de permanence d'enquête publique ont été désignés :
- **Mairie de Chanat-la-Mouteyre** à l'adresse : 12, route de Clermont – 63530 CHANAT LA MOUTEYRE
- **Mairie d'Ennezat** à l'adresse : Place de la Mairie – 63720 ENNEZAT
- **Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans** à l'adresse : 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 RIOM

Les dossiers d'enquête publique seront consultables :

- Sous format papier, pendant toute la durée de l'enquête publique aux différents lieux de permanences d'enquête publique :
  - dans les mairies de Chanat-la-Mouteyre et Ennezat aux jours et heures habituels d'ouverture.
  - à la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans, 8 rue Grégoire de Tours à RIOM (63200) aux jours et heures habituels d'ouverture.
- Sous format dématérialisé, pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet de Riom Limagne et Volcans www.riv.eu

ARTICLE 4 :

Le commissaire enquêteur recevra sans rendez-vous les :

- Lundi 6 novembre 2023 à Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours, de 10H à 12H,
- Jeudi 16 novembre 2023 en mairie de Chanat-la-Mouteyre de 14h à 16h ;
- Mardi 28 novembre 2023 en mairie de Ennezat de 14h à 16h,
- Vendredi 8 décembre 2023 à Riom Limagne et Volcans, 8 rue Grégoire de Tours, de 10H à 12H.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20231019-ARREURB20231010-AR
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

ARTICLE 5 :

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera inséré en caractères apparents dans deux journaux départementaux quinze jours au moins avant le 6 novembre 2023, date d'ouverture de l'enquête.
Une deuxième insertion sera faite durant les huit premiers jours de l'enquête dans les mêmes conditions que la première insertion.
Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant toute la durée de celle-ci, cet avis sera publié par voie d'affiches, dans les communes du territoire et au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans – 5, mail Jost Pasquier à RIOM.
Cet avis sera inséré sur le site Internet de la communauté d'agglomération RIOM LIMAGNE ET VOLCANS : http://www.rlv.eu

ARTICLE 6 :

Le dossier du projet de modification N°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans soumis à l'enquête publique comprend :

- le rapport de présentation ;
- le règlement d'urbanisme : zone U, Zone AU, Zones A et N ;
- le règlement graphique : 31 cartes communales ;
- le règlement graphique des prescriptions : 31 cartes communales ;
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation de Riom ;
- la liste des prescriptions règlementaires ;
- la liste des emplacements réservés ;
- le document Couleur et nuancier ;
- l'avis n°2023-ARA-AC-3141 rendu par la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale ;
- les avis émis par les personnes publiques associées ;
- les avis émis par les communes membres de Riom Limagne et Volcans ;
- la décision de désignation du commissaire enquêteur, l'arrêté d'organisation de l'enquête publique, l'avis d'enquête publique, la publicité légale (première et deuxième insertion) parue dans deux journaux diffusés dans le département ;
- le registre d'enquête publique.

ARTICLE 7 :

Toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir communication et copie du dossier d'enquête publique auprès de Monsieur le Président de la communauté d'agglomération RIOM LIMAGNE ET VOLCANS dès la publication de l'arrêté d'ouverture d'enquête publique : Service Urbanisme – Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans – 5, mail Jost Pasquier 63200 RIOM – 04.73.67.11.00 – contact@rlv.eu

ARTICLE 8 :

Des registres d'enquête à feuillets non mobiles, cotés et paraphés par le commissaire enquêteur seront déposés au siège de l'enquête publique situé au siège de Riom Limagne et Volcans à Riom, ainsi que sur les lieux de permanence de l'enquête publique qui sont les mairies de Chanat-la-Mouteyre et d'Ennezat.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20231019-ARREURB20231010-AR
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Chacun pourra consigner, éventuellement, ses observations sur les registres d'enquête papier ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 Riom, ou les transmettre à l'adresse mail suivante : enquete-publique-plui@rlv.eu du **6 novembre 2023 à 10H00 au 8 décembre 2023 jusqu'à 12H00.**

Les observations et propositions du public écrites émises sur les registres sont consultables sur le lieu de permanence de l'enquête publique où les observations ont été émises, pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public du siège d'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale au commissaire enquêteur sont consultables sur le registre déposé au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public.

Les observations et propositions du public émises par mail sont consultables dans les meilleurs délais sur le registre déposé au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans pendant les jours et heures habituels d'ouverture au public et sur le site internet de RLV www.rlv.eu.

ARTICLE 9 :

La personne publique responsable du projet de plan soumis à l'enquête publique est Monsieur le Président de la communauté d'agglomération de RIOM LIMAGNE ET VOLCANS – 5, mail Jost Pasquier – CS 80045 - 63200 RIOM.
Les informations relatives à ces dossiers peuvent être demandées auprès du service Urbanisme de Riom Limagne et Volcans – Noémie FABRE – 8 rue Grégoire de Tours – 63200 RIOM - 04.73.67.11.00.

ARTICLE 10 :

A l'expiration du délai d'enquête, le ou les registres d'enquête seront clos par le commissaire-enquêteur qui dispose de 8 jours pour rencontrer le Président de la communauté d'agglomération ou son représentant et lui transmettre un procès-verbal de synthèse des observations écrites et orales.
Le Président pourra produire ses observations éventuelles pendant 15 jours.

Le commissaire-enquêteur établira ensuite un rapport relatant le déroulement de l'enquête et consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non.

Puis le commissaire-enquêteur transmettra au Président le dossier de l'enquête avec le rapport et ses conclusions motivées dans un délai d'un mois à compter de la date de clôture de l'enquête. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif.

ARTICLE 11 :

Le public pourra consulter, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête publique, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur :

- au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans – 5, mail Jost Pasquier à RIOM aux jours et heures habituels d'ouverture au public ;
- sur le site Internet de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans à

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20231019-ARRETURSE2023T010-AR
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

l'adresse informatique suivante : http://www.rlv.eu.

ARTICLE 12 :

A l'issue de l'enquête publique, la modification N°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de l'enquête publique, sera approuvé par délibération du conseil communautaire de la communauté d'agglomération RIOM LIMAGNE ET VOLCANS.

ARTICLE 13 :

Le présent arrêté fera l'objet de mesures de publication sur le site internet de RLV www.rlv.eu, et d'un affichage au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans et de ses communes membres. Une mention de cet affichage sera insérée dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 14 :

Des copies du présent arrêté seront adressées à :
- Monsieur le Préfet du Puy-de-Dôme,
- Madame la Sous-Préfète de Riom,
- Monsieur le Commissaire enquêteur,
- Madame la Présidente du Tribunal Administratif,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires,
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Riom Limagne et Volcans.

Fait à Riom, le 10 octobre 2023

LE PRESIDENT,

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Riom Limagne et Volcans

Frédéric BONNICHON

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. (Articles R 421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20231019-ARREURB20231010-AR
Date de télétransmission : 19/10/2023
Date de réception préfecture : 19/10/2023

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

ANNEXE 3



9630447

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

MODIFICATION N°1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Le Président de la communauté d'agglomération a l'honneur d'informer les habitants que, conformément à l'arrêté en date du 10 octobre 2023, une enquête publique sur le projet de modification n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans **aura lieu du 6 novembre 2023 à 10h00 jusqu'au 8 décembre à 12h00**.
Gérard DUBOT a été désigné en qualité de commissaire-enquêteur titulaire **et Mme Corinne DESJOURS** a été désignée en qualité de suppléante par la Présidente du Tribunal Administratif en date du 23 aout 2023.
Le siège d'enquête publique a été désigné au siège de la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.
3 lieux de permanence d'enquête publique ont été désignés :
- Mairie de Chanat-la-Mouteyre - 12, route de Clermont – 63530 CHANAT-LA-MOUTEYRE
- Mairie d'Ennezat - Place de la Mairie – 63720 ENNEZAT
- Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans - 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 RIOM

Le dossier d'enquête publique sera consultable pendant toute la durée de l'enquête publique sous format papier aux différents lieux de permanences et sous format dématérialisé sur le site internet www.rlv.eu
Le commissaire-enquêteur recevra sans rendez-vous les :
- Lundi 6 novembre 2023 à Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours, de 10H à 12H, - Jeudi 16 novembre 2023 en mairie de Chanat-la-Mouteyre de 14h à 16h ; - Mardi 28 novembre 2023 en mairie de Ennezat de14h à 16h, - Vendredi 8 décembre 2023 à Riom Limagne et Volcans, 8 rue Grégoire de Tours, de 10H à 12H.

Chacun pourra consigner ses observations sur les registres d'enquête papier ou les adresser par écrit au Commissaire-Enquêteur à la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 Riom, ou les transmettre à l'adresse mail suivante : enquete-publique-plui@rlv.eu
Les courriers et courriels doivent arriver du 6 novembre au 8 décembre 2023.
À l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur seront tenus à la disposition du public :
-au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans-5, mail Jost Pasquier à RIOM aux jours et heures habituels d'ouverture
-sur le site Internet de la communauté d'agglomération : www.rlv.eu
Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de Noémie FABRE – Service Urbanisme – Riom Limagne et Volcans – CS80045 – 63200 RIOM

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

lamontagne

JUSTIFICATIF DE PARUTION

Cette annonce a été publiée dans son texte intégral, sous réserve d'incident technique :

Le 20/10/2023 à 00h10 dans *lamontagne.fr (63) (63)
Avec une durée de visibilité de 60 jours
Références : CF149199, 222793
Dossier Client : PLUI_M1_EP insertion1_Montagne

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION RIOM LIMAGNE ET VOLCANS
AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE
MODIFICATION n°1 du PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Le Président de la communauté d'agglomération a l'honneur d'informer les habitants que, conformément à l'arrêté en date du 10 octobre 2023, une enquête publique sur le projet de modification n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans aura lieu du 6 novembre 2023 à 10h00 jusqu'au 8 décembre à 12h00.

Gérard DUBOT a été désigné en qualité de commissaire?enquêteur titulaire et Mme Corinne DESJOURS a été désignée en qualité de suppléante par la Présidente du Tribunal Administratif en date du 23 aout 2023.

Le siège d'enquête publique a été désigné au siège de la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans.
3 lieux de permanence d'enquête publique ont été désignés :
- Mairie de Chanat-la-Mouteyre - 12, route de Clermont – 63530 CHANAT LA MOUTEYRE
- Mairie d'Ennezat - Place de la Mairie – 63720 ENNEZAT
- Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans - 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 RIOM

Le dossier d'enquête publique sera consultable pendant toute la durée de l'enquête publique sous format papier aux différents lieux de permanences et sous format dématérialisé sur le site internet www.rlv.eu

Le commissaire enquêteur recevra sans rendez-vous les :
- Lundi 6 novembre 2023 à Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours, de 10H à 12H,- Jeudi 16 novembre 2023 en mairie de Chanat-la-Mouteyre de 14h à 16h ;- Mardi 28 novembre 2023 en mairie de Ennezat de 14h à 16h,- Vendredi 8 décembre 2023 à Riom Limagne et Volcans, 8 rue Grégoire de Tours, de 10H à 12H.

Chacun pourra consigner ses observations sur les registres d'enquête papier ou les adresser par écrit au Commissaire Enquêteur à la communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans, 8 Rue Grégoire de Tours – 63200 Riom, ou les transmettre à l'adresse mail suivante : enquete-publique-plui@rlv.eu. Les courriers et courriels doivent arriver du 6 novembre au 8 décembre 2023.

A l'issue de l'enquête, le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur seront tenus à la disposition du public :
-au siège de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans – 5, mail Jost Pasquier à RIOM aux jours et heures habituels d'ouverture
-sur le site Internet de la communauté d'agglomération : www.rlv.eu

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès de Noémie FABRE – Service Urbanisme – Riom Limagne et Volcans – CS80045 – 63200 RIOM

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

ANNEXE 4

Gérard DUBOT

Commissaire enquêteur

à

Monsieur CARTAILLER

Vice-Président chargé de l'Urbanisme

Communauté d'Agglomération

Riom Limagne et Volcans

Objet : Enquête publique pour la modification n°1 du PLUi

Monsieur le Vice-Président,

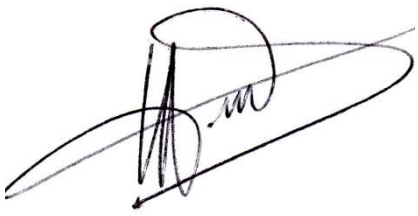
Je vous prie de bien vouloir trouver en pièce jointe le Procès-Verbal de synthèse des observations relatives à l'enquête publique pour la modification n°1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans.

Comme le prévoit l'article R 123-18 du code de l'environnement, je vous serais très reconnaissant de me faire savoir, sous quinzaine, quels éléments de réponse vous souhaitez porter à ma connaissance au sujet de ces observations.

Je vous prie de bien vouloir accepter, Monsieur le Vice-Président, l'expression de mes meilleures salutations.

Le 14 décembre 2023

Gérard DUBOT



Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 6 novembre 2023 au 8 décembre 2023

Pour

La modification n° 1 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de RLV

PROCES VERBAL DE SYNTHESE DES OBSERVATIONS

1. Avis émis par les communes.

Sur les 31 communes de la communauté d'agglomération, 29 ont donné un avis favorable à la modification n°1 du PLUi.

La commune de Sayat n'a pas transmis d'avis.

La commune des Martres-sur-Morge a donné un avis favorable avec une réserve.

Plusieurs communes ont accompagné leur délibération de remarques :

- Châtel-Guyon fait 2 remarques qui concernent le règlement écrit.
- Ménétrol propose une modification pour le règlement écrit.
- Riom formule 12 remarques, une concernant l'emplacement réservé n°32, les autres se rapportant à des points précis du règlement.
- La commune de Saint-Bonnet-près-Riom a formulé une demande d'emplacement réservé, inexploitable en l'état.
- La commune de Saint-Ours-les-Roches a fait deux remarques sur le règlement.

2. Observations portées par les PPA.

Note préalable : le résumé ci-après de l'avis des PPA ne prend pas en compte les remarques qui ont été faites sur les points 3, 6, 7, 9, 15 et 19 exclus du dossier pour la présente enquête publique.

a) La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) s'exprime sur tous les points de la modification. Globalement, il est rappelé que l'Architecte des Bâtiments de France doit être consulté pour tout projet situé dans une zone protégée.
Elle **émet un avis défavorable sur la proposition n°30** qui prévoit «d'autoriser l'installation de panneaux solaires sur les maisons bourgeoises à condition qu'ils ne soient pas visibles depuis la voie principale ». La DRAC estime que l'installation de panneaux solaires doit rester interdite sur le bâti ancien dont font partie les maisons bourgeoises.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

b) L'Agence régionale de santé (ARS) renouvelle certaines observations qu'elle avait faites lors de l'élaboration du PLUI en regrettant qu'elles n'aient pas été prises en compte. Elle demande que le document soit actualisé en conséquence.

c) La Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) attire l'attention sur plusieurs points de la modification n° 1 concernant l'activité économique.

- Point n° 2 « ajout d'un linéaire pour l'activité de services depuis la rue de la République jusqu'à la route de Clermont-Ferrand ». Pour la CCI l'étirement du linéaire jusqu'à la route de Clermont risque d'aller à l'encontre des objectifs de l'Opération de Revitalisation du Territoire.

- Point n° 4 « ajout d'un linéaire pour l'activité de service au sein de la zone UAm de Mozac ». Pour la CCI, autoriser des implantations d'activités de services avec volet commercial, risque de fragiliser l'attractivité des centralités voisines. Il serait plus pertinent de laisser à cette zone sa vocation dans le respect du PLUi actuel et des règles du DAAC.

- Point n° 8 « ajout d'un linéaire pour l'activité de services aux Martres d'Artière ». La CCI alerte sur le fait que la création de ce linéaire n'est pas conforme avec le DAAC.

- Point n° 24 « modification de l'article 1 de la zone UA ». Pour la CCI la modification proposée n'est toujours pas très claire pour la zone UAm.

Compte tenu de ces observations, la CCI émet un **avis réservé** sur la modification n°1 du PLUi.

d) L'Institut National de l'Origine et de la qualité (INAO), regrette que la Communauté de communes n'ait pas pris en compte ses réserves formulées dans le cadre de l'élaboration du PLUi.

e) Le Grand Clermont émet une réserve et des recommandations sur la modification n° 1 du PLUi.

- Réserve sur le point n°8 « ajout d'un linéaire pour l'activité de services aux Martres d'Artière ». L'installation de ce linéaire, hors de la centralité ne respecte pas les objectifs du DAAC.

- Recommandation sur les points 2, 4 et 10 qui concernent également la création de linéaire pour des activités de services. Cette création doit être mise en œuvre avec la plus grande attention en raison des flux quotidiens importants qu'ils génèrent.

- Recommandation sur le point n° 11. La modification prévoit de supprimer un linéaire de haies à préserver sur l'OAP MOZ 2 à Mozac, au motif que les préconisations de cette OAP ne sont pas compatibles avec le linéaire de haies à préserver.
  Il paraît plus cohérent au Grand Clermont de « réadapter le projet urbain » pour bénéficier des services environnementaux existants que constituent ces haies.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

- Recommandation sur le point N° 24 qui concerne la rédaction de l'article 1 de la zone UA. L'écriture de la modification proposée est peu compréhensible. « Il semble plus simple d'autoriser sous condition ces activités en indiquant clairement les limites posées à leur développement ». Le Grand Clermont alerte également sur la mention des Autorisations d'Exploitations Commerciales (AEC) qui ne couvre pas tous les cas de figure.
- Recommandation sur le point n°28 « Modification de la rédaction de l'article 4 de la zone UR ». Le Grand Clermont met en garde sur le fait que l'augmentation à hauteur de 70% des unités foncières participe à une artificialisation excessive des terrains dont les conséquences sur la constitution d'ilots de chaleur ou la gestion des eaux pluviales sont préjudiciables.

f) La Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) considère que :

- La plupart des évolutions concernent des espaces déjà urbanisés.
- La suppression de deux linéaires de haies à préserver concerne des linéaires réduits ne présentant pas un intérêt écologique notable.
- Certaines évolutions ont un impact environnemental positif.

Mais la MRAE considère également que les évolutions relatives à la modification de zonage Ap ou Acl vers un zonage A consistent de fait en une réduction des mesures de maîtrise de la consommation d'espace agricole. Ces évolutions doivent faire l'objet de réflexions approfondies.

La MRAE conclut que la modification n° 1 du PLUi est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et requiert la réalisation d'une évaluation environnementale proportionnée aux enjeux.

g) Le Conseil Départemental du Puy-de-Dôme émet un avis favorable à la modification n° 1 du PLUi aves les remarques suivantes :

- Créer des emplacements réservés pour la piste cyclable sur la RD 210.
- Concernant l'ajout des linéaires commerciaux, il est important d'être attentif aux équilibres entre les linéaires commerciaux et les commerces de proximité des centres-bourgs.
- Concernant le règlement de la zone UR, le Département estime que l'objectif retenu pour augmenter l'emprise au sol - permettre de créer des annexes, abris, dépendances aux maisons existantes – ne peut être mis en avant car il s'agit d'artificialisation des sols et non de densification. « Le pourcentage peut être rehaussé, mais dans de moindres proportions ».

h) La Direction Départementale des Territoires émet un avis favorable à la modification n° 1 (dépouillée des points 3, 6, 7, 9, 15 et 19) sous réserve de prendre en compte certains éléments qui concernent le risque inondation et le risque mouvement de terrain.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Concernant les ajouts d'un linéaire « activité de service avec accueil de clientèle » aux Martres d'Artière (point n° 8) et à Malauzat (point n°4) la DDT estime que ce n'est pas judicieux. Le premier est contradictoire avec le SCOT du Grand Clermont et le deuxième peut être défavorable à l'activité du centre bourg.

Pour le point 21 sur la commune de Saint-Ours-les-Roches le changement de zonage d'une parcelle de ACp vers NL ne paraît pas adapté. Il est conseillé de mettre en place un emplacement réservé ou de faire un changement de ACp en N.

Concernant la suppression du linéaire de haies à préserver sur la commune de Mozac (point n° 11), la DDT estime qu'il est préférable d'adapter le projet urbain de l'OAP concernée plutôt que de supprimer les haies.

Concernant les modifications du règlement écrit, la DDT demande de corriger les tableaux pour tenir compte de l'arrêté du 10 novembre 2016 sur la sous-destination des bâtiments hôteliers.

Elle juge par ailleurs que l'augmentation prévue de l'emprise au sol dans les zones à urbaniser point n° 28), ne prend pas en compte le réchauffement climatique. Elle suggère d'y ajouter des conditions permettant de conserver une présence végétale et des espaces de respiration.

3- Observations portées par le public.

Dix-neuf (19) observations ont été déposées par le public.

Seulement 3 d'entre-elles concernent un point précis de la modification n° 1 du PLUi.

M. HEBRAND, Mme HEBRAND et M. COCHÉ sont défavorables à la modification de l'article NL1 (point n°34) qui autorise les hébergements touristiques. Pour M. HEBRAND il est « juste destiné à favoriser le Parc Écureuil à Châtel-Guyon ». Pour M. COCHÉ, après un **développement argumenté**, il conclut qu'il y a une « incompatibilité forte entre les objectifs de la zone NL, en matière de la qualité des espaces naturels, et la possibilité d'y mettre des hébergements touristiques ».

Le reste des observations sont des propositions nouvelles :

Concernant les modifications du règlement graphique :

- M. BALICHARD Adjoint à l'urbanisme à SAYAT propose une modification de zonage sur les parcelles AS 52 et AS 60.
- M. et Mme CALVET réitèrent leur demande (déposée lors de l'élaboration du PLUi) de modification de zonage sur la parcelle AD 68 à Chambaron-sur-Morge : inverser la zone AP et la zone UT.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

- Mme DESMARTIN Chloé demande, pour des problèmes d'alignement, le rattachement des parcelles YN 29 et 30 à Pulvérières à la zone UCb voisine au lieu de URg.
- Mme HERNANDEZ Sofia pour le bureau UNITe demande la modification de l'article NR2 pour permettre l'installation d'une centrale photovoltaïque à MALAUZAT.
- MM BUCHARLES Jean et Thierry demandent la suppression du linéaire de haies à conserver sur les parcelles AH 4 et 5 à Châtel-Guyon.

Concernant la modification des OAP :

- M. PIATZI David pour l'association ALTERIS demande de modifier la destination de l'OAP sectorielle rue des Sagnes à Chanat-la-Mouteyre. Le projet est un village d'enfants et non une maison de retraite.

Concernant la modification des emplacements réservés :

- M. DANJOUR demande de revoir l'emplacement réservé n° 12 sur sa propriété à Mozac.

Par ailleurs plusieurs observations sont des demandes de constructibilité :

- Les consorts NUGEYRE pour les parcelles AA 40 et AA 158 à Chavaroux.
- Mme DEVILLERT Danielle pour la parcelle YC 103 à Chambaron-sur-Morge.
- Mme GUILLAUD Martine pour la parcelle YB 101 à Entraigues.
- Mme QUINSAT Christine pour la parcelle AB 54 à Chanat-la-Mouteyre.
- M. BICARD pour un petit agrandissement sur sa parcelle YL 119 à Saint-Ignat.

D'autres sont des demandes de classement en zone AC (agricole constructible)

- M. CROSNIER demande l'extension de la zone AC sur les parcelles YB 69 et YB 73 à Chappes.
- M. BICARD et Mme CARRETTA pour les parcelles YL 116 et 117 ainsi que YH 35 en totalité à Saint-Ignat.
- M. CHATARD pour la parcelle ZO 137 à Clerlande.
- M. BOUCHON Gaétan pour le positionnement différent de la zone AC existante sur sa parcelle YR 51.

La demande de Mme TERRANOVA est sans rapport avec le PLUI.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

ANNEXE 5

Observations émises par les Personnes Publiques Associées - Modification n°1 du PLUi						
PPA	ID	Point n°	Pièce(s) concernée(s)	Résumé de l'observation proposant une modification (les observations favorables ou les rappel à la règle ne sont pas listés ici)	Avis de la commission Urbanisme de RLV du 21 décembre 2023	intégration avant approbation
INAO	INAO_1	15	Zonage	La volonté première du zonage « Acl - zone agricole constructible limitée », réaffirmée dans le rapport de présentation à savoir « Réduire l'impact paysager des constructions agricoles sur des secteurs sensibles, en particulier limiter la hauteur des constructions afin qu'elles ne soient pas visibles dans le grand paysage. » est mise à mal par ce changement de zonage. L'INAO ne s'oppose toutefois pas au point n° 15 de la modification mais rappelle que les délimitations parcellaires en AOP viticoles identifient un potentiel de production limité, unique et qu'il convient de protéger en tant que patrimoine, même s'il n'est pas actuellement planté en vigne.	*Suite au retour de l'autorité environnementale, les points de modification du zonage agricole ont été retirés de la procédure. Le point n°15 ne fait donc plus partie de la modification n°1*	NC
ABF	ABF_1	30	Règlement	Défavorable - possibilité de tolérer les panneaux solaires sur des annexes récentes ou au sol sous conditions de ne pas être visible depuis le domaine public ou depuis une perspective paysagère ou monumentale	L'avis de l'ABF, étant strictement défavorable, la commission urbanisme décide de retirer ce point de la modification n°1 du PLUI	Point n°30 supprimé
DDT63	DDT_1	4	Linéaire L151-16	L'ajout d'un linéaire entraine deux remarques: la première porte sur le développement accru d'une zone déjà très attractive qui pourrait se faire au détriment de l'activité du centre-bourg. La deuxième remarque porte sur l'engorgement qui pourrait s'en suivre sur cette zone d'activité, dont le développement générerait des nuisances complémentaires. Par conséquent, l'ajout de ce linéaire n'apparait pas opportun en première analyse.	La zone d'activité Espace Mozac présente effectivement des engorgements en certaines périodes. Cependant, un projet existe sur ce site qui n'engendrera pas de flux massifs et l'ajout du linéaire, relativement restreint par rapport à la surface de la zone d'activité, ne remettra pas en cause les grands équilibres. La commission décide de maintenir ce linéaire	Linéaire maintenu en intégralité
DDT63	DDT_2	8	Linéaire L151-16	L'ajout d'un linéaire au titre de l'article L151-16 n'apparait ici pas judicieux. En effet, l'implantation d'activités à destination de commerces de détail et de service d'accueil de clientèle le long d'une route départementale n'apparait pas en adéquation avec les dispositions décrites dans le DAAC. Il convient d'encourager l'implantation de ce type de projet dans les centralités.	Au vu de l'incompatibilité avec le DAAC du SCoT, la commission Urbanisme décide de supprimer ce point de la modification n°1 du PLUi	Linéaire supprimé
DDT63	DDT_3	11	Linéaire L151-23	La suppression de la totalité du linéaire de haie protégée au motif de l'impossibilité de mettre en œuvre les prescriptions de l'OAP ne semble pas pleinement justifié. En effet, il parait souhaitable de réadapter le projet urbain afin que l'OAP maintienne l'existence de cette haie, au moins en partie, haie qui pourrait contribuer à générer un espace de verdure favorable à la biodiversité au sein de cette nouvelle zone urbanisée. Le maintien de cette haie permettrait de contribuer à la préservation des continuités écologiques.	Après présentation du site et du projet par la mairie de Mozac, la commission propose de maintenir le linéaire de haies à préserver sur les sujets les plus intéressants mais en permettant une perméabilité pour la voie qui va croiser le linéaire.	Linéaire modifié (tronçons)
DDT63	DDT_4	21	Zonage	Les parcelles considérées pourraient être classées en zone naturelle N. Le règlement de cette zone autorise en effet les aires de stationnement d'intérêt collectif à condition d'être perméables et de proposer un aménagement aisément réversible.	La commission donne un avis favorable au classement en zone Naturelle au lieu du classement en zone Naturelle Loisirs	Classement N
DDT63	DDT_5	28	Règlement	Il semble possible d'augmenter ce pourcentage de taux d'emprise au sol tout en gardant à l'esprit l'amélioration de la qualité de vie des citoyens. Il pourrait être envisagé d'autoriser l'augmentation de l'emprise au sol des constructions à conditions d'augmenter également le coefficient de biotope par surface afin de favoriser une infiltration d'eau à la parcelle, et de ne concerner que les extension set non les stationnements ou abri de jardin qui ne répondent pas à l'objectif de densification.	L'augmentation du pourcentage d'emprise au sol des constructions répond à des constats obtenus à partir des dossiers en instruction depuis l'approbation du PLUi. Dans de nombreux cas, les annexes et extensions emmènent l'emprise au sol à des taux de 60 ou 70%. La commission a bien noté le risque sur la qualité de vie des habitants. Ainsi, afin de garantir la possibilité de faire évoluer son bâti tout en maintenant des surfaces perméables, la commission Urbanisme décide de maintenir les taux d'emprise au sol proposé et de les compléter par des taux de coefficient de pleine terre augmenté.	Modification de l'article UR6-2
DDT63	DDT_6		Dispositions générales communes	Ajouter une phrase indiquant que dans le cas de dispositions contradictoires entre le PLUi et le PPRNPI, ce sont celles les plus contraignantes qui s'appliquent	La commission Urbanisme valide l'ajout de cette phrase dans le règlement écrit - dispositions générales communes	Modification de l'article 2-1 des dispositions générales
DDT63	DDT_7		OAP	**OAP Fareva Mirabel:** ajouter la mention de la zone inondable	La commission approuve l'ajout de la couche PPRNPI sur l'OAP RIO_9 (schéma de principe page 35 des OAP de Riom)	Modification du schéma de l'OAP RIO_9
DDT63	DDT_8		Règlement	**Zones AU:** Préciser que toutes les zones ouvertes à l'urbanisation ne sont pas soumises au risque mouvement de terrain	La commission Urbanisme valide l'ajout de cette notion dans le préambule des zones 1AU et 2AU	Modification des préambules des zones 1AU et 2AU
DDT63	DDT_9		Règlement	L'ensemble des tables du règlement doivent être corrigés pour faire apparaitre la sous-destination "hébergement hôtelier et touristique" dans la destination "commerce et activité de service"	La commission Urbanisme valide la modification du tableau des destinations pour s'ajuster à la règlementation en vigueur.	Modification article 1 toutes zones
CCI	CCI_1	2	Linéaire L151-16	Sans remettre en cause l'intérêt du développement du cabinet de kinésithérapie et de l'office notarial, nous souhaitons attirer votre attention sur le fait que le bas de la Route de Clermont (Rue des Archères jusqu'à l'office notarial) est en dehors du périmètre de l'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) qui vise à densifier les activités de commerces et de services dans la centralité d'Ennezat (Rue de la République). L'étirement du présent linéaire (Route de Clermont) risque de diminuer l'attractivité de la centralité et donc d'aller à l'encontre des objectifs de l'ORT.	La commission prend bonne note des remarques formulées sur ce linéaire et son étirement. Cependant, au vu du tissu en présence sur Ennezat, du fait que le cabinet de kinésithérapie tout comme l'office notarial doivent pouvoir se développer, du fait qu'un ancien commerce, aujourd'hui fermé, est également présent dans ce nouveau linéaire, et du fait qu'une activité de service à la personne existe également aujourd'hui (esthéticienne), le linéaire est maintenu.	Linéaire maintenu en intégralité

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

CCI	CCI_2	4	Linéaire L151-16	Sur le fond, l'ajout d'un linéaire pour l'implantation d'une activité de services avec accueil de clientèle ne nous pose pas de problème, dans la mesure où ce linéaire est situé dans la zone d'activités d'Espace Mozac qui a, justement, une vocation artisanale, commerciale et de services. En revanche, nous sommes surpris par le fait d'autoriser la création de ce type d'activité (banques, assurances, ou autres« services» avec un volet potentiellement commercial. ..) dans ce pôle de périphérie. En effet, l'autorisation de ce type d'implantation de services avec accueil de clients risque de fragiliser l'attractivité des centralités voisines en attirant des flux de clientèles et donc d'aller à l'encontre des objectifs de l'ORT. De plus, cette modification risque aussi de créer des inégalités de traitement entre commerces (dont la création de nouvelles surfaces est interdite par le PLUi) et services de type commerce (que cette modification autorise sur de nouvelles surfaces). Ne serait-il pas plus pertinent de laisser à cette zone (et plus largement aux deux zones UAm que sont Riom Sud et Espace Mozac), la possibilité d'accueillir des activités en lien avec leur vocation, dans le respect des conditions édictées dans le PLUi et des règles du DAAC? Ceci aurait le mérite de gagner en lisibilité et cohérence et de ne pas nécessiter de modification du PLUi à chaque projet.	La zone d'activité Espace Mozac présente effectivement des engorgements en certaines périodes. Cependant, un projet existe sur ce site qui n'engendrera pas de flux massifs et l'ajout du linéaire, relativement restreint par rapport à la surface de la zone d'activité, ne remettra pas en cause les grands équilibres. La commission décide de maintenir ce linéaire	**Linéaire maintenu en intégralité**
CCI	CCI_3	8	Linéaire L151-16	Nous vous alertons sur le fait que la création d'un linéaire autorisant l'implantation d'activités de commerce de détail et de service avec accueil de clientèle sur la route départementale (Route de Vichy) est située en dehors du bourg (centralité) et à ce titre, n'est pas conforme aux objectifs du DAAC.	Au vu de l'incompatibilité avec le DAAC du SCoT, la commission Urbanisme décide de supprimer ce point de la modification n°1 du PLUi	**Linéaire supprimé**
CCI	CCI_4	24	Règlement	La modification de texte proposée ne nous paraît toujours pas très claire pour la compréhension des règles de la zone UAm concernant les destinations « interdites» et « autorisées sous condition » et nécessite à notre sens une rédaction plus simple, en reprenant, pour chaque destination et sous-destination, ce qui est autorisé, éventuellement à quelles conditions et où. Ceci éviterait de laisser libre cours aux interprétations et faciliterait l'appréhension des règles du PLUi par les porteurs de projets. Par ailleurs, le texte modifié fait référence à des « Autorisations d'Exploitations Commerciales (AEC) », donc concerne la sous-destination « commerces de détail», dont l'extension est déjà autorisée sous condition dans les zones UAm. Quelles seraient donc les activités concernées par cette modification? Enfin, il est question d'« AEC en vigueur à la date d'approbation du PLUi ». Or tous les établissements existants n'ont pas fait l'objet d'AEC (ancienneté, surface ou activité non soumise...), ce qui les soustrairait, de fait, de la mise en œuvre de cette modification.	La rédaction de l'article UA1 sera simplifiée en enlevant la référence à la surface de plancher. Cette proposition de rédaction fait suite à des constats de mal interprétation par les services instructeurs et les porteurs de projet. La commission souhaite qu'une nouvelle rédaction soit étudiée avec les services instructeurs sans changer le fond de la règle. Concernant les AEC, l'objectif est d'encadrer le développement commercial sur la zone. La référence à la surface de vente permet d'autoriser des extension de zones de stockage ou de surfaces annexes sans autoriser l'extension de plus de 5% de la surface de vente. Les établissements qui n'ont pas fait l'objet d'AEC pourront donc s'étendre, s'ils ne modifient pas leurs surfaces de vente.	**Rédaction article UA1 à optimiser**
Conseil Départemental	CD_1	2	Linéaire L151-16	Le Département veille à la conservation de l'attractivité des centre-bourgs. Ainsi, il est important d'être attentif aux équilibres entre les linéaires commerciaux en périphéries et les commerces de proximité des centre-bourg	La commission prend bonne note des remarques formulées sur ce linéaire et son étirement. Cependant, au vu du tissu en présence sur Ennezat, du fait que le cabinet de kinésithérapie tout comme l'office notarial doivent pouvoir se développer, du fait qu'un ancien commerce, aujourd'hui fermé, est également présent dans ce nouveau linéaire, et du fait qu'une activité de service à la personne existe également aujourd'hui (esthéticienne), le linéaire est maintenu.	**Linéaire maintenu en intégralité**
Conseil Départemental	CD_2	3	Zonage	La prise en compte des cônes de vues, du mitage pour ce projet est une réelle plus value. Toutefois le Département s'interroge sur la surface rendue constructible de plus de 3ha qui apparait disproportionnée pour la construction d'un hangar et pourrait être réduite.	*Suite au retour de l'autorité environnementale, les points de modification du zonage agricole ont été retirés de la procédure. Le point n°3 ne fait donc plus partie de la modification n°1*	**NC**
Conseil Départemental	CD_3	4	Linéaire L151-16	Le Département veille à la conservation de l'attractivité des centre-bourgs. Ainsi, il est important d'être attentif aux équilibres entre les linéaires commerciaux en périphéries et les commerces de proximité des centre-bourg	La zone d'activité Espace Mozac présente effectivement des engorgements en certaines périodes. Cependant, un projet existe sur ce site qui n'engendrera pas de flux massifs et l'ajout du linéaire, relativement restreint par rapport à la surface de la zone d'activité, ne remettra pas en cause les grands équilibres. La commission décide de maintenir ce linéaire	**Linéaire maintenu en intégralité**
Conseil Départemental	CD_4	8	Linéaire L151-16	Le Département veille à la conservation de l'attractivité des centre-bourgs. Ainsi, il est important d'être attentif aux équilibres entre les linéaires commerciaux en périphéries et les commerces de proximité des centre-bourg	Au vu de l'incompatibilité avec le DAAC du SCoT, la commission Urbanisme décide de supprimer ce point de la modification n°1 du PLUi	**Linéaire supprimé**
Conseil Départemental	CD_5	28	Règlement	La modification propose d'augmenter les pourcentages d'emprise au sol des constructions en mettant en avant l'argument de densification. Or, l'objectif est de permettre de créer des annexes, abris, dépendances aux habitations existantes. Aussi, le Département estime que cet argument ne peut pas être mis en avant car dans ce cas il s'agit d'artificialisation des dols et non de densification pour la création de nouveaux logements. Aussi, le pourcentage peut être réhaussé mais dans des moindres proportions afin de conserver des surfaces perméables conséquentes	L'augmentation du pourcentage d'emprise au sol des constructions répond à des constats obtenus à partir des dossiers en instruction depuis l'approbation du PLUi. Dans de nombreux cas, les annexes et extensions emmènent l'emprise au sol à des taux de 60 ou 70%. La commission a bien noté le risque sur la qualité de vie des habitants. Ainsi, afin de garantir la possibilité de faire évoluer son bâti tout en maintenant des surfaces perméables, la commission Urbanisme décide de maintenir les taux d'emprise au sol proposé et de les compléter par des taux de coefficient de pleine terre augmenté.	**Modification de l'article UR6-2**
Conseil Départemental	CD_6		Emplacements réservés	Dans le cadre du contournement sur la RD210, un aménagement de bande cyclable le long de la RD est à prendre en compte et des emplacements réservés sont à créer.	La commission Urbanisme approuve cette proposition qui complète, de façon pratique, les objectifs de développement des mobilités douces identifiés dans le PADD.	**Création d'un ER sur les communes de Ennezat et de Chappes**
ENEDIS	ENEDIS_1		Servitudes	Il convient de noter, au sein de la liste des servitudes, l'appellation complète et le niveau de tension des servitudes I4, ainsi que le nom et les coordonnées du Groupe Maintenance Réseaux	La commission Urbanisme, valide cet ajout de précision dans le document des servitudes	**Modification de l'annexe SUP - fiche SUP - page 38**
ENEDIS	ENEDIS_2		Dispositions générales communes	Compléter les dispositions générales et les dispositions particulières (cf. courrier avis ENEDIS)	La commission Urbanisme approuve les compléments demandés par Enedis en ce qu'ils ne changent pas la règle.	**Modification des dispositions générales communes**

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de [illegible]
Date de réception préfecture : 16/04/2024

ENEDIS	ENEDIS_3		Zonage	Déclasser les EBC situés sous les lignes aériennes 225kV n°1 BAYET-VOLVIC et 63kV n°1 RIOM-VOLVIC	La commission approuve la réduction des EBC au droit des lignes aériennes afin de faciliter leurs entretiens.	**Suppression de la partie des parcelles ZA237 à Riom, 103ZC150 à Châtel-Guyon et 103ZC138 à Châtel-Guyon situées sous la ligne aérienne**
SCoT Grand Clermont	SCoT_1	2	Linéaire L151-16	La création de linéaires doit être mise en œuvre avec la plus grande attention en raison des flux quotidiens importants qu'ils génèrent. Ces activités permettent le maintien et la diversité de l'animation des centres-villes et centre-bourgs de notre territoire. Toutefois, l'étirement des linéaire porte le risque de diminuer leur attractivité, notamment si ces linéaires se prolongent jusqu'en entrée de ville. Leur maintien et leur développement, notamment en pôle de vie, restent toutefois primordiaux pour asseoir leur rôle de pôle-relais.	La commission prend bonne note des remarques formulées sur ce linéaire et son étirement. Cependant, au vu du tissu en présence sur Ennezat, du fait que le cabinet de kinésithérapie tout comme l'office notarial doivent pouvoir se développer, du fait qu'un ancien commerce, aujourd'hui fermé, est également présent dans ce nouveau linéaire, et du fait qu'une activité de service à la personne existe également aujourd'hui (esthéticienne), le linéaire est maintenu.	**Linéaire maintenu en intégralité**
SCoT Grand Clermont	SCoT_2	8	Linéaire L151-16	**RESERVE:** la création d'un linéaire sur la ville des Martres d'Artière autorisant l'implantation d'activités à destination de commerce de détail et de service avec accueil de clientèle en dehors de la centralité et le long d'une route départementale est de nature à porter atteinte aux objectifs du DAAC. Dans le respect du DAAC, il est nécessaire de favoriser les implantations de ces activités prioritairement dans les centralités.	Au vu de l'incompatibilité avec le DAAC du SCoT, la commission Urbanisme décide de supprimer ce point de la modification n°1 du PLUi	**Linéaire supprimé**

Observations émises par les communes - Modification n°1 du PLUi

Commune	ID	Point concerné	Pièce(s) concernée(s)	Résumé de l'observation proposant une modification (les observations favorables ne sont pas listées ici)	Avis de la commission Urbanisme de RLV du 21 décembre 2023	intégration avant approbation
Châtel-Guyon	CG_1		Emplacements réservés	Emplacement réservé parcelle 103 361 AB 193. Réviser la délimitation de l'espace réservé au droit de la surface non couverte par le projet de construction de maison individuelle du propriétaire.	Comme une autorisation d'urbanisme a été délivrée sur cette parcelle, la commission Urbanisme approuve la réduction de l'emplacement réservé n°14 (au bénéfice de la commune) par déduction de la zone du projet.	**Réduction de l'ER14**
Châtel-Guyon	CG_2		Règlement	Revoir la règle relative aux volets roulants qui n'est pas cohérente entre plusieurs zones, dont les zones UTh, UT et 1AUL. Une harmonisation semblerait judicieuse.	La commission Urbanisme souhaite que les règlementations des volets roulants sur les zones UT et 1AUL soit mises en cohérence. La règlementation de la zone UTh doit être compatible avec l'ancienne ZPPAUP de Châtel-Guyon. Les rédactions des articles seront ajustées pour une meilleure lisibilité	**Modification des articles UT5-4, UTh5-4 et 1AUL5-4**
Châtel-Guyon	CG_3		Règlement	Règles relatives aux ferronneries. Absence/manque de précisions d'une règle relative aux nuances couleurs des balcons et des garde-corps.	La commission approuve la création d'un nuancier spécifique aux ferronneries et garde-corps. Dans le cadre de cette modification, il est proposé de créer un nuancier "ferronneries et garde-corps" à partir du nuancier "clôtures". Ce nuancier pourra ensuite être amendé lors des futures procédures de modifications.	**Création d'un nuancier "ferronneries et garde-corps"**
Les Martres sur Morge	MSM_1	9	Zonage	Classer 500m² de la parcelle YH166 en zone AC	Proposé à la modification n°2, avec réalisation d'une évaluation environnementale	**NC**
Ménétrol	MEN_1		Dispositions générales communes	Faire figurer la définition de arbre de haute tige	La commission Urbanisme approuve l'ajout de la définition de arbre de haute tige	**Ajouter la définition**
Riom	RIO_1	18	Zonage	Parcelle AE 652 : Il conviendrait d'étendre l'emplacement réservé n°32 sur la parcelle objet du classement en zone UJ. Mettre à jour la liste des ER en conséquence.	Pour garantir la cohérence du document, la commission Urbanisme approuve l'extension de l'emplacement réservé n° 32 sur la parcelle AE652	**Extension de l'ER32**
Riom	RIO_2		Règlement	Revoir à la baisse le nombre de places de stationnement pour véhicules électriques équipées en s'en tenant au décret national car les objectifs actuels du PLUi semblent difficilement atteignables au regard du coût d'aménagement notamment (1 place sur 20 pour les bureaux par exemple, précâblage pour les constructions à destination d'habitation...). Par ailleurs, il conviendrait d'appliquer cette règle à toutes les zones U.	Afin de ne pas avoir à ajuster le règlement à chaque changement règlementaire, la commission urbanisme décide de rédiger l'article des zones U tel que: "Des emplacements pour les véhicules électriques doivent être aménagées et équipés selon les condition et nombre précisés dans le décret en vigueur"	**Modification article toutes zones U**
Riom	RIO_3		Dispositions générales communes	Clarifier la définition du "Volume secondaire" : « le volume secondaire peut être raccordé au volume principal par un élément avec la toiture ».	La commission approuve l'ajout de cette définition dans le lexique	**Ajout au lexique**
Riom	RIO_4		Zonage	Dans le cadre de sa politique de revitalisation du Centre-Ville et du programme d'actions qui en est lié (Action Cœur de Ville), mais également à travers sa volonté de mettre en valeur la ceinture verte de la Ville, il est demandé de faire évoluer l'article 2 de la zone UJ (UJ2) de manière à autoriser « l'aménagement d'aires de stationnement publiques, à condition qu'elles ne portent pas atteinte à la qualité paysagère et environnementale du site, et qu'elles soient traitées qualitativement sur les plans paysagers et de la végétalisation. Les surfaces stationnées devront être à 100 % perméables » . Cette possibilité permettrait notamment de travailler à la renaturation partielle ou totale du Pré-Madame en permettant un report du stationnement sur les franges du site patrimonial remarquable. De manière à ouvrir moins de possibilité, il pourrait être créé un sous-secteur UJp, ciblé sur le projet d'aire de stationnement rue Pierre Mazuer, mais également sur le secteur des jardins communaux à proximité du Moulin de la Croûte. Cette possibilité permettrait de ne pas ouvrir l'autorisation de tels aménagements sur l'ensemble de la zone UJ.	La commission urbanisme est favorable à ce projet d'aménagement sur le secteur du Pré Madame. Cependant, pour ne pas permettre la création de ce type d'aménagement sur toutes les zones Ujardin qui ont une vocation première de jardin, il est proposé de créer un indice UJ* qui autorise l'aménagement de stationnement sous conditions de perméabilité, d'aménagement paysager et de mutabilité.	**Création d'une zonage UJ* et ajustement du règlement UJ2.**
Riom	RIO_5	24	Règlement	"Les constructions nouvelles liées [...] dans une limite de 500 m² de surface de plancher ou d'emprise au sol, au plus défavorable" : il est proposé de s'en tenir à prendre en référence la surface de plancher qui encadre suffisamment la limitation de constructibilité. L'introduction de l'emprise au sol apporte de la confusion dans la compréhension de la règle. Le paragraphe est à reporter dans le chapitre "Sont autorisés sous conditions" / "secteur UAm" car il y a bien des conditions posées à la constructibité	Au vu de la typologie des constructions en zone d'activité (UAI ou UAm), la commission approuve la proposition de supprimer la référence à la surface de plancher et de conditionner la règle qu'à la surface d'emprise au sol.	**Modification article UA**
Riom	RIO_6	24	Règlement	Il est fait référence ici à une condition d'emprise au sol inférieure à 500 m² pour les activités de service avec accueil de clientèle. Comme précédemment, la référence à une surface de plancher apparait plus opportune.	Au vu de la typologie des constructions en zone d'activité (UAI ou UAm), la commission approuve la proposition de supprimer la référence à la surface de plancher et de conditionner la règle qu'à la surface d'emprise au sol.	**Modification article UA**

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Riom	RIO_7	31	Linéaire L151-23	Clarifier davantage les prescriptions relatives aux éléments identifiés au titre de l'article L. 151-23. La rédaction proposée reste floue sur les possibilités de construction. Il conviendrait de préciser que, par principe, ce sont les règles de la zone concernée qui s'appliquent (A, U...). Ainsi, les constructions et aménagements autorisés seraient soumises aux prescriptions évoquées pour chaque élément identifié au titre de l'article L. 151-23. De cette manière, il semblerait important de proposer des prescriptions spécifiques pour chaque type d'élément identifié, de manière à faciliter l'instruction et éviter le plus possible les marges d'interprétation : arbres à préserver, linéaires à préserver (par exemple : pourcentages à conserver, linéaire à recréer si suppression, etc.), patrimoine à préserver d'ordre écologique, et trame thermophile. A minima, en réaction à la rédaction proposée, il serait intéressant d'ajouter les éléments suivants en rouge : « autoriser la coupe d'arbre circoncise aux nécessités des aménagements et constructions régulièrement autorisés sous condition que lesdits aménagements et constructions ne puissent être implantés hors de la continuité écologique et paysagère »	La commission Urbanisme valide cette proposition d'ajustement qui ne modifie pas la règle	Modification du règlement écrit patrimonial - article L151-23
Riom	RIO_8	30	Règlement écrit patrimonial	La prescription ajoutée en page 9, relative aux panneaux solaires ou photovoltaïques installés sur les "Maisons Bourgeoises" mériterait d'être repise dans le chapitre correspondant (pages 231-232) ; Il conviendrait également de clarifier la règle générale relative à ces panneaux. En effet, il est indiqué qu'ils sont interdits sur les bâtiments situés dans une servitude AC1. Cela paraît très contraignant à Riom. De plus, il est ensuite précisé qu'ils peuvent prendre place sur les toitures d'annexes récentes. Celles-ci peuvent se situer au sein du périmètre de servitude AC1. Il est proposé de ne pas les interdire de fait sur les bâtiments situés dans une servitude AC1, considérant que l'avis de l'ABF est, quoi qu'il en soit, obligatoire dans ce cas.	L'avis de l'ABF, étant strictement défavorable, la commission urbanisme décide de retirer ce point de la modification n°1 du PLUI	NC
Riom	RIO_9		Règlement écrit patrimonial	En page 254, harmoniser les références (numérotation) des éléments identifiés en « paradis » entre la cartographie de présentation et la liste des éléments.	La commission Urbanisme approuve cette correction	Modification règlement écrit patrimonial page 254
Riom	RIO_10		Règlement écrit patrimonial	Le périmètre 4 des éléments identifiés dans le tissu agricole de Riom comporte des incohérences : certains éléments identifiés dans la liste ne se retrouvent pas sur le plan des prescriptions (exemple élément n° 397) ou, à l'inverse, certains éléments identifiés sur le plan n'ont pas de référence correspondante dans la liste (exemple n° 385). Il conviendrait d'harmoniser ces deux pièces.	La commission Urbanisme approuve cette correction	Correction de la liste des éléments patrimoniaux
Riom	RIO_11	16/17	Règlement écrit patrimonial	Le bâti patrimonial à identifier à côté du projet de Chai (Domaine DEAT) a fait l'objet d'une modification dans le document "4-3.c" (fiches) en fin de document et pas au sein du chapitre initial relatif aux tonnes de vignes. Il conviendrait de le rebasculer au bon endroit ("Tonnes de vignes"). Pas de modification apparemment du document "4-3.e" (plan patrimonial), non joint au dossier. Idem pour bâti à identifier sur parcelle ZA 237	La commission Urbanisme approuve cette correction	Modification règlement écrit patrimonial (règlement et plan)
Riom	RIO_12	40	Règlement	En pages 26 et 50, la phrase ajoutée est à reformuler car elle n'est pas compréhensible (coquille) : "Au sein de la zone UA et de la zone 1AUA, des coloris non présents dans le nuancier pourront être utilisés, sous réserve d'une bonne intégration paysagère, dans le cas d'extension de constructions existantes utilisant déjà le coloris concerné de nouvelles constructions sur la même unité foncière qu'un bâtiment utilisant le coloris concerné"	La commission Urbanisme approuve la modification de formulation pour la clarifier: "Au sein de la zone UA et de la zone 1AUA, des coloris non présents dans le nuancier pourront être utilisés, sous réserve d'une bonne intégration paysagère et dans le cas d'extension de constructions existantes qui utilisent utilisant déjà le coloris envisagé concerné de nouvelles constructions ou des constructions qui se situent sur la même unité foncière qu'un bâtiment utilisant le coloris envisagé"	Modification article du nuancier UA et 1AUA
Riom	RIO_13	32	Règlement	Les règles relatives aux menuiseries mériteraient, globalement, certains ajustements : - en zone UC, les menuiseries sont traitées dans le cas des nouvelles constructions et des réhabilitations de constructions existantes uniquement. Une règle relative aux extensions de constructions existantes mériteraient d'être ajoutée. - uniformiser la rédaction de certaines règles identiques de manière à faciliter l'instruction des dossiers. Par exemple, le renvoi au nuancier de couleurs n'est pas rédigé de la même manière dans toutes les zones.	La commission Urbanisme approuve la modification de formulation pour la clarifier et l'uniformiser entre les différentes zones	Ajustement des rédactions des articles 4 toutes zones
Saint Bonnet Près Riom	SBPR_1		Emplacements réservés	Demande d'ajout d'un emplacement réservé sur le secteur Vériot Grande Rase	En complément de l'OAP Vériot Grande Rase, la commune souhaite ajouter un emplacement réservé sur l'emprise de la voie d'accès dans le but de sécuriser l'accès à cette zone enclavée. Au vu du projet de la commune, la commission Urbanisme donne un avis favorable à la demande de création d'un emplacement réservé au bénéfice de la commune pour création de voirie sur les parcelles ZC 1379 (partielle), ZC1380 et ZC 413	Ajout d'un emplacement réservé
Saint Ours	STO_1		Règlement	Permettre la modification de certaines ouvertures dont la condamnation ne porterait pas préjudice à l'insertion paysagère et architecturale des façades en zone UCB	La commission propose de conditionner la règle à la présence d'encadrements en pierre. Ainsi, l'article UCb - Chaîne des Puys, serait rédigé: "Dans le cas d'ouverture sans encadrements en pierre, la condamnation de l'ouverture est possible uniquement si elle ne porte pas préjudice à la composition et à l'équilibre de la façade".	Modification article UCb4
Saint Ours	STO_2		Règlement	Autoriser les extensions de constructions existantes ne respectant pas l'implantation imposée dans la bande de 0 à 5 mètres en zone UCB	Afin de permettre l'extension de constructions existantes (terrasses, pergolas, etc.), la commission propose de rédiger l'article UCb4 ainsi: Dans les unités paysagères « Chaîne des Puys » et « Coteaux et Faille de Limagne », les constructions* doivent s'implanter dans une bande entre 0 et 5 mètres, conformément à la définition donnée en introduction du présent article UC4 (débords de toit inclus). Des implantations différentes pourront être proposées sous réserve d'une justification technique ou d'une meilleure intégration au site en cas d'extension de construction principale préexistante ne répondant pas aux règles de recul.	Modification article UCb4

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

BALICHARD	Ch_1		Zonage	Modification de zonage sur les parcelles AS 52 et AS 60.	La commission Urbanisme s'appuie sur la méthode d'élaboration du PLUi pour cette question. Lors de l'élaboration du PLUi, toutes les demandes d'exclusion d'OAP ont été analysée sur la finalité du projet: en cas de projet de jardin, la partie exclue de l'OAP était classée en UJ. En cas de projet de construction, l'OAP était maintenue. Au vu du projet sur la parcelle AS60 (possible découpage à terme), la commission maintient son classement en zone 1AURg avec OAP.	Zonage non modifié
BICARD/ CARRETTA	Rio_6		Zonage	Demande de constructibilité: YL119 à Saint Ignat	Hors procédure de modification	NC
BICARD/ CARRETTA	Rio_6		Zonage	Demande de zonage Agricole constructible: YL116, YL 117 et YH35 à Saint Ignat	Proposé à la modification n°2, avec réalisation d'une évaluation environnementale	NC
BOUCHON	Enn_4 C2		Zonage	Demande de zonage Agricole constructible: redessiner la zone Ac sur la parcelle YR51 à Riom pour permettre l'implantation de 2 bâtiments	Proposé à la modification n°2, avec réalisation d'une évaluation environnementale	NC
BUCHARLES	C3		Linéaire L151-23	Suppression du linéaire de haies à conserver sur les parcelles AH 4 et 5 à Châtel-Guyon (erreur de commune: Marsat).	Après avis de la commune de Marsat, la commission décide d'approuver la suppression de ce liénaire de haie qui ne présente pas d'intérêt floristique particulier	Linéaire supprimé
CALVET	Enn_1		Zonage	M. et Mme CALVET réitèrent leur demande (déposée lors de l'élaboration du PLUi) de modification de zonage sur la parcelle AD 68 à Chambaron-sur-Morge : inverser la zone AP et la zone UT.	Proposé à la modification n°2, avec réalisation d'une évaluation environnementale sur le site avec volet paysage appuyé.	NC
CHATARD	C6		Zonage	Demande de zonage Agricole constructible: ZO137 à Clerlande	Proposé à la modification n°2, avec réalisation d'une évaluation environnementale	NC
COCHE	C5	34	Règlement	Défavorables à la modification de l'article NL1 (point n°34) qui autorise les hébergements touristiques. Pour M. COCHÉ, après un développement argumenté, il conclut qu'il y a une « incompatibilité forte entre les objectifs de la zone NL, en matière de la qualité des espaces naturels, et la possibilité d'y mettre des hébergements touristiques ».	Les activités de services avec accueil de clientèle sont déja autorisées au sein de la zone NL. Les activités complémentaires à cette destination sont donc également autorisées dans le PLUi en vigueur. Cependant, afin de ne pas laisser un doute d'interprétation, la modification propose d'expliciter clairement la règle qui s'applique aux **activités complémentaires à vocation d'hébergement** des activités de services et des activités touristiques. Le règlement proposé précise donc bien que ces hébergements touristiques ne sont autorisés que s'ils sont liés à une activité présente sur l'unité foncière. Ainsi, tout en respectant les conditions liées à la qualité paysagère, la sauvegarde des espaces naturels et les maximums de surfaces, la commission urbanisme maintient sa proposition de modification de rédaction du règlement de la zone NL.	Maintien de la règle NL
CROSNIER	Enn_2		Zonage	Demande de zonage Agricole constructible: extension de la zone AC sur les parcelles YB69 et YB73 à Chappes pour la construction d'un hangar agricole	Proposé à la modification n°2, avec réalisation d'une évaluation environnementale	NC
DANJOUR	Rio_2		Emplacements réservés	Revoir l'emplacement réservé n° 12 sur sa propriété à Mozac (erreur de référence, il s'agit de l'ER 35)	L'emplacement réservé couvre aujourd'hui toute la surface bâti de la parcelle alors que le commerce ne concerne qu'une partie du rez-de-chaussée. En accord avec la mairie, bénéficiaire de l'emplacement réservé, la commission décide de réduire la surface de l'emplacement réservé à la seule emprise du commerce du rez-de-chaussée. La partie maison d'habitation devient non soumise à l'emplacement réservé.	Réduction de l'ER35
DESMARTIN	Rio_5		Zonage	Demande, pour des problèmes d'alignement, le rattachement des parcelles YN 29 et 30 à Pulvérières à la zone UCb voisine au lieu de URg.	Au vu de la typologie du bâtiment concerné (bâti traditionnel en pierre), la commission donne un avis favorable à ce changement de zonage qui permettra une insertion qualitative du projet de garage.	Changement de zonage UR/UC
DEVILLERT	Enn_6		Zonage	Demande de constructibilité: rendre la parcelle YC103 à Chambaron sur Morge	Hors procédure de modification	NC
GUILLAUD	Rio_1		Zonage	Demande de constructibilité: YB101 à Entraigues	Hors procédure de modification	NC
HEBRAND	Rio_3	34	Règlement	Défavorables à la modification de l'article NL1 (point n°34) qui autorise les hébergements touristiques. Pour M. HEBRAND il est « juste destiné à favoriser le Parc Écureuil à Châtel-Guyon »	Les activités de services avec accueil de clientèle sont déja autorisées au sein de la zone NL. Les activités complémentaires à cette destination sont donc également autorisées dans le PLUi en vigueur. Cependant, afin de ne pas laisser un doute d'interprétation, la modification propose d'expliciter clairement la règle qui s'applique aux **activités complémentaires à vocation d'hébergement** des activités de services et des activités touristiques. Le règlement proposé précise donc bien que ces hébergements touristiques ne sont autorisés que s'ils sont liés à une activité présente sur l'unité foncière. Ainsi, tout en respectant les conditions liées à la qualité paysagère, la sauvegarde des espaces naturels et les maximums de surfaces, la commission urbanisme maintient sa proposition de modification de rédaction du règlement de la zone NL.	Maintien de la règle NL
HEBRAND	Rio_4	34	Règlement	Défavorables à la modification de l'article NL1 (point n°34) qui autorise les hébergements touristiques. Pour M. HEBRAND il est « juste destiné à favoriser le Parc Écureuil à Châtel-Guyon ».	Les activités de services avec accueil de clientèle sont déja autorisées au sein de la zone NL. Les activités complémentaires à cette destination sont donc également autorisées dans le PLUi en vigueur. Cependant, afin de ne pas laisser un doute d'interprétation, la modification propose d'expliciter clairement la règle qui s'applique aux **activités complémentaires à vocation d'hébergement** des activités de services et des activités touristiques. Le règlement proposé précise donc bien que ces hébergements touristiques ne sont autorisés que s'ils sont liés à une activité présente sur l'unité foncière. Ainsi, tout en respectant les conditions liées à la qualité paysagère, la sauvegarde des espaces naturels et les maximums de surfaces, la commission urbanisme maintient sa proposition de modification de rédaction du règlement de la zone NL.	Maintien de la règle NL
HERNANDEZ	C1		Règlement	Modification de l'article NR2 pour permettre l'installation d'une centrale photovoltaïque à MALAUZAT	La remarque soulève un défaut de rédaction dans le règlement de la zone NR, zone identifiée par le PLUi comme destiné aux projets de production énergétique. La condition d'être localisé hors ZNIEFF bloquerait le développement de plusieurs zones NR, contrairement aux objectifs du PLUi. Afin de rétablir la compatibilité entre objectifs et rédaction, la commission décide de modifier la rédaction de l'article NR en précisant: "Le projet d'installation de panneaux photovoltaïques au sol doit être réservé aux terrains ne pouvant recevoir d'autres usages compte tenu de la nature du sol impropre à toute activité agricole. **En cas de classement du terrain d'assiette du projet en espace naturel reconnu tel que ZNIEFF, Natura 2000, ENS, etc., une étude environnementale devra prouver l'absence d'impact du projet sur le site et sur les objets de son classement.**"	Modification de l'article NR2
NUGEYRE	Enn_5		Zonage	Demande de constructibilité: rendre les parcelles AA40 et AA158 à Chavaroux car constructible dans les années 1980	Hors procédure de modification	NC

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

PIATTI	Enn_3		OAP	Modifier la destination de l'OAP sectorielle rue des Sagnes à Chanat-la-Mouteyre. Le projet est un village d'enfants et non une maison de retraite.	La commission Urbanisme note que la vocation globale du site est maintenu malgré le changement de public. L'objectif de la commission est de maintenir une fonction, sur cette OAP, d'hébergement à vocation sociale. Le Village d'enfant correspond tout à fait à cette vocation. La commission propose donc de modifier l'OAP en précisant: Mixité fonctionnelle et sociale: L'OAP prévoit d'accueillir une structure d'hébergement à vocation sociale (par exemple: village d'enfants, maison de retraite à vocation sociale, etc.)	Modification du texte de l'OAP
QUINSAT			Zonage	Demande de constructibilité: AB54 à Chanat-la-Mouteyre	Hors procédure de modification	NC
TERRANOVA	C4			Demande plus de passage de bus	Hors sujet	NC

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 09/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Gérard DUBOT

Commissaire enquêteur

à

VAILLI Corentin

Chargé de missions planification et urbanisme

Communauté d'Agglomération

Riom Limagne et Volcans

Objet : Enquête publique pour la modification n°1 du PLUi

Monsieur,

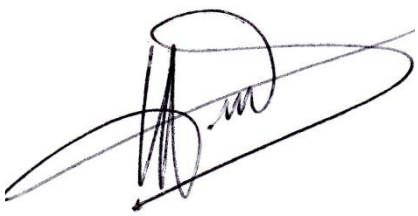
Pour répondre à vos remarques sur le rapport et les conclusions concernant l'enquête publique citée en objet, j'ai pris l'attache du Tribunal Administratif, pour connaître la suite à donner.

Il m'est déconseillé de modifier ces documents qui ont été publiés sur le site de RLV. Cette modification pourrait engendrer un contentieux, ce qui n'est pas le cas des erreurs matérielles que je vous confirme :

- Pour le rapport et les conclusions le titre est « **MODIFICATION N° 1** » et non « REVISION N° 1 ».
- En outre, pour les conclusions, la date de transmission est évidemment « **5 janvier 2024** » et non « 5 janvier 2023 ».

En vous priant de bien vouloir m'excuser pour ces erreurs, je vous prie d'accepter, Monsieur VAILLI, l'expression de mes meilleures salutations.

Le 30 mars 2024.
Gérard DUBOT



Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Département du Puy de Dôme

Communauté d'agglomération

Riom Limagne et Volcans

RÉVISION n°1
du
PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL

Conclusions du Commissaire Enquêteur.

Commissaire Enquêteur : DUBOT Gérard

10 place Van Gogh

63400 CHAMALIERES

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

1. Rappel de l'objet.

Depuis le 7 mars 2023 la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans est dotée d'un Plan Local d'Urbanisme intercommunal.

Ce nouveau document a révélé des insuffisances, au cours des premiers mois d'utilisation, à l'occasion de l'instruction de demandes d'urbanisme.
Par ailleurs, des projets, en cours de préparation pendant l'élaboration du PLUi n'avaient pas pu être intégrés à celui-ci. Ces projets, qui ont abouti depuis, méritent d'être pris en compte.

L'objectif de la présente modification est donc d'améliorer l'usage de ce document pour les demandes d'urbanisme et d'intégrer les projets en cours.

2. L'enquête : organisation et déroulement.

- L'enquête s'est déroulée du lundi 6 novembre 2023 à 10 h au vendredi 8 décembre 2023 à 12h, conformément à l'arrêté de monsieur le Président de Riom Limagne et Volcans en date du 10 octobre 2023.

- Le public a pu consulter le dossier
    - soit sur format papier dans les lieux déterminés pour accueillir les permanences, à savoir la mairie d'Ennezat, la mairie de Chanat-la-Mouteyre et le siège de la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans à Riom.
    - soit sous format dématérialisé sur le site internet de Riom Limagne et Volcans.

- Quatre permanences ont été organisées :
    - Au siège de Riom Limagne et Volcans :
      Le lundi 6 novembre 2023 de 10h à 12h.
      Le vendredi 8 décembre 2023 de 10h à 12h.
    - À la mairie de Chanat-la-Mouteyre
      Le jeudi 16 novembre 2023 de 14h à 16h.
    - À la mairie d'Ennezat
      Le mardi 28 novembre 2023 de 14h à 16 h.

À chaque fois le public a été accueilli dans de très bonnes conditions. Une pièce, facile d'accès, a été mis à disposition du commissaire enquêteur, permettant de recevoir le public avec confidentialité.

- Conformément à l'article R 123.11 du Code de l'Environnement, le public a été averti :
    - par un avis de publicité publié dans deux journaux locaux, « La Montagne » et le « Semeur Hebdo ».
    - par une information diffusée sur le site de Riom Limagne et Volcans.

➢ **L'enquête publique a donc été organisée conformément au code de l'environnement, et s'est déroulée dans de bonnes conditions.**

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

3. Le projet.

3.1 Ses objectifs.

Les objectifs poursuivis par la modification sont de deux ordres :

- D'une part, apporter des éclaircissements et des précisions à la suite de difficultés rencontrées lors de l'instruction de demandes d'urbanisme pendant les premiers mois d'utilisation du PLUi, combler quelques oublis et corriger certaines erreurs.

- D'autre part, de prendre en compte et intégrer de nouveaux projets, qui ont vu le jour depuis la mise en place du PLUi.

- **La légitimité de la modification n'est pas contestable. Le PLUi adopté en mars 2023 est un document neuf qui mérite des rectifications à la suite des premiers mois d'utilisation.**

3.2 Son contenu.

Le projet comporte 42 points de modifications rassemblées autour de cinq thèmes :

a) Les modifications du règlement graphique. (17 points)

Huit de ces modifications sont des changements de zonage.

- **Ces modifications, proposées à la demande des communes sont clairement justifiées par l'évolution de projets en cours.**

Six de ces modifications concernent l'ajout d'un linéaire : « activités de service avec accueil de clientèle ».

- **Sur ces points particuliers la compatibilité avec le SCoT n'est pas évidente et plusieurs PPA ont fait des remarques à cet égard.**

Trois modifications ont des objets divers.

- **Deux d'entre-elles sont justifiées, mais le point n° 11 de la modification « suppression d'un linéaire de haies à préserver » sur l'OAP MOZAC 2 a suscité des remarques de la part de PPA.**

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

b) Les modifications du règlement écrit. (12 points)

Des fragilités ou des contestations sont apparues sur quelques modifications.

C'est le cas pour :

- Le point n° 24 « modification de la rédaction de l'article 1 de la zone UA ». la nouvelle écriture ne semble pas apporter la clarté nécessaire à cet article.
- Le point n° 28 « modification de la rédaction de l'article 4 de la zone UR ». Les éléments de changement sont contestés par des PPA.
- Le point n° 30 « modification du règlement écrit patrimonial – maisons bourgeoises ». La DRAC n'est pas favorable à cette modification.
- Le point n° 34 « modification de l'article NL1. Destinations en zone NL ». Des observations négatives ont été portées par le public.

➢ **La majorité des modifications du règlement écrit semblent convenir et répondre à l'objectif d'amélioration. Quatre de ces modifications (les points n°24, 28, 30 et 34) ont toutefois soulevé des critiques.**

c) Les modifications des Orientations d'Aménagement et de Programmation. (3 points)

➢ **Il s'agit de simples correctifs et ajustements qui s'imposent sur des OAP de la commune de Riom.**

d) Les modifications du nuancier. (2 points)

➢ **Il s'agit de précisions apportées sur l'utilisation du nuancier qui ne soulèvent pas de problème particulier.**

e) Les modifications de la liste des emplacements réservés. (8 points).

➢ **Ces modifications qui concernent les emplacements réservés sont pleinement justifiées par des projets communaux. Elles sont nécessaires à leur réalisation et n'ont soulevé aucune contestation.**

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

3.3 Compatibilité avec le PADD.

Pour rappel, les objectifs du PADD s'articulent autour de 3 grands axes :

- Axe 1 : un territoire moteur à l'échelle régionale valorisant ses singularités.
- Axe 2 : une démarche de projet vertueuse accompagnant les modes de vie.
- Axe 3 : des actions transversales permettant de faire face au changement climatique.

- **Les différents points qui composent la modification n° 1 restent des adaptations limitées, qui ne remettent pas en cause les objectifs généraux déclinés dans les grands axes du PADD.**

  La compatibilité du PLUi avec le PADD n'est pas altérée par la modification n°1.

3.4 Évolution du projet dans le cadre de l'enquête publique.

La communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans a étudié avec attention les avis des communes et des Partenaires Associés. Elle a retenu plusieurs des remarques qui ont été faites lors de leur consultation. Elle a fait savoir, à travers la **réponse au PV de synthèse** du commissaire enquêteur, qu'elle procéderait aux rectifications suivantes :

- **Suppression du point n° 8 de la modification** concernant l'ajout d'un « linéaire L 151-16 activité de service avec accueil de clientèle » sur la commune des Martres-d'Artières dont la compatibilité avec le SCoT du Grand Clermont n'est pas établie.

- **Suppression du point n° 30 de la modification** concernant la possibilité d'installer des panneaux photovoltaïques sur les maisons bourgeoises, à la suite de l'avis défavorable de la DRAC.

- **Modification du point n° 11** concernant la suppression d'un linéaire de haie à conserver sur l'OAP 2 à Mozac. Le linéaire de haies à préserver sera maintenu sur les sujets les plus intéressants mais en permettant une perméabilité pour la voie qui va croiser le linéaire.

- **Modification du point n° 24** concernant la rédaction de l'article 1 de la zone UA : une nouvelle rédaction sera établie avec les services instructeurs sans changer le fond de la règle.

- **Modification du point n° 28** qui concerne le changement de l'emprise au sol en zone UR. Pour tenir compte de l'impact sur la qualité de vie, l'article sera complété par une augmentation des taux de coefficient de pleine terre.

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

- **Je note que le porteur de projet a étudié attentivement les avis portés par les Partenaires Publics Associés et qu'il rectifie son projet pour tenir compte des fragilités qui lui ont été rapportées.**

- **Je remarque par ailleurs que RLV a étudié avec la même attention, les observations portées par le public et que certaines propositions pourront être prises en compte dans le cadre de cette modification n° 1.**

En résumé, je trouve que :

Le projet de modification n°1 du PLUi, présenté à l'enquête publique, répond aux objectifs que la Communauté d'Agglomération Riom Limagne et Volcans s'est fixée. Il améliorera ce document pour faciliter les démarches d'instruction d'urbanisme et prendra en compte les projets qui ont émergé depuis son approbation.

La prise en compte par RLV des remarques portées par les Partenaires Associés et par le public, va contribuer d'une part à éliminer les fragilités de la modification n° 1 et d'autre part à l'enrichir.

Je donne un

AVIS FAVORABLE
à la modification n° 1 du PLUi de Riom Limagne et Volcans

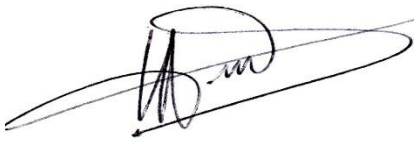
Cet avis est assorti des réserves suivantes :

- éliminer les points 8 et 30 de la modification.
- reprendre les points 11, 24 et 28 de la modification conformément aux éléments écrits dans la réponse au PV de synthèse.

Chamalières le 5 janvier 2023

Le commissaire enquêteur

Gérard DUBOT.



Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

Gérard DUBOT

Commissaire enquêteur

à

VAILLI Corentin

Chargé de missions planification et urbanisme

Communauté d'Agglomération

Riom Limagne et Volcans

Objet : Enquête publique pour la modification n°1 du PLUi

Monsieur,

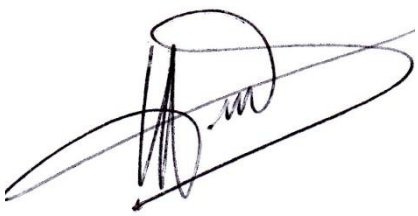
Pour répondre à vos remarques sur le rapport et les conclusions concernant l'enquête publique citée en objet, j'ai pris l'attache du Tribunal Administratif, pour connaître la suite à donner.

Il m'est déconseillé de modifier ces documents qui ont été publiés sur le site de RLV. Cette modification pourrait engendrer un contentieux, ce qui n'est pas le cas des erreurs matérielles que je vous confirme :

- Pour le rapport et les conclusions le titre est « **MODIFICATION N° 1** » et non « REVISION N° 1 ».
- En outre, pour les conclusions, la date de transmission est évidemment « **5 janvier 2024** » et non « 5 janvier 2023 ».

En vous priant de bien vouloir m'excuser pour ces erreurs, je vous prie d'accepter, Monsieur VAILLI, l'expression de mes meilleures salutations.

Le 30 mars 2024.
Gérard DUBOT



Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20240409-DELIB2024040906-DE
Date de télétransmission : 16/04/2024
Date de réception préfecture : 16/04/2024

REPUBLIQUE FRANCAISE

RIOM LIMAGNE ET VOLCANS
(PUY-DE-DOME)

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBÉRATIONS du CONSEIL de COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION

Délibération n°01

L'AN deux mille vingt-trois, le mardi 07 mars, le conseil communautaire, convoqué le 01 mars 2023 s'est réuni à Mozac, Salle l'Arlequin, à 18 heures 30 minutes, sous la présidence de M Frédéric BONNICHON, Président.

Effectif légal du conseil communautaire :
60

Nombre de conseillers en exercice :
60

Nombre de conseillers présents ou représentés :
59

Nombre de votants :
59

Date de convocation :
01 mars 2023

Date d'affichage de la liste des délibérations :
15 mars 2023

PRESENTS

Mme ABELARD Nathalie, M AYRAL Jean-Paul, M BARBECOT Jacques, M BEAURE Nicolas, M BELDA José, Mme BERTHELEMY Hélène, M BIGAY Bertrand, M BONNICHON Frédéric, M BOUCHET Boris, M BRAULT Charles, Mme CACERES Marie, M CARTAILLER Philippe, M CHANSARD Gérard, M CHASSAGNE Eugène, M CHASSAING Pierre, M DE ABREU Jérôme, Mme DE MARCHI Véronique, M DEAT Alain, M DERSIGNY Eric, M DESMARETS Pierre, M DUCHÉ Dominique, Mme DUPONT Laurence, M GAILLARD Philippe, , M GRENET Daniel, Mme GRENET Michèle, M GRENET Roland, M HEBRARD Jean-Pierre, Mme HOARAU Catherine, M IMBERT Didier, M JEAN Daniel, Mme LAFARGE Anne-Catherine, M MAGNET Fabrice, M MAGNOUX André, M MELIS Christian, M MESSEANT Jean-François, M MICHEL Didier, Mme MOURNIAC-GILORMINI Virginie, M PECOUL Pierre, Mme PERRETON Régine, M PONCÉ Stéphane, M RAYMOND Vincent, M RAYNAUD Jean-Louis, M ROUGEYRON Denis, Mme ROUSSEL Sandrine, M THEVENOT Laurent, Mme VAUGIEN Evelyne, M VERMOREL Pierrick, Mme VEYLAND Anne, M VILLAFRANCA Grégory, M WEINMEISTER Nicolas, **titulaires.**
M FAURE Jean-Michel, Mme VALLENET Marie-Christine, **suppléants.**

ABSENTS EXCUSÉS :

Absents représentés ou suppléés :
- M AGBESSI Eric *a donné pouvoir à* M VILLAFRANCA Grégory,
- M BOISSET Jean-Pierre *a donné pouvoir à* M PECOUL Pierre,
- M CHAUVIN Lionel *a donné pouvoir à* M BONNICHON Frédéric,
- Mme MARTINHO Corinne *a donné pouvoir à* M MAGNET Fabrice,
- Mme NIORT Nathalie *a donné pouvoir à* M BOUCHET Boris,
- Mme PIRES-BEAUNE Christine *a donné pouvoir à* M BRAULT Charles,
- M REGNOUX Marc *a donné pouvoir à* M JEAN Daniel,

Objet : Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de RLV : approbation

- M DUBOIS Gérard, conseiller communautaire unique de PESSAT-VILLENEUVE, remplacé par M FAURE Jean-Michel, conseiller communautaire suppléant,
- M GAUTHIER Patrice, conseiller communautaire unique de CHAPPES, remplacé par Mme VALLENET Marie-Christine, conseillère communautaire suppléante.

Absent :
- Mme PANIAGUA Murielle.

<> <> <> <> <>

Secrétaire de Séance : M DESMARETS Pierre

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20230307-DELIB2023030701-DE
Date de réception préfecture : 16/03/2023

Rapport n°01 – Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) de RLV : approbation

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 dite Solidarité et Renouvellement Urbain,
Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 dite Urbanisme et Habitat,
Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement,
Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové,
Vu la loi n°2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques,
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté,
Vu le code général des collectivités territoriales,
Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L. 151-1 à L. 154-4 et – R. 153-1 à R. 153-22,
Vu l'ordonnance n°2015-1174 du 23 septembre 2015,
Vu le décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015,
Vu l'article R. 153-3 du code de l'urbanisme qui autorise à simultanément tirer le bilan de la concertation et arrêter le projet de PLUi,
Vu le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) du Grand Clermont,
Vu l'arrêté préfectoral n°18-02032 du 13 décembre 2018 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans,
Vu l'arrêté préfectoral n°20-00926 portant approbation de la modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Site de Patrimoine Remarquable de Riom,
Vu l'arrêté préfectoral n°23-23-062 en date du 23 février 2023 relatif à la création du périmètre délimité des abords de l'église notre Dame de l'Assomption, de la maison Ducorail, du Prieuré des bénédictines, de la fontaine, de la vieille tour, de la croix du XVI siècle en lave de Volvic, de la croix de carrefour protégés au titre des monuments historiques sur la commune de Marsat,
Vu les statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans et notamment sa compétence « Plans locaux d'Urbanisme, documents d'urbanisme en tenant lieu et cartes communales »,
Vu la délibération n° 20191105.35 en date du 5 novembre 2019 par laquelle le Conseil communautaire a approuvé le Plan Climat Air Energie territorial de l'agglomération Riom Limagne et Volcans,
Vu la tenue de la conférence intercommunale, le 20 mars 2019, à l'initiative de Monsieur Frédéric BONNICHON, Président de la Communauté d'Agglomération, pour arrêter les modalités de la collaboration entre celle-ci et ses communes membres en application de l'article L. 153-8 du code de l'urbanisme,
Vu la délibération n°20190326.07 du conseil communautaire en date du 26 mars 2019 prescrivant l'élaboration du PLUi de Riom Limagne et Volcans et en définissant les modalités de la concertation,
Vu la délibération n°20190924.09 en date du 24 septembre 2019 du conseil communautaire validant le pré-diagnostic du PLUi,
Vu la tenue de la conférence intercommunale, le 7 janvier 2020, à l'initiative de Monsieur Frédéric BONNICHON, Président de la Communauté d'Agglomération, pour échanger sur les orientations du projet d'aménagement et de développement durables,
Vu les réunions des comités techniques et les séminaires PLUi,
Vu les réunions publiques ou forums avec les habitants qui se sont tenus le 11 avril, le 18 juin et le 14 novembre 2019,
Vu les comités de pilotage réunis les 16 mai 2019, 19 septembre 2019, 12 décembre 2019, 16 mars 2021, le 1er juillet 2021 et les consultations par mail du 1er février 2021 et du 23 juillet 2021,
Vu la délibération n°20200114.18 du 14 janvier 2020 par laquelle le conseil communautaire a pris acte de l'organisation d'un débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) élaboré dans le cadre de l'élaboration du PLUi de Riom Limagne et Volcans,

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20230307-DELIB2023030701-DE
Date de réception préfecture : 16/03/2023

Vu le débat du PADD en conseils municipaux de :

Commune	Date
Chambaron-sur-Morge	26/10/2020
Chanat la Mouteyre	19/11/2020
Chappes	16/11/2020
Charbonnières-les-Varennes	11/12/2020
Châtel-Guyon	16/11/2020
Chavaroux	26/11/2020
Cheix-sur-Morge	20/11/2020
Clerlande	12/11/2020
Ennezat	19/11/2020
Entraigues	06/11/2020
Enval	23/11/2020
Lussat	14/12/2020
Malauzat	23/11/2020
Malintrat	16/11/2020
Marsat	30/11/2020
Martres-D'Artière	11/12/2020

Commune	Date
Martres-sur-Morge	17/11/2020
Ménétrol	07/12/2020
Mozac	19/11/2020
Pessat-Villeneuve	16/10/2020
Pulvérières	24/10/2020
Riom	14/12/2020
Saint Laure	13/11/2020
Saint-Beauzire	19/11/2020
Saint Bonnet-près-Riom	16/11/2020
Saint-Ignat	06/11/2020
Saint-Ours-les-Roches	01/12/2020
Sayat	22/12/2020
Surat	06/11/2020
Varennes-sur-Morge	04/11/2020
Volvic	03/12/2020

Vu la délibération n°20210330.24 du conseil communautaire en date du 30 mars 2021 par laquelle le conseil communautaire a pris acte de l'organisation d'un second débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables élaboré dans le cadre de l'élaboration du PLUi de Riom Limagne et Volcans,

Vu la délibération n°20210330.25 du conseil communautaire en date du 30 mars 2021 par laquelle le conseil communautaire a modifié les modalités de concertation afin de les adapter au contexte de crise sanitaire,

Vu les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables, telles qu'annexées à la présente délibération :

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du territoire de Riom Limagne et Volcans s'articule autour de 3 grands axes stratégiques, eux-mêmes déclinés en orientations. Chaque axe comprend une orientation paysage et 4 orientations stratégiques. Le projet s'est construit autour d'un fil rouge paysage permettant de fixer des objectifs de qualité traduits dans les orientations paysage. Chaque orientation est déclinée en objectifs et illustrée par une carte ou un schéma :

Axe 1 - Un territoire moteur à l'échelle régionale valorisant ses singularités

Orientation 1.0 Faire des paysages uniques les garants de l'image du territoire
Orientation 1.1 Affirmer un positionnement métropolitain en s'appuyant sur la diversité de l'armature territoriale
Orientation 1.2 Conforter et diversifier les filières économiques d'excellence
Orientation 1.3 Valoriser les atouts de la destination touristique Terra Volcana, les Pays de Volvic
Orientation 1.4 Positionner le territoire comme un espace de nature préservée

Axe 2 - Une démarche de projet vertueuse accompagnant l'évolution des modes de vie

Orientation 2.0 Accompagner l'insertion qualitative des projets dans les paysages
Orientation 2.1 Renforcer la qualité des zones d'activités économiques pour améliorer l'accueil des entreprises
Orientation 2.2 Articuler la production de logements en cohérence avec l'armature urbaine
Orientation 2.3 Réinvestir les centralités dans une approche transversale et multifonctionnelle
Orientation 2.4 Concevoir les nouvelles formes urbaines

Axe 3 - Des actions transversales permettant de faire face au changement climatique

Orientation 3.0 Anticiper les effets du changement climatique sur les paysages
Orientation 3.1 Investir dans les mobilités de demain
Orientation 3.2 Adopter une gestion frugale et économe en ressources
Orientation 3.3 Tendre vers la sobriété et l'efficacité énergétique
Orientation 3.4 Améliorer la résilience du territoire face aux risques et nuisances

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20230307-DELIB2023030701-DE
Date de réception préfecture : 16/03/2023

Vu la tenue de la conférence intercommunale des maires, le 7 octobre 2021, à l'initiative de Monsieur Frédéric BONNICHON, Président de la communauté d'agglomération, pour échanger sur le projet de PLUi avant son arrêt,

Vu la délibération n°20211109.01 du conseil communautaire en date du 9 novembre 2021 arrêtant l'élaboration du PLUi de Riom Limagne et Volcans et en tirant le bilan de la concertation,

Vu les avis rendus par les communes sur le projet de PLUI arrêté,

Vu la délibération n°20220322.01 du 22 mars 2022 par laquelle le conseil communautaire a arrêté le projet de PLUi dans une version inchangée par rapport au projet du 9 novembre 2021,

Vu les avis rendus par les personnes publiques associées et les communes,

Vu l'arrêté du 13 avril 2022 par lequel le Président de la communauté d'agglomération a prescrit l'organisation d'une enquête publique unique sur les dispositions du projet de PLUi arrêté, pour une durée de 41 jours entre le 1er juin et le 11 juillet 2022,

Vu les observations du public émises au cours de l'enquête publique tel qu'elles apparaissent dans les annexes du rapport de la Commission d'enquête,

Vu le rapport d'enquête et l'avis favorable émis par la Commission d'enquête le 31 août 2022,

Vu la réserve émise par la Commission d'enquête portant sur la nécessité que la future modification n°7 du SCOT rétablisse la compatibilité entre ce document et le projet de PLUi, qui ne pourra être levée qu'à l'issue de la procédure de modification suscitée,

Vu la délibération n°761 du 8 décembre 2022 du conseil syndical du PETR Grand Clermont approuvant la modification n°7 du SCoT,

Vu le projet de PLUi modifié pour tenir compte des remarques et réserves des communes membres, des personnes publiques associées, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête,

Vu la tenue de la conférence intercommunale des maires, le 1er décembre 2022, à l'initiative de Monsieur Frédéric BONNICHON, Président de la communauté d'agglomération, pour présenter les avis qui ont été joints au dossier, les observations du public et le rapport de la commission d'enquête,

Considérant que les modifications du projet de PLUi réalisées à la suite de l'enquête publique ne remettent pas en cause le parti d'aménagement du projet de PLUi arrêté,

Considérant que le dossier complet de PLUi prêt à être approuvé, accompagné du projet de délibération, du rapport et des conclusions de la commission d'enquête, du tableau présentant la synthèse des avis du public, des personnes publiques associées et des communes, avec les conditions de leur prise en compte dans le projet de PLUi en vue de son approbation, et de toutes les évolutions précédemment décrites entre le projet de PLUi arrêté tel que soumis à enquête et le PLUi tel que proposé à approbation, a été tenu à disposition des élus du conseil communautaire dès le 20 février 2023 et que ces documents ont été également communiqués à ces derniers le 1er mars 2023 en même temps que la convocation à la présente séance et que la note de synthèse des questions inscrites à l'ordre du jour de la séance,

Considérant la teneur des échanges en séance du conseil communautaire,

Le conseil communautaire, sur proposition de Monsieur le Vice-Président délégué à l'urbanisme, et à l'unanimité des suffrages exprimés (1 abstention : Mme HOARAU Catherine), décide :

- **D'approuver le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal tel qu'il est annexé à la présente délibération ;**
- **De dire que la délibération sera notifiée aux communes membres de la communauté d'agglomération, auxquelles il appartiendra de l'afficher en mairie dans les meilleurs délais pendant un délai d'un mois ;**
- **De dire que la délibération sera également notifiée pour informations aux personnes publiques associées et consultées, à savoir :**

  Sous-Préfecture de Riom, Chambre d'Agriculture du Puy-de-Dôme, Chambre des Métiers et de l'Artisanat, Chambre de Commerce et d'Industrie, PETR du Grand Clermont, Conseil Régional Auvergne Rhône Alpes, Conseil Départemental du Puy-de-Dôme, Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne, Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans service Habitat, Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans service Mobilité, Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine (STAP), Direction Départementale des Territoires du Puy de Dôme, DREAL Auvergne Rhône Alpes, Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO), ARS Auvergne Rhône Alpes - Puy-de-Dôme, Centre Régional de la Propriété Foncière (CRPF) Auvergne - Antenne Puy-de-Dôme, RTE Auvergne Rhône Alpes, SIAEP Basse Limagne, SEMERAP, SNCF immobilier, GRT - DO – PERM, Comité Environnement pour la Protection de l'Impluvium de l'Eau de Volvic, SIAEP Plaine de Riom, SIAREC, SAGE LOIRE, Communauté de communes de Chavanon Combrailles et Volcans, Communauté de communes Combrailles Sioule et Morge, Communauté de communes

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20230307-DELIB2023030701-DE
Date de réception préfecture : 16/03/2023

Plaine de Limagne, Communauté de communes Entre Dore et Allier, Communauté de communes Billom Communauté, Clermont Auvergne Métropole, Communauté de communes Dômes Sancy Artense, Commune de Châteaugay, Commune de Gerzat, Commune d'Aulnat, Commune de Pont du Château, Commune de Beauregard l'Evêque, Commune de Joze, Commune de Maringues, Commune de Saint André le Coq, Commune de Thuret, Commune de Sardon, Commune d'Aubiat, Commune de Saint-Myon, Commune de Beauregard-Vendon, Commune de Davayat, Commune de Yssac-la-Tourette, Commune de Prompsat, Commune de Loubeyrat, Commune de Manzat, Commune de Chapdes-Beaufort, Commune de Bromont-Lamothe, Commune de Pontgibaud, Commune de Saint-Pierre-le-Chastel, Commune de Mazaye, Commune de Ceyssat, Commune d'Orcines, Commune de Durtol, Commune de Nohanent, Commune de Blanzat.

- **De dire que la délibération fera l'objet :**
  - **D'un affichage pendant un mois au siège de la communauté d'agglomération et dans toutes ses communes membres ;**
  - **D'une mention de cet affichage insérée dans un journal diffusé dans le département ;**
  - **D'une publication sur le site internet de la communauté d'agglomération ;**
- **De dire que la délibération sera publiée sur le Géoportail national de l'urbanisme, en vertu des dispositions des articles L. 153-23, R. 153-21 et R. 153-22 du code de l'urbanisme ;**
- **De dire que le PLUi sera exécutoire dés réalisation de l'ensemble des formalités de transmission au représentant de l'Etat et des mesures de publicité réglementaires ;**
- **De dire que le dossier de PLUi, une fois approuvé et après transmission au représentant de l'Etat et accomplissement des mesures de publicité, sera mis à disposition du public sur le portail national de l'urbanisme et sur le site de la communauté d'agglomération www.riv.eu, et au siège de l'agglomération aux jours et horaires habituels d'ouverture au public ;**
- **De donner un accord de principe pour l'engagement prochain par le conseil communautaire d'une procédure de modification du PLUi aux fins de rectification d'erreurs matérielles.**

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois, an que dessus.

Pour extrait conforme.
A Riom, le 08 mars 2023

Le Président

Frédéric BONNICHON

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION Riom Limagne et Volcans

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20230307-DELIB2023030701-DE
Date de réception préfecture : 16/03/2023

REPUBLIQUE FRANCAISE

RIOM LIMAGNE ET VOLCANS
(PUY-DE-DOME)

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBÉRATIONS du CONSEIL de COMMUNAUTE D'AGGLOMÉRATION

Délibération n°02

L'AN deux mille vingt-trois, le mardi 07 mars, le conseil communautaire, convoqué le 01 mars 2023 s'est réuni à Mozac, Salle l'Arlequin, à 18 heures 30 minutes, sous la présidence de M Frédéric BONNICHON, Président.

Effectif légal du conseil communautaire :
60

Nombre de conseillers en exercice :
60

Nombre de conseillers présents ou représentés :
59

Nombre de votants :
59

Date de convocation :
01 mars 2023

Date d'affichage de la liste des délibérations :
15 mars 2023

PRESENTS

Mme ABELARD Nathalie, M AYRAL Jean-Paul, M BARBECOT Jacques, M BEAURE Nicolas, M BELDA José, Mme BERTHELEMY Hélène, M BIGAY Bertrand, M BONNICHON Frédéric, M BOUCHET Boris, M BRAULT Charles, Mme CACERES Marie, M CARTAILLER Philippe, M CHANSARD Gérard, M CHASSAGNE Eugène, M CHASSAING Pierre, M DE ABREU Jérôme, Mme DE MARCHI Véronique, M DEAT Alain, M DERSIGNY Eric, M DESMARETS Pierre, M DUCHÉ Dominique, Mme DUPONT Laurence, M GAILLARD Philippe, , M GRENET Daniel, Mme GRENET Michèle, M GRENET Roland, M HEBRARD Jean-Pierre, Mme HOARAU Catherine, M IMBERT Didier, M JEAN Daniel, Mme LAFARGE Anne-Catherine, M MAGNET Fabrice, M MAGNOUX André, M MELIS Christian, M MESSEANT Jean-François, M MICHEL Didier, Mme MOURNIAC-GILORMINI Virginie, M PECOUL Pierre, Mme PERRETON Régine, M PONCÉ Stéphane, M RAYMOND Vincent, M RAYNAUD Jean-Louis, M ROUGEYRON Denis, Mme ROUSSEL Sandrine, M THEVENOT Laurent, Mme VAUGIEN Evelyne, M VERMOREL Pierrick, Mme VEYLAND Anne, M VILLAFRANCA Grégory, M WEINMEISTER Nicolas, **titulaires.**
M FAURE Jean-Michel, Mme VALLENET Marie-Christine, **suppléants.**

ABSENTS EXCUSÉS :

Absents représentés ou suppléés :
- M AGBESSI Eric *a donné pouvoir à* M VILLAFRANCA Grégory,
- M BOISSET Jean-Pierre *a donné pouvoir à* M PECOUL Pierre,
- M CHAUVIN Lionel *a donné pouvoir à* M BONNICHON Frédéric,
- Mme MARTINHO Corinne *a donné pouvoir à* M MAGNET Fabrice,
- Mme NIORT Nathalie *a donné pouvoir à* M BOUCHET Boris,
- Mme PIRES-BEAUNE Christine *a donné pouvoir à* M BRAULT Charles,
- M REGNOUX Marc *a donné pouvoir à* M JEAN Daniel,

Objet : Droit de préemption urbain (DPU) : Mise en place sur le territoire de Riom Limagne et Volcans et renforcement du Droit de Préemption Urbain

- M DUBOIS Gérard, conseiller communautaire unique de PESSAT-VILLENEUVE, remplacé par M FAURE Jean-Michel, conseiller communautaire suppléant,
- M GAUTHIER Patrice, conseiller communautaire unique de CHAPPES, remplacé par Mme VALLENET Marie-Christine, conseillère communautaire suppléante.

Absent :
- Mme PANIAGUA Murielle.

<> <> <> <> <>

Secrétaire de Séance : M DESMARETS Pierre

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20230307-DELIB2023030702-DE
Date de télétransmission : 16/03/2023
Date de réception préfecture : 16/03/2023

Rapport n°02 – Droit de préemption urbain (DPU) : Mise en place sur le territoire de Riom Limagne et Volcans et renforcement du Droit de Préemption Urbain

Vu les articles L. 211-1 à L. 211-7, L. 300-1 et R. 211-1 à R. 211-8 du code de l'urbanisme,

Vu l'article L. 211-2 du code de l'urbanisme qui précise notamment que la compétence d'un Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre en matière de plan local d'urbanisme emporte sa compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain,

Vu l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme qui permet d'instituer un droit de préemption urbain, lorsqu'il n'a pas été créé de zone d'aménagement différé ou de périmètre provisoire de zone d'aménagement différé, sur :

- tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par un plan local d'urbanisme,
- dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines définis en application de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique,
- Dans les zones et secteurs définis par un plan de prévention des risques technologiques,
- Dans les zones soumises aux servitudes instituées sur les terrains riverains de cours d'eau,
- tout ou partie du territoire couvert par un plan de sauvegarde et de mise en valeur rendu public ou approuvé,

Vu l'article L. 211-4 du code de l'urbanisme qui permet l'instauration, par délibération motivée, d'un droit de préemption renforcé.

Vu l'arrêté préfectoral du 13 décembre 2018 portant modification des statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV),

Vu les statuts de la communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans et notamment sa compétence « Plans Locaux d'Urbanisme (PLU), documents d'urbanisme en tenant lieu et cartes communales »,

Vu l'arrêté préfectoral n°20-00926 portant approbation de la modification n°1 du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur du Site de Patrimoine Remarquable de Riom,

Vu les arrêtés préfectoraux instaurant un périmètre de protection rapproché de prélèvement d'eau destiné à l'alimentation des collectivités humaines :

SOURCES MINERALES DU PARC THERMAL DE CHATEL-GUYON	Décret du 09/04/1936
CAPTAGE D'ARGNAT	Arrêté préfectoral du 03/09/1982
CAPTAGE FONTBARON HAUTE	Arrêté préfectoral du 04/04/1979
CAPTAGE FONTAUBE	Arrêté préfectoral du 07/04/1983
CHAZELLES	Arrêté préfectoral du 07/04/1983
CAPTAGE DE LA FONT DES RASES	Arrêté préfectoral du 08/04/1958
CAPTAGE DU PECHER	Arrêté préfectoral du 08/04/1958
CAPTAGE LA PERRERE	Arrêté préfectoral du 10/10/1991
CAPTAGE EGAULES	Arrêté préfectoral du 15/04/2003
FORAGE DE MOULET MARCENAT	Arrêté préfectoral du 15/04/2003
GALERIE LOUCHADIERES	Arrêté préfectoral du 18/03/2009
FONTAINE DE SERANGE	Arrêté préfectoral du 23/02/1987
GALERIE DE PESCHADOIRES	Arrêté préfectoral du 23/02/1987
PUITS DE PESCHADOIRES	Arrêté préfectoral du 23/02/1987
GOULET DE VOLVIC	Arrêté préfectoral du 23/09/1982
PUITS CHEIRE DE COME 1 et 2	Arrêté préfectoral du 28/03/2000

Vu la délibération n°20200723.10 du conseil communautaire du 23 juillet 2010 par laquelle Monsieur le Président a reçu délégation pour exercer ou déléguer librement au nom de RLV les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme,

Vu la délibération n°20230307.01 du conseil communautaire du 7 mars 2023 approuvant le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal,

Vu la délibération n°20230131.24 du conseil communautaire du 31 janvier 2023 approuvant l'avenant n°1 à la convention Opération de Revitalisation du Territoire,

Vu la convention cadre pluriannuelle Action Cœur de Ville de Riom signée le 12 octobre 2018,

Vu la convention OPAH RU n°063-03-3018 signée le 7 décembre 2018 entre Riom Limagne et Volcans, l'Anah, la SACICAP et Action Logement,

Vu la convention Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) signée le 10 juin 2020 entre l'Etat, la Caisse des Dépôts et des Consignations, l'Anah, Action Logement, Riom Limagne et Volcans, Riom, Ménétrol, Châtel-Guyon, Ennezat, Mozac et Volvic,

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20230307-DELIB2023030702-DE
Date de télétransmission : 16/03/2023
Date de réception préfecture : 16/03/2023

Vu la convention d'adhésion Petites Villes de Demain signé le 18 juin 2021 entre l'Etat, Riom Limagne et Volcans, Châtel-Guyon, Mozac et Volvic,

Considérant que le droit de préemption urbain permet à son titulaire d'acquérir prioritairement des biens immobiliers en cours d'aliénation en vue de la réalisation d'une action ou opération répondant aux objectifs définis à l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme,
Considérant l'intérêt pour Riom Limagne et Volcans de disposer du droit de préemption urbain sur :

- La totalité des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par le plan local d'urbanisme intercommunal,
- La totalité des périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines définis en application de l'article L. 1321-2 du code de la santé publique,
- La totalité du territoire couvert par le plan de sauvegarde et de mise en valeur de Riom,

Considérant que ces éléments sont de nature à motiver l'instauration du droit de préemption urbain,
Considérant que le droit de préemption urbain simple n'est pas applicable aux mutations suivantes :

a) A l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai ;
b) A la cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;
c) A l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement ;

Considérant que le centre-ville de Riom est lauréat à l'appel à projet « Action Cœur de Ville »,
Considérant que RLV est signataire d'une convention Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) multisite couvrant le territoire des communes correspondant au cœur urbain (Riom, Mozac, Ménétrol) et les pôles structurants (Volvic, Châtel-Guyon et Ennezat) qui remplissent des rôles intermédiaires polarisant les communes plus rurales,
Considérant que ces communes remplissent un rôle essentiel dans l'organisation en archipel du territoire tel que décrit dans le Schéma de Cohérence Territoriale,
Considérant que l'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT) multisite a pour objectifs d'améliorer et de développer le parc de logements et de dynamiser le tissu urbain et commercial des secteurs visés. Elle doit permettre de lutter contre la vacance et l'habitat indigne, de réhabiliter l'immobilier et les friches, de valoriser les espaces publics et le patrimoine bâti et de revitaliser les activités commerciales,
Considérant que Riom Limagne et Volcans a pour objectifs de :

- Conforter la politique de l'habitat et du logement, développer des logements de qualité et variés qui attirent un public mixte, revitaliser les centres-villes et centres-bourgs en réduisant la vacance, en favorisant la production de logements sociaux, et en requalifiant les ilots dégradés ;
- Garantir les conditions d'une offre commerciale cohérente, encourager au maintien de l'offre de proximité, assurer de bonnes conditions de développement et de mutations, veiller à l'équilibre des implantations en fonction des typologies d'activités ;
- Encourager les aménagements urbains en centre-ville et centre-bourg, assurer l'attractivité des cœurs de villes et cœurs de bourg en retravaillant l'aménagement des espaces publics structurants ;
- Intégrer les enjeux de la mobilité et de l'environnement, faciliter l'accès aux centres-villes et centres-bourgs, renforcer la cohérence entre les différents modes de déplacements, assurer la préservation de l'environnement et du cadre de vie... ;
- Valoriser le patrimoine et les équipements structurants, promouvoir l'identité du territoire et les services proposés, mettre en avant le patrimoine, accompagner la mutation des sites vacants, faire émerger des projets d'envergure ;

Considérant le périmètre d'intervention de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Renouvellement Urbain,
Considérant le classement Opération de Revitalisation du Territoire des centres-villes de Chatel-Guyon, d'Ennezat, de Ménétrol, de Mozac et de Volvic,
Considérant le classement Action cœur de ville du centre-ville de Riom,

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20230307-DELIB2023030702-DE
Date de télétransmission : 16/03/2023
Date de réception préfecture : 16/03/2023

Considérant le contexte des cœurs urbains des communes de Châtel-Guyon, Ennezat, Ménétrol, Mozac, Riom et Volvic,

Considérant l'ensemble des enjeux urbains de ces communes, déclinés dans la convention Opération de Revitalisation du Territoire et dans la convention Petite Ville de Demain,

Considérant que l'ensemble de ces éléments sont de nature à motiver l'instauration du droit de préemption urbain renforcé,

Le conseil communautaire, sur proposition de Monsieur le Vice-Président délégué à l'urbanisme, et à l'unanimité, décide :

- **D'approuver le périmètre du droit de préemption urbain dont les plans figurent en annexe, correspondant :**
  - **Aux zones d'urbanisation futures (AU) et aux zones urbaines (U) telles que définies dans le document d'urbanisme du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal ;**
  - **Aux zones couvertes par un périmètre de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines ;**
  - **Aux zones couvertes par le plan de sauvegarde et de mise en valeur de Riom ;**
- **De renforcer le droit de préemption urbain en application de l'article L. 211-4 du code de l'Urbanisme sur les secteurs suivants :**
  - **Châtel-Guyon : zone UTh du PLUi et périmètre ORT ;**
  - **Ennezat : zone UCv du PLUi et périmètre ORT ;**
  - **Ménétrol : zone UCv du PLUi et périmètre ORT ;**
  - **Mozac : zone UCv du PLUi et périmètre ORT ;**
  - **Riom : Zones UCv, UCg, URb du PLUi, périmètre du PSMV et périmètre ORT ;**
  - **Volvic : zone UCv du PLUi et périmètre ORT ;**
- **D'indiquer que le périmètre de droit de préemption urbain, simple et renforcé, sera annexé au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal, conformément à l'article R. 151-52 du code de l'urbanisme ;**
- **De rappeler que Monsieur le Président a reçu délégation du conseil communautaire pour exercer, au nom de la communauté d'agglomération, le droit de préemption urbain simple et renforcé.**

  Conformément à l'article R. 211-2 du code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de RLV et de toutes les mairies membres de l'agglomération pendant un mois et d'une insertion dans deux journaux locaux et sera adressée à l'ensemble des organismes et services mentionnés à l'article R. 211-3 du code de l'urbanisme.

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois, an que dessus.

Pour extrait conforme.
A Riom, le 08 mars 2023

Le Président

Frédéric BONNICHON

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION Riom Limagne et Volcans

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Communauté d'Agglomération, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre et qu'un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois. (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l'Administration).

Accusé de réception en préfecture
063-200070753-20230307-DELIB2023030702-DE
Date de télétransmission : 16/03/2023
Date de réception préfecture : 16/03/2023